



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8514^e séance

Mardi 23 avril 2019, à 10 heures

New York

<i>Président :</i>	M. Maas	(Allemagne)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Nkosi
	Belgique	M. Kenes
	Chine	M. Ma Zhaoxu
	Côte d'Ivoire	M. Ipo
	États-Unis d'Amérique	M. Cohen
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. Delattre
	Guinée équatoriale	M. Nguema Ndong
	Indonésie	M. Syihab
	Koweït	M. Alotaibi
	Pérou	M. Meza-Cuadra
	Pologne	M. Radomski
	République dominicaine	M. Singer Weisinger
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Lord Ahmad

Ordre du jour

Les femmes et la paix et la sécurité

Violences sexuelles en période de conflit

Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits
(S/2019/280)

Lettre datée du 11 avril 2019, adressée au Secrétaire général par le
Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des
Nations Unies (S/2019/313)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Les femmes et la paix et la sécurité

Violences sexuelles en période de conflit

Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280)

Lettre datée du 11 avril 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/313)

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite une chaleureuse bienvenue au Secrétaire général, aux Ministres et aux autres éminents représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui souligne l'importance de la question dont nous sommes saisis.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Bangladesh, Botswana, Brésil, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Nigéria, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, République islamique d'Iran, Roumanie, Rwanda, Serbie, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Turquie, Ukraine, Uruguay et Viet Nam.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes à participer à la présente séance : M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit; Dr Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix; M^{me} Nadia Murad, lauréate du prix Nobel de la paix; M^{me} Amal Clooney, avocate; et M^{me} Inas Miloud, cofondatrice et Directrice de Tamazight Women Movement.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également les personnes suivantes à participer à la présente séance :

M. Robert Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies; S. E. M^{me} Mara Marinaki, Conseillère principale chargée des questions d'égalité des sexes et de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité au Service européen pour l'action extérieure; M^{me} Clare Hutchinson, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité; S. E. M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies; et S. E. M^{me} Jeanne d'Arc Byaje, Observatrice permanente de la Commission économique des États de l'Afrique centrale auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je propose que le Conseil invite l'Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'Organisation des

Nations Unies à participer à la présente séance, conformément au règlement intérieur provisoire et à la pratique établie à cet égard.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/280, qui contient le rapport du

Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits.

J'appelle également l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/313, qui contient une lettre datée du 11 avril 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je remercie l'Allemagne et S. E. le Ministre fédéral des affaires étrangères, M. Heiko Maas, d'avoir organisé cet important débat. Je souhaite la bienvenue aux lauréats du prix Nobel de la paix, M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, et je les remercie de l'action extraordinaire qu'ils mènent. Leurs activités de sensibilisation mettent en lumière deux éléments essentiels de notre réponse au crime de violences sexuelles en période de conflit : l'appel à la justice et la nécessité de fournir appui et assistance aux victimes. Bien que leurs efforts aient leur origine en Iraq et

en République démocratique du Congo, ils ont des répercussions mondiales. L'ONU est fière de travailler avec les victimes et les rescapé(e)s pour appuyer les mouvements qu'ils ont lancés. Je souhaite également la bienvenue à M^{me} Inas Miloud et à M^{me} Amal Clooney, et je les remercie de leur militantisme et de leurs activités de sensibilisation.

Dix ans se sont écoulés depuis la création du mandat et du Bureau de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Au cours de la dernière décennie, la manière d'appréhender le crime des violences sexuelles liées aux conflits et leurs effets sur la paix et la sécurité internationales, les mesures à adopter pour le prévenir et y mettre fin et la prise en charge multidimensionnelle dont ont besoin les rescapé(e)s a changé. C'est le résultat des activités de sensibilisation et de l'action menées par des individus, des gouvernements, des institutions et des organisations non gouvernementales. Je félicite toutes les personnes et entités qui ont participé à ces efforts, notamment le Conseil, qui a mis en place un cadre normatif solide pour traiter cette question. Un nombre croissant de gouvernements se montrent disposés à rechercher la justice et à fournir des services aux rescapé(e)s. Les groupes de défense ont incontestablement démontré que la violence sexuelle est délibérément utilisée comme tactique de guerre, pour terroriser les gens, déshumaniser les communautés et déstabiliser les sociétés, de manière qu'il leur faut des années, voire des décennies, pour se relever.

Les organisations locales de la société civile, dont beaucoup sont des organisations de femmes, sont en première ligne de nos efforts pour prévenir ce crime et garantir une réparation, et elles méritent notre appui ferme et constant. Des personnes héroïques, dont certaines sont parmi nous aujourd'hui, ont fait preuve d'un grand courage en dénonçant les dommages énormes et durables causés par ce crime, qui est le plus souvent perpétré contre les femmes et les filles.

Le système des Nations Unies a redoublé d'efforts en prenant des mesures pour mettre en œuvre les résolutions adoptées par le Conseil sur les femmes et la paix et la sécurité. Pour ne citer que quelques exemples, les soldats de la paix des Nations Unies reçoivent désormais une formation systématique pour prévenir et combattre les violences sexuelles en période de conflit. Nous avons renforcé notre capacité d'enquêter sur les crimes de violence sexuelle et sexiste en déployant des enquêteurs spécialisés auprès des commissions

d'enquête des Nations Unies et des tribunaux nationaux et internationaux. Nous avons amélioré nos données et notre analyse de ces crimes, base essentielle pour une prévention efficace. Et nous aidons les gouvernements à améliorer leurs réponses et leurs services pour les rescapé(e)s.

Malgré tous ces efforts, la réalité sur le terrain n'a pas changé. La violence sexuelle reste une caractéristique horrible des conflits partout dans le monde.

Tout au long de ma carrière, j'ai entendu des récits de première main sur la violence sexuelle dans les zones de guerre, de la République démocratique du Congo à l'ex-Yougoslavie. Au Bangladesh, l'année passée, des réfugiés rohingya m'ont parlé du viol collectif de femmes et de filles dans leurs foyers avant qu'elles ne fuient le Myanmar. C'est pourquoi le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, et moi-même nous sommes engagés, au début de cette année, à redoubler d'efforts pour prévenir et faire cesser ces crimes, et à placer les victimes et les rescapé(e)s au centre de notre action. En même temps, nous avons exhorté les gouvernements à faire davantage pour s'attaquer à ce problème et pour venir en aide aux rescapé(e)s.

Nous devons être conscients que les violences sexuelles en période de conflit touchent principalement les femmes et les filles parce qu'elles sont étroitement liées à des questions plus générales d'inégalité entre les sexes et de discrimination. C'est pourquoi la prévention doit reposer sur la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres dans tous les domaines avant, pendant et après les conflits, notamment en assurant la participation pleine et effective des femmes à la vie politique, économique et sociale et la mise en place d'institutions de justice et de sécurité accessibles et adaptées.

Nous devons aussi reconnaître qu'il existe des liens entre les violences sexuelles en période de conflit, les inégalités entre les sexes et la discrimination et l'extrémisme violent et le terrorisme. Les extrémistes et les terroristes fondent souvent leurs idéologies sur l'assujettissement des femmes et des filles et utilisent la violence sexuelle de diverses manières, allant du mariage forcé à la réduction en esclavage. La violence sexuelle continue d'alimenter les conflits et compromet gravement les perspectives d'une paix durable.

Mon rapport (S/2019/280) présente une série de recommandations visant à fournir une approche

globale de la violence sexuelle liée aux conflits. La prévention est un thème fort présent tout au long de ces recommandations. J'encourage le Conseil à inclure la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits dans toutes ses résolutions portant sur la situation d'un pays ainsi que dans les mandats des opérations de paix.

J'encourage également le Conseil à tenir pleinement compte de la question des violences sexuelles liées aux conflits dans les activités de ses comités des sanctions et à inclure des mesures visant à prévenir ces crimes dans ses initiatives de réforme du secteur de la sécurité et du secteur judiciaire. Il est également essentiel de renforcer la prévention dans le contexte des efforts de rétablissement de la paix déployés par le Conseil.

Nous savons que lorsque des femmes participent à des missions de maintien de la paix, le taux de dénonciation des crimes de violence sexuelle augmente et que la protection contre la violence sexuelle est renforcée. Lorsque des femmes participent aux négociations de paix, il y a plus de chances que les auteurs de ces crimes soient amenés à en répondre. Lorsque des femmes participent à la surveillance du cessez-le-feu, elles peuvent veiller à ce que le suivi des actes de violence fondée sur le genre et la communication d'informations y relatives soient garantis.

Mes recommandations soulignent également la nécessité de renforcer les efforts en faveur de la justice et de l'application du principe de responsabilité. Même s'il y a eu quelques condamnations très médiatisées, les auteurs de violences sexuelles liées aux conflits jouissent d'une impunité généralisée. La plupart de ces crimes ne font jamais l'objet d'une plainte ou d'une enquête, et encore moins de poursuites. Je recommande notamment d'appuyer plus résolument l'action que mènent les autorités nationales pour réformer les lois, gagner en efficacité dans les enquêtes et les poursuites, et protéger de la stigmatisation et de la peur de représailles les rescapé(e)s qui témoignent. Je souligne également la nécessité de renforcer l'appui apporté aux rescapé(e)s et à leurs familles, notamment en matière d'accès aux soins de santé, de réparations et d'autres formes d'assistance.

Je salue les efforts déployés par le docteur Mukwege pour créer un fonds mondial d'aide aux victimes et j'appelle tous les États Membres à y contribuer afin que ce fonds puisse transformer la vie des personnes touchées et leur donner accès à des réparations.

Je remercie les membres du Conseil pour le leadership dont ils ont fait preuve ces 10 dernières

années. Ce programme a bénéficié à la fois de l'engagement et du consensus des membres du Conseil, et j'encourage les membres du Conseil à continuer d'œuvrer de concert pour aplanir les divergences qui les opposent. L'action menée au niveau mondial pour faire face à ces crimes doit permettre de punir leurs auteurs et d'apporter un appui global aux rescapé(e)s, dans le plein respect de leurs droits fondamentaux. Ensemble, nous pouvons et devons remplacer l'impunité par la justice et l'indifférence par l'action.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Patten.

M^{me} Patten (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord saluer le rôle de chef de file de l'Allemagne et l'engagement personnel du Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, S. E. M. Heiko Maas, qui ont organisé ce débat public.

Je suis fière de me joindre à deux héros de notre cause commune, M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, lauréats du prix Nobel de la paix en 2018, qui font entendre la voix des rescapé(e)s de ce crime odieux. Le prix qui leur a été attribué est un triomphe pour tous les rescapé(e)s. Je voudrais également remercier M^{me} Inas Miloud, qui est ici pour permettre aux femmes autochtones touchées par la violence sexuelle en période de conflit de mieux se faire entendre, ainsi que M^{me} Amal Clooney de sa présence parmi nous aujourd'hui.

Au cours des 10 années qui se sont écoulées depuis la création de ce mandat par le Conseil de sécurité, la communauté internationale a pleinement pris conscience de ce crime souvent qualifié de « plus grand silence de l'histoire » et l'action mondiale à cet égard s'est intensifiée d'une manière sans précédent. Le Conseil a joué un rôle essentiel en reconnaissant que l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre et tactique terroriste constitue une menace fondamentale pour la paix et la sécurité internationales et que pour y faire face, il faut mener une action ciblée et stratégique en matière de sécurité et de justice pour prévenir ces crimes et mettre en place des services complets destinés aux rescapé(e)s.

Même si la stigmatisation et d'autres obstacles sociaux contribuent à une sous-dénonciation chronique des cas de violence sexuelle, nous en savons maintenant beaucoup plus sur ses multiples formes, facteurs et effets, ainsi que sur ses conséquences physiques,

psychologiques et sociales dévastatrices sur les rescapé(e)s. Au cours des 10 dernières années, des dispositions concernant la prévention de la violence sexuelle ont été intégrées dans les accords de paix et les mécanismes de surveillance du cessez-le-feu, et les gouvernements et les organisations régionales ont signé des communiqués conjoints et mis en place des cadres de coopération avec l'ONU en tant que socle d'une action commune. Une assistance technique a été fournie aux acteurs des secteurs judiciaire et de la sécurité au niveau national pour renforcer l'application du principe de responsabilité. Les soldats de la paix des Nations Unies reçoivent une formation plus soutenue pour améliorer leur état de préparation opérationnelle en matière de prévention des violences sexuelle liées aux conflits.

Néanmoins, après 10 ans d'attention soutenue et d'efforts concertés, force est de reconnaître que les progrès sont lents dans la mise en œuvre des résolutions, des politiques, des accords et des engagements et qu'il reste difficile de faire appliquer le principe de responsabilité. Nous n'avons pas encore réussi à améliorer véritablement et durablement la situation sur le terrain. Les guerres continuent d'être menées sur et pour les corps des femmes et des filles. La violence sexuelle, qui détruit l'individu et sape les perspectives de paix et de développement, fait peser une grave menace sur l'humanité. Elle est utilisée précisément parce qu'il s'agit d'un moyen très efficace de s'en rendre à des individus et de détruire des communautés entières. La violence sexuelle alimente les conflits et compromet gravement les perspectives d'une paix durable. Les victimes sont souvent prises pour cible en fonction de leur appartenance ethnique, religieuse, politique ou clanique réelle ou supposée.

Lorsque je me suis rendue au Soudan du Sud l'année dernière, j'ai été horrifiée par la brutalité absolue d'actes de violence sexuelle, perpétrés selon des critères ethniques contre des femmes et des filles, parfois âgées de seulement 4 ans. Je me suis entretenue avec des membres de la population qui étaient arrivés quelques jours auparavant sur le site de protection des civils de Djouba, en fuyant des attaques dans l'État de l'Équatoria-Occidental. Ils étaient complètement bouleversés alors qu'ils décrivaient la terreur qui régnait et l'ampleur et la brutalité des méthodes utilisées, notamment les viols collectifs et les enlèvements à des fins d'esclavage sexuel.

Les violences sexuelles continuent d'être utilisées dans le cadre d'une stratégie plus large visant à déplacer

des communautés, à faire fuir un groupe indésirable ou à s'accaparer des terres contestées ou d'autres ressources. Elles demeurent des causes et des conséquences des déplacements forcés. À Cox's Bazar, au Bangladesh, je me suis entretenue avec des femmes et des filles rohingya qui m'ont décrit toute une série d'atrocités généralisées, notamment des viols collectifs, commises dans le cadre d'opérations militaires de « nettoyage » dans le nord de l'État rakhine, au Myanmar. En Libye, nous avons constaté que des situations de vulnérabilité peuvent apparaître ou s'exacerber dans le contexte de migrations, et peuvent entraîner d'autres cas de viol, de traite, d'exploitation et d'atteintes sexuelles contre des personnes qui, une fois déplacées, se retrouvent sans moyens de subsistance ni statut juridique.

Le désespoir provoqué par les conflits donne souvent lieu à de nouveaux abus au nom de la protection. Imaginez des parents tellement désespérés qu'ils décident de donner leur fille en mariage à un étranger pour éviter qu'elle ne soit violée par plusieurs autres. En Iraq, je me suis entretenue avec des femmes qui avaient été enlevées par Daech – notamment des femmes yézidiennes, turkmènes chiites et chrétiennes – qui ont dû faire face au choix déchirant d'abandonner leurs enfants nés de violences sexuelles liées au conflit pour être acceptées au sein de leurs communautés ou de ne pas rentrer chez elles parce qu'elles ne pouvaient pas supporter d'abandonner leurs enfants. De tels enfants se comptent probablement par milliers après les conflits prolongés en Bosnie, en Colombie, en Syrie, en Iraq, dans la Corne de l'Afrique, en République démocratique du Congo et en Afrique de l'Ouest. Le fait que ces enfants sont marginalisés et n'ont pas de statut juridique constituent un problème en matière de paix et de sécurité mondiales, car ils sont souvent des cibles de choix pour la radicalisation et le recrutement par des groupes armés.

À Maiduguri, au Nigéria, je me suis entretenue avec des femmes et des filles qui avaient pu échapper à Boko Haram. Alors que j'étais assise dans une pièce avec des dizaines d'entre elles, j'ai pu compter un très grand nombre de bébés dans leurs bras. J'ai été choquée d'apprendre qu'elle se sentaient mieux aux côtés de leurs ravisseurs membres de Boko Haram parce qu'après avoir été victimes d'enlèvement et de viol par un seul homme, elles étaient maintenant confrontées à des violences sexuelles quotidiennes dans les camps et étaient obligées de vendre leur corps pour nourrir leurs enfants.

Il est essentiel que les victimes de violences sexuelles commises par des groupes terroristes comme

Boko Haram, Daech ou les Chabab puissent rentrer chez elles en toute dignité et bénéficier des services nécessaires, au lieu d'être traitées comme des affiliées à ces groupes ou des agents de renseignement. Cela est d'autant plus critique étant donné que ces groupes utilisent la violence sexuelle comme tactique terroriste et pour faire avancer leurs objectifs politiques, militaires et économiques. Ils ont recouru à l'esclavage sexuel et au mariage forcé dans le cadre du système de sanctions et de récompenses par lequel ils consolident leur pouvoir et mettent en place un ordre mondial qui correspond à leur image et à leurs convictions.

Partout où je me suis rendue, j'ai constaté que les survivants ne forment pas un groupe homogène et qu'ils ont besoin de services et d'interventions sur mesure. Il s'agit notamment de femmes, touchées de manière disproportionnée dans toutes les zones de conflit; d'enfants, de plus en plus pris pour cible dans un effort visant à détruire l'avenir des communautés; d'hommes et de garçons qui subissent souvent des violences sexuelles en détention et dans le cadre d'interrogatoires; de défenseurs des droits des femmes et de journalistes qui dénoncent des violences sexuelles; ou de membres des communautés lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes qui ont été pris pour cible du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

L'urgence qu'il y a à assurer des services de santé complets à tous les survivants, notamment des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'un soutien psychosocial et juridique, ne saurait être plus prononcée. Cet élément est au cœur de l'approche axée sur les survivants que le Secrétaire général formule dans ses recommandations, et il représente le pilier central des priorités stratégiques que j'ai fixées depuis mon entrée en fonctions.

Toutefois, si nous voulons un jour empêcher la commission même de ces crimes, nous devons faire face à l'inacceptable réalité qui veut que, la plupart du temps, violer une femme, un enfant ou un homme dans les conflits armés du monde entier n'implique aucune conséquence. Pour renverser le cours des choses, nous devons augmenter le prix que devront payer ceux qui commettent, ordonnent ou tolèrent des actes de violence sexuelle en période de conflit. Nous devons transformer une culture ancestrale d'impunité en une culture de responsabilisation. Par conséquent, nous devons donner la priorité à la dissuasion et à la prévention grâce à la justice et à l'obligation de rendre des comptes.

L'un des principaux défis à relever à l'avenir sera de déterminer comment veiller au respect du droit international et des résolutions du Conseil par des parties à un conflit inscrites année après année sur les listes du Secrétaire général. Sur les 49 parties inscrites cette année, 36 acteurs non étatiques n'ont pris aucun engagement à prévenir la violence sexuelle, et la plupart d'entre eux sont inscrits sur les listes idoines depuis six ans ou plus. Si ces parties n'ont pas l'impression que leurs actes font l'objet d'une quelconque vigilance ou conséquence, elles n'auront aucune incitation à cesser leurs violations. J'exhorte le Conseil de sécurité à envisager d'autres mesures ciblées qui pourraient être prises pour faire pression sur ces parties.

Dans le même temps, une démarche qui place les survivants au centre de toutes nos actions doit être fondée sur un concept holistique de la justice et de la responsabilisation, qui veille à ce que les survivants disposent des moyens de subsistance dont ils ont besoin pour reconstruire leur vie, et à ce qu'ils reçoivent les réparations qui incombent aux États en vertu du droit international. C'est pourquoi je tiens à mettre en exergue la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que les États Membres envisagent sérieusement la mise en place d'un fonds pour les survivants.

Enfin, il nous faut reconnaître que, dans les situations de conflit du monde entier, les organisations de la société civile restent les acteurs de la protection les plus importants en première ligne. Il est impératif que nous appuyions un large éventail de ces acteurs de la société civile qui sont indispensables à nos stratégies globales de prévention.

Je tiens à remercier les membres du Conseil de sécurité d'avoir délibéré avec sérieux de l'ensemble des recommandations formulées par le Secrétaire général. Le projet de résolution présenté par l'Allemagne sur cette base représenterait un grand pas en avant pour ce qui concerne le renforcement de la justice et de la responsabilisation et l'adoption d'une démarche axée sur les survivants dans toutes nos interventions. L'extrême vulnérabilité de tant de femmes, d'enfants et d'hommes à la violence sexuelle en situation de conflit à travers le monde doit maintenant aboutir à la concrétisation en actions claires de notre détermination à prévenir ces crimes. Il est impératif que nous traduisions nos promesses en mesures pratiques et nos résolutions en solutions. Il est temps de mettre ces crimes, et ceux qui les commettent, sous les projecteurs de la communauté internationale et d'envoyer un message clair : le monde

ne tolérera pas l'emploi de la violence sexuelle comme tactique de guerre et de terrorisme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Patten de son exposé.

Je donne maintenant la parole au docteur Mukwege.

Le docteur Mukwege : Je tiens à remercier la Mission de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies de m'avoir invité à prendre la parole à l'occasion de ce débat ouvert sur les violences sexuelles en période de conflit.

Qu'il me soit permis en premier lieu de partager un souvenir gravé dans ma mémoire à l'issue de ma première intervention devant les membres du Conseil de sécurité il y a plus de 10 ans. Un diplomate d'un pays membre permanent avait demandé : pourquoi parle-t-on de ce sujet ici ? Ce souvenir nous rappelle que l'on vient de loin quand on aborde ce sujet qui est censé affecter notre conscience et notre humanité commune et qui est intimement lié à la paix et à la sécurité internationales.

Je salue la volonté du Secrétaire général de continuer à placer l'agenda sur les femmes et la paix et la sécurité au centre de l'attention de la communauté internationale et sur la table du Conseil de sécurité. Depuis l'adoption des résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008), le lien entre les violences sexuelles et la paix et la sécurité internationales est clairement établi, et le viol comme stratégie de guerre est reconnu à sa juste valeur comme un crime de guerre, un crime contre l'humanité, voire un acte constitutif du crime de génocide. Il s'agit d'une avancée remarquable car pour traiter un problème, il faut d'abord qu'il soit reconnu. Aujourd'hui, grâce à cette évolution du droit, plus aucun responsable politique ou militaire ne peut ignorer ou négliger qu'il est contraire au droit international d'utiliser le viol et les violences sexuelles comme arme de domination et de terreur.

Nous soutenons toutes les initiatives visant à l'établissement d'une ligne rouge contre ces actes barbares dont nous sommes les témoins de première ligne depuis trop longtemps, et aspirons à voir l'ONU et les États adopter des sanctions à l'encontre des auteurs et des instigateurs de la violence sexuelle dans les conflits armés.

Nous pensons que les organisations locales de la société civile doivent être associées pleinement à des mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide et à la collecte de données des crimes à caractère sexuel qui

seraient canalisées vers des observatoires de la violence sexuelle mis en place aux niveaux local, national, régional et global, pour les relayer ensuite au plus vite vers les mécanismes de saisine et d'examen des comités des sanctions de l'ONU.

À Panzi, nous avons développé un modèle de prise en charge holistique incluant l'assistance médicale, psychologique, socioéconomique et légale. Nous profitons de cette tribune pour rappeler que cette prise en charge des victimes doit être considérée comme un droit humain à la réhabilitation, conformément à la résolution 2106 (2013).

Notre expérience nous démontre que le processus de guérison des survivantes n'est complet que quand la justice est rendue. Telle est la raison pour laquelle nous soutenons pleinement les recommandations du dixième rapport du Secrétaire Général (S/2019/280) et le travail de sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflits.

De même, nous saluons l'initiative de la diplomatie allemande de présenter un nouveau projet de résolution, car il met une emphase particulière sur le besoin de reconnaissance du statut des enfants nés du viol, d'une approche globale centrée sur les survivantes, mais aussi sur la nécessité d'appliquer des sanctions, de rendre la justice, d'exiger la redevabilité et de fournir des réparations.

Nous encourageons tous les efforts de lutte contre l'impunité, tant au niveau national qu'international, ainsi que le recours à des tribunaux spéciaux que nous appelons de nos vœux pour la République démocratique du Congo, ainsi que pour tous les pays dans une situation analogue. Nous continuerons également notre plaidoyer pour la mise en œuvre des outils de la justice transitionnelle : dans les pays qui aspirent à sortir de la violence et de la dictature, il faut assainir les institutions et les forces de sécurité, et les victimes ont non seulement droit à des soins de qualité mais aussi à la vérité et à la justice. Les réparations parachèvent le processus de guérison et la réintégration des victimes, mais permettent aussi à la société de reconnaître le mal infligé, de lutter contre la stigmatisation, les discriminations et les inégalités de genre, et de prévenir la répétition des crimes de violence sexuelle.

Ainsi, nous exprimons le souhait de voir la communauté internationale s'engager dans l'établissement d'un fonds en vue de répondre aux besoins des survivantes et de combler les lacunes actuelles de la justice, tant

domestique qu'internationale. Ce mécanisme consistera en un fonds qui octroiera des programmes et des projets de réparation dans les pays qui nient leurs responsabilités ou qui ont besoin de soutien pour les assumer. Il n'y aura pas de paix durable sans justice et tant que les femmes victimes ne seront pas entendues avec dignité par les États et associées pleinement à la construction de la paix et à la consolidation de la société.

Partout où je vais à travers le monde, la parole des survivantes se libère, à l'image de celle de Nadia Murad, ma co-lauréate du prix Nobel de la paix, et leurs témoignages constituent des preuves vivantes. Nous ne pouvons pas rester indifférents à leurs cris. En parallèle, le cadre normatif de la lutte contre les violences sexuelles n'a cessé de s'enrichir depuis 20 ans. Les preuves sont là. Les textes existent. Qu'attend la communauté humaine pour rendre justice aux victimes? Nous exhortons les décideurs et les responsables ici présents à adopter le projet de résolution S/2019/328 et ainsi faire preuve de courage et de volonté politique pour combler le fossé existant entre le droit et la pratique et contribuer à la construction d'un monde meilleur, débarrassé des violences sexuelles en période de conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le docteur Mukwege de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Murad.

M^{me} Murad (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général, le Gouvernement allemand et vous-même, son Ministre des affaires étrangères, ainsi que les membres du Conseil, de cette occasion qui m'est donnée de participer à cet important débat sur la question de la violence sexuelle perpétrée contre les femmes dans différentes régions du monde, laquelle est devenue un phénomène grave qui requiert que nous nous y intéressions tous et y apportions des solutions. Je suis heureuse qu'aujourd'hui le Conseil de sécurité ait choisi de débattre de ce problème qui nous préoccupe tous.

Lorsque nous parlons des crimes de violence systématique fondée sur le genre à notre époque, nous devons parler de ce qu'a fait Daech aux femmes yézidiennes en Iraq et en Syrie. Daech a réduit en esclavage des milliers de femmes et de filles yézidiennes au vu et au su de la communauté locale et internationale sans que personne n'intervienne pour les arrêter. Le génocide des femmes yézidiennes se poursuit : le tissu social de toute une société a été déchiré; l'œuvre et les aspirations de générations entières ont été détruites; on nous a

empêchés de pratiquer nos traditions; les personnes qui ont échappé au génocide se sont retrouvées forcées de vivre dans des camps dépourvus de tous les éléments indispensables à la vie; des fosses communes parsèment notre région; les femmes yézidiennes ont été retenues en captivité et vendues dans les marchés commearme contre notre société.

Après avoir été incapables, ou plus précisément après avoir échoué, à protéger les femmes et les enfants contre l'esclavage sexuel et une minorité contre le génocide, nous devons, en tant que communauté internationale et en tant qu'êtres humains, assumer la responsabilité de sauver et de libérer ceux et celles qui sont portés disparus ou détenus depuis 2014. Nous avons demandé à maintes reprises à la communauté internationale, aux États du monde et à nos gouvernements de créer un groupe de travail qui se chargerait de sauver les femmes et les enfants yézidis, mais en vain. Nos demandes sont restées lettre morte, signe de notre échec à tous. Nous savons parfaitement bien que ces femmes subissent des violences sexuelles et sont vendues et achetées par les éléments de Daech en Iraq et en Syrie. Qu'est ce qui nous a empêchés et qu'est ce qui nous empêche encore de les sauver? Présentement, des milliers de rescapées et de victimes vivent dans des conditions tragiques dans des camps de déplacés et souffrent de traumatismes psychologiques et de séquelles de la violence sexuelle qu'elles ont subie. Ce que je veux dire ici c'est qu'il existe bien des dispositions qui permettent d'empêcher la commission de tels crimes, mais lorsqu'on échoue à le faire, nous devons en assumer la responsabilité, et fournir tout l'appui possible aux victimes.

Des femmes yézidiennes que je connais – des amies à moi – ayant subi des violences sexuelles aux mains de Daech ont brisé toutes les barrières, surmonté toutes les peurs et mis de côté toute honte pour raconter leurs histoires au monde entier, espérant en retour que cela leur apporterait justice et appui et pousserait la communauté internationale à œuvrer pour y mettre un terme. Mais jusqu'à présent pas un seul individu n'a été jugé pour crime d'esclavage sexuel contre des femmes yézidiennes. Plus de 350 000 Yézidis vivent encore dans des camps, soit près de 80 % de la population yézidienne en Iraq. Près de cinq années se sont écoulées depuis le génocide commis contre les miens au vu et au su de la communauté internationale, aucune mesure sérieuse n'a encore été prise pour sauver les Yézidis qui restent. Nous prononçons des allocutions ici à l'ONU et dans des conférences, mais sans prendre de mesures concrètes

pour, par exemple, entreprendre la reconstruction de nos régions, traduire en justice les auteurs de ce génocide ou faciliter le retour des victimes et des déplacés dans leurs foyers. Nous voulons voir des mesures sérieuses prises sur le terrain, et pas seulement entendre des slogans.

Nous espérons qu'en parlant publiquement de nos cas, cela permettrait la traduction en justice des éléments de Daech, mais aujourd'hui, des milliers d'entre eux sont libres de leurs mouvements et des milliers d'entre eux sont détenus, mais ils ne sont pas jugés. Ce que nous demandons aujourd'hui c'est que les auteurs de crimes de génocide, ceux qui utilisent les femmes Yézidiennes comme arme de guerre, soient traduits en justice, devant un tribunal spécialisé pour y être jugés pour les crimes commis contre les femmes et les enfants. Traduire les éléments de Daech devant un tribunal international pour qu'ils y répondent de crimes de génocide et de violence sexuelle adressera un message aux autres et préviendra la commission de tels crimes à l'avenir.

Enfin, l'adoption de la résolution 2379 (2017) portant constitution d'une équipe chargée d'enquêter sur les crimes de Daech à l'appui des efforts engagés pour amener l'EIIL à rendre des comptes et pour rendre la justice aux victimes, était un pas dans la bonne direction, même si cette mesure est venue en retard. Nous espérons que le Conseil de sécurité continuera d'appuyer M. Karim Khan et l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes dans l'action qu'ils mènent pour recueillir les éléments de preuve. Mais il faut aussi que le Conseil de sécurité et la communauté internationale rédige une résolution qui garantisse un appui sans réserve aux victimes de violences sexuelles, notamment un appui financier, psychologique et sanitaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Murad de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Clooney.

M^{me} Clooney (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Gouvernement allemand de m'avoir invitée aujourd'hui à prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur la question de la responsabilité en matière de violence sexuelle en temps de conflit. C'est un honneur pour moi de faire partie d'un groupe d'orateurs aussi éminents.

Lorsque je me suis préparée à présenter ces observations aux côtés de M^{me} Nadia Murad – ma cliente, mon amie et une personne que j'admire

énormément –, j'ai repensé à une conversation que nous avons eue lors de notre première rencontre. Nadia m'a parlé des souffrances qu'elle avait endurées aux mains de 12 hommes différents de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), qui l'ont réduite en esclavage et brutalisée. Elle m'a raconté le meurtre de sa mère et de ses frères. Elle m'a montré les messages de menace qu'elle avait reçus de l'EIIL sur son téléphone. Et, tandis qu'elle le faisait, je me suis rendu compte qu'elle n'avait jamais exprimé de craintes pour sa vie ou sa sécurité. Au lieu de cela, ce jour-là et depuis lors, elle n'a évoqué qu'une seule crainte : lorsque tout cela sera terminé, les hommes de l'EIIL n'auront qu'à raser leur barbe et reprendre le cours de leur vie, et justice ne sera pas faite.

Je suis la conseillère juridique de Nadia et d'autres femmes et filles yézidiennes qui ont été enlevées, achetées, vendues, réduites en esclavage et violées par des membres de l'EIIL, et ma mission consiste à obtenir que justice soit faite. Cependant, j'ai compris dès le début que ma tâche serait loin d'être aisée. Les puissances du monde étaient focalisées sur une solution militaire, et personne ne souhaitait parler de justice. Nous nous sommes donc concentrées sur un impératif : nous ne pouvions pas laisser les preuves disparaître. C'est pourquoi M^{me} Murad et moi-même nous sommes rendues à l'ONU, et nous avons demandé de l'aide au Conseil de sécurité. Nous lui avons demandé d'envoyer une équipe d'enquêteurs en Iraq pour recueillir des éléments de preuve attestant les crimes commis par l'EIIL afin qu'il soit possible, un jour, de tenir des procès et de rendre justice aux victimes.

Après de nombreux mois de plaidoyer, avec le ferme leadership du Royaume-Uni et l'appui de l'Iraq et des États-Unis, Nadia et moi-même nous sommes assises dans cette salle (voir S/PV.8052) et avons vu 15 mains se lever pour adopter la résolution 2379 (2017). Nous nous sommes félicitées de la nomination d'un éminent avocat, M. Karim Khan, à la tête de l'Équipe d'enquêteurs créée par la résolution 2379 (2017), et nous avons célébré le moment, il y a quatre semaines, où l'Équipe, travaillant aux côtés des autorités irakiennes, a commencé à exhumer des charniers et à identifier les restes des victimes. Cette première étape de toute enquête criminelle a été un moment cathartique pour de nombreuses familles yézidiennes, et nous sommes heureuses d'apprendre que l'enquête en Iraq est maintenant pleinement en cours.

Des avancées majeures ont également été accomplies dans les tribunaux nationaux du monde

entier. Aux États-Unis, je représente des femmes et des filles yézidiées qui ont été détenues dans la maison d'une membre de l'EIIL, Umm Sayyaf, ainsi que l'une des rares victimes non yézidiées de violences sexuelles commises par l'EIIL que nous connaissions, une otage américaine nommée Kayla Mueller, qui a été détenue dans des conditions effroyables pendant plus de 18 mois et violée à maintes reprises par le chef de l'EIIL, Abu Bakr Al-Baghdadi. Umm Sayyaf n'a pas fait preuve de solidarité envers les femmes détenues. Elle les a enfermées dans une pièce, frappées et maquillées en vue de les préparer à être violées. Je demande qu'Umm Sayyaf soit transférée aux États-Unis afin de répondre en justice de ses crimes.

En France, je représente des victimes yézidiées dans une affaire contre Lafarge, une entreprise qui a versé plusieurs millions de dollars à l'EIIL et première multinationale à être accusée de complicité dans des crimes contre l'humanité commis par ce groupe.

En Allemagne, je représente une victime yézidie dans une affaire dans laquelle la Cour suprême allemande a confirmé que les accusations portées contre un commandant de l'EIIL responsable d'esclavage sexuel équivalaient à un génocide. C'est la première fois qu'un tribunal reconnaît un fait de ce type dans le monde.

Il y a deux semaines, j'étais à Munich, où est en cours le premier procès contre un membre de l'EIIL, accusé d'avoir perpétré des crimes internationaux contre une victime yézidie. Dans cette affaire, je représente la mère d'un enfant yézidi âgé de 5 ans qui a été réduit en esclavage et enchaîné à une fenêtre dehors, où on l'a laissé mourir de soif lentement par une chaleur torride. Le membre de l'EIIL qui est responsable de ces actes est aujourd'hui poursuivi pour meurtre constitutif de crime de guerre.

Il s'agit là d'étapes importantes, et je voudrais remercier tout particulièrement les procureurs allemands avec lesquels j'ai travaillé en étroite collaboration au cours des dernières années pour la détermination et le professionnalisme dont ils ont fait preuve afin de traduire ces affaires en justice. Toutefois, je tiens à être très claire. Cela ne correspond pas, et de loin, au niveau de justice souhaité par les rescapé(e)s ni à l'ampleur de la réponse internationale que ces personnes méritent.

N'oublions pas que les crimes perpétrés par l'EIIL contre des femmes et des filles ne sont nullement comparables à ce que nous avons pu observer à l'époque moderne. L'EIIL a contrôlé un territoire de la taille du

Royaume-Uni et imposé sa domination à plus de 8 millions de personnes. L'on estime que plus de 40 000 combattants étrangers provenant de 110 pays ont rejoint les rangs de l'EIIL en Iraq et en Syrie. Mais la question de les poursuivre en justice n'est guère soulevée. Pourtant, si nous n'agissons pas maintenant, il sera trop tard. Des milliers d'auteurs de crimes, notamment certains des combattants les plus haut gradés, sont détenus en Syrie par les Forces démocratiques syriennes, qui sont soutenues par la coalition. Ces Forces affirment qu'« elles ne disposent pas du soutien logistique nécessaire pour détenir les coupables sur une longue durée », et le Président Trump a averti que si l'Europe ne trouvait pas un moyen de poursuivre les combattants étrangers en justice, les États-Unis seraient contraints de les libérer.

Des milliers d'autres membres de l'EIIL sont détenus en Iraq, où des procès, qui selon l'ONU ne respectent pas les garanties d'une procédure régulière, n'invoquent qu'un seul chef d'accusation, le terrorisme, ne font pas intervenir de témoins et se soldent rapidement par des exécutions. Aucun de ces procès ne rend proprement justice aux yézidis. Ces procès ne donnent pas aux victimes la possibilité de regarder leurs agresseurs dans les yeux et de révéler au monde ce que l'EIIL a fait. Les chefs d'accusation n'incluent pas la violence sexuelle, et des crimes comme le génocide ne figurent même pas dans les textes de loi.

Cette situation doit changer, et nous avons à présent une opportunité unique d'obliger les coupables à rendre des comptes au niveau international, parce que des milliers de militants de l'EIIL sont en détention, qu'une équipe des Nations Unies recueille des éléments de preuve et que des rescapé(e)s sont prêts à témoigner, mais aussi parce que les habitants de la région demandent que des procès internationaux soient tenus. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes ont appelé à la création d'un tribunal international spécial pour poursuivre les combattants étrangers et, en Iraq, le Gouvernement régional kurde a lancé un appel similaire.

Dans l'intervalle, le Conseil a lui-même clairement indiqué que le génocide perpétré par l'EIIL via des meurtres et des viols représentait une menace pour la paix et la sécurité internationales, et lorsqu'il est parvenu à une conclusion similaire au sujet de ces crimes au Rwanda et en Bosnie, il a établi des tribunaux pour juger les auteurs de ces crimes. Toutefois, si Al-Baghdadi est arrêté aujourd'hui, où ira-t-il? Voici quatre options que le Conseil doit examiner.

Premièrement, le Conseil peut saisir la Cour pénale internationale (CPI) de cette situation, comme l'ont demandé de nombreux rescapés yézidis. Malheureusement, cela semble de plus en plus improbable. Le Gouvernement des États-Unis a récemment déclaré, par l'intermédiaire de son Conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, et de son Secrétaire d'État, Mike Pompeo, que la CPI n'existait plus à ses yeux et que les personnes qui soutenaient certaines enquêtes menées par la CPI pourraient se voir refuser l'entrée aux États-Unis, voir leurs avoirs gelés, ou même être arrêtées.

Un autre membre permanent du Conseil a porté un coup tout aussi dévastateur à la CPI. Le mois dernier, un haut responsable russe a déclaré devant le Conseil que la Russie ne saisirait plus jamais la CPI d'aucune situation et qu'elle n'aiderait plus jamais ses collègues du Conseil de sécurité à créer d'autres tribunaux de ce type. Il a ajouté, pour faire bonne mesure, que l'expérience de la justice internationale dans son ensemble n'aurait peut-être jamais dû être tentée. Les personnes ayant subi des violences sexuelles ne peuvent qu'espérer que le Conseil trouvera un moyen de sortir de cette impasse, mais il existe d'autres moyens de rendre justice.

Voici la deuxième option : les États animés du même esprit, qui croient en la justice, pourraient créer un tribunal par traité. Cela pourrait être fait par les États membres de la Coalition internationale contre Daech, dont beaucoup sont représentés ici aujourd'hui. Après tout, si 79 États peuvent s'unir pour combattre l'EIIL sur le champ de bataille, pourquoi ne peuvent-ils pas créer un tribunal à La Haye, ou quelque part dans la région? La Coalition internationale a déclaré que sa mission consistait à garantir la défaite durable de l'EIIL, mais cela n'est pas possible sans justice. Comme les membres de la Coalition l'ont eux-mêmes reconnu, une défaite militaire n'est pas durable en soi, car tant que nous n'aurons pas éliminé l'idée qui sous-tend l'EIIL, il se reconstituera tout simplement sous une autre dénomination.

Troisièmement, si le Conseil et la Coalition internationale n'agissent pas, l'Union européenne (UE) peut le faire. L'UE a récemment contribué à la création d'un tribunal spécial à La Haye pour juger les crimes internationaux commis au Kosovo. Ce tribunal bénéficie du soutien de tous les pays de l'UE, ainsi que des États-Unis, du Canada, de la Norvège, de la Turquie et de la Suisse, et ses affaires sont traitées par des procureurs et des juges internationaux. Avec l'appui de l'Iraq, l'UE

et les États animés du même esprit pourraient faire de même pour les crimes commis par l'EIIL, ou bien l'UE pourrait élargir le mandat du Parquet européen afin qu'il recouvre les crimes internationaux, et créer un nouveau tribunal européen ayant compétence pour ces crimes.

Quatrièmement, l'Iraq pourrait conclure un traité avec l'ONU pour créer un tribunal mixte, comme cela a été fait pour la Sierra Leone et le Cambodge, afin de poursuivre les responsables de crimes internationaux.

Aucune de ces solutions n'est ni simple ni gratuite et aucune ne remplacera la nécessité que des procès crédibles soient organisés devant les tribunaux nationaux, en plus de tout tribunal international. Toutefois le projet de résolution que le Conseil examine aujourd'hui reconnaît la prévalence de la violence sexuelle dans les guerres partout dans le monde et souligne que le Conseil de sécurité demeure profondément préoccupé par la lenteur des progrès visant à éliminer la violence sexuelle en période de conflit armé. J'estime moi aussi que nous sommes face à une épidémie de violence sexuelle et je crois que la justice est l'antidote.

C'est pourquoi je voudrais dire respectueusement au Conseil aujourd'hui que, même si le projet de résolution à l'examen constitue une avancée bienvenue, en particulier dans la mesure où il renforce le régime de sanctions pour ceux qui commettent des violences sexuelles, nous devons aller plus loin. Si le Conseil ne peut pas empêcher la violence sexuelle en temps de guerre, qu'au moins il la punisse. Comme l'ont dit les parents de Kayla Mueller et d'autres otages américains de l'EIIL, lorsque des crimes de ce genre sont dénoncés publiquement devant les tribunaux, les victimes peuvent être entendues et entamer leur processus de guérison et il est possible d'espérer que la justice viendra un jour à bout de ces crimes contre l'humanité.

C'est pourquoi, au lieu d'abandonner la justice internationale, nous devons la défendre, parce que la justice n'est pas inévitable – elle n'est pas le fruit du hasard et elle n'a aucune chance si les personnes au pouvoir, y compris celles qui sont présentes autour de cette table, n'en font pas une priorité.

Après la Seconde Guerre mondiale, les nations victorieuses, à savoir le Royaume-Uni, la France, la Russie et les États-Unis, se sont posées la même question au sujet des nazis que celle que nous nous posons aujourd'hui au sujet de l'EIIL : lorsqu'il s'agit d'une guerre, devons-nous vraiment nous soucier de la justice? Anthony Eden, qui était alors Secrétaire d'État aux

affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, estimait que la culpabilité des nazis était si criante qu'elle ne relevait d'aucune procédure judiciaire. D'autres pensaient que des « procès-spectacles » ou des exécutions massives seraient une meilleure réponse. Mais les États-Unis, sous les Présidents Roosevelt et Truman, ont fait pression pour que des procès aient lieu parce que, selon les États-Unis, il était important que les méfaits du système terroriste nazi soient dûment consignés. Le procureur américain qui a ouvert le procès a expliqué qu'il l'avait fait parce que « les torts que nous cherchons à condamner et à punir ont été si calculés, si malveillants et si dévastateurs, que la civilisation ne peut tolérer qu'on les ignore, car elle ne survivrait pas à leur répétition ».

Le Conseil se trouve en quelque sorte devant son Nuremberg, sa chance de se placer du bon côté de l'histoire. Il doit le faire pour Nadia et pour les milliers de femmes et de filles qui doivent regarder les membres de l'EIIL se raser la barbe et reprendre leur vie normale, alors qu'elles, les victimes, ne le pourront jamais.

Nadia a reçu tous les honneurs depuis qu'elle a décidé courageusement de parler des horreurs qu'elle et son peuple ont subies. Elle a reçu des titres, des prix, des paroles de remerciement et des promesses d'aide. Mais elle échangerait sans hésitation son prix Nobel de la paix contre la possibilité d'obtenir ce qu'elle veut vraiment – la possibilité d'affronter, devant un tribunal, ceux qui ont assassiné sa mère et ses frères et ceux qui l'ont sauvagement violée de manière répétée.

Il est temps que le Conseil fasse de la justice sa priorité afin que l'histoire puisse garder une trace de ce qui s'est passé, afin que nous puissions empêcher que cela ne se reproduise et honorer véritablement ceux qui, comme Nadia, ont déjà trop souffert.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Clooney de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Miloud.

M^{me} Miloud (*parle en anglais*) : Je suis Inas Miloud. J'appartiens à la nation amazighe; nous sommes les premiers habitants de la Libye. Je suis née en 1990 et j'ai grandi à Yafran, une petite ville amazighe située dans le massif montagneux de Nefoussa, à environ 160 kilomètres de Tripoli.

Depuis la révolution de 2011, je travaille avec les femmes et les filles autochtones victimes de la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi qu'avec

les communautés déplacées et migrantes en Libye. Aujourd'hui, je ne représente pas seulement mon peuple, les Imazighen, mais toutes les femmes de Libye. Je m'exprime en ma qualité de présidente du Tamazight Women's Movement, une organisation qui mène des recherches et des activités de plaidoyer sur les questions autochtones en Libye dans une perspective féministe intersectoriel. Je prends également la parole aujourd'hui au nom du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

La semaine dernière, la conférence nationale pour la paix, soutenue par l'ONU, qui devait mettre la Libye sur la voie de la démocratie et des élections, a dû être reportée. Comme l'a dit M. Ghassan Salamé, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, on n'invite pas les gens à participer à une conférence lorsqu'ils sont visés par des tirs et des frappes aériennes.

Plusieurs semaines après le début de l'offensive militaire du général Khalifa Haftar contre Tripoli, alors que le bilan des civils tués s'alourdit, que des milliers de personnes fuient et que la crise humanitaire s'aggrave, je pense à ma famille – aux graves menaces auxquelles elle est actuellement confrontée, mais aussi à la réalité qui a été la sienne des décennies durant sous le régime de Kadhafi. En 2011, nous sommes descendus dans la rue pour réclamer liberté, la fin de la répression et revendiquer notre droit à la démocratie.

Pourtant, huit ans après l'accord politique négocié sous les auspices de l'ONU, mon pays reste en pleine crise et nos espoirs de changement ont été anéantis. La reprise du conflit en 2014 a entraîné une augmentation de la violence sexuelle et des menaces à la sécurité des femmes, y compris des actes de torture sexuelle généralisés contre les femmes et les hommes, en particulier les personnes déplacées, les communautés autochtones et autres communautés minoritaires et les défenseuses des droits de la personne.

En 2018, nous avons recueilli des centaines de témoignages de Libyens venus de tout le pays qui nous ont raconté leur expérience des violences sexuelles et fondées sur le genre, lesquelles touchent principalement les femmes et les filles. La majorité des témoignages fournis aussi bien par les hommes que par les femmes décrivent le même schéma de violence physique, de viol, de harcèlement sexuel, de violence verbale, d'enlèvement et de violence domestique. Deux faits indiscutables ressortent de leurs récits.

Premièrement, la violence fondée sur le genre et l'insécurité des femmes sont avant tout dues à des normes patriarcales rigides, amplifiées par la présence des groupes armés et la très grande disponibilité des armes.

Deuxièmement, la violence fondée sur le genre participe d'un processus continu qui se retrouve aussi bien en temps de paix qu'en période de conflit et s'étend de l'espace public à la sphère privée.

Malgré l'embargo sur les armes imposé par l'ONU, les armes continuent d'affluer librement dans le pays. Parce les armes sont présentes quasiment dans chaque foyer, la violence se solde souvent par une issue fatale. Les notions patriarcales de l'honneur familial, associées à la crainte de représailles, font que la violence domestique et la violence sexuelle et fondée sur le genre sont rarement signalées. Les femmes autochtones sont encore plus marginalisées en raison de la discrimination profondément enracinée et quasi séculaire à l'encontre de nos communautés.

Des centaines de femmes autochtones sont victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre simplement parce qu'elles appartiennent à des communautés telles que les Tébou, les Touaregs et mon propre peuple, les Imazighen. En 2016, mon amie a été violée par un groupe armé sur le chemin qui la menait de Tripoli aux montagnes de Nefoussa en compagnie de son frère. Cinq hommes armés les ont arrêtés, ils ont battu son frère et l'ont violée. Ils lui ont dit que c'était tout ce que méritaient les femmes amazighes.

Je connais beaucoup d'autres femmes, tant sur le plan professionnel et dans ma vie personnelle, qui ont, elles aussi, été victimes de la violence fondée sur le genre mais dont les histoires sont tues. L'impunité des auteurs, tous camps confondus, se nourrit du fait qu'en raison de la stigmatisation, de la peur des représailles et du manque de confiance dans le système judiciaire les violences sont rarement dénoncées.

Pour de nombreuses personnes en Libye, le déplacement interne est devenu une caractéristique permanente de leur vie quotidienne. Quarante pour cent du million de migrants internationaux dénombrés en Libye sont des femmes. Privés des nécessités les plus élémentaires, telles qu'un abri sûr, la nourriture et les médicaments, les femmes, les jeunes filles et les garçons déplacés sont particulièrement vulnérables à la violence. Elles sont enlevées et même violées, souvent à plusieurs reprises et par différents individus, notamment par des

groupes armés et par des acteurs étatiques. La violence sexuelle et fondée sur le genre est perpétrée d'une manière qui touche à la fois les femmes et les hommes.

Les hommes et les garçons sont visés, en particulier dans les prisons et les centres de détention libyens. Dans les centres de détention libyens, une technique de torture fréquemment signalée consiste à forcer les hommes à former un cercle pour assister au viol et parfois au meurtre de femmes. Quiconque bouge ou fait savoir ce qu'il pense est battu ou tué. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de services pour répondre aux besoins des femmes rescapées, et encore moins des hommes rescapés.

L'une des caractéristiques de la violence ciblant les hommes et les garçons, et l'une des raisons de sa stigmatisation, ce sont les présupposés profondément ancrés selon lesquels les hommes ne seraient pas exposés à cette forme de violence. C'est pourquoi il est essentiel de remettre en question les normes de genre et attitudes néfastes concernant la masculinité et la féminité pour s'attaquer aux causes profondes de la violence fondée sur le genre et de la militarisation.

Comme celle de nombreux Libyens, la révolution a changé ma vie. Grâce à la révolution, j'ai appris ce que signifie être militante et pourquoi c'est important, non seulement pour les femmes ou pour mon peuple, les Tamazight, qui sont privés de leurs droits sociaux, culturels et politiques depuis des décennies, mais aussi pour tous les Libyens.

L'action menée par les défenseuses des droits de la personne reste essentielle pour protéger les droits fondamentaux et la paix et la sécurité en Libye, d'une part, et pour fournir des services vitaux tels que de la nourriture, des soins médicaux et des conseils gratuits aux rescapé(e)s de la violence sexuelle et fondée sur le genre, d'autre part. Cependant, les agressions dont elles sont victimes sont toujours en augmentation : plus de 10 cas ont été attestés depuis 2017. La violence sexuelle et fondée sur le genre est systématiquement utilisée pour intimider et réduire au silence les militantes et les représentantes politiques. Les représailles exercées contre notre activisme et la criminalisation de notre action ont entraîné de sévères restrictions à la liberté de circulation, de réunion et d'expression. De nombreuses organisations de femmes ont tout simplement cessé leurs activités en raison de ce harcèlement et de ces menaces.

Permettre aux femmes de participer pleinement à la vie publique en tant que militantes, représentantes

politiques ou citoyennes ordinaires est un pas en avant essentiel, qui remet en question les croyances profondément ancrées sur les rôles des hommes et des femmes. La participation est donc une condition nécessaire pour lutter efficacement contre la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Fait regrettable, le processus de paix mené par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye a largement exclu les femmes libyennes et les groupes autochtones. En conséquence, l'Accord politique libyen de 2015 n'aborde pas de nombreuses questions cruciales, telles que l'égalité des sexes, la violence sexuelle et fondée sur le genre, les déplacements, les restrictions à la liberté de circulation, en particulier celle des jeunes femmes, et la crainte de représailles pour l'activisme en faveur des droits des femmes.

Lorsque le Secrétaire général António Guterres s'est rendu en Libye ce mois-ci, de nombreuses réunions ont eu lieu à huis clos, de sorte qu'on n'a pas vu clairement si la société civile était invitée à participer. Cela s'inscrit dans un contexte plus large de désengagement entre les Libyens ordinaires et le processus de paix mené par les Nations Unies. La paix ne peut se construire sans renforcer la confiance de nos communautés et sans consulter véritablement la société civile.

La semaine dernière, toute la famille de mon cousin a été tuée lorsque leur maison a été détruite lors du récent bombardement à Tripoli. Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres du tribut que ce conflit a prélevé sur les vies de civils. Alors que les bombes pleuvent sur Tripoli et que les affrontements se poursuivent à Aziziya et à Zouwaya, les Libyens ordinaires attendent maintenant du Conseil de sécurité qu'il parle d'une seule voix et qu'il agisse rapidement pour mettre fin à la crise actuelle et remettre la Libye sur la voie de la paix.

Nous appelons le Conseil de sécurité à exiger un cessez-le-feu et à protéger les civils contre les attaques. Nous saluons les efforts déployés récemment à cette fin et exhortons tous les membres du Conseil à veiller au respect du droit international humanitaire. Le Conseil doit mettre un terme à la vente d'armes qui sont actuellement utilisées pour perpétuer la violence, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre. Tous les États Membres doivent respecter le droit international, notamment le Traité sur le commerce des armes, et appliquer l'embargo imposé par l'ONU sur toutes les ventes d'armes à la Libye.

Le Conseil doit être conscient des effets différenciés des armes selon les sexes. La réforme du secteur de la sécurité et le désarmement, la démobilisation et la réintégration sont nécessaires de toute urgence. Le Conseil doit enquêter rapidement, impartialement et pleinement sur toutes les allégations de violence sexuelle. Il doit venir en aide aux rescapé(e)s. Une approche axée sur les besoins des rescapé(e)s signifie à la fois garantir leurs droits et répondre à leurs besoins, notamment, en priorité, un accès à des interventions qui sauvent la vie et à des soins médicaux pour les victimes d'un viol, notamment des services complets de santé sexuelle et procréative, une contraception d'urgence, la possibilité de recourir à des services d'avortement sans danger, et la prévention et le traitement du VIH.

Le Conseil doit protéger les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants conformément au droit international. Il doit condamner publiquement les agressions et les menaces contre les défenseurs des droits de la personne, notamment les défenseuses des droits de la personne, et élaborer des mesures de protection spécifiques en consultation avec eux afin de lutter contre la violence à laquelle ils sont confrontés en raison des actions qu'ils mènent.

Le Conseil doit veiller à ce que tout accord de paix tienne compte de la problématique femmes-hommes et garantisse la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, en particulier dans les domaines de la Constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire. Cet accord doit inclure très visiblement les femmes, les peuples autochtones et les jeunes et veiller à ce qu'ils soient en mesure d'influencer de manière substantielle toutes les phases de la prochaine Conférence nationale et des élections. Ils doivent avoir une place en tant que décideurs, et pas seulement en tant qu'observateurs.

Enfin, à l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), j'exhorte le Conseil de sécurité à considérer la situation actuelle en Libye comme un test important de sa crédibilité en tant que communauté internationale et à réfléchir à ce que les progrès sur le programme pour les femmes et la paix et sécurité signifient réellement pour les femmes, les rescapés, les militants et leurs communautés, qui souffrent tous au cours des conflits.

Amina Megheirbi, une compatriote libyenne défenseuse des droits de la personne, originaire de Benghazi, était assise à ma place et a fait une déclaration lors d'un débat public sur ce sujet en février 2012 (voir

S/PV.6722). Le fait que je prononce aujourd'hui devant le Conseil les mêmes messages qu'elle-même alors doit être un rappel brutal que les efforts du Conseil pour instaurer la paix en Libye n'ont pas suffi.

Le régime de Kadhafi a non seulement réprimé mon peuple, les Imazighen, notre culture et notre mode de vie, mais il a criminalisé le fait de parler le tamazight en public et a interdit son enseignement dans les écoles. Le fait d'avoir grandi en parlant une langue interdite m'a appris à me battre pour ma liberté d'expression dès mon plus jeune âge. M'adresser aujourd'hui au Conseil de sécurité n'est donc pas pour moi un mince accomplissement. Que ces efforts ne soient pas vains.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Miloud de son exposé, et je remercie tous les orateurs de leurs déclarations impressionnantes, qui montrent clairement pourquoi nous sommes réunis ici aujourd'hui. Le Conseil de sécurité doit être aux côtés des rescapé(e)s.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne.

« Il n'y a rien que je puisse faire pour oublier tout cela ». La femme qui a prononcé ces mots est assise à cette table : M^{me} Nadia Murad. Dans cette salle, nous connaissons tous son histoire; nous savons tous ce que cette phrase signifie.

Quand nous parlons de violences sexuelles en période de conflit, nous parlons de son histoire. Toutefois, nous parlons aussi de milliers d'autres histoires qui n'ont jamais été racontées au monde, des histoires qui ressemblent étrangement à celle de M^{me} Murad, des histoires qui pourraient être racontées par de nombreuses femmes rohingya au Myanmar ou par des filles en Syrie, où la violence sexuelle est utilisée comme une arme de guerre.

Près de 20 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), telle est la triste réalité dans presque tous les conflits. La résolution 1325 (2000) a marqué une étape importante, mais la réalité nous montre que les progrès sont lents en matière de mise en œuvre - nous devons faire davantage. Nous devons prendre trois mesures importantes.

Premièrement, nous devons renforcer l'application du principe de responsabilité. Nous devons renforcer les canaux par lesquels les informations sur le non-respect des obligations parviennent au Conseil

de sécurité et à ses comités des sanctions. Nous devons veiller à ce que les auteurs des violences sexuelles subissent des conséquences, notamment au moyen de sanctions ciblées. Bien entendu, nous devons également veiller à ce que des poursuites soient engagées pour ces crimes, notamment au niveau national. Après tout, le fait de ne pas traduire en justice les auteurs de violences sexuelles en période de conflit favorise une dangereuse culture d'impunité.

En Allemagne, le Procureur général a commencé en 2014 à enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par l'État islamique d'Iraq et du Cham en Iraq et en Syrie. Notre système juridique travaille en étroite collaboration avec l'Envoyé spécial de l'ONU compétent en la matière et d'autres devraient suivre cet exemple.

Deuxièmement, nous devons placer les victimes – les rescapé(e)s de la violence sexuelle – au cœur de notre action. C'est pour cette raison que le projet de résolution S/2019/328, que nous avons proposé, appelle tous les États Membres de l'ONU à aider ces victimes en renforçant leur accès à la justice, à des services médicaux et psychologiques, ainsi qu'à un soutien à la réintégration, c'est-à-dire en leur donnant les moyens de vivre dans la dignité. Ce n'est qu'en aidant les victimes à obtenir justice, en écoutant leurs appels et en leur donnant la possibilité de témoigner que nous pouvons donner aux personnes rescapées la chance de ne plus être des victimes.

Troisièmement, nous devons concentrer nos efforts sur ceux qui ne bénéficient pas encore de suffisamment d'attention, comme les garçons et les hommes qui ont subi des violences sexuelles et les mères qui accouchent à la suite de viols commis pendant la guerre et leurs enfants. Ceux qui ont survécu à la violence sexuelle continuent souvent d'être des victimes bien longtemps après la commission de ces crimes. Ils sont stigmatisés et marginalisés – ce qui est horrible.

Toutefois, l'horreur ne s'arrête pas là. Les violences sexuelles ne touchent pas seulement les victimes, elles détruisent aussi la société dans laquelle elles vivent, ce qui sape les efforts en faveur de la paix. Quand vous détruisez les femmes, vous détruisez la famille et en fin de compte, tout le village. C'est ce qu'a dit un jour le docteur Mukwege, qui est également parmi nous aujourd'hui.

Le docteur Mukwege a sauvé la vie de dizaines de milliers de femmes en République démocratique du

Congo. Il est lauréat du prix Nobel de la paix, comme Nadia Murad. Ils sont liés par leur combat exemplaire pour la justice. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider dans ce combat, non seulement politiquement, grâce au projet de résolution proposé par l'Allemagne, mais aussi financièrement. C'est pour cette raison que nous comptons affecter 400 000 euros à l'appui de leurs travaux et aux rescapé(e)s de la violence sexuelle en période de conflit.

Je ne peux rien faire pour oublier tout ça. Les propos de Nadia Murad donnent froid dans le dos. Il s'agit d'un message clair et puissant, à savoir que nous ne devons pas oublier et que nous devons rester vigilants et utiliser tous les moyens dont nous disposons pour que son histoire ne se répète pas.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au Ministre d'État pour le Commonwealth et l'Organisation des Nations Unies du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Lord Ahmad (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement l'Allemagne et vous-même, Monsieur le Président, en particulier pour les efforts personnels que vous avez déployés en accordant la priorité au débat sur cette question importante dont nous sommes saisis aujourd'hui - les violences sexuelles en période de conflit - et pour avoir rassemblé des intervenants aussi compétents.

Je suis sûr que je parle au nom de tous ceux qui sont dans cette salle et au-delà, lorsque je dis que nos plus grands remerciements vont aux intervenants, notamment aux courageux rescapés de violences sexuelles en période de conflit. Une fois de plus, nous avons entendu des témoignages convaincants selon lesquels il reste encore beaucoup à faire, en dépit de la forte impulsion dont a bénéficié cette question depuis l'adoption de la résolution 2106 (2013) et d'autres résolutions, et du lancement, il y a plus de sept ans, de l'initiative de prévention des violences sexuelles en période de conflit, par le Royaume-Uni. Le projet de résolution S/2019/328, dont nous sommes saisis aujourd'hui, est une contribution positive aux efforts indispensables pour faire avancer ce programme.

Le Royaume-Uni appuie le projet de résolution proposé par l'Allemagne, parce qu'à maintes reprises dans cette même salle, nous avons entendu des informations choquantes sur des violences sexuelles liées au

conflit, comme celles qui nous ont été communiquées aujourd'hui. Je suis sûr que je parle au nom de tous ceux qui sont dans cette salle en rendant hommage à Nadia Murad et à Inas Miloud pour leur courage et leur témoignage, qu'elles ont de nouveau présentés aujourd'hui.

Les effets des violences sexuelles sur les pays, les rescapé(e)s, les communautés et les familles sont bien connus et il est de notre responsabilité, en tant que membres du Conseil de sécurité, d'y faire face. Le projet de résolution proposé fait fond sur les résolutions précédentes et décrit une approche intégrée, efficace et internationale pour faire face à ces crimes graves. Dans ma déclaration, je voudrais mettre l'accent sur trois éléments du projet de résolution.

Premièrement, le projet de résolution proposé reconnaît à juste titre l'importance de privilégier les besoins des rescapé(e)s en adoptant une approche axée sur les rescapé(e)s, un point qui a été de nouveau mis en exergue par le Secrétaire général dans son exposé d'aujourd'hui. Nous pensons qu'une telle approche revêt une importance fondamentale pour toutes les politiques et tous les programmes qui visent à répondre aux besoins des rescapé(e)s de violences sexuelles liées au conflit et à éviter de les exposer à d'autres préjudices.

Deuxièmement, le projet de résolution proposé reconnaît que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les violences sexuelles liées aux conflits. Il encourage les États à aider les enfants nés d'actes de violence sexuelle et reconnaît que les hommes et les garçons sont également visés par la violence sexuelle. Le Royaume-Uni estime que tous les rescapés, sans exception, doivent bénéficier des services qui leur sont destinés et se félicite des efforts déployés dans le projet de résolution pour promouvoir cette approche.

Troisièmement, le projet de résolution souligne le rôle que joue la société civile dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, notamment en s'attaquant à la stigmatisation, ainsi que son rôle central dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans son ensemble.

Toutefois, le Royaume-Uni estime qu'il faut faire davantage. Nous regrettons l'absence de consensus parmi les membres du Conseil à l'appui du libellé portant sur les services destinés aux rescapés d'actes de violence sexuelle, qui reconnaît la nécessité impérieuse d'inclure dans ces services des soins de santé procréative et sexuelle complets, y compris l'interruption sans

risque de grossesse. Toutefois, nous devons continuer à déployer des efforts soutenus dans ce sens et préserver les progrès que nous avons accomplis à cet égard, y compris grâce à des résolutions antérieures du Conseil, notamment la résolution 2106 (2013).

Ces dernières années, le Royaume-Uni a consacré plus de 46 millions de livres sterling à la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits dans le monde et aux moyens de la combattre, et je tiens à assurer au Conseil que, en tant que représentant spécial de notre Première Ministre sur cette question, c'est pour moi, à titre personnel, une priorité. Nos consultations internationales ont éclairé nos efforts visant à placer les survivants au cœur de notre démarche, non seulement s'agissant de réagir face aux incidents déjà survenus mais aussi, et comme nous l'ont dit nos intervenants aujourd'hui, pour les empêcher de se reproduire, ce qui est important. Nous avons eu le plaisir de travailler avec des partenaires aux vues similaires, et je voudrais évoquer en particulier notre coopération étroite avec la Représentante spéciale Patten et son bureau, ainsi que nos visites conjointes, comme celle effectuée il n'y a pas si longtemps en Iraq.

L'obligation de rendre des comptes est essentielle tant pour les interventions que pour la prévention - d'abord, parce que la justice est une étape essentielle pour aider les survivants à se relever et à reconstruire leur vie, comme nous l'avons de nouveau entendu aujourd'hui, et ensuite parce que mettre fin à l'impunité, comme nous l'a dit Amal Clooney, est un moyen essentiel de dissuader les violences futures de cette nature. C'est la raison pour laquelle le Royaume-Uni est déterminé à renforcer la justice pour les survivants et à faire en sorte que les responsables aient à répondre de leurs actes. Cela signifie qu'il faut veiller non seulement au respect des normes et meilleures pratiques internationales en matière de collecte de preuves, de manière à garantir la condamnation des coupables, mais aussi à éviter d'infliger un traumatisme supplémentaire aux survivants. C'est pourquoi nous devons nous attaquer aux préjugés conscients et inconscients en place dans les systèmes de justice pénale et renforcer la capacité des juges et des procureurs à mieux comprendre la violence sexuelle liée aux conflits et la nécessité d'agir, qui est une priorité, comme l'ont illustré les témoignages de Nadia Murad. Nous le devons aux survivants.

Voilà pourquoi le Royaume-Uni collabore avec l'Institut pour les enquêtes criminelles internationales et avec Nadia's Initiative (l'Initiative de Nadia) pour

élaborer le Code Murad, un code de conduite éthique qui veille à ce que les survivants donnent leur consentement éclairé pour la collecte de preuves et qu'ils soient orientés, en toute sécurité et confidentialité, vers des services de soutien. Nous tenons à ce que ledit code soit intégré dans toutes les exigences auxquelles sont assujetties les contributions des donateurs, et nous espérons que tous les membres y adhéreront lorsque nous l'inaugurerons officiellement lors de notre conférence internationale sur l'Initiative de prévention de la violence sexuelle, qui se tiendra à Londres en novembre. Cependant, il nous faut également reconnaître que, pour certains survivants, obtenir justice ne signifie pas nécessairement passer par un processus judiciaire formel, et c'est pourquoi nous appuyons la fondation du docteur Denis Mukwege et l'Initiative de Nadia pour l'élaboration de mesures de réparation pour les survivants axées sur la collectivité. Le Royaume-Uni a récemment financé un projet pilote à cet égard en République démocratique du Congo.

Nous appuyons également l'appel du docteur Mukwege en faveur d'un soutien plus holistique aux survivants. Nous souscrivons donc à l'appel lancé aux membres du Conseil pour qu'ils accordent un financement accru aux réseaux de défense des droits des survivants, aux professionnels de la santé et aux services psychosociaux qui proposent un soutien de ce type et qui font une réelle différence dans la vie des survivants sur le terrain. Je voulais terminer ma déclaration d'aujourd'hui par une question aux intervenants sur ce que nous, communauté internationale, pouvons faire de plus pour veiller à ce que les survivants de violence sexuelle aient accès à ce soutien holistique, mais leurs témoignages nous ont donné de nombreuses réponses aujourd'hui. Je voudrais particulièrement réagir aux témoignages que nous ont livrés les survivantes et Amal Clooney en leur disant que, tout en les remerciant de nous avoir fait part de leurs éclairages aujourd'hui, je tiens à les assurer que nous méditerons aux contributions qu'elles ont apportées. Ce faisant, je suis fier de la contribution du Royaume-Uni, particulièrement à la rédaction de la résolution 2379 (2017) et à son adoption unanime, texte qui nous a permis de faire en sorte que les membres de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ayant commis de tels crimes aient à répondre de leurs actes.

Nous nous tenons aux côtés du Gouvernement iraquien, des survivants, de Nadia Murad, et de celles et ceux qui, comme Amal Clooney, les représentent. Nous appuyons sans réserve le travail et les efforts déployés sur le terrain en Iraq par Karim Khan, Conseiller spécial

et Chef de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/EIIL à répondre de ses crimes. Nous attendons avec intérêt qu'ils continuent de nous apporter leurs réponses, leurs éclairages et leurs savoir-faire et, surtout, les témoignages des survivants. Nous devons tous continuer de privilégier cette priorité clef, qui doit être à la base de l'action internationale visant à prévenir la violence sexuelle en période de conflit. Certes, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, les paroles ont leur importance, mais elles ne suffisent pas à assurer la justice et l'établissement des responsabilités pour les survivants. L'heure est à l'action et c'est précisément ce à quoi nous devons nous atteler.

M. Nguema Ndong (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Avant tout, je tiens à saluer la présence du Ministre fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que celle des autres Ministres présents dans la salle.

Notre déclaration s'inscrit dans le droit fil de celle qui sera faite par la Représentante de l'Union africaine.

La République de Guinée équatoriale accueille avec préoccupation la publication du dernier rapport annuel du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280). Dans le sillage de ce rapport, nous apprécions que l'Allemagne et la France aient eu l'initiative d'organiser cet important débat public consacré à la promotion de mesures visant à prévenir et à éliminer ce fléau. Nous souhaitons également la bienvenue au docteur Mukwege, ainsi qu'à M^{me} Murad, M^{me} Clooney et M^{me} Miloud, et nous les remercions de leurs interventions éclairantes.

La Guinée équatoriale condamne fermement l'emploi de la violence sexuelle comme tactique de guerre, de terreur et d'asservissement. La violence sexuelle en période de conflit est désormais une arme de plus en plus utilisée et elle représente l'une des expressions les plus ignobles de la cruauté humaine, ce pour quoi elle mérite une condamnation absolue. C'est pourquoi nous félicitons l'Allemagne de son initiative et de son engagement à renforcer un processus holistique qui nous aidera à progresser vers la prévention et l'élimination de la violence sexuelle liée aux conflits armés, et à consolider l'infrastructure du système des Nations Unies à cet égard. Nous pensons que cette initiative est importante pour promouvoir ce programme crucial et pour commémorer par des mesures concrètes le dixième anniversaire de la création, par la résolution 1888 (2009), du mandat du Bureau de la Représentante spéciale chargée de la

question des violences sexuelles commises en période de conflit.

La loi fondamentale de la Guinée équatoriale tient compte de l'égalité des genres et encourage activement la participation des femmes dans tous les secteurs. C'est pourquoi nous sommes acquis au rôle crucial que la participation des femmes et une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes peuvent jouer à tous les niveaux pour contribuer à la mise en œuvre de plans de paix, de sécurité et de développement durables. De ce point de vue, nous sommes fermement convaincus que, pour appuyer plus efficacement les stratégies et les efforts déployés par les États pour combattre la violence sexuelle, la communauté internationale doit s'engager à travailler avec les États sur des approches qui appuient et soutiennent les femmes et les enfants, les déplacés et les personnes qui cherchent un refuge, les minorités et autres groupes vulnérables, et ce, bien au-delà de la durée du conflit. En ce qui concerne la question des migrants et des déplacés, le Président de la République a gagné la confiance de l'Union africaine, qui lui a confié le rôle de chef de file africain pour la question des réfugiés et déplacés en Afrique. Forte de cette reconnaissance, la République de Guinée équatoriale s'efforcera de faire tout son possible pour collaborer sur cette question et contribuer à la recherche de solutions durables face à cette tragédie humaine.

Comme le dit le Secrétaire général à la première page de son rapport,

« Pour prévenir la violence sexuelle, il convient de promouvoir une réelle égalité des genres avant, pendant et après les conflits, notamment en assurant la participation pleine et effective des femmes à la vie politique, économique et sociale et la mise en place d'institutions de justice et de sécurité accessibles et adaptées. »

Une coopération renforcée entre le Conseil de sécurité et l'Architecture africaine de paix et de sécurité élaborée par l'Union africaine, qui consolide également les initiatives sous-régionales en matière de mise en œuvre des résolutions du Conseil visant à faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, entre autres, est un exemple du type de partenariat qu'il y aurait lieu de continuer à appuyer de manière plus prévisible.

Soulignant que la manière la plus efficace de lutter contre les crimes de violence sexuelle liés au conflit est la prévention même du conflit, la République

de Guinée équatoriale appelle les parties impliquées dans un conflit à s'engager à assurer la protection des civils, conformément au droit international, en gardant toujours à l'esprit la responsabilité primordiale des États à cet égard, en respectant la souveraineté des États et en appuyant les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Comme le démontrent les témoignages des intervenants, malgré les avancées enregistrées, la République de Guinée équatoriale reste préoccupée par la lenteur des progrès accomplis dans la prévention et l'élimination de la violence sexuelle liée au conflit. À cet égard, nous appuyons l'approche préventive prônée par le Secrétaire général dans son rapport, ainsi que ses recommandations pour remédier à l'inégalité des sexes, en temps de guerre comme en temps de paix, en tant que cause fondamentale de la violence sexuelle liée aux conflits armés.

La complexité croissante des conflits armés fait que la violence sexuelle est de plus en plus utilisée comme tactique de guerre et comme source de revenus pour les parties impliquées dans un conflit, tels que les groupes extrémistes violents, les groupes terroristes et ceux de la criminalité organisée dans ces territoires ou dans les pays voisins. Le développement inégal et le déplacement, à l'intérieur des pays et entre les pays, de personnes fuyant un conflit compliquent encore davantage cette situation.

À cet égard, malgré les progrès faits par les États, notamment avec l'appui de l'ONU, dans les efforts visant à aller de l'avant vers l'élimination de l'impunité pour ces crimes, protéger toutes les victimes et leurs familles et garantir que des comptes seront rendus demeure extrêmement difficile. C'est pourquoi mettre fin à l'impunité pour les crimes de violence sexuelle est un objectif important du Conseil.

Dans les régimes de sanctions pertinents, comme cela a été recommandé en d'autres occasions, nous devons veiller à ce que la violence sexuelle soit un critère explicite. Dans le même temps, la communauté internationale doit aider les pays qui le demandent à renforcer la capacité de leurs institutions judiciaires et de protection sociale, et leur collaboration avec d'autres secteurs sociaux, assurant ainsi que leurs succès seront transformés de façon durable.

En février dernier, sous la présidence de la Guinée équatoriale, le Conseil a adopté la résolution

2457 (2019) sur l'objectif de faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020 (voir S/PV.8473). L'esprit de cette résolution se reflète largement dans la question dont nous débattons puisque, vu que, l'Afrique étant le continent où est enregistré le plus grand nombre de cas de viols en période de conflit, la mise en œuvre effective de la résolution 2457 impliquerait implicitement l'élimination de cet horrible phénomène en Afrique. Pour ce faire, la coopération de la communauté internationale est nécessaire. Cette même coopération est essentielle pour l'adoption du projet de résolution sur le financement des opérations de maintien de la paix en Afrique, qui est en attente au Conseil. La République de Guinée équatoriale espère qu'elle sera adoptée dans le courant de l'année.

Je voudrais saluer l'engagement et le dévouement en la matière du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, d'ONU-Femmes, et du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Mme Patten. Je voudrais encourager les initiatives stratégiques de ce Bureau, ainsi que l'Accord-cadre de coopération avec la Commission de l'Union africaine concernant la prévention et la réponse aux violences sexuelles en période de conflit en Afrique, entre autres.

Pour terminer, la République de Guinée équatoriale continuera d'appuyer les différents éléments de l'architecture de lutte des Nations Unies contre la violence sexuelle en période de conflit et de promouvoir la collaboration entre ces éléments et les organismes de l'ONU impliqués dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la réponse humanitaire et le développement durable, en vue de garantir une approche centrée sur les victimes de ces crimes afin qu'elles puissent non seulement survivre mais aussi prospérer.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue aux personnalités qui ont été invitées à présenter des exposés aujourd'hui et les remercier de leurs très importantes contributions.

Je voudrais tout d'abord exprimer les sincères condoléances des États-Unis au peuple sri-lankais à la suite des attentats terroristes de Pâques qui ont fait près de 300 morts et blessé des centaines d'autres. Les États-Unis condamnent ces attentats dans les termes les plus forts. Nous nous tenons aux côtés du peuple sri-lankais et nous restons prêts à apporter notre assistance

aux autorités locales alors qu'elles œuvrent pour enquêter sur ces attentats et traduire leurs auteurs en justice.

Les États-Unis sont déterminés à reconnaître que la violence sexuelle liée aux conflits est une question de paix et de sécurité internationales qui exige une action collective pour promouvoir la prévention, faire répondre les auteurs de leurs actes et aider les rescapé(e)s. Aucun d'entre nous ne peut tourner le dos à ce problème qui requiert l'engagement de tous les États Membres et de l'ONU pour appuyer les efforts de ceux qui luttent pour protéger les femmes, appliquer le principe de responsabilité, et aider les rescapé(e)s.

C'est pour les rescapé(e)s que les États-Unis investissent dans les initiatives d'alerte et d'intervention rapides pour prévenir la violence sexuelle en période de conflit. La promesse d'un avenir exempt des violences sexuelles qui accompagnent souvent le conflit commence par aider les communautés à œuvrer de concert avec les services de sécurité et les institutions de gouvernance pour renforcer l'efficacité des efforts de prévention.

C'est pour les rescapé(e)s que l'attachement des États-Unis à la justice et à la responsabilisation se situe au cœur de notre réponse à ce problème. Comme la Représentante spéciale Pramila Patten l'a noté, malgré la fréquence des dénonciations de violences sexuelles en période de conflit, ces actes ne font souvent pas l'objet d'enquête, et encore moins de poursuites. La peur et la stigmatisation empêchent les rescapé(e)s de se manifester. Mettre fin à l'impunité aiderait à dissuader la commission de tels crimes, tout en garantissant que les rescapé(e)s aient accès à la justice à laquelle ils ont droit.

Je voudrais en particulier souhaiter la bienvenue à Nadia Murad et la féliciter du courage dont elle a fait preuve face à une terreur inimaginable et en tant qu'avocate principale de l'appui à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Nous sommes favorables à l'application du principe de responsabilité à l'EIIL et aux autres auteurs de ces crimes, et nous sommes en train de travailler avec le Gouvernement iraquien et d'autres partenaires pour aider à garantir que l'EIIL réponde de ses actes. Comme les États-Unis l'ont annoncé l'année dernière (voir S/PV.8412), nous versons une contribution de 2 millions de dollars pour appuyer les activités de l'Équipe d'enquêteurs, qui incluent l'exhumation d'une fosse commune à Kocho, le village de Nadia Murad.

C'est pour les rescapé(e)s que nous finançons et mettons en œuvre des programmes d'intervention rapide uniques face à des formes extrêmes de violence fondée sur le genre, y compris le fonds *Voices Against Violence* (Des voix contre la violence) qui aide directement les femmes et les filles yézidiennes qui ont fui l'EIIL. Veiller à ce que les rescapé(e)s aient accès aux ressources dont ils ont besoin pour guérir et se rétablir est le premier pas à faire pour briser le silence et la stigmatisation dont ils pâtissent, changer les normes qui permettent et exacerbent la violence en période de conflit, et assurer la justice à laquelle ils ont droit afin qu'ils puissent faire entendre leurs voix en tant qu'agents de paix, vivre à l'abri de la violence et avoir accès à des chances égales.

Les solutions requièrent des réponses stratégiques qui commencent par les pratiques optimales apprises sur le terrain, avec des acteurs dans l'ensemble du système des Nations Unies, la société civile, et les États Membres jouant des rôles importants. Notre attachement au maintien de la paix et de la sécurité internationales commence avec ceux qui sont les plus touchés par la guerre, la violence et le terrorisme. Placer les rescapé(e)s au cœur de notre action nous permet d'améliorer notre compréhension des obstacles à la sécurité et d'être mieux à même d'établir avec les communautés des partenariats qui conduisent à la justice et à la prospérité.

Nous nous félicitons du présent débat public en tant qu'il nous donne l'occasion de reconnaître comment aider les rescapé(e)s à trouver des solutions qui permettent de prévenir et d'éradiquer la violence sexuelle en période de conflit. Les États-Unis saluent l'action menée par l'ONU à cet égard, et attendent avec intérêt la poursuite de ces efforts qui portent sur l'ensemble du cycle «conflit et violence fondée sur le genre».

La meilleure protection à long terme contre la violence sexuelle en période de conflit est de bâtir des sociétés où les femmes et les filles sont appréciées à leur juste valeur et leurs droits fondamentaux respectés. Cela inclut l'institutionnalisation de protections égales en vertu de la loi et un accès à l'éducation et aux perspectives d'avenir, qui sont essentielles pour permettre la participation des femmes à la vie publique. Il nous faut aussi nous attaquer aux causes profondes de la violence sexuelle, telles que l'inégalité structurelle et la discrimination fondée sur le sexe, qui sont le moteur de ce crime et conduisent à un cycle perpétuel de violence et d'injustice.

Dans le cadre des efforts humanitaires et des interventions en cas de catastrophe, il est essentiel de

promouvoir la sécurité des communautés et de protéger les populations vulnérables contre toutes les formes de violence. Il s'agit notamment de fournir des services, de réduire les risques, de créer un environnement sûr et de battre en brèche les normes qui exacerbent la violence et les conflits et qui perpétuent les inégalités de genre.

Enfin, nous exhortons l'ONU et les États Membres à redoubler d'efforts pour mettre à jour les indicateurs d'alerte rapide et pour analyser, suivre et ventiler les données relatives à la violence sexuelle en temps de conflit, en vue de prendre des mesures de prévention, d'atténuation et de responsabilisation.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, la Chine condamne fermement la série d'explosions qui se sont produites à Sri Lanka. Nous exprimons nos sincères condoléances et notre sympathie aux familles des victimes et des blessés.

Je salue la présence à New York du Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne pour présider ce débat public. Je remercie le Secrétaire général Guterres et sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Patten, pour leurs exposés. Je remercie également les autres intervenants pour leurs exposés.

Aujourd'hui, nous sommes face à une situation internationale en matière de sécurité complexe et délicate, à la prédominance des conflits armés, anciens et nouveaux, et à des activités terroristes généralisées – un environnement dans lequel les femmes, les filles et les autres groupes vulnérables sont les plus touchés par la violence sexuelle en temps de conflit armé. La Chine condamne fermement l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre et tout acte de violence sexuelle commis contre des femmes et des filles, et s'y oppose vivement. À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons prévenir les conflits et y mettre un terme de manière pacifique, et éliminer les terrains fertiles de la violence sexuelle en temps de conflit. Le Conseil de sécurité doit appuyer le règlement des différends grâce à l'action politique, au dialogue et à des consultations dans les limites du mandat que lui confère la Charte des Nations Unies, jouer un rôle accru dans des domaines tels que la prévention des conflits et le maintien de la paix, et lutter efficacement contre le terrorisme pour garantir de manière solide la protection des femmes. Depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000), la communauté internationale a établi un

cadre favorable pour le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Les résolutions pertinentes du Conseil doivent être correctement appliquées sur le terrain.

Deuxièmement, nous devons respecter pleinement la souveraineté et la volonté des pays concernés, ainsi que les mesures prises par leurs gouvernements dans le cadre de leurs réalités nationales. C'est à ces pays qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de combattre la violence sexuelle en temps de conflit, et de protéger les femmes et les enfants. Nous devons soutenir vigoureusement le renforcement des capacités des pays concernés, fournir une assistance ciblée, renforcer les capacités, entre autres, dans les domaines de la sécurité et de la gouvernance sociale, et protéger efficacement les droits et les intérêts des femmes en période de conflit.

Troisièmement, nous devons renforcer la protection des droits et des intérêts des femmes dans le processus de reconstruction après un conflit. En particulier, nous devons tenir dûment compte des droits des victimes de violences sexuelles en temps de conflit. La communauté internationale doit, dans une perspective à long terme, fournir une aide au développement et un appui technique aux fins de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans les pays en développement, en vue de protéger essentiellement les droits et les intérêts des femmes. La communauté internationale doit aider activement les pays qui sortent d'un conflit, accélérer leur développement socioéconomique, et veiller à ce que le développement profite à tous, notamment aux femmes. Nous devons également nous employer à aider les organisations de femmes et la société civile à jouer un rôle constructif à cette fin.

Quatrièmement, nous devons créer des synergies entre les organismes compétents des Nations Unies. Le Conseil de sécurité doit s'acquitter de sa responsabilité principale, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, accroître sa coordination avec, entre autres, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix, et coopérer avec ces organes conformément à son mandat et à ses compétences. L'ONU doit renforcer sa coopération avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes pour créer des synergies aux fins de la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit.

La Chine est disposée à continuer d'intensifier sa coopération avec la communauté internationale, afin de créer ensemble un environnement international

pacifique, sûr et stable en vue de la protection effective des droits et des intérêts des femmes et des filles et de l'élimination rapide de la violence sexuelle en temps de conflit, en contribuant davantage à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

M. Kenes (Belgique) : Il y a plus de 10 ans, le Conseil a reconnu que la violence sexuelle est souvent utilisée comme tactique de guerre pour laquelle aucune amnistie ne serait exister. Cela fera bientôt 10 ans que le Conseil a créé le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, l'équipe d'experts, ainsi que les fonctions de conseillers à la protection des femmes. Mon pays tient à remercier tous ces acteurs indispensables, tant pour leur dévouement à la prévention de la violence sexuelle que pour leur engagement en faveur de la justice. En adoptant la résolution 1820 (2008), le Conseil – y compris la Belgique qui y siégeait déjà alors – a unanimement appelé à la cessation immédiate et complète des violences sexuelles, et à mettre fin à l'impunité des coupables. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, la responsabilité collective de protéger les civils de cette menace reste la nôtre et inchangée.

La Belgique remercie l'Allemagne d'avoir organisé cet important débat sous sa présidence. Mon pays remercie également les « briefers » de ce matin, qui brossent un tableau très clair et grave : les corps de femmes, d'hommes et d'enfants continuent d'être utilisés comme un champ de bataille; la violence sexuelle liée aux conflits continue de faire des ravages au sein même des familles et des communautés entières, avec le but de déplacer des populations et de susciter une peur durable. Nous devons intensifier nos efforts et renforcer encore les outils à la disposition du Conseil.

Si le Conseil de sécurité a fait de grands pas en avant, il est impératif de poursuivre nos efforts. Les témoignages que nous avons entendus ce matin du docteur Mukwege et de M^{me} Murad le soulignent également, tout comme les autres interventions entendues ce matin. Le Conseil est évidemment très honoré de les accueillir aujourd'hui. Leur travail exemplaire fait une différence pour les victimes, et contribue à la sensibilisation et, ce faisant, à la prévention. Le docteur Mukwege, à Bukavu, fournit une aide aux victimes de viol : des soins médicaux d'urgence, y inclus des soins de santé sexuelle et reproductive. Mais au-delà, il les conseille afin qu'elles puissent faire face à l'horreur subie, se remettre debout et, c'est le mot important aujourd'hui, survivre. La voix de M^{me} Murad, elle-même survivante,

dont l'action relaie la voix de milliers d'autres, représente aujourd'hui beaucoup de femmes, d'hommes et d'enfants ayant tous des besoins différents pour guérir et survivre.

L'un des accents clefs des travaux préparatoires au projet de résolution dont nous sommes saisis est justement une approche basée sur les survivants. La Belgique salue en particulier l'inclusion dans cette approche de groupes particulièrement défavorisés, tels que les personnes LGBTI, confrontés à des formes de discrimination multiples et croisées. Mon pays se félicite que, pour la première fois, le Conseil de sécurité parle des enfants issus du viol. Nous avons entendu les témoignages venant des réfugiés rohingya au Bangladesh dans le témoignage de la Représentante spéciale du Secrétaire général. Comme dans d'autres zones de conflit, des enfants nés d'un viol et leur mère risquent d'être mis au ban de leurs communautés, et même de perdre toute citoyenneté ou identité officielle.

Dans ce cadre, la Belgique avait plaidé pour que le Conseil de sécurité appelle les États à fournir des services et des soins complets aux victimes, notamment des soins de santé sexuelle et reproductive, des services juridiques, des services psychosociaux et un soutien socioéconomique. Pour la Belgique, cela inclut la liberté de choix et l'accès à un avortement sans risque pour les femmes qui ont été violées. Dans le contexte des violences sexuelles liées au conflit, le rétablissement de la santé sexuelle et génésique des victimes est en effet essentiel, et va dans le sens des résolutions précédemment adoptées par le Conseil de sécurité, telles que les résolutions 1889 (2009), 2106 (2013) et 2122 (2013).

La violence sexuelle ne sera jamais arrêtée ou empêchée si nous acceptons l'impunité. Cela ressort clairement de nos débats ce matin. La lutte contre l'impunité est un objectif de longue date de la politique étrangère de la Belgique, y compris par la prévention de nouveaux crimes. Les auteurs de ces crimes doivent être traduits en justice. Notre pays soutiendra le renforcement des capacités des États et finance déjà l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit.

Lorsque les États refusent ou sont incapables de rendre justice, la Belgique appelle à soutenir les efforts des mécanismes internationaux, tels que les commissions d'enquête internationales comme la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar, l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique

d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, dont il a été question également ce matin, ou le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Documenter les crimes est une étape essentielle pour pouvoir rendre justice aux survivants. La Cour pénale internationale joue aussi un rôle clef dans cette matière, selon nous.

Au sein du Conseil, nous devons continuer à renforcer les mécanismes existants pour combattre l'impunité et accroître la prévention. Je pense notamment aux critères de désignation autonomes en matière de violence sexuelle liée aux conflits dans les régimes de sanctions du Conseil de sécurité. Tout en saluant la tenue de ce débat et l'adoption du projet de résolution S/2019/328, la Belgique regrette qu'un consensus n'ait pu être trouvé pour créer un groupe de travail formel. Un tel mécanisme aurait en effet permis de renforcer le suivi de la mise en œuvre des résolutions du Conseil par les acteurs étatiques et non étatiques.

Les crimes de violence sexuelle ne cesseront que si nous nous attaquons aux causes profondes de la violence sexuelle. Ce changement de paradigme passe par la poursuite des efforts pour l'égalité des sexes, mais aussi par l'inclusion de l'autonomisation des femmes au cœur des mesures de prévention et, plus généralement, par un soutien accru aux organisations de défense des droits des femmes et aux défenseurs des droits de l'homme, sur le chemin balisé par la résolution 1325 (2000) dont nous célébrerons le vingtième anniversaire l'année prochaine.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux autres orateurs et présenter les sincères condoléances de ma délégation au Gouvernement et au peuple sri-lankais, plus particulièrement aux victimes, au lendemain des horribles attentats terroristes qui ont fait plus de 300 morts et de nombreux blessés. L'Indonésie condamne fermement cette attaque.

Je voudrais également remercier l'Allemagne d'avoir organisé ce débat public très important. Je remercie aussi le Secrétaire général et tous les intervenants pour leurs exposés complets et très édifiants.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/280), la discrimination structurelle est essentielle pour expliquer les effets différents que les

conflits ont sur les victimes de la violence sexuelle liée aux conflits. Les victimes cherchent rarement à obtenir des soins en raison de toute une série de difficultés, notamment la stigmatisation, les menaces qui pèsent sur leur vie, la crainte de représailles et les pressions de leur communauté. Leur réticence à raconter ce qu'elles ont vécu empêche les violences d'être signalées, et encore moins combattues.

À cet égard, l'Indonésie condamne le recours à la violence sexuelle comme tactique de guerre susceptible d'exacerber le conflit et d'empêcher le rétablissement de la paix. Il est extrêmement opportun que le Conseil de sécurité envoie un message fort signalant notre engagement continu à nous attaquer à ce problème. L'Indonésie attache une grande importance aux efforts déployés dans le cadre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité pour mettre fin à la violence sexuelle et la prévenir.

Les 8 et 9 avril, l'Indonésie a accueilli un exercice régional de formation sur les femmes et la paix et la sécurité. Entre autres résultats, il a été recommandé de créer une coalition mondiale de réseaux de femmes pour la paix et la tolérance, composée de femmes soldats de la paix, négociatrices et médiatrices. Cette coalition viendrait renforcer nos efforts collectifs pour accroître la contribution des femmes à la promotion de la paix et de la sécurité. Dans ce contexte, je voudrais me concentrer sur trois points.

Le premier est le rôle central que jouent les autorités nationales, qui ont la responsabilité première d'éliminer la violence sexuelle liée aux conflits et de donner la priorité aux besoins des rescapé(e)s de ces crimes, tout en n'autorisant aucune discrimination. Considérer ces personnes comme des survivantes – au lieu de simplement blâmer les victimes – aidera les autorités nationales à élaborer des politiques concrètes et à long terme pour lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits, en tenant compte des considérations socioculturelles.

Deuxièmement, il n'existe pas de solution universelle pour mettre fin à la violence sexuelle liée aux conflits et la prévenir. La responsabilité de ces crimes doit être examinée au cas par cas, selon une approche adaptée à chaque conflit. Par exemple, la création d'une unité de police et d'un tribunal spécialisés dans la violence sexuelle peut s'avérer efficace dans une situation de conflit donnée, mais pas du tout dans d'autres.

C'est pourquoi l'Indonésie considère qu'il est important d'aborder ces questions sur une base nationale.

Nous félicitons tout particulièrement le Secrétaire général et sa représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour les efforts qu'ils déploient afin d'encourager la mise en œuvre de communiqués conjoints entre l'ONU et plusieurs gouvernements sur la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits. Une approche sur mesure contribuera à la fois à faire en sorte qu'il soit répondu des crimes passés et à empêcher de nouveaux crimes à l'avenir.

Troisièmement, il faut renforcer les capacités pour intensifier les efforts visant à éliminer la violence sexuelle liée aux conflits. Afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits, le renforcement des capacités doit avoir pour but d'accroître les moyens dont disposent les services de détection et de répression, de consolider la législation nationale et de garantir son application effective. Les programmes de renforcement des capacités doivent à cet égard être proportionnés et souples afin de garantir que des processus de réparation et de réconciliation sont mis en place pour les victimes de violences sexuelles liées aux conflits et de soutenir la lutte contre l'impunité en tant que forme d'intimidation politique.

L'Indonésie est la championne de la cause des femmes et de la paix et de la sécurité dans sa région. L'Indonésie, qui est un des grands pays fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix, estime qu'il est essentiel d'améliorer la formation des soldats de la paix des Nations Unies sur la violence sexuelle liée aux conflits. Nous notons avec satisfaction que le Secrétaire général a également exprimé des vues similaires dans sa déclaration. L'élimination de l'exploitation et des atteintes sexuelles a donc été intégrée dans le programme de formation préalable au déploiement du Centre indonésien de formation aux opérations de maintien de la paix.

L'année 2019 marque le soixante-dixième anniversaire des Conventions de Genève. Il est temps que toutes les parties renouvellent leur engagement à prendre toutes les mesures possibles pour appliquer le droit international humanitaire, y compris l'engagement que nous avons pris de mettre fin à la violence sexuelle en période de conflit et de la prévenir. En fin de compte, nos efforts doivent s'axer sur le renforcement de l'appropriation, de la prise en main et des capacités nationales en vue de trouver une solution constructive pour combattre la violence sexuelle liée aux conflits.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, nous tenons à exprimer notre solidarité

avec le Gouvernement et le peuple sri-lankais au lendemain des actes terroristes condamnables dont ils ont été victimes.

Nous remercions la présidence allemande du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public sur la question des violences sexuelles en période de conflit, qui est un thème prioritaire pour le Pérou. Nous nous félicitons tout particulièrement de votre participation, Monsieur le Ministre des affaires étrangères, ainsi que de celle des autres hauts responsables et personnalités présents aujourd'hui. Nous sommes également reconnaissants aux intervenants des exposés et témoignages émouvants qu'ils nous ont présentés.

Le Pérou est un pays engagé dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui aborde la question de la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit. Cet engagement se manifeste dans notre travail à la tête du Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, que le Pérou copréside avec l'Allemagne, que nous remercions de ses efforts pour faire adopter un nouveau projet de résolution ô combien nécessaire sur les violences sexuelles en période de conflit.

Dix ans après l'adoption de la résolution 1888 (2009), qui a établi le mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, la question demeure particulièrement d'actualité. Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux modes de violence sexuelle, dont l'utilisation systématique - que ce soit comme tactique de guerre ou de terrorisme ou comme moyen de s'attaquer à des identités collectives - constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Mon pays déplore l'ampleur et la gravité du problème. Le dernier rapport du Secrétaire général (S/2019/280) confirme le lien entre violence sexuelle, traite des personnes et terrorisme, en plus de faire état de tendances alarmantes, telles que la violence sexuelle perpétrée contre des enfants.

À cet égard, nous condamnons avec la plus grande fermeté toutes les formes de violence sexuelle dans les conflits armés. La lutte contre ces crimes odieux doit impliquer non seulement de protéger les victimes, mais aussi de traduire les responsables en justice. Le Conseil a un rôle très important à jouer à cet égard, conformément à la résolution 1820 (2008), qui stipule qu'il est nécessaire d'exclure les crimes de violence sexuelle du bénéfice des mesures d'amnistie prises dans le cadre de processus de règlement de conflits. Il est

également essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la violence sexuelle. À cette fin, nous devons reconnaître et combattre l'inégalité entre les hommes et les femmes en mettant en œuvre des politiques qui favorisent l'égalité, l'autonomisation des femmes et la création de possibilités.

Les faits montrent qu'une participation accrue des femmes aux processus de prise de décision se traduit par une plus faible propension au conflit. En outre, la défense et la promotion de leurs droits réduisent leur vulnérabilité. Nous ne pouvons passer outre le fait que la majorité des cas de violence sexuelle ne sont pas dénoncés en raison de la stigmatisation dont souffrent les victimes et de la crainte qu'elles ressentent, ou parce qu'elles font l'objet d'intimidations de la part de leurs agresseurs. Dans le même temps, une prise en charge appropriée et la réadaptation des victimes sont indispensables à tout processus d'édification d'une paix durable, et cela implique de comprendre que leurs traumatismes sont également psychologiques et qu'ils sont susceptibles de détruire le tissu social d'une communauté.

Le Conseil de sécurité doit également continuer d'encourager et d'appuyer les engagements spécifiques et les plans de prévention de la violence sexuelle en période de conflit qui sont inscrits à son ordre du jour, en encourageant la collaboration avec les organisations non gouvernementales locales et les organismes des Nations Unies sur le terrain.

Enfin, je tiens à exprimer notre gratitude pour l'importante action de sensibilisation à la violence sexuelle en période de conflit menée par M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, tous deux lauréats du prix Nobel de la paix en 2018, ainsi que par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, conformément à la priorité que le Secrétaire général accorde à cette question.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Nous vous souhaitons la bienvenue, Monsieur le Ministre fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, et sommes heureux de vous voir présider nos travaux.

Avant tout autre propos, nous tenons à exprimer à notre tour la solidarité de la délégation ivoirienne avec le Gouvernement et le peuple sri-lankais suite aux récents attentats terroristes qui ont fait de nombreuses victimes.

Ma délégation adresse ses félicitations au Secrétaire général António Guterres pour la qualité de son rapport (S/2019/280) sur les violences sexuelles

liées aux conflits dans le monde, ainsi qu'à Mesdames Pramila Patten, Amal Clooney et Inas Miloud, pour leurs exposés circonstanciés et la pertinence de leurs recommandations. Elle salue la présence parmi nous de Ministres, ainsi que de M^{me} Nadia Murad et du docteur Denis Mukwege, lauréats du prix Nobel de la paix 2018, et leur exprime toute son appréciation pour leur engagement dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Enfin, ma délégation souscrit à la déclaration qui sera faite par l'Ambassadrice Fatima Mohammed au nom de l'Union africaine.

Au moment où la communauté internationale s'apprête à célébrer le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) relative à l'impact et au rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que le dixième anniversaire du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, il est profondément préoccupant de constater, comme l'indique la résolution 1820 (2008), que la violence sexuelle est de plus en plus utilisée comme arme de guerre et de terrorisme, et se pose comme un défi à la paix et à la sécurité internationales.

La Côte d'Ivoire est d'avis que les violences sexuelles constituent une atteinte grave aux droits fondamentaux et à la dignité humaine, et ses conséquences multiples sur les victimes ont des répercussions indéniables sur la paix, la cohésion sociale et le développement économique. Il est également regrettable de constater que ce phénomène constitue de plus en plus une activité lucrative, comme le relève le Secrétaire général dans son rapport. Ainsi le viol, souvent collectif, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée et bien d'autres formes de violence sexuelle alimentent les conflits et le terrorisme.

Les nouveaux défis sécuritaires tels que l'extrémisme violent et le terrorisme, les violences sexuelles et sexistes, ainsi que les stigmatisations, impactent négativement la capacité des femmes à jouer pleinement leur rôle dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique. Il convient toutefois d'indiquer que la lutte pour la promotion des femmes a enregistré des progrès remarquables en Afrique, notamment à travers l'adoption d'instruments juridiques plus pertinents. Ainsi, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique de 2003 (Protocole de Maputo), de même que l'Agenda 2063 de l'Union africaine,

constituent des avancées notables à la promotion de la parité et au renforcement du rôle de la femme face aux défis à la paix, à la sécurité et au développement.

La persistance des violences sexuelles basées sur le genre tient moins à l'existence de cadres normatifs qu'à la mise en œuvre effective des sanctions contre des auteurs de crimes sexuels. Aussi ma délégation estime-t-elle que la reddition de comptes doit, pour ainsi dire, être un des axes majeurs de l'action des États et de la communauté internationale. Il convient, à cet effet, de renforcer les capacités des institutions judiciaires nationales, ainsi que les mécanismes nationaux et internationaux d'identification des auteurs de violences sexuelles lors des conflits, afin qu'ils répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes.

De même, la présence d'experts chargés des questions relatives aux violences sexuelles au sein de comités de sanctions aiderait à mieux identifier les auteurs de violences sexuelles et à engager les actions prévues par la législation internationale en la matière. En outre, la nécessité de la prise de mesures, entre autres, psychosociales, médicales et juridiques, dans le cadre de l'assistance aux victimes, s'impose, y compris en faveur des enfants nés de violences sexuelles.

Au lendemain de la crise qu'elle a traversée, la Côte d'Ivoire s'est résolument engagée dans la lutte contre les violences sexuelles et l'impunité. Ces efforts ont été reconnus et salués, car depuis 2017, elle est le premier et unique pays à avoir été retiré de la liste annexée au rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits. Le Gouvernement ivoirien a également adopté une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, matérialisée par la création du Comité national de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, et la mise en place d'un dispositif spécifique de répression du viol.

L'appropriation de cette stratégie par les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (et l'inclusion de la question des violences sexuelles dans les modules de formation des bureaux d'instruction et des académies militaires, ont été déterminantes dans la lutte contre ce fléau, réduisant le nombre de violences sexuelles, qui sont passées de 478 cas en 2012, 30 en 2014, 3 en 2015, à une tentative de viol en 2016, puis à zéro cas en 2017 et 2018. Le code de conduite révisé des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire met également un accent particulier sur les crimes liés aux violences sexuelles et la poursuite de la politique de tolérance zéro à l'égard de ces crimes.

Conscient de ce qu'il existe une corrélation entre la paix, la cohésion sociale et l'autonomisation des femmes, le Gouvernement ivoirien met un accent particulier sur le financement des microprojets à travers des microcrédits. Cette politique de soutien à l'autonomisation des femmes a ainsi permis à plus de 200 000 femmes de sortir de la précarité. Sur le plan politique, le Gouvernement œuvre à une plus grande implication des femmes dans la vie politique du pays, à travers une loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues, qui impose un quota minimum de 30 % de femmes sur le nombre total de candidats.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire note qu'en dépit de la prise de conscience générale sur la situation des femmes et des progrès subséquents réalisés à travers l'adoption et le renforcement des cadres normatifs nationaux et internationaux, des défis multiples obèrent encore la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit et la prise en charge des victimes. Mon pays voudrait saluer le leadership des Nations Unies, de même que le soutien de leurs agences spécialisées, et réaffirmer son engagement constant en faveur de la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance et de la présider. Nous souhaitons également la bienvenue aux Ministres de la Guinée équatoriale et du Royaume-Uni.

Je voudrais exprimer nos condoléances aux familles des victimes des récents attentats terroristes odieux. Nous voudrions exprimer notre sympathie et notre solidarité au Gouvernement et au peuple sri-lankais en ce moment.

Nous remercions le Secrétaire général de son rapport (S/2019/280) et de son exposé édifiant. Nous voudrions également remercier M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, lauréats du prix Nobel de la paix, pour leurs efforts inlassables visant à lutter contre les violences sexuelles en période de conflit et en faveur de l'autonomisation des rescapé(e)s, ainsi que M^{me} Inas Miloud, représentante de la société civile, et M^{me} Amal Clooney de leurs exposés édifiants.

Je voudrais aborder trois questions fondamentales. La première porte sur le fait que les violences sexuelles en période de conflit constituent une violation des droits de l'homme et une menace pour la paix et la sécurité internationales. La deuxième concerne l'importance de garantir l'application du principe de responsabilité et de mettre fin à l'impunité pour les auteurs

de ces crimes. La troisième a trait à la justice pour les victimes de violences sexuelles en période de conflit.

En ce qui concerne les violences sexuelles en période de conflit, le Conseil de sécurité a adopté, il y a plus de 10 ans, la résolution 1820 (2008), et a reconnu que la violence sexuelle en période de conflit constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et exige une riposte internationale sérieuse. Malheureusement, depuis lors, ces crimes odieux se sont multipliés dans le monde entier. Ils sont souvent utilisés comme moyen d'intimidation et tactique de guerre pour s'en prendre à des communautés spécifiques sur la base de leur appartenance ethnique, religieuse ou politique, dans le but de les déplacer de force et de s'emparer de leurs biens. Par exemple, les membres de la minorité rohingya, au Myanmar, ont été déplacés de force. Les déplacements rendent les réfugiés et les déplacés, en particulier les femmes et les filles, plus vulnérables et plus exposés à l'exploitation sexuelle, à la traite et aux violences sexuelles liées aux conflits. Dans certaines zones de conflit, les crimes de violence sexuelle sont un élément de l'économie politique et terroriste de groupes extrémistes, notamment le groupe terroriste Daech.

S'agissant de l'obligation de rendre des comptes et de mettre fin à l'impunité, l'un des moyens de prévenir l'intensification et la multiplication des actes de violence sexuelle en période de conflit consiste à amener les auteurs de ces crimes à en répondre et à mettre fin à leur impunité, conformément au droit national et international. Le Conseil de sécurité a établi un cadre normatif robuste pour lutter contre les violences sexuelles en période de conflit et amener les responsables à répondre de ces crimes, qui sont un outil de guerre systématique assimilable à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. L'un des outils importants dont dispose le Conseil de sécurité consiste à inclure des critères relatifs aux violences sexuelles dans les régimes de sanctions, pour indiquer clairement que la lutte contre ces crimes fait partie de ses priorités. Le Conseil joue également un rôle central dans la lutte contre les violences sexuelles en renforçant les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques des Nations Unies grâce à l'inclusion de l'autonomisation des femmes dans les situations de conflit et d'après-conflit, en garantissant l'application du principe de responsabilité pour les crimes de violence sexuelle et en attirant l'attention sur les violations qui constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Rendre justice aux victimes de violences sexuelles est une condition préalable à la pérennisation de la paix. Les violences sexuelles portent atteinte à la santé physique et mentale des victimes et ont des effets cumulatifs sur les sociétés et les générations, et leurs répercussions sapent la pérennisation de la paix. Quand les auteurs de ces actes ne sont pas traduits en justice, les conflits risquent de se prolonger et les réfugiés et les déplacés ne peuvent pas rentrer chez eux volontairement, en toute sécurité et dans la dignité. Tout comme il existe de multiples formes de violences sexuelles en période de conflit, il existe de nombreux moyens de garantir la justice dans toutes ses dimensions. Cela peut se faire en remédiant aux effets à court et à long terme de ces crimes sur le plan sanitaire, psychologique, physique, social et économique sur les rescapé(e)s et leurs enfants, qui doivent être considérés comme des victimes avant tout. Ces approches axées sur les victimes doivent tenir compte de leur culture, de leurs valeurs et de leurs caractéristiques sociales. Il importe de renforcer les capacités des États Membres à faire face à ces situations, de veiller à ce que les victimes obtiennent réparation et justice, de respecter leur culture et de prendre en compte leur santé mentale, physique et sociale, pour que les mécanismes permettant de rendre justice soient durables et applicables. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger les civils en période de conflit, de garantir l'accès des victimes à la justice et de veiller à ce que les auteurs de crimes de violence sexuelle répondent de leurs actes.

Au niveau international, nous saluons le rôle du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Cette année marque le dixième anniversaire de la création de son mandat, conformément à la résolution 1888 (2009). Nous appuyons son rôle, conformément à son mandat, qui consiste à faire œuvre de sensibilisation auprès des parties aux conflits et à échanger des meilleures pratiques de manière à renforcer la sécurité nationale et les systèmes judiciaires pour que justice soit rendue aux victimes et que les auteurs de ces crimes en répondent. Nous saluons également les mesures sérieuses prises par le Secrétaire général pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. L'engagement de l'ONU à rendre des comptes elle-même en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles renforce sa crédibilité et contribue aux efforts visant à mettre fin aux violences sexuelles en période de conflit.

Pour terminer, nous voudrions souligner l'importance de l'unité du Conseil de sécurité en particulier et de la communauté internationale en général pour faire face au problème de la violence sexuelle en période de conflit. Il ne fait aucun doute que nous agissons tous sur la base d'un même principe, à savoir la condamnation de toutes les formes de violences sexuelles, notamment celles commises en période de conflit. Par conséquent, la communauté internationale doit s'exprimer d'une seule voix et mener une action conjointe pour réduire et, à terme, mettre fin aux violences sexuelles en période de conflit et pour rendre justice aux victimes, dans le respect des particularités sociales et culturelles de tous les États Membres.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais remercier la présidence allemande d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui et exprimer notre profonde gratitude aux participants et aux intervenants pour les informations qu'ils ont fournies sur divers aspects de la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit armé.

Cette année marque le dixième anniversaire de la création par le Conseil de sécurité du poste de Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Durant la période qui s'est écoulée depuis lors, la Représentante spéciale et son bureau ont déployé des efforts considérables pour éliminer cette forme de criminalité. Ils ont acquis une expérience utile en matière de coopération avec les gouvernements et les autres parties aux conflits armés et ont mis au point un ensemble d'outils efficaces pour lutter contre ce type de criminalité.

La Fédération de Russie est attachée à la coopération internationale en matière de lutte contre les violences sexuelles en période de conflit. Il s'agit d'un crime de guerre abominable. Nous appuyons le travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Patten, et nous apprécions sa contribution personnelle aux efforts visant à engager et à maintenir un dialogue avec les parties aux conflits armés pour régler ce problème, aider et réintégrer les victimes, et attirer l'attention du public sur les problèmes causés par ces crimes. Nous remercions le Secrétaire général de son exposé, ainsi que de son rapport sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280), qui nous permet d'examiner la question dans le cadre d'un débat productif et approfondi. Nous avons pris connaissance avec intérêt des recommandations très détaillées figurant

dans le rapport sur les moyens de renforcer la coopération pour lutter contre la violence sexuelle en période de conflit. Nombre de ces propositions méritent un examen attentif et approfondi. Nous sommes convaincus que le débat d'aujourd'hui est une bonne occasion de procéder à un échange de vues franc à ce sujet.

Nous sommes fermement convaincus que la clef du succès des efforts de lutte contre les violences sexuelles en période de conflit réside dans l'élaboration de mesures efficaces pour éliminer la violence contre les civils en période de conflit armé. Il ne s'agit que l'un des crimes qui peuvent être commis en période de conflit armé. À notre avis, on ne peut mettre définitivement un terme à toutes les formes de violence contre les civils qu'en réglant les conflits armés par des moyens pacifiques et en éliminant leurs causes profondes. Pour atteindre cet objectif le plus rapidement possible, des efforts concertés s'imposent aux niveaux national et international.

À cet égard, nous tenons à souligner une fois de plus combien il importe de veiller à ce que la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit continue de respecter le mandat établi par la résolution 1888 (2009). Les situations de conflit armé, et en particulier celles où la violence sexuelle est généralisée, doivent être au centre de ses efforts. Chaque situation de conflit a des particularités qui doivent être prises en considération. Il importe de ne pas sous-estimer à quel point il importe de préserver des approches unifiées s'agissant de la portée du mandat du Conseil de sécurité en matière de lutte contre la violence sexuelle en période de conflit. Il convient de s'abstenir de tenter d'élargir son interprétation. Le Conseil ne doit pas outrepasser ses compétences en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il faut faire une distinction claire entre la violence sexuelle en tant que crime de guerre et la violence sexuelle en tant qu'infraction criminelle.

Nous ne devons pas oublier que l'efficacité des travaux du Conseil s'agissant d'éliminer la violence sexuelle dans les conflits dépend directement de la manière dont nous dépassons nos divergences, dont nous renforçons notre coopération constructive et dont nous évitons de politiser la question. Nous appelons chacun à contribuer aux efforts visant à combattre ce phénomène criminel répugnant, dans l'intérêt de la pérennisation de la paix et de l'aide aux victimes, et aux fins de

construire une société juste où la violence, sous quelque forme que ce soit, n'aurait aucune place.

M. Delattre (France) : Je voudrais commencer par remercier chaleureusement l'Allemagne et, en particulier son ministre des affaires étrangères, S. E. M. Heiko Maas, pour leur engagement en faveur de l'agenda « femmes, paix et sécurité » et pour l'élimination des violences sexuelles en temps de conflit. Je remercie donc le Ministre de cette initiative et de sa présence parmi nous aujourd'hui. Je souhaite également remercier le Secrétaire général António Guterres et la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en temps de conflit, M^{me} Pramila Patten, pour leurs interventions importantes, et leur réitérer tout notre soutien dans le combat quotidien qui est le leur et celui de leurs équipes. Qu'il me soit permis, au nom de la France, d'exprimer une reconnaissance toute particulière à Nadia Murad et au docteur Mukwege, dont l'engagement, le courage et la vision forcent l'admiration. C'est un honneur pour le Conseil de sécurité de les entendre aujourd'hui et de les voir côte à côte devant nous. Ils savent qu'ils peuvent compter, comme c'est le cas depuis de nombreuses années, sur la mobilisation de la France à leurs côtés dans ce combat contre les violences sexuelles. Je tiens enfin à remercier chaleureusement également M^{me} Amal Clooney et M^{me} Inas Miloud pour leur engagement de tous les instants dans ce combat et pour leurs présentations aussi fortes qu'éclairantes.

J'établirai d'abord un bref mais très alarmant constat avant de revenir sur quelques pistes d'actions pour nos travaux. Le constat, d'abord : soyons sans complaisance, nous restons confrontés, en 2019, à une situation intolérable. Notre responsabilité commune est de condamner, avec la plus grande force, l'emploi, souvent à grande échelle et parfois systématique, de violences sexuelles comme tactiques ou armes de guerre, comme cela a été dit éloquemment par les différents intervenants. En 2018, ces violences ont à nouveau menacé en premier lieu les femmes et les filles les plus vulnérables, qui sont toujours les premières victimes de discriminations. Elles les ont forcées à se déplacer, comme au Soudan du Sud ou en Birmanie. Elles ont été utilisées pour réprimer, pour terroriser, pour contrôler, comme en Syrie. Des groupes terroristes comme Boko Haram en ont fait des stratégies d'action à part entière, assumées en tant que telles, et méthodiques. Les femmes et les filles migrantes sont aussi particulièrement exposées, comme on le voit en Libye et ailleurs.

Quarante-sept parties restent inscrites sur la liste noire du Secrétaire général. Il y a certes eu des avancées, comme la révision du cadre légal en Afghanistan ou encore la signature d'un communiqué conjoint au Mali. Mais tant reste à faire, y compris pour mettre un terme définitif à l'assimilation du viol à l'adultère, aux mariages contraints et forcés ou encore à la pratique des *bacha bazi* en Afghanistan. Chaque opportunité politique doit être saisie pour permettre des progrès sur la lutte contre les violences sexuelles, comme en République démocratique du Congo, par exemple, aujourd'hui.

La lutte contre l'impunité est une arme indispensable de justice, mais aussi de dissuasion dans ce combat. La justice internationale, y compris la Cour pénale internationale, à qui la France renouvelle tout son soutien, et les juridictions nationales, régionales ou mixtes doivent être en mesure de poursuivre les auteurs de ces crimes. Il est inadmissible, pour ne pas dire inconcevable, qu'aucun individu associé à Daech ou à Boko Haram et ayant utilisé les violences sexuelles comme armes de guerre à grande échelle n'ait encore été condamné. Pour ne prendre qu'un autre exemple, toute la lumière doit être faite sur les violences sexuelles commises dans l'Arakan mais aussi dans les États du Kachin et du Chan et les responsables doivent être poursuivis, comme le recommande le rapport du Secrétaire général (S/2019/280). Les mécanismes d'enquête doivent également permettre de recueillir dès aujourd'hui les éléments nécessaires pour que la justice puisse être rendue ultérieurement, comme en Syrie.

Alors que nous commémorons le dixième anniversaire du mandat sur les violences sexuelles en temps de conflit, notre priorité est à la fois de consolider ce mandat, bien sûr, mais aussi, et surtout, de renforcer sa mise en œuvre. Je me permettrai de revenir brièvement sur quatre champs d'action en ce sens.

Tout d'abord, le Conseil a un rôle décisif à jouer dans le combat contre les violences sexuelles, ce qui implique sa mobilisation, mais aussi son unité. C'est pourquoi la France soutient le projet de résolution (S/2019/328) proposé par l'Allemagne. Ce projet de résolution important doit permettre de réaliser des progrès très significatifs, dans le prolongement de la déclaration adoptée par le Groupe des Sept à Dinard, le 5 mars dernier. Je pense notamment à la reconnaissance d'une approche centrée sur les victimes, à l'accent mis sur la lutte contre l'impunité, au fait de compter parmi les crimes les plus graves ceux en lien avec le genre, par exemple. Le projet de résolution qui nous est soumis

demande également au Secrétaire général de produire un rapport sur les enfants nés de viols, d'ici à 2021, ce qui représente une priorité de premier plan pour la France.

Face aux menaces de certains, qu'il me soit néanmoins permis de souligner combien il est indispensable pour la France, et au nom des victimes, de garantir que ces victimes puissent avoir accès à la santé sexuelle et reproductive. C'est un point essentiel. Le Conseil doit par ailleurs poursuivre son travail, y compris en sanctionnant les responsables de ces violences. Nous nous félicitons, dans cette perspective, des critères explicites ajoutés dans les mandats du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) concernant la République centrafricaine, du Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution 751 (1992) sur la Somalie, ou encore du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Le Conseil doit aussi, nous semble-t-il, inviter plus régulièrement encore la Représentante spéciale Pramila Patten, dans le cadre de son remarquable travail, à intervenir sur des situations spécifiques. Nous l'avons fait deux fois au mois de mars et nous invitons les autres membres du Conseil à faire de même.

L'ONU – et c'est le deuxième axe d'action que je voudrais souligner – doit continuer à jouer un rôle majeur de suivi et de mise en œuvre de cet agenda. Nous souhaitons apporter à nouveau tout notre soutien à M^{me} Patten, notamment dans le dialogue, souvent difficile, qu'elle mène avec les parties aux conflits. Les résultats qu'elle a obtenus, comme au Mali ou encore au Soudan du Sud, en convainquant Riek Machar de donner des ordres pour empêcher et punir ces violences, sont autant d'illustrations de l'efficacité de son engagement, même si, on le sait, le combat n'est jamais gagné et doit toujours être poursuivi au jour le jour. Nous soutenons aussi, y compris en finançant son personnel, l'équipe d'experts qui travaille sous l'égide de M^{me} Patten pour renforcer les capacités judiciaires des États. Il s'agit d'un élément indispensable, et là aussi, si beaucoup reste encore à faire, il faut renforcer et perfectionner les mécanismes comme l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants en République centrafricaine, qui doivent permettre d'aboutir à des procès. De même, les opérations de maintien de la paix doivent disposer des moyens nécessaires pour protéger les femmes dans les conflits armés, en déployant notamment des conseillers pour la protection des femmes et des conseillers genre.

L'élimination des violences sexuelles en temps de conflits – c'est un troisième axe d'action –, ne pourra être atteinte qu'avec un soutien fort à la société civile, à celles et à ceux qui œuvrent avec courage et résistance sur le terrain. Je pense bien entendu à Nadia Murad et au docteur Mukwege, qui sont l'un et l'autre une source d'inspiration et d'admiration, avec qui nous travaillons main dans la main. La France est fière d'avoir été le premier pays à annoncer un financement pour la mise en place du fonds pour les rescapées des violences sexuelles, par les voix du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, et de la Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, M^{me} Marlène Schiappa. La France poursuivra son engagement pour dispenser une aide appropriée sur les besoins des victimes des violences sexuelles dans le cadre de sa présidence du Groupe des Sept (G7). M^{me} Nadia Murad et le docteur Mukwege peuvent compter sur le soutien de la France. Notre présidence du G7 est également un cadre pour travailler au renforcement du suivi des violences sexuelles. La France a mené ces dernières années des projets avec la société civile au Yémen, au Nigéria, en République centrafricaine, au Cameroun, au Liban et en République démocratique du Congo pour permettre la prise en charge holistique des victimes de violences sexuelles.

Enfin, la France le martèle à chacun de nos débats au Conseil de sécurité : seule une approche holistique justement peut permettre de mettre en œuvre efficacement l'agenda « femmes, paix et sécurité ». Les femmes, qui sont les premières victimes des violences sexuelles, seront d'autant mieux protégées qu'elles pourront participer, de manière significative, aux processus politiques et qu'elles auront les mêmes droits et opportunités économiques et sociales que les hommes. C'est dire combien il est crucial, dans notre combat contre les violences sexuelles, de lutter sans relâche contre les causes profondes des violences, les inégalités et les stéréotypes liés au genre. Là encore, le soutien aux acteurs de terrain est indispensable. C'est pour cela que le Président Macron a annoncé la création d'un fonds de 120 millions d'euros pour soutenir les mouvements féministes dans les pays du Sud. C'est aussi pour cela que la France accueillera, en partenariat avec le Mexique, le forum marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Pékin, qui réunira les États, les organisations régionales et les acteurs de la société civile.

La lutte contre les violences sexuelles est un combat vital. C'est aussi un combat qui doit nous

rassembler, et nous rassembler dans la durée. C'est donc à nouveau un appel à l'unité que je voudrais aujourd'hui, au nom de la France, lancer à chacune et à chacun d'entre les membres du Conseil.

M. Nkosi (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais, avant toute chose, vous remercier et vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que la Mission permanente de l'Allemagne, d'avoir organisé ce débat très important et très pertinent. Je voudrais, à l'instar d'autres orateurs, saisir cette occasion pour exprimer la condamnation de l'Afrique du Sud des récents attentats terroristes à Sri Lanka et exprimer notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement sri-lankais alors qu'ils pleurent leurs morts et leurs pertes.

Je voudrais exprimer la gratitude de l'Afrique du Sud au Secrétaire général, M. António Guterres, à sa Représentante spéciale, M^{me} Pramila Patten, ainsi qu'aux personnalités qui ont présenté des exposés - Dr Denis Mukwege, M^{me} Nadia Murad, M^{me} Amal Clooney et M^{me} Inas Miloud - pour leurs exposés extrêmement instructifs et éclairants et pour leurs témoignages extrêmement déchirants que nous avons entendus ce matin.

J'associe aussi ma délégation à la déclaration qui sera faite au nom des 54 États membres de l'Union africaine (UA) sur ce sujet très important.

Pour l'Afrique du Sud, la violence à l'égard des femmes et un crime grave, qui appelle une action plus urgente et plus décisive de la part de la communauté internationale. La violence sexuelle, où qu'elle ait lieu, déshumanise fondamentalement ses victimes et attente de façon irréparable à leur dignité humaine. La violence sexuelle en période de conflit est souvent utilisée comme un acte de guerre pour atteindre des objectifs psychologiques, militaires et politiques et à des fins de contrôle. Dans les régions riches en ressources naturelles comme notre continent, la violence sexuelle est utilisée pour dépeupler, déplacer et terroriser les communautés. Les effets dévastateurs de la violence sexuelle ont un impact durable sur les rescapé(e)s, qui doivent faire face aux difficultés post-conflit, notamment les traumatismes, une nouvelle victimisation et la stigmatisation au sein de leurs communautés.

Tandis que nous savons que tout un chacun peut être victime de violence sexuelle, nous trouvons profondément troublant que les femmes et les filles continuent d'être touchées par elle de façon disproportionnée. Nombreuses aussi sont celles qui vivent un traumatisme prolongé du fait d'avoir à élever des enfants nés du viol,

lesquels sont souvent rejetés par la société et privés de leurs droits et de l'accès aux services sociaux. Voilà pourquoi les réponses et les programmes privilégiant la problématique femmes-hommes doivent être axés sur les besoins des rescapé(e)s. L'Afrique du sud est d'avis qu'il faut fournir aux rescapé(e)s de la violence sexuelle les services essentiels, conformément à notre position de longue date, à savoir que les services de santé sexuelle et reproductive sont non seulement une composante importante du droit à la santé, mais aussi essentiels pour l'autonomisation des femmes en général. Dans le contexte de la violence sexuelle en période de conflit, le manque d'accès à ces services menace le droit fondamental le plus sacrosaint de tous, le droit à la vie. Bien que ce soit un peu tard, l'Afrique du Sud espère toujours que le Conseil pourra se mettre d'accord sur une résolution de consensus qui protège les rescapé(e)s, amène les auteurs de ces actes à en répondre, et inflige un châtiment approprié aux auteurs de violences sexuelles en période de conflit.

Afin de lutter efficacement contre la violence sexuelle en période de conflit, l'Afrique du Sud pense que nous devons adopter une approche intégrée et cohérente. Cela inclut la fourniture de services multisectoriels, notamment des abris, pour garantir l'aide à la réintégration des rescapé(e)s. Nous devons élaborer des programmes appropriés de soutien aux moyens de subsistance économique. Ceci est partie intégrante des mécanismes de prévention sociétale, de règlement des conflits, de justice transitionnelle et de consolidation de la paix. Conformément au Cadre de coopération entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et la Commission de l'Union africaine, l'Afrique du Sud reconnaît les mécanismes de responsabilisation comme un aspect important des moyens de prévention de la violence sexuelle en période de conflit. Le Cadre de coopération vise à aider les États membres de l'UA à lutter contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles liées aux conflits et à renforcer la capacité du système de justice pénale dans les pays en proie au conflit ou sortant d'un conflit de répondre aux cas présumés de violence sexuelle liée aux conflits.

Le Conseil doit montrer qu'il peut opérer une transition perceptible de la rhétorique à la réalité lorsqu'il s'agit de remédier aux problèmes auxquels sont confrontées les victimes dans leur vie quotidienne en temps de conflit armé. Nous devons renforcer l'application du

principe de responsabilité pour les auteurs de violences et placer les rescapé(e)s au cœur de nos efforts.

L'Afrique du Sud est favorable à un recours plus fréquent aux mesures prévues au Chapitre VI de la Charte des Nations Unies et au renforcement des capacités des États de traiter cette question au niveau national de manière intégrée.

L'Afrique du Sud salue le travail accompli par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et par l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit. Nous appelons au renforcement de leurs capacités afin qu'ils soient en mesure de s'acquitter du mandat que le Conseil leur a confié.

L'Afrique du Sud appuie la recommandation du Secrétaire général tendant à renforcer les efforts que nous déployons pour lutter contre la violence sexuelle en période de conflit armé. Cela inclut entre autres choses, premièrement, de retenir les violences sexuelles parmi les critères de désignation aux fins de sanctions; deuxièmement, de s'attaquer aux deux phénomènes étroitement associés que sont la traite des personnes et les violences sexuelles liées aux conflits, conformément aux résolutions 2331 (2016) et 2388 (2017); troisièmement, d'utiliser les visites sur le terrain pour attirer l'attention sur les préoccupations relatives aux violences sexuelles; et, enfin, de mettre en place des dispositifs constitutionnels, législatifs et institutionnels pour lutter de façon globale contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Le secteur de la sécurité dans les pays en situation de conflit ou sortant d'un conflit doit être réformé afin de prévenir la violence sexuelle et de mieux y remédier. En vue de mettre en place des institutions chargées de la sécurité efficaces, non discriminatoires et représentatives, il est essentiel que nous dispensions au personnel une formation de sensibilisation aux questions de genre et que nous renforçons leurs capacités de manière effective et durable. En outre, l'accès des personnes ayant subi des violences sexuelles à la justice contribuerait sensiblement à la création d'un cadre de sécurité qui fonctionne bien et qui tienne compte des questions de genre.

Compte tenu du lien indissoluble qui existe entre la violence sexuelle en temps de conflit et l'inégalité de genre, l'Afrique du Sud plaide pour que les femmes participent véritablement et sur un pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la

sécurité, et pour qu'elles y soient pleinement associées. À cet égard, les États Membres doivent continuer d'examiner les mesures visant à renforcer l'application pleine et effective de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, initiée par la République sœur de Namibie, à qui nous rendons hommage aujourd'hui. La résolution jette les bases de partenariats avec la société civile, le secteur privé et les organisations locales.

Pour conclure, l'Afrique du Sud se réjouit à la perspective de poursuivre ce débat sous sa présidence en octobre, à l'approche du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) en 2020.

M. Radomski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour exprimer nos plus sincères condoléances au peuple et au Gouvernement sri-lankais à la suite des attentats terroristes tragiques qui ont eu lieu dimanche dernier. La Pologne condamne fermement des actes de terreur aussi odieux.

Nous félicitons l'Allemagne d'avoir organisé cet important débat. Nous voudrions également vous remercier personnellement, Monsieur le Président, de présider la présente séance. Je voudrais aussi exprimer notre gratitude aux excellents orateurs d'aujourd'hui. Nous sommes vraiment honorés de leur présence parmi nous aujourd'hui, et nous accueillons avec une profonde satisfaction leurs exposés inspirants et encourageants. Nous saisissons l'occasion du dixième anniversaire du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour remercier la Représentante spéciale, M^{me} Pramila Patten, et tous ses prédécesseurs pour leur dévouement et leurs services. Nous appuyons pleinement son mandat.

Nous sommes indignés par les cas persistants et généralisés de violences sexuelles commises en période de conflit armé par des acteurs étatiques et non étatiques, comme le signale le Secrétaire général dans son dernier rapport sur la question (S/2019/280). La violence sexuelle est un phénomène tragique universel qui doit cesser, dans les situations tant de conflit que d'après-conflit. La coopération internationale est nécessaire, en particulier en cette période de violence accrue contre les femmes et les filles et les hommes et les garçons, pour lutter contre l'utilisation de la violence sexuelle comme instrument de terreur et d'humiliation en temps de guerre. Nous voudrions donc saluer les efforts déployés par la présidence allemande pour présenter le nouveau projet de résolution sur la violence sexuelle liée aux conflits, figurant dans le document

S/2019/328, qui, selon la Pologne, renforcera cet important point de l'ordre du jour.

Le dernier rapport du Secrétaire général met en lumière les différents défis auxquels nous sommes confrontés pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits. Je voudrais insister aujourd'hui sur deux domaines qui, à notre avis, méritent une attention particulière, à savoir la responsabilité et la situation des enfants nés des suites de violences sexuelles.

Tout d'abord, nous nous félicitons de l'accent mis sur la responsabilité des auteurs de crimes dans le présent rapport et dans le débat d'aujourd'hui, ce qui constitue l'un des moyens de combattre et d'éliminer la violence sexuelle liée aux conflits. La question de la responsabilité des auteurs de violences sexuelles liées aux conflits doit être d'une importance cruciale pour les travaux du Conseil de sécurité, car elle reflète l'efficacité de l'action du Conseil. Malgré toutes les difficultés y afférentes, les mesures de responsabilisation relatives aux violences sexuelles liées aux conflits commises tant par des acteurs non étatiques que par des acteurs étatiques doivent être résolument mises en œuvre par la communauté internationale. Dans le cas contraire, l'absence de responsabilisation encourage et accroît la tolérance à l'égard de la violence fondée sur le genre en période de conflit. Dans ce contexte, nous voudrions souligner les progrès considérables accomplis par la Cour pénale internationale (CPI), ainsi que par les tribunaux pénaux internationaux non permanents et les juridictions similaires, sur la question de la responsabilité en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre en temps de conflit. Néanmoins, il est important de préciser que c'est aux États qu'il incombe au premier chef d'agir et d'appliquer le principe de responsabilité, car la compétence de la CPI est complémentaire de celle des juridictions nationales.

Par ailleurs, le principe de responsabilité ne peut être appliqué qu'à condition que les crimes soient signalés. Malheureusement, la grande majorité des victimes ne signalent pas les viols et autres formes de violence sexuelle en raison de la discrimination et de la stigmatisation qui les entourent. Cela non seulement favorise la culture d'impunité, mais aussi empêche les personnes victimes de violences sexuelles d'avoir accès à des soins médicaux et à une assistance juridique. À cet égard, nous appuyons l'appel adressé par le Secrétaire général aux chefs traditionnels et religieux à intervenir, en particulier à atténuer la stigmatisation dont souffrent les personnes victimes de violences sexuelles liées

aux conflits et à faciliter leur réinsertion et celle de leurs enfants.

Permettez-moi à présent d'aborder brièvement la question des enfants nés des suites de violences sexuelles. Le soutien aux victimes de violences sexuelles devrait être aussi important que la prévention de ces crimes en temps de conflit. La voix des rescapé(e)s doit être entendue afin d'appliquer efficacement les politiques visant à les protéger. Les expériences traumatisantes hantent les victimes pendant toute leur vie et, malheureusement, le soutien psychologique et mental est souvent oublié.

La violence sexuelle a de profondes répercussions à long terme. C'est particulièrement vrai pour les enfants nés des suites de violences sexuelles. Il est difficile d'imaginer une situation plus tragique que celle à laquelle sont confrontés des enfants innocents qui, bien qu'ils ne soient nullement responsables, souffrent non seulement de discrimination, mais aussi des formes les plus extrêmes de stigmatisation de la part de leur famille et de leur communauté. Ils se voient souvent refuser la nationalité et sont exclus du système scolaire, privés de soins médicaux et soumis à des violences physiques et psychologiques uniquement parce qu'ils sont nés des suites de violences sexuelles. Ces enfants sont autant victimes de violences sexuelles que leur mère.

Nous sommes heureux de constater que dans le dernier rapport du Secrétaire général et le projet de résolution proposé, quelque lumière a été jetée sur la nécessité de protéger les enfants nés des suites de violences sexuelles et que cette question a retenu l'attention de la communauté internationale, notamment celle du Conseil de sécurité. Nous espérons que la réunion organisée selon la formule Arria par la Pologne en octobre dernier sur les enfants nés des suites de violences sexuelles a contribué à ces efforts.

Je conclurai ma déclaration en réitérant notre ferme soutien au rôle important des groupes de la société civile, des défenseurs des droits de la personne, des journalistes et des professionnels des médias qui aident les victimes et rendent compte des violences sexuelles en période de conflit. Sans leur courage, leur passion et leur dévouement, les progrès réalisés par la communauté internationale seraient impossibles.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Je saisis cette occasion pour saluer le leadership et l'éminent travail de M^{me} Pramila Patten, ainsi que de son bureau,

et pour la remercier de son exposé très éclairant. Je remercie également le Secrétaire général, de même que M^{me} Amal Clooney, le docteur Denis Mukwege, M^{me} Ines Miloud et M^{me} Nadia Murad, auxquels je tiens à dire toute mon admiration pour leurs luttes et leurs convictions profondes. Qu'il me soit permis de rappeler ce que le comité Nobel norvégien a dit dans son argumentaire lorsqu'il a attribué le prix Nobel de la paix à cette femme qui lutte pour les droits des femmes :

« Nadia Murad est elle-même une victime de crimes de guerre. Elle a refusé d'accepter les codes sociaux qui obligent les femmes à garder le silence et à avoir honte des abus dont elles ont été victimes. Elle a fait preuve d'un courage rare en racontant ses propres souffrances et en s'exprimant au nom des autres victimes. »

À la lecture du précieux rapport du Secrétaire général (S/2019/280), nous sommes consternés de constater que, même compte tenu des progrès importants réalisés au cours des 10 dernières années, la violence sexuelle est restée un fléau cruel et a même empiré dans les situations de conflit.

À la veille du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) et du dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, il est plus nécessaire que jamais de redoubler d'efforts pour que les résolutions du Conseil de sécurité se traduisent dans les faits. La violence sexuelle en période de conflit est utilisée pour déplacer des communautés, elle est utilisée comme moyen de répression et comme tactique de terrorisme. Par conséquent, nous ne pouvons espérer atténuer ou éliminer les conflits sans reconnaître et prendre la pleine mesure de l'impact et des conséquences de ces crimes sur la recherche et le maintien de la paix. Concrètement, plusieurs questions urgentes méritent une attention particulière.

La première consiste à faire en sorte que les victimes participent aux processus de prise de décisions afin que les initiatives promues répondent pleinement à leurs préoccupations, y compris dans les situations d'après-conflit. À cet égard, nous nous félicitons des avancées de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, et nous espérons que le nombre de projets en cours d'exécution pourra être augmenté.

Deuxièmement, nous devons insister sur toutes les mesures possibles pour mettre fin à l'impunité des

crimes de violence sexuelle, car cette impunité est aussi la porte ouverte à de nouvelles violations. Nous devons donc soutenir toutes les réformes qui accroissent l'efficacité des systèmes judiciaires, comme la réforme des cadres juridiques pour qu'ils tiennent compte de ces crimes, en garantissant toujours la protection des survivants et des témoins. Ce n'est qu'ainsi que nous créerons les conditions pour que les victimes puissent être entendues et bénéficier d'un soutien sans être stigmatisées.

Troisièmement, il faut absolument inclure la violence sexuelle parmi les critères qui déterminent l'imposition de sanctions et condamner sévèrement les auteurs des violences sexuelles énumérées dans l'annexe au rapport du Secrétaire général sur la question. Il est donc essentiel que les comités de sanctions s'appuient sur des experts de l'égalité des sexes et que la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit les tienne en permanence informés. Nous pensons qu'il est indispensable que le Conseil de sécurité entreprenne des missions dans les zones de conflit, en s'efforçant en particulier de s'informer directement des préoccupations des victimes de violences sexuelles. De même, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité est une plate-forme extrêmement précieuse pour surveiller le respect des engagements pris par les parties tant étatiques que non étatiques à un conflit.

Quatrièmement, il est prioritaire que les victimes de violence sexuelle aient accès aux services de soins de santé, y compris les services de santé sexuelle et procréative, puisque nous savons qu'en temps de conflit, les femmes et les filles risquent davantage d'avoir des grossesses non désirées, connaissent une plus grande mortalité maternelle et sont davantage susceptibles de souffrir de blessures sexuelles et génitales graves et de contracter des infections sexuellement transmissibles.

Pour le Gouvernement du Président Danilo Medina Sánchez, les efforts visant à mettre fin à la violence fondée sur le genre et à garantir l'accès aux services de santé sexuelle et procréative ne se limitent pas à l'accès aux services cliniques mais supposent aussi de protéger les garçons et les filles contre les mariages forcés et précoces et de lutter contre tous les autres préjugés liés à une mentalité patriarcale et arriérée. Ce sont là des éléments fondamentaux de notre programme sociopolitique.

Refuser aux femmes et aux filles l'accès à la santé procréative, c'est les exposer à des traitements

dégradants, cruels et inhumains, qui se traduisent en définitive par des souffrances supplémentaires pour les victimes de violences sexuelles. J'insiste, pour notre gouvernement et pour le Président Medina Sánchez, il s'agit là de questions de principe non négociables, quelles que soient les conséquences politiques en termes de critiques ou de désaccords des milieux traditionnels. Parce que, pour nous, la question du genre est et sera toujours une question de premier ordre. Il en va tout simplement de l'adaptation de la République dominicaine aux modes modernes d'action et de pensée en ce qui concerne les femmes, leurs droits et le respect dont elles ont longtemps été privées.

Enfin, nous nous félicitons du fait que la Représentante spéciale travaille en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies, et nous accueillons positivement la recommandation du Secrétaire général visant à renforcer la collaboration des organisations régionales et sous-régionales avec l'ONU sur cette question. Je voudrais souligner ici les objectifs de l'Initiative Spotlight, qui est un exemple de partenariat stratégique qui, selon nous, favorisera la paix et la sécurité pour les femmes et qui, nous l'espérons, contribuera de manière importante à la prévention.

Faire face à un problème de cette ampleur nécessite l'effort de tous. Nous appelons donc tous les États Membres à s'acquitter pleinement de leurs engagements en matière de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire. Nous saluons également le travail inestimable de la société civile, des organisations de jeunes et des défenseurs et défenseuses des droits des femmes, et nous les invitons à continuer d'accompagner et de mener cette lutte cruciale pour l'avenir de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Le Conseil est saisi d'un projet de résolution publié sous la cote S/2019/328, déposé par l'Allemagne.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, États-Unis d'Amérique

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Chine, Fédération de Russie

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 13 voix pour et 2 abstentions. Le projet de résolution est adopté en tant que résolution 2467 (2019).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration sur la résolution qui vient d'être adoptée.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous n'avons pas été en mesure d'appuyer la résolution 2467 (2019) déposée par l'Allemagne.

La Fédération de Russie condamne fermement la violence sexuelle en période de conflit armé. Nous avons toujours plaidé pour l'élimination de ce crime de guerre odieux. Toute forme de violence contre les civils en temps de guerre est absolument inacceptable, mais la violence sexuelle l'est tout autant quelle que soient les circonstances, et pas seulement en période de conflit armé. Dans ce contexte, nous sommes vraiment déçus de l'approche adoptée par les coordonnateurs du processus de négociation qui, en préparant hâtivement le débat public d'aujourd'hui, ont déposé un projet de texte non consensuel. Il s'agit d'un dangereux précédent qui pourrait avoir une incidence extrêmement négative sur les méthodes de travail du Conseil à l'avenir. Ce n'est qu'au tout dernier moment que nous avons pu nous entendre sur l'exclusion des dispositions qui étaient les plus inacceptables, ce qui nous a permis de nous abstenir dans le vote.

La version précédente de la résolution aurait outrepassé le mandat du Conseil, qui est de maintenir la paix et la sécurité, et aurait étendu les prérogatives du Secrétaire général et les fonctions de sa représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Les tentatives qui ont été faites pour utiliser une résolution thématique afin d'élargir de manière intempestive les mandats de divers mécanismes et organes de l'ONU et de leur confier la tâche de lutter contre la violence sexuelle sont restées sans explication, et nous ne voyons pas de raison de demander de nombreux rapports du Secrétaire général sur les divers aspects de la violence sexuelle. Nous sommes préoccupés par les velléités d'accroître le nombre de structures bureaucratiques de l'ONU afin de donner l'impression d'une activité robuste. Nous

considérons qu'il est inacceptable de promouvoir sans cesse des concepts et des termes qui n'ont pas encore fait l'objet d'un consensus ou qui ont été rejetés par le Conseil.

Que l'on ne vienne toutefois pas nous accuser d'être des adversaires de la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit. Notre position sur cette question reste ferme et inébranlable : c'est un fléau qu'il faut éliminer. Mais, en notre qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, il est de notre responsabilité particulière vis-à-vis de la communauté internationale de ne pas permettre que la question des violences sexuelles en temps de conflit soit exploitée et manipulée. Le Conseil de sécurité est un organe sérieux et nous ne pouvons compromettre sa réputation aux yeux de la communauté internationale. Le Conseil doit prendre des décisions équilibrées, fixer des objectifs clairs et réalisables et ne laisser aucune place à des interprétations arbitraires ou biaisées.

Avec la Chine, nous avons rédigé notre propre texte axé sur le thème de la violence sexuelle en temps de conflit, qui, à nos yeux, aurait mieux répondu aux objectifs de la séance d'aujourd'hui. Toutefois, à la suite de l'adoption de la résolution présentée par l'Allemagne, nous avons décidé de ne pas la présenter.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine attache une grande importance à la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit et a toujours soutenu fermement la communauté internationale dans ses efforts à cet égard.

La délégation chinoise a participé de manière constructive et responsable aux consultations sur les projets de résolution y relatifs, proposant un certain nombre de recommandations et d'amendements. Nous pensons que le Conseil doit faire face à la violence sexuelle en période de conflit dans le cadre de son mandat, au lieu d'aller si loin pour s'occuper de ce qui doit être confié à d'autres organes. S'agissant de la mise en place de mécanismes spéciaux, il est important d'avoir des discussions approfondies bien à l'avance. Il est impératif de respecter pleinement la souveraineté des pays hôtes et d'aider leurs gouvernements à jouer un rôle de premier plan. Nous considérons également que toute mesure de sanctions connexe doit être strictement conforme aux mandats du Conseil et faire l'objet de délibérations au cas par cas.

Malheureusement, ces propositions et préoccupations n'ont pas été pleinement prises en compte dans la

résolution 2467 (2019). La Chine n'a donc pas eu d'autre choix que de s'abstenir dans le vote. Je tiens à réaffirmer que la Chine est disposée à continuer de coopérer de manière constructive avec toutes les parties concernées afin de lutter contre la violence sexuelle en temps de conflit.

M. Delattre (France) : La France salue l'adoption de la résolution 2467 (2019) proposée par l'Allemagne, que nous remercions pour son initiative et pour ses efforts. Cette résolution permet, en effet, plusieurs avancées importantes, notamment le renforcement du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, la reconnaissance d'une approche centrée sur les rescapé(e)s des violences sexuelles et la demande au Secrétaire général de produire un rapport sur les enfants nés de viols d'ici à 2021 – c'est mon premier point.

Force est pourtant de constater – c'est mon deuxième point – que des concessions importantes ont été accordées sous la pression de plusieurs membres permanents du Conseil qui n'ont pas permis au texte d'aller aussi loin que nous l'aurions souhaité. En particulier, nous sommes consternés par le fait qu'un État a exigé le retrait de la référence à la santé sexuelle et reproductive, pourtant agréée dans les résolutions 1889 (2009) et 2106 (2013). Nous déplorons que des menaces de veto aient été agitées par des membres permanents du Conseil pour contester 25 ans d'acquis en faveur des droits des femmes dans des situations de conflits armés. Il est inexplicable que l'accès à la santé sexuelle et reproductive ne soit pas explicitement reconnu aux victimes de violences sexuelles, elles qui sont souvent les cibles d'atroces exactions et de mutilations barbares. Les victimes ont de toute évidence besoin de ces soins. Nous connaissons les divergences de vues entre les membres du Conseil sur ce point, mais dans le contexte précis des violences sexuelles en temps de conflits, cette omission est inacceptable et porte atteinte à la dignité des femmes.

De même, il est intolérable et incompréhensible que le Conseil de sécurité soit incapable de reconnaître que les femmes et les filles qui ont subi des violences sexuelles en temps de conflits, et qui n'ont évidemment pas choisi d'être enceintes, ont le droit d'avoir le choix d'interrompre leur grossesse. La position de la France est et restera de garantir que les femmes aient entièrement accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, et cela dans tous les contextes. La France continuera à

soutenir et à promouvoir cette approche au Conseil de sécurité, dans d'autres organes des Nations Unies et ailleurs. Les femmes doivent pouvoir disposer librement de leur corps.

Je voudrais – c'est mon troisième et dernier point – conclure sur une note positive. Il n'y a aucune ambiguïté. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur l'agenda « femmes, paix et sécurité », et qui sont réaffirmées dans la résolution 2467 (2019) que nous venons d'adopter, constituent le cadre de notre action collective, y compris le paragraphe 19 de la résolution 2106 (2013) et le paragraphe 10 de la résolution 1889 (2009) sur la santé sexuelle et procréative. Le texte que nous venons d'adopter est donc une résolution d'étape, importante, mais ce n'est pas le terme de notre chemin. Alors, au nom de la France, je voudrais lancer ici un nouvel appel pour poursuivre ensemble notre combat contre les violences sexuelles en temps de conflit.

M. Kenes (Belgique) : Avant toute chose, mon pays se félicite également de l'adoption de la résolution 2467 (2019). Je pense que le message principal que nous retenons de cette adoption, c'est que cette résolution confirme la responsabilité et la légitimité du Conseil de sécurité dans la lutte contre les cas de violence sexuelle en temps de conflit. Pour mon pays, cela ne peut faire aucun doute.

Nous nous félicitons de l'adoption de cette résolution; néanmoins, et comme indiqué dans ma première intervention, si elle salue les progrès représentés par cette résolution, ce qui explique également son vote positif en soutien à la résolution préparée par la délégation allemande, la Belgique regrette qu'il n'ait pas été notamment possible de répondre aux besoins des victimes en matière de santé sexuelle et reproductive. Je peux largement me retrouver dans ce qui vient d'être dit par l'Ambassadeur de la France.

Je souhaite également ajouter que nous regrettons que le rôle essentiel de la société civile dans la mise au jour des atrocités n'ait pas pu être suffisamment reflété par le texte. D'autres questions moins importantes pourraient également retenir notre attention. Mais comme l'a fait le Représentant permanent de la France, je souhaite également conclure sur un point essentiel, que j'avais d'ailleurs fait également dans mon intervention préalablement. Pour nous, il s'agit d'une étape, d'une étape importante, mais au vu des besoins des victimes avant tout, je pense que le Conseil de sécurité devra

poursuivre ses travaux et passer à la vitesse supérieure à l'avenir.

M. Nkosi (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Au nom de ma délégation, je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier, Monsieur le Président, de votre conviction personnelle et du leadership exceptionnel dont vous faites preuve sur ce sujet très pertinent. Dans le même temps, je tiens à remercier la Mission permanente de l'Allemagne d'avoir présenté la résolution sur cette question, la résolution 2467 (2019), dont nous nous félicitons de l'adoption dans cette salle.

Le vote de l'Afrique du Sud pour le texte allemand sur les violences sexuelles en période de conflit est un signe fort de son engagement indéfectible en faveur d'une tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles en période de conflit. Et ce, en dépit de l'incapacité du Conseil de sécurité de promouvoir ce programme d'une manière significative, qui protégerait les victimes de la violence sexuelle et leur rendrait leur dignité.

Nous avons participé de manière constructive à ce processus afin de promouvoir une position de principe axée sur trois points : le lien critique qui existe entre le commerce illicite des ressources naturelles et les violences sexuelles, qui continue d'alimenter ce crime odieux; la responsabilité des auteurs; et une approche axée sur les rescapé(e)s. À cet égard, l'Afrique du Sud a préconisé la fourniture de services essentiels complets, en particulier en matière de santé sexuelle et procréative, étant donné l'importance que revêtent ces services pour la vie des victimes de violences sexuelles. À cet égard, nous tenons à réaffirmer notre conviction que chacun a le droit d'avoir accès à des services de santé, notamment à des soins de santé procréative.

Il est regrettable que le texte adopté ne tienne pas compte des progrès réalisés ces dernières années dans ce domaine très important. Nous déplorons que le texte adopté s'écarte de l'objectif et de l'intention de départ exprimés par le rédacteur, qui étaient d'assurer une protection maximale aux victimes de violences sexuelles et de faire en sorte que les auteurs de ces violations graves et inhumaines répondent pleinement de leurs actes.

Il est regrettable que le Conseil n'ait pas pu maintenir le consensus auquel il était parvenu dans ses résolutions antérieures concernant la santé sexuelle et procréative. D'une part, le texte appelle à adopter une approche axée sur les rescapé(e)s; d'autre part, il prive ces personnes des services essentiels de santé sexuelle et

procréative lorsqu'elles en ont le plus besoin. Le Conseil envoie donc aux rescapé(e)s de violences sexuelles en période de conflit le message que le consensus est plus important que leurs besoins.

Nous continuerons néanmoins de préconiser une approche axée sur les rescapé(e)s dans nos discussions sur les violences sexuelles en période de conflit afin que le Conseil reste fidèle à ses obligations, notamment – et surtout – la protection des victimes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre d'État du Commonwealth et des Nations Unies du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Lord Ahmad (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, au nom du Royaume-Uni, féliciter l'Allemagne d'avoir mené à bonne fin le processus ayant abouti à la résolution 2467 (2019). Ce faisant, je voudrais également m'associer pleinement aux remarques faites par l'Ambassadeur de la France au sujet des réalisations qui sous-tendent cette résolution, tout en ayant conscience des mesures importantes que le Conseil de sécurité doit encore prendre pour placer véritablement les rescapé(e)s au cœur de son approche. De nombreuses réalisations sous-tendent cette résolution, dont trois éléments clefs que j'ai soulignés dans ma déclaration précédente.

Premièrement, la résolution reconnaît la nécessité d'adopter une approche axée sur les rescapé(e)s, bien que, comme notre collègue de l'Afrique du Sud vient de le souligner, d'autres mesures doivent être prises pour garantir une véritable justice et la responsabilisation à cet égard. Deuxièmement, la résolution reconnaît les violences sexuelles en période de conflit et leurs effets disproportionnés sur les femmes et les filles. Troisièmement, elle reconnaît le rôle important que joue la société civile.

Mais encore une fois, il faut dire clairement – et c'est la raison pour laquelle j'ai fait cette remarque dans ma déclaration initiale – que nous regrettons profondément le libellé sur les services fournis aux rescapé(e)s de la violence sexuelle, compte tenu de l'impérieuse nécessité que ces services incluent des soins de santé sexuelle et procréative complets. J'ai été très clair à cet égard dans ma déclaration précédente.

J'appuie les efforts déployés par d'autres membres du Conseil de sécurité, notamment par vous-même, Monsieur le Président, et les efforts que l'Allemagne et la France, ainsi que d'autres collègues, continueront de

déployer, pour faire en sorte que nous maintenions cette priorité importante à notre ordre du jour. Je vous assure que le Royaume-Uni continuera d'appuyer l'accès aux soins de santé sexuelle et procréative pour les rescapé(e)s de la violence sexuelle dans le monde entier – il s'agit d'une priorité. Si nous voulons adopter une approche axée sur les rescapé(e)s, nous ne pouvons passer outre à cette importante priorité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Nadia Murad pour une déclaration après le vote.

M^{me} Murad (*parle en arabe*) : Je voudrais à nouveau remercier la délégation allemande d'avoir organisé cette importante séance, ainsi que la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten.

J'ai demandé plus tôt que tous les membres du Conseil de sécurité votent pour la résolution 2467 (2019), qui appuie toutes les victimes de violences sexuelles. En tant que victime moi-même, je pense que cette résolution est un pas dans la bonne direction. L'adoption de la résolution doit maintenant être suivie de mesures concrètes afin de parvenir à des changements radicaux sur le terrain. Je me tiens aux côtés des rescapé(e)s du monde entier pour dire que nous dépendons de toutes les personnes présentes dans cette salle pour faire respecter cette résolution. L'impunité n'est plus une option. Tous les programmes et initiatives doivent être axés sur les rescapé(e)s.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Miloud.

M^{me} Miloud (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de me donner l'occasion d'exprimer les préoccupations de mes compatriotes libyennes et des peuples autochtones. Je voudrais simplement dire qu'une approche axée sur les rescapé(e)s implique que des services de santé sexuelle et procréative seront disponibles, mais aussi que tout le monde pourra en bénéficier, sans laisser personne de côté.

Je voudrais également ajouter que je ne sais pas le sort qui m'attend ou qui attend mes collègues lorsque je quitterai la salle du Conseil de sécurité aujourd'hui. C'est un moment très critique dans notre pays et comme je l'ai déjà dit, les attaques contre les défenseuses des droits de la personne se multiplient. Je voudrais simplement dire que nous faisons face à ce risque aujourd'hui et que nous

comptons sur le Conseil de sécurité pour qu'il prenne des mesures fermes pour protéger les femmes, les filles et les défenseuses des droits de la personne en Libye.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Patten.

M^{me} Patten (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier l'Allemagne pour le rôle de chef de file qu'elle a joué dans l'élaboration de la résolution 2467 (2019), qui marque le dixième anniversaire de ce mandat. Je voudrais également remercier tous les membres du Conseil pour cette résolution, qui démontre qu'ils accueillent favorablement nombre des recommandations du Secrétaire général.

En ma qualité de titulaire de mandat, je tiens à remercier tous les membres du Conseil parce qu'en dépit des limites évoquées par de nombreux membres, j'estime que cette résolution est un pas dans la bonne direction et qu'à mon avis, elle est à vocation opérationnelle. Cette résolution met principalement l'accent sur la prévention, la justice et la responsabilisation, ainsi que sur une approche axée sur les rescapé(e)s, ce qui va dans le sens des priorités stratégiques que j'ai fixées pour mon mandat.

Cette résolution a beaucoup d'importance en raison de sa vocation opérationnelle. Les alinéas du préambule et les paragraphes du dispositif réaffirment et reconnaissent certains éléments nouveaux qui revêtent la plus haute importance pour mon mandat - la reconnaissance du fait que les femmes et les filles sont spécifiquement prises pour cible; la reconnaissance du fait que ces actes de violence sont non seulement généralisés et systématiques, mais aussi d'une brutalité épouvantable; la reconnaissance de l'existence de différents groupes vulnérables - nous ne traitons plus les victimes comme un groupe homogène et nous reconnaissons que les hommes et les garçons sont également visés; l'accent qui est mis sur le fait qu'il est indispensable que ceux qui commettent des actes de violence sexuelle soient régulièrement et sévèrement poursuivis et qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de ces violences - autant d'éléments qui me seront très utiles dans l'exécution de ce mandat.

Je tiens à remercier sincèrement les membres du Conseil d'avoir mis l'accent sur ces causes profondes que sont l'inégalité entre les sexes et la discrimination, ainsi que sur de nombreux autres facteurs qui exacerbent les effets disproportionnés de la violence sexuelle. Malgré ses limites, la résolution est novatrice dans la mesure

où c'est la première résolution qui met l'accent sur la nécessité d'une approche axée sur les rescapé(e)s. C'est aussi la première résolution qui tient compte du sort des enfants nés d'actes de violence sexuelle et appelle au respect de leurs droits, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Enfin et surtout, je tiens à mettre en exergue un aspect important, à savoir que la résolution reconnaît que les violences sexuelles peuvent s'inscrire parmi les objectifs stratégiques et dans l'idéologie de certains groupes terroristes et qu'il importe de veiller à ce que les rescapé(e)s soient traité(e)s comme des victimes et non comme des affiliés à ces groupes terroristes ni des agents de renseignement. En ce qui me concerne, c'est avec plaisir que nous présenterons une évaluation des lacunes et des recommandations au Conseil dans le rapport qui sera publié l'année prochaine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Les délégations qui ont préparé de longues déclarations sont priées de bien vouloir en distribuer le texte et d'en lire une version abrégée lorsqu'elles prendront la parole dans la salle. Je tiens également à informer tous les participants que, du fait du grand nombre d'orateurs, nous ne suspendrons pas le présent débat public à l'heure du déjeuner.

Je donne maintenant la parole au Ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce.

M. Szijjártó (Hongrie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie sincèrement, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant cette éminente assemblée.

Je voudrais tout d'abord souligner que la Hongrie est attachée à l'égalité des sexes, à la promotion de la position sociale et politique des femmes et à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de la résolution 1325 (2000). La violence sexuelle à l'encontre des femmes en période de conflit est une question importante pour la Hongrie et en Hongrie. Il s'agit également d'une question délicate parce que la génération de mes grands-parents en a fait personnellement l'expérience pendant la Seconde Guerre mondiale - nous ne voulons pas que cela se reproduise. Par conséquent, nous estimons que la résolution 1820 (2008) a marqué un tournant, car elle reconnaît que la violence

sexuelle fait obstacle au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous estimons qu'il est absolument inacceptable et choquant qu'il y ait encore plus de 15 millions de filles âgées de 15 à 19 ans victimes de violences sexuelles, comme l'indique le rapport annuel de l'UNICEF de 2017. Je voudrais également appeler l'attention des membres du Conseil sur le *Rapport mondial sur la traite des personnes* 2018 publié par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui indique que les femmes et les filles représentent 71 % des victimes de la traite et que trois quarts d'entre elles sont enlevées à des fins d'exploitation sexuelle.

Je voudrais demander au Conseil d'envisager la mise en place d'un cadre juridique robuste pour le traitement de la question de la violence sexuelle dans les situations de conflit. Je suis convaincu que la lutte contre l'impunité de ceux qui ont commis de tels crimes est une responsabilité commune de l'ONU et de ses États Membres. Nous pensons que si ceux qui commettent des crimes aussi odieux jouissent de l'impunité, cela peut encourager d'autres à les commettre, ce que nous devons absolument prévenir et éviter. Par conséquent, nous estimons qu'il faut renforcer la participation des spécialistes de cette question aux travaux des comités internationaux de surveillance, des missions d'enquête des Nations Unies et des comités des sanctions du Conseil de sécurité.

Je voudrais informer le Conseil que la Hongrie a été élue au Conseil d'administration d'ONU-Femmes. Après avoir signé l'accord de donateurs, nous avons versé 100 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Dernier pont mais non le moindre, je voudrais informer le Conseil que nous envisageons d'établir un plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et que nous avons déjà commencé à élaborer les lignes directrices concernant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Nous appuierons l'initiative de M^{me} Nadia Murad visant à aider les rescapé(e)s de massacres et de violences sexuelles. Nous avons déjà apporté une assistance à des membres des communautés vivant en Iraq et dans les pays voisins pour qu'ils puissent s'y installer ou retourner là où ils habitaient avant d'être forcés de fuir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Finlande.

M. Soini (Finlande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M^{me} Nadia Murad, le docteur Denis Mukwege et M^{me} Inas Miloud de leurs déclarations aujourd'hui. Je remercie également le Secrétaire général et M. Maas, Ministre fédéral allemand des affaires étrangères, d'avoir organisé cet important débat.

La violence infligée à des innocents est utilisée comme une arme de guerre pour provoquer la peur et la honte. Il est possible de mettre fin aux mauvais traitements des civils dans les conflits – cela dépend de notre détermination. Les normes internationales existent; il faut simplement que nous veillions à ce qu'elles soient respectées. C'est précisément dans cette salle que le changement peut et doit commencer. Les membres du Conseil de sécurité assument une énorme responsabilité. Il ne peut y avoir aucune excuse. Tout acte commis contre des civils, dans quelque conflit que ce soit, doit être condamné par tous les acteurs.

La violence sexuelle en temps de conflit touche non seulement les personnes directement visées, mais également leurs familles, leurs communautés et leurs sociétés tout entières. Des acteurs tels que M^{me} Murad et le docteur Mukwege ont contribué à mettre en lumière les conséquences de ces crimes atroces. Ils méritent notre respect, mais ils méritent encore plus que des mesures soient prises. La prévention de la violence sexuelle liée aux conflits commence en temps de paix. Le respect des droits humains – des femmes aussi bien que des hommes – et de l'état de droit est de la plus haute importance. Renforcer la participation pleine et effective des femmes dans la société sert également de base à la prévention de la violence sexuelle. La plupart des victimes sont des femmes et des filles, mais nous ne devons pas oublier que les hommes et les garçons sont également visés. Tous les survivants ont leur propre expérience du conflit et leurs propres besoins spécifiques. C'est pourquoi nous devons élaborer des réponses axées sur les survivants, comme on l'a souligné aujourd'hui.

Les efforts pour lutter contre l'impunité des crimes internationaux les plus graves doivent être intensifiés. Il faut pour cela renforcer les capacités des autorités nationales afin de traduire les responsables en justice. L'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit s'acquitte d'un travail précieux à cet égard. La Finlande, pour sa part, a appuyé l'action de l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice et d'ONU-Femmes pour former des experts à enquêter sur ces crimes. Les mesures visant à combattre et

à prévenir la violence sexuelle doivent faire partie de toutes les opérations internationales de gestion des crises et d'aide humanitaire. Ainsi, la Finlande, aux côtés de la Norvège, a déployé une équipe de police spécialisée à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud. Nous voulons qu'elle renforce les capacités de la police locale en matière de prévention et de poursuites.

L'amnistie pour ces crimes dans les accords de cessez-le-feu ou de paix doit être exclue. Les responsables doivent répondre de leurs actes, faute de quoi on pourrait considérer que la paix ferme les yeux devant le crime. Nous devons améliorer l'aide aux victimes, ainsi que l'accès aux soins de santé et autres services. Je tiens à saluer le travail important que réalise la Cour pénale internationale et son fonds au profit des victimes. La Finlande continuera d'appuyer son action; notre dernière contribution a été réservée aux victimes de violences sexuelles.

Notre première priorité est de protéger les civils innocents. Les autres considérations doivent venir ensuite. C'est envisageable, mais un changement d'attitude doit intervenir, et ce, dès maintenant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Lee Taeho (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais, au nom du Gouvernement de la République de Corée, faire part de mes plus sincères condoléances après les récents attentats terroristes perpétrés à Sri Lanka, que la Corée condamne avec la plus grande fermeté. En outre, mon gouvernement tient à exprimer toute sa solidarité aux familles des victimes et au peuple sri-lankais en ces moments difficiles.

Je vous remercie sincèrement, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative de convoquer le débat public de ce jour. Je remercie également les intervenants de leurs exposés et de leurs témoignages, qui nous ont menés au cœur de la dure réalité du terrain. Cette année marque le dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale et, à l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), l'an prochain, la séance d'aujourd'hui est on ne peut plus opportune.

À mon avis, l'un des principaux progrès que nous ayons accomplis au fil des ans réside dans notre prise de conscience de plus en plus marquée du fait que le maintien de la paix est inextricablement lié à l'égalité des genres et au leadership des femmes. Qui plus est, cette prise de conscience se transforme progressivement

en normes mondiales et est en cours d'intégration dans nos sociétés. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. À cet égard, je voudrais évoquer plusieurs points sur cet important sujet.

Premièrement, nous devons renouveler nos engagements s'agissant de l'importance de prévenir les conflits. Il est important de réagir lorsque des violences sexuelles liées au conflit sont commises, mais il est plus important encore de s'efforcer d'empêcher leur commission même. L'un des moyens les plus efficaces de prévenir la violence sexuelle doit passer par le renforcement du rôle et du leadership des femmes à toutes les étapes du conflit. De toute évidence, la participation et l'autonomisation des femmes peuvent permettre d'atteindre cet objectif. C'est parce qu'il est conscient de cela que mon gouvernement accorde une grande importance à une participation accrue des femmes aux opérations de maintien de la paix. En 2019, environ 17 % de nos postes d'officiers d'état-major et d'observateurs du maintien de la paix sont pourvus par des femmes, ce qui dépasse l'objectif de 15 % fixé antérieurement par l'ONU. Nous cherchons à faire davantage, et visons le nouvel objectif de 25 % au cours des 10 prochaines années, à l'horizon 2028.

Deuxièmement, nous ne devons pas oublier que, fondamentalement, la résolution 1325 (2000) énonce un mandat relatif aux droits humains. La violence sexuelle ne doit en aucun cas être une tactique de guerre, et elle doit être appréhendée sous l'angle d'une démarche axée sur les survivants. Il est en effet indispensable de privilégier les besoins et exigences des survivants pour mettre en place une approche plus holistique de la protection des individus contre la violence sexuelle en temps de conflit et pour empêcher que les personnes ayant subi des violences sexuelles ne subissent des préjudices supplémentaires ou une stigmatisation.

Pilier majeur de la nouvelle initiative coréenne intitulée *Action with Women and Peace* (Agir avec les femmes et pour la paix), lancée l'an dernier, la Corée appuie des projets qui répondent aux besoins des femmes et des filles en situation de conflit et d'après-conflit dans certains pays d'Asie et d'Afrique, par le biais du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'UNICEF. La Corée versera 8 millions de dollars supplémentaires d'ici à 2020 pour soutenir ces projets. Une approche axée sur les survivants sera au cœur de toutes ces activités.

Troisièmement, nous devons faire participer tous les acteurs et parties prenantes clefs, y compris la

société civile. Tous les acteurs ont un rôle vital à jouer dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À ce titre, ils doivent assumer et honorer leurs engagements respectifs de sorte que leur mobilisation contribue à terme à mettre fin à l'impunité des violences sexuelles liées au conflit.

En étroite collaboration avec des experts et la société civile, tant au niveau national que sur le terrain dans les pays cibles, mon gouvernement travaille à mettre en œuvre son initiative *Agir avec les femmes et pour la paix*. Dans ce cadre, nous prévoyons d'organiser, en juillet prochain à Séoul, la première conférence internationale annuelle consacrée à l'action avec les femmes et pour la paix. J'espère bien qu'elle se révélera être une excellente enceinte pour permettre à divers acteurs d'examiner des questions d'importance critique s'agissant du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

La lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits et la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité sont très chères au cœur des Coréens. La République de Corée est toujours engagée dans les efforts visant à soutenir les victimes de la Deuxième Guerre mondiale qu'on appelle « femmes de réconfort », et à les aider à restaurer leur honneur et leur dignité. Beaucoup d'entre elles sont en train de disparaître sans qu'il ait été remédié à leur agonie de toute une vie. Nous pensons qu'il est important de veiller à ce que des enseignements soient tirés de leurs expériences douloureuses.

Les instruments, les stratégies et les engagements politiques existent; le moment est venu maintenant de les traduire en actes. Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer que la République de Corée est tout à fait déterminée à participer aux efforts internationaux visant à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Serbie.

M^{me} Atanacković (Serbie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole aujourd'hui au Conseil au nom de la Vice-Première Ministre de la Serbie, M^{me} Zorana Mihajlović, qui est aussi Ministre des constructions.

Avant d'aborder ma déclaration, je voudrais exprimer mes sincères condoléances au Gouvernement et au peuple de la République socialiste démocratique de Sri Lanka à la suite de la tragédie provoquée par les attaques

terroristes du dimanche de Pâques. Nous condamnons ces actes ignobles dans les termes les plus forts.

La Serbie appuie avec force les activités visant à prévenir toutes les formes de violence, y compris la violence sexuelle en période de conflit armé. Examiner cette question à l'ONU, avec la pleine coopération de tous les acteurs pertinents – États, organisations internationales et société civile – est un préalable à tout engagement plus large, plus efficient et plus efficace. Les premières mesures dans ce sens ont été prises avec l'adoption de la résolution 1325 (2000). La Serbie appuie les efforts déployés par le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et les autres mécanismes des Nations Unies créés pour promouvoir ces objectifs. Nous saluons l'adoption de la résolution 2467 (2019) aujourd'hui.

Reconnaissant l'importance des efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la violence sexuelle en période de conflit, la Serbie a souscrit à la Déclaration d'engagement concernant l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit proposée par le Royaume-Uni lors d'une réunion qui s'est tenue en marge de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2013. Agissant sur la base de la résolution 1325 (2000), la Serbie a adopté un plan d'action national pour sa mise en œuvre durant la période 2017-2020. Après tout, nous ne pouvons atteindre notre objectif commun au niveau mondial sans prendre des mesures adéquates au niveau national. Ces mesures nationales visent, entre autres, à établir un système efficace de prévention et à punir les auteurs de violences.

La Serbie est un État partie au Statut de Rome et appuie les efforts déployés par la Cour pénale internationale pour poursuivre les auteurs de crimes de violence sexuelle en période de conflit. La Serbie a aussi coopéré pleinement avec le Tribunal de La Haye dans les enquêtes sur les crimes de violence sexuelle commises en période de conflit sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, tandis que le Bureau du Procureur de la République de Serbie chargé des crimes de guerre a pour mission de poursuivre de tels crimes au niveau national.

Il n'y a aucun doute que tous les crimes méritent punition. C'est le cas des crimes commis pendant les conflits armés, ainsi que ceux commis au lendemain d'un conflit, lorsque la vulnérabilité de certaines catégories de personnes – femmes, enfants et personnes âgées – est tout à fait évidente. La stigmatisation, ainsi que les profondes séquelles psychologiques, continuent d'être ressenties longtemps après la commission de tels crimes, et

les victimes évitent des années durant de parler de leurs souffrances. La Serbie appuie une approche centrée sur les victimes visant à leur fournir une assistance médicale, psychologique, juridique et socioéconomique.

Encourager les victimes de violence sexuelle à signaler le crime est le premier pas vers l'ouverture d'une enquête et la punition des auteurs, ainsi que le lancement d'une action pour prévenir ces crimes. Il est donc important de veiller à ce que les victimes aient la possibilité de signaler les cas de violence sexuelle commise pendant et après le conflit. La Serbie est déterminée à créer un système de prévention grâce à la prise en compte de la dimension de genre dans ses forces de sécurité nationales, ainsi que dans ses missions de maintien de la paix internationales.

Une seule victime de cette violence est déjà une victime de trop, et chaque victime est en droit d'avoir accès à la justice. Dans le même temps, spéculer sur le nombre de victimes et insister sur une hiérarchie des victimes en fonction de l'ethnie, de la religion ou d'autres affiliations, ou en fait du sexe de la victime, conduit souvent à politiser la question et ne contribue pas à réaliser la réconciliation dans les sociétés sortant d'un conflit.

Protéger les témoins est particulièrement important pour déterminer les responsabilités et pour punir les responsables. En l'absence de documents écrits, les sources de preuve les plus importantes sont les témoignages. Par conséquent, les gouvernements, ainsi que les autres institutions internationales impliquées dans la poursuite de ces crimes, doivent fournir une protection adéquate aux témoins, notamment assurer l'exclusion du public de la procédure et la protection de l'identité des témoins et des victimes.

La communauté internationale doit aider les pays par le biais de différents programmes pour renforcer les institutions existantes et aider à mettre sur pied de nouvelles institutions, notamment des tribunaux spéciaux chargés de juger tout type de violence, mais en particulier la violence sexuelle, commise dans les zones de conflit. Entre autres mesures pertinentes figure la formation à la médiation et à la négociation des conflits aux niveaux local et national. Toutes les parties à un conflit armé doivent prévoir les mesures nécessaires. Après tout, il n'est jamais trop tard pour punir les auteurs et rendre aux victimes la justice à laquelle elles ont droit.

Une fois de plus, je voudrais, au nom de la Serbie, remercier tous les membres du Conseil de l'intérêt constant qu'ils portent à cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Ghana.

M^{me} Pobee (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe d'amis du Réseau des femmes d'influence en Afrique à l'ONU, qui est coprésidé par le Ghana et l'Allemagne.

Avant toute chose, le Groupe d'amis du Réseau des femmes d'influence en Afrique voudrait remercier la République fédérale d'Allemagne d'avoir convoqué le débat public d'aujourd'hui sur les femmes et la paix et la sécurité, l'accent étant mis sur les violences sexuelles en période de conflit. Le Groupe voudrait aussi remercier le Secrétaire général de son rapport complet sur le sujet (S/2019/280) et tous les intervenants de leurs exposés et contributions riches d'informations.

Il est triste que de tout temps la violence sexuelle ait été utilisée comme arme de guerre, et souvent employée comme une stratégie délibérée par des acteurs étatiques et non étatiques. Il est encore plus décourageant que malgré les résolutions historiques du Conseil de sécurité condamnant ces crimes horribles et reconnaissant les menaces qu'ils posent à la paix et à la sécurité internationales, la violence sexuelle continue d'être une caractéristique commune des conflits armés partout dans le monde.

Il est donc significatif que le présent débat ait lieu à l'occasion du dixième anniversaire de la création du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence sexuelle et dans le cadre des préparatifs du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. C'est un moment opportun pour étudier les causes profondes et les effets de la violence sexuelle liée aux conflits, ainsi que les moyens de renforcer les mécanismes de prévention, de promouvoir des réponses axées sur les rescapé(e)s, de garantir la justice et d'établir les responsabilités.

Le Groupe d'amis du Réseau des femmes d'influence en Afrique voudrait axer cette intervention sur cinq principaux aspects de cette question. D'abord et avant tout, nous partageons l'avis selon lequel l'inégalité structurelle entre les sexes et la discrimination sont au cœur de la violence sexuelle liée aux conflits et doivent recevoir la primauté qui leur revient dans nos efforts de prévention collectifs et nationaux. Remédier aux déséquilibres dans les relations de force entre les hommes et les femmes et promouvoir l'égalité des sexes et la pleine inclusion des femmes dans tous les aspects de la vie

nationale, ce sont là des objectifs qu'il est impossible d'ignorer dans cet effort.

Nous encourageons les États Membres à mettre en oeuvre à cet égard les politiques, la législation, l'éducation et le plaidoyer nationaux nécessaires à tous les niveaux de la société. Nous demandons aussi à la communauté internationale de continuer d'apporter un appui solide aux États Membres, en particulier dans les situations de conflit et d'après-conflit, pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités et d'honorer leurs engagements, en réponse au fléau de la violence sexuelle en temps de conflit.

Deuxièmement, le Groupe est d'avis que le lien étroit qui existe entre la violence sexuelle, la traite des êtres humains, le terrorisme et l'extrémisme violent est crucial, et qu'il doit être bien compris afin d'orienter les stratégies de lutte contre ce fléau et de mieux remédier aux vulnérabilités propres à certaines situations de conflit. Nous partageons l'opinion que les victimes ne forment pas un groupe homogène, et qu'une meilleure appréciation de l'ampleur, des caractéristiques et des nouvelles tendances du recours à la violence sexuelle comme tactique de guerre permettrait d'améliorer nos interventions et nos mécanismes de prévention.

Les missions d'enquête conjointes de haut niveau ONU-Union africaine-Réseau des femmes d'influence en Afrique, conduites dans les zones de conflit en Afrique en 2017 et en 2018, ont donné des résultats probants en ce qu'elles ont permis d'orienter les mesures appropriées à prendre dans ces situations. Nous souhaitons plaider en faveur d'un appui continu à ce partenariat et à cet effort de collaboration uniques entre l'ONU, l'Union africaine et le Réseau des femmes d'influence en Afrique pour les situations de conflit en Afrique.

Troisièmement, il est essentiel que la communauté internationale appuie une approche centrée sur les rescapé(e)s, sous la direction de la communauté, dans les efforts de prévention et les mesures de lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit. Un soutien élargi aux rescapé(e)s doit inclure le renforcement des plateformes médicales, psychosociales, physiologiques et de réadaptation qui donnent priorité aux droits et aux besoins des rescapé(e)s.

Nous devons faire appel aux chefs religieux et traditionnels au sein des communautés touchées afin d'atténuer la stigmatisation et d'encourager la réintégration des victimes et de leurs enfants dans la société. Les organisations dirigées par des femmes, en particulier en

Afrique, ont démontré qu'elles pouvaient avoir un réel impact sur ces interventions et que, si on leur alloue des ressources suffisantes et renforce leurs capacités, on peut compter sur elles pour améliorer les mécanismes informels de protection et d'intervention au niveau local. À cet égard, le Groupe des Amis est heureux d'annoncer que les membres de l'initiative lancée par le Réseau des femmes d'influence en Afrique font preuve d'une grande activité sur le terrain à cette fin, en fournissant des services de santé, un soutien psychologique, une assistance juridique, des possibilités économiques et d'autres formes de soutien aux victimes et aux rescapé(e)s de violences sexuelles en temps de conflit.

Quatrièmement, les activités de protection, de secours et de relèvement doivent être complétées par la création de toute urgence d'un environnement propice à la participation et au leadership des femmes dans les processus de prévention, de paix, de sécurité et de gouvernance.

Enfin, le Groupe des Amis du Réseau des femmes d'influence en Afrique tient à souligner la nécessité de pratiquer une politique de tolérance zéro s'agissant de faire face à l'impact de la violence sexuelle en temps de conflit, étant donné que ces violences constituent une violation des droits de l'homme et un crime en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Bien qu'il soit largement reconnu que les auteurs de ces crimes doivent répondre de leurs actes, la responsabilité pénale face à ces violations continue de se dérober, et les rescapé(e)s n'ont guère de chances de voir leurs agresseurs traduits en justice. Il ne faut pas sous-estimer la crainte des victimes de subir des représailles et de ne pas être écoutées, ainsi que les difficultés d'accès aux systèmes de justice et les autres obstacles structurels à la dénonciation des violences, et il faut y remédier.

Le Groupe des Amis exhorte les gouvernements à renforcer la capacité de leurs secteurs judiciaire et sécuritaire de relever efficacement ces défis, en travaillant en étroite collaboration avec les organisations locales et d'inspiration religieuse. Nous recommandons de sensibiliser les organismes nationaux chargés de la sécurité et d'accroître la représentation des femmes. De plus, la justice transitionnelle tenant compte des questions de genre doit faire partie intégrante des processus de consolidation de la paix et de reconstruction après les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. Santos Maraver (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne souscrit à la déclaration qui sera faite ultérieurement par l'observatrice de l'Union européenne, ainsi qu'à celle qui vient d'être prononcée par la représentante du Ghana au nom du Groupe des Amis du Réseau des femmes d'influence en Afrique.

Au cours du débat public du 11 avril (voir S/PV.8508), nous avons souligné que la question des femmes et de la paix et de la sécurité était, pour l'Espagne, l'un des principaux axes de travail du Conseil. Aujourd'hui, nous tenons à réitérer avec force ce message.

L'Espagne est l'un des premiers pays à avoir appliqué le programme relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité et ses piliers fondamentaux que sont la participation, la prévention et la protection. La participation réaffirme le principe selon lequel une solution durable à un conflit n'est possible qu'avec la participation effective et pleine des femmes. Par prévention et protection, nous entendons prévenir la violence sexuelle et l'exploitation des femmes, assurer une réparation aux rescapé(e)s et faire avancer la lutte contre l'impunité.

En outre, la violence a des répercussions sur l'accès des femmes aux services sociaux de base et sur l'exercice de leurs droits, en particulier leurs droits en matière de sexualité et de procréation. Ensemble, nous devons continuer à faire avancer les enquêtes relatives aux affaires de violence sexuelle en temps de conflit et à demander des comptes aux auteurs de ces crimes afin de parvenir à une prévention efficace et à une réaction solide et axée sur les droits des rescapé(e)s.

À cet égard, l'Espagne appuie fermement le travail que la présidence allemande accomplit sur cette question en vue de faire adopter la résolution 2467 (2019), qui comprend des éléments d'une grande importance, tels que le principe de responsabilité et l'accent mis sur les violences sexuelles commises contre les hommes et les garçons. Cependant, l'Espagne regrette que la résolution 2467 (2019) ne reflète pas la nécessité de venir en aide aux personnes ayant subi des violences sexuelles en leur offrant, sans aucune discrimination, une gamme complète de soins de santé, notamment sexuelle et procréative, comme indiqué dans la résolution 2106 (2013), dont le texte nous semble tout à fait pertinent et constitue une référence essentielle en la matière.

L'Espagne continuera à soutenir financièrement les initiatives de lutte contre la violence sexuelle en

temps de conflit et tiendra compte des indicateurs sur la problématique femmes-hommes dans le processus d'affectation de fonds. L'Espagne appuie le programme spécial de lutte contre la violence sexuelle du Comité international de la Croix-Rouge, qui s'inscrit dans la Stratégie d'action humanitaire de la coopération espagnole pour la période 2019-2026. Nous demandons au Conseil de sécurité d'inclure la question de la violence sexuelle dans ses régimes de sanctions, car nous pensons qu'il est crucial de garantir les échanges entre les comités des sanctions et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Dans un mois, l'Espagne organisera à Palma de Majorque la troisième Conférence sur la sécurité dans les écoles, qui traitera de l'impact pour femmes et hommes des attaques contre l'accès à l'éducation, qui touchent principalement les filles et les femmes. Nous sommes convaincus que le programme relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité et la question de la sécurité dans les écoles sont intimement liés. L'Espagne appuie fermement la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui est un instrument utile pour faciliter l'accès en toute sécurité à l'éducation et un élément fondamental pour la participation effective des femmes à la vie publique et l'élimination de la violence fondée sur le genre. Par conséquent, nous exhortons l'ensemble de la communauté internationale à souscrire à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

De même, j'invite à nouveau, au nom de mon gouvernement, tous les États Membres à participer à la troisième Conférence sur la sécurité dans les écoles. Notre objectif est de faire en sorte que cette Conférence stimule nos progrès. Dans ce contexte, nous exigeons que les parties à un conflit cessent d'attaquer les écoles, les universités, les étudiants et les enseignants, car de telles attaques augmentent le risque de violences sexuelles.

Nous souhaitons que des mesures concrètes de dissuasion soient adoptées à l'échelle nationale afin de lutter contre l'utilisation des écoles par les forces armées et les groupes armés, qui accroît également le risque de violences sexuelles commises contre les élèves et les enseignants. Nous aimerions disposer de données ventilées sur les affaires de violence sexuelle ayant une incidence sur l'accès à l'éducation, afin de prévenir et de réduire ces violences et de garantir le principe de responsabilité.

Pour terminer, l'Espagne continuera de lutter contre la violence sexuelle en temps de conflit dans le

cadre de ses efforts pour éliminer la violence fondée sur le genre dans le monde entier. La prévention commence en temps de paix, avec une législation nationale solide, dont l'effet dissuasif est évident. Ces mêmes instruments juridiques doivent permettre d'assurer une réparation efficace aux rescapé(e)s, ainsi que de poursuivre et de condamner les auteurs de violences dans le respect de toutes les garanties de procédure régulière. Notre but ultime est d'éliminer la violence fondée sur le genre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Albanie.

M^{me} Kadare (Albanie) (*parle en anglais*) : L'Albanie s'associe à la déclaration que fera l'observatrice de l'Union européenne. Je voudrais ajouter les remarques suivantes à titre national.

Je tiens à remercier l'Allemagne de jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre du programme relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité, et d'avoir organisé cet important débat. Je tiens également à remercier les intervenants de la société civile, dont les exposés rappellent au Conseil la réalité sur le terrain.

La violence sexuelle liée aux conflits est une violation grave des droits de l'homme et un problème de sécurité assurément tout aussi destructeur que n'importe quelle arme. Elle inflige des souffrances inimaginables, met en danger les familles et les communautés et érode la stabilité sociale et politique. De par les multiples formes dont elle entrave la réconciliation et sape les perspectives de paix et de reconstruction, la violence sexuelle est un des pires crimes qui soient. L'adoption historique de la résolution 1325 (2000) a créé un cadre normatif mondial solide et enclenché un important changement de paradigme. La violence sexuelle en période de conflit armé est désormais clairement considérée comme une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Pourtant, malgré une volonté et des efforts politiques accrus, les progrès sont lents et la violence sexuelle liée au conflit n'a pas diminué. Mettre fin à l'impunité, qui reste la norme, est une priorité. Le message que nous envoyons aujourd'hui doit être clair : il ne peut y avoir aucune tolérance pour le viol et les autres formes de violence sexuelle en période de conflit. En outre, les États Membres devraient également mettre en œuvre des politiques où ce ne sont plus les victimes mais les auteurs des crimes qui sont déconsidérés.

Nous reconnaissons également le rôle important que jouent la société civile et les organisations de femmes pour documenter les atteintes et apporter des

réponses axées sur les rescapées. Le partenariat entre l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice et ONU-Femmes pour garantir la justice pénale et la responsabilité en matière de violence sexuelle en est un très bon exemple.

En septembre 2018, le Gouvernement albanais a approuvé son premier plan d'action national concernant la résolution 1325 (2000). Il a pour but de faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans notre politique nationale, dans notre politique étrangère et dans notre politique de sécurité, en fournissant un cadre juridique complet pour promouvoir et accroître la participation des femmes à la vie politique et publique, ainsi que dans le secteur de la sécurité. Nous avons notamment veillé à ce que la formation du personnel civil, policier et militaire tienne systématiquement compte des questions de genre, l'accent étant mis en particulier sur la prévention et la lutte contre la violence sexuelle.

Je viens d'une région qui, dans un passé récent, a fait l'expérience directe de l'héritage dévastateur de la violence sexuelle utilisée comme tactique de guerre. Je voudrais évoquer ici le cas du Kosovo, où le viol des civils a été utilisé délibérément et de manière répétée comme arme pendant la guerre qui s'est produite à la fin des années 90. Plus de 20 000 rescapé(e)s continuent aujourd'hui d'en subir les conséquences, en silence, isolés par la stigmatisation, la discrimination et la peur. Ces personnes doivent se battre contre l'ostracisme social, les traumatismes physiques et psychologiques et les souffrances émotionnelles. Malgré les preuves tangibles, aucun cas de violence sexuelle liée à la guerre n'a fait l'objet de poursuites.

Nous regrettons que le présent rapport du Secrétaire général (S/2019/280) continue de ne pas faire figurer le Kosovo parmi les pays sortant d'un conflit qui subissent les conséquences des crimes sexuels, et nous demandons au Secrétaire général d'inclure le Kosovo dans ses prochains rapports. Cela contribuerait à reconnaître les rescapés en tant que tels et à combattre les préjugés et la honte auxquels ils sont confrontés. Cela soulignerait également la précieuse expérience du Kosovo s'agissant de venir en aide à ces personnes, une expérience qui peut avoir valeur d'exemple pour la région et au-delà.

Il est de notre responsabilité collective de coopérer étroitement et de prendre des mesures concrètes pour prévenir la violence sexuelle, protéger les rescapés et traduire les auteurs en justice. L'Albanie appuie

sans réserve les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport ainsi que la résolution 2467 (2019), déposée par l'Allemagne et qui vient d'être adoptée, et elle demeure déterminée à jouer son rôle dans l'application de cette résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

M. Necula (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord présenter nos sincères condoléances au peuple sri-lankais au lendemain des attentats de dimanche, attentats que la Roumanie condamne avec vigueur. Nos pensées et nos prières vont aux familles des victimes.

La Roumanie s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne. Nous voudrions ici ajouter quelques remarques à titre national.

Avant toute chose, qu'il nous soit permis de féliciter la présidence du Conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat public sur les femmes et la paix et la sécurité et les violences sexuelles liées aux conflits. Nous saluons la présence des deux lauréats du prix Nobel de la paix, M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, ainsi que de l'avocate des droits de l'homme et de la militante qui sont engagées à mettre un terme à la violence sexuelle et aux crimes connexes comme arme de guerre. Leurs efforts inlassables pour dénoncer et combattre les pratiques abominables dont sont victimes les femmes et les filles touchées par les conflits doivent être une source d'inspiration dans nos efforts collectifs pour instaurer la paix et la sécurité internationales.

Il faut mettre fin au fléau de la violence sexuelle et fondée sur le genre en temps de conflit. Ces terribles tactiques de guerre font des ravages non seulement chez les femmes et les filles, mais aussi dans des communautés entières, laissant des cicatrices permanentes, à la fois visibles et invisibles, pour de nombreuses générations à venir. La réduction en esclavage et la traite des victimes constituent une source de financement pour les cellules terroristes et autres coupables, permettant la poursuite des abominations, tandis que, stigmatisés et marginalisés, les enfants nés de viols en temps de guerre sont particulièrement vulnérables au recrutement dès le plus jeune âge par les groupes armés, alimentant ainsi un cycle de violence et d'insécurité perpétuelle.

Comme le montre le rapport du Secrétaire général (S/2019/280), le fait que les violences ne sont pas systématiquement signalées et que les acteurs non étatiques

sont responsables de la majorité des crimes a un impact considérable sur le succès des efforts déployés pour lutter contre ces actes, ce qui mine la confiance des victimes dans le fait qu'elles recevront un jour les réparations qui leur sont dues.

La communauté des Nations Unies et tous les États Membres doivent s'attacher à identifier les auteurs de ces crimes et les traduire en justice, à faire en sorte que justice soit rendue, à offrir réparation et soutien psychosocial aux victimes et, enfin et surtout, à donner la possibilité aux rescapé(e)s de témoigner contre ces terribles violences fondées sur le genre et ces pratiques néfastes. Nous saluons tout particulièrement le rôle clef joué par la Cour pénale internationale (CPI) à cet égard. Tribunal de dernier ressort dont la compétence est complémentaire de celle des États, la CPI joue un rôle déterminant dans la lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux les plus graves, y compris les cas de violences sexuelles liées aux conflits.

Nous sommes profondément préoccupés par la réduction de l'espace accordé à la société civile et par l'impact négatif que cela a sur la capacité de prévenir et régler les conflits et d'instaurer et maintenir la paix et la sécurité. L'intimidation et les représailles contre les femmes qui militent pour la paix, les travailleurs humanitaires et secouristes, et les défenseurs des droits de la personne sont véritablement préoccupantes. Leur travail et leur soutien aux victimes de violences sexuelles liées aux conflits sont souvent le seul type d'assistance dont bénéficient les personnes touchées, et nous devrions contribuer à leur permettre de continuer à fournir leurs services essentiels, notamment en leur donnant une plus grande visibilité dans l'espace public, ce que ces femmes méritent depuis longtemps.

Candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2020-2021, la Roumanie s'engage à mettre l'accent sur la fourniture d'un appui aux groupes les plus vulnérables touchés par la violence et les hostilités, y compris les victimes de violences sexuelles liées aux conflits, et à collaborer avec tous les partenaires gouvernementaux, humanitaires et de la société civile compétents pour les aider à ce que ces personnes ne soient plus traitées comme des pestiférées, soient réinsérées dans la société et participent pleinement aux efforts de consolidation de la paix.

La présence des femmes dans les opérations de maintien de la paix s'avère souvent déterminante pour instaurer la confiance et développer des relations fructueuses et une coopération solide avec les communautés

locales touchées, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables, y compris les personnes qui risquent d'être victimes de violences sexuelles. L'image des femmes en tant que protectrices est souvent associée au réconfort et à l'empathie, et leur capacité de répondre à ce besoin au sein des communautés qu'elles servent est un atout majeur. La Roumanie est fière de compter sept femmes officiers déployées actuellement dans des opérations de paix.

Nous travaillons actuellement à l'adoption d'un plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, et nous accordons une attention particulière à la sensibilisation et au fait de donner à tout le personnel militaire devant être déployé dans des opérations de paix les connaissances et les compétences voulues sur les questions liées au genre. Nous veillons également au respect des Principes de Kigali sur la protection des civils et de ceux énoncés dans le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face.

Aujourd'hui, dans le cadre de la réunion spéciale de haut niveau organisée en marge de la présente séance, nous avons l'honneur de présenter toute une série d'engagements que la Roumanie a décidé de prendre dans la perspective du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000), l'année prochaine. Comme toujours, nous sommes prêts à ne ménager aucun effort et à donner le meilleur de nous-mêmes pour faire avancer la cause des femmes et de la paix et de la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

M. Bermúdez Álvarez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Allemagne d'avoir organisé le présent débat public. L'Uruguay s'associe à déclaration qui sera faite par le représentant du Canada, au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, et à celle que fera le représentant de l'État du Qatar, au nom du Groupe des Amis de la responsabilité de protéger.

Les orateurs d'aujourd'hui ont décrit une situation tragique et dévastatrice. La violence sexuelle, perpétrée par des groupes armés non étatiques et des forces gouvernementales, continue de prévaloir dans les situations de conflit et est souvent systématiquement utilisée comme tactique de guerre et de terrorisme. Malheureusement, en dépit des efforts déployés, il n'a pas été possible d'éliminer ce crime, qui viole les principes les plus fondamentaux de la dignité humaine. C'est pourquoi il nous

faut prendre des mesures efficaces pour lutter contre ce fléau. La résolution 2467 (2019), proposée par l'Allemagne, couvre un large éventail de dispositions qui permettront de progresser dans la lutte contre la violence sexuelle et de donner un nouvel élan au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, raison pour laquelle l'Uruguay a décidé de s'en porter coauteur.

Le moyen le plus efficace de combattre la violence sexuelle en temps de conflit est la prévention. Le dénominateur commun de la violence sexuelle est qu'elle trouve un terreau fertile dans les situations où préexistent des inégalités et des discriminations systématiques. C'est pourquoi les États doivent prendre des mesures pour promouvoir le respect des droits des victimes et favoriser l'accès des femmes à l'éducation, au travail et aux processus décisionnels.

L'Uruguay considère que cela exige des efforts continus pour renforcer les progrès, y compris de la part des pays en paix. C'est dans cet esprit que des lois relatives à la traite des êtres humains, à la violence sexuelle et aux autres violations des droits de l'homme, ainsi qu'à la prise en charge et à l'indemnisation des victimes, ont récemment été adoptées en Uruguay. Toutes ces questions seront incluses dans le prochain plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, qui fixera également de nouveaux objectifs pour l'avenir. En outre, l'Uruguay présentera son dixième rapport périodique au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2020.

Lorsque la prévention échoue, il est essentiel que les États disposent de mécanismes efficaces pour assurer le rétablissement des victimes. Ils doivent en particulier leur fournir une assistance médicale qui comprend des services complets de santé sexuelle et reproductive, tels que l'accès à la contraception d'urgence, l'interruption sans danger de la grossesse et la prévention et le traitement du VIH, ainsi qu'un soutien psychologique qui leur permette de surmonter le traumatisme subi. Il faut également mettre en place des programmes permettant leur réinsertion effective dans la société.

Toutes ces mesures doivent être centrées sur la victime et répondre aux besoins spécifiques de différents groupes, tels que les femmes et les filles, les hommes et les garçons qui ont été victimes de violence sexuelle, les enfants nés de la guerre, les réfugiés et les communautés stigmatisées et marginalisées, y compris les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexuels, qui constituent un groupe particulièrement exposé à ce type de violence. L'application

du principe de responsabilité est une autre priorité. Les gouvernements doivent s'attacher à renforcer leur système judiciaire et veiller à ce que les auteurs de ces crimes soient poursuivis, aux niveaux national et international. Ils doivent également promouvoir la dénonciation de ces crimes.

Il existe très peu d'armes ayant le même pouvoir de destruction et les mêmes effets dévastateurs sur le tissu social que la violence sexuelle. C'est pourquoi la lutte contre ce fléau doit être une tâche commune. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de prévenir la violence sexuelle, mais la gravité de ces crimes, leurs causes complexes et leurs conséquences graves et persistantes exigent l'appui de la communauté internationale.

L'Uruguay apprécie à sa juste valeur le rôle fondamental joué par les organisations de la société civile pour aider les victimes, et condamne énergiquement les menaces et les attaques dont elles font l'objet. Mon pays souhaite également exprimer son appui au travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et de son équipe dévouée.

Le Conseil de sécurité, pour sa part, a un rôle essentiel à jouer. Il doit utiliser tous les outils à sa disposition pour éliminer la violence sexuelle en temps de conflit et veiller à ce que le sujet soit examiné par ses comités des sanctions et que ces derniers incluent systématiquement le nom des auteurs de ces crimes sur leurs listes. Il doit également renvoyer ces affaires à la Cour pénale internationale et inclure la prévention de ces crimes dans les mandats de ses missions de paix.

L'Uruguay s'est fixé pour objectif de collaborer dans toute la mesure du possible au bon fonctionnement des opérations de paix, notamment en formant ses contingents avant leur déploiement dans les domaines des droits de l'homme et du droit international humanitaire, l'accent étant mis sur la protection des enfants et sur la violence sexuelle et fondée sur le genre.

L'Uruguay est consciente du fait qu'une action plus concertée entre les divers organes, organismes et mécanismes des Nations Unies serait utile dans le cadre de leurs compétences respectives pour renforcer les initiatives de recherche et lutter contre l'impunité.

Pour terminer, les témoignages émouvants de M^{me} Nadia Murad et du docteur Denis Mukwege nous rappellent de façon vivante et directe la raison pour laquelle nous devons tous assumer la responsabilité qui nous incombe de combattre la violence sexuelle sous

toutes ses formes. Pour chaque histoire choquante que l'on entend d'une survivante, il y a beaucoup d'histoires silencieuses de victimes anonymes qui attendent que nous mettions fin à ces crimes. Le temps est venu de leur montrer que cette attente n'est pas vaine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Arbeiter (Canada) (*parle en anglais*) : Je voudrais signaler que j'ai deux déclarations à faire aujourd'hui. La première sera faite au nom d'un groupe de pays et la seconde à titre national.

J'ai le plaisir de prendre la parole au nom de 55 États Membres, représentant les cinq groupes régionaux de l'ONU.

À l'occasion du dixième anniversaire du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, nous saluons le travail crucial accompli par M^{me} Patten et assurons son bureau de notre plein appui.

Nous restons scandalisés par la persistance et la généralisation des violences sexuelles commises par des acteurs étatiques et non étatiques en temps de conflit armé. La violence sexuelle en temps de conflit n'est pas une fatalité et n'est jamais acceptable. Nous soulignons qu'un climat d'impunité décourage la dénonciation de ces actes, entrave l'aide et incite à de nouvelles violations. C'est pourquoi nous sommes vivement préoccupés par le fait que, malgré le recours systématique à la violence sexuelle par des groupes tels que Daech et Boko Haram, aucun membre de ces groupes n'a été condamné pour des crimes de violence sexuelle.

La responsabilité de la lutte contre l'impunité nous incombe à nous, États Membres. La lutte contre la violence sexuelle et sa prévention constituent un engagement fondamental du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous devons veiller à ce que des mécanismes juridiques et institutionnels solides soient en place pour lutter contre la violence sexuelle en temps de conflit armé et que des mesures soient prises pour enquêter sur ce crime et poursuivre les auteurs.

Étant donné que l'information est une condition préalable essentielle à la responsabilisation, nous appuyons les efforts axés sur les victimes pour documenter et signaler plus systématiquement la violence sexuelle dans les situations de conflit armé et d'après-conflit. À cet égard, nous exhortons le Secrétaire

général à veiller à ce que les compétences en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre soient prises en compte dans les procédures internationales, telles que les mécanismes d'enquête, les commissions d'enquête, les missions d'établissement des faits des Nations Unies et les comités de sanctions du Conseil de sécurité.

Nous renouvelons notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il inclue et applique systématiquement et explicitement la violence sexuelle comme critère de désignation dans les régimes de sanctions des Nations Unies, lorsque de tels crimes sont perpétrés de façon continue. Nous réaffirmons que l'amnistie ne doit pas être accordée aux auteurs d'actes de violence sexuelle et que la violence sexuelle doit être explicitement interdite par les dispositions des accords de cessez-le-feu et de paix.

Dans le cadre de tous les efforts que nous déployons pour faire respecter l'obligation de rendre des comptes, nous ne devons pas perdre de vue les besoins et les droits des victimes des violences sexuelles en période de conflit. Pour commencer, l'ONU et ses États Membres doivent mettre davantage l'accent sur l'écoute des diverses voix des victimes, ainsi que sur la collaboration avec les organisations de la société civile qui luttent contre la violence sexuelle en temps de conflit armé. Cette approche aide à autonomiser les victimes, à identifier les obstacles à l'aide et à la justice, à éviter d'autres préjudices et à améliorer notre réponse collective et notre responsabilité.

La violence sexuelle à l'égard des hommes et des garçons est aussi l'expression de normes de genre inégalitaires. Les réponses doivent tenir compte de l'expérience, des identités et des besoins divers et croisés de toutes les victimes et de tous les survivants.

Il faut également redoubler d'efforts à tous les niveaux pour faire en sorte que les victimes de violences sexuelles et les enfants nés d'un viol aient accès à des services de santé non discriminatoires et complets, y compris des services de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à un soutien psychosocial, un appui juridique, une aide à la subsistance et d'autres services multisectoriels, compte étant tenu des besoins spécifiques des personnes handicapées et conformément à la résolution 2106 (2013).

Dans le cadre de nos efforts visant à garantir à la fois la responsabilisation des auteurs et l'appui aux victimes, nous voulons souligner l'importance d'offrir

des réparations aux rescapé(e)s de la violence sexuelle en période de conflit armé.

Enfin, la violence sexuelle en période de conflit s'inscrit dans une continuité de la violence, y compris en temps de paix, qui est alimentée par l'inégalité entre les sexes. Nous pensons que la discrimination systémique fondée sur le genre, telle que l'exclusion des femmes de la vie politique et leur marginalisation économique, ainsi que les systèmes juridiques et coutumes discriminatoires, contribue à la violence sexuelle en période de conflit. Tout effort sérieux pour prévenir et combattre la violence sexuelle en période de conflit doit aller au-delà des symptômes immédiats et s'attaquer aux inégalités structurelles elles-mêmes. Une telle approche doit inclure la protection des défenseuses des droits de la personne, qui sont elles-mêmes la cible d'attaques.

(l'orateur poursuit en français)

Qu'il me soit permis de faire quelques remarques supplémentaires en tant que représentant du Canada.

Le débat d'aujourd'hui est d'une importance capitale pour mon pays. La politique étrangère féministe du Canada place les questions du genre au cœur de notre engagement mondial. La raison en est simple, car les preuves sont irréfutables. Soutenir l'égalité des genres est le meilleur moyen de construire un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Hélas, les intervenants au Conseil aujourd'hui ont confirmé ce que nous savions déjà : la violence sexuelle et fondée sur le genre est répandue. Les femmes, filles, personnes LGBTI et autres personnes appartenant à des groupes marginalisés sont des cibles. Cela ne changerait pas sans un effort concerté. Mon pays n'est pas à l'abri de ce fléau. Au Canada, la double discrimination que les femmes et les filles autochtones subissent entraîne des niveaux élevés de violence sexuelle et fondée sur le genre à leur endroit. Dans le cadre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, qui se réunit cette semaine, je tiens à réaffirmer l'engagement ferme de mon gouvernement à s'attaquer à ce problème.

Et comme nous cherchons à prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre chez nous, nous soutenons les efforts déployés dans le monde entier. Au Myanmar, nous collaborons avec l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population pour lever les obstacles systémiques à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. En République démocratique du Congo, nous soutenons le travail du Programme des Nations Unies pour le développement, qui fournit un soutien juridique, médical et

psychosocial aux survivantes de la violence. Au cours des deux prochaines années, le Canada dirigera l'Appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d'urgence. Nous cherchons également à renforcer la responsabilisation à l'échelle mondiale. Enfin, les lois sont en train de changer, bien que trop lentement. Dans l'intervalle, l'incapacité des cadres juridiques nationaux existants à traiter ces crimes ne diminue en rien leur gravité. Dans de tels cas, le Canada est fermement convaincu que nous avons une responsabilité juridique et morale collective d'agir.

(l'orateur reprend en anglais)

L'absence de volonté politique, notamment au Conseil, ne doit pas non plus permettre l'impunité. Les lacunes des systèmes en place doivent être reconnues et comblées, et d'autres approches doivent être recherchées. Par exemple, le Canada appuie le déploiement de spécialistes par l'intermédiaire d'ONU-Femmes pour faire en sorte que les auteurs de crimes sexuels et fondés sur le genre répondent de leurs actes au Myanmar, en Syrie, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Burundi, au Yémen et au Mali. Ces déploiements font une différence. Les spécialistes de la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre déployés avec l'appui du Canada au sein de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar ont directement contribué à faire conclure que la violence sexuelle et fondée sur le genre dans les États kachin, shan et rakhine du Myanmar était constitutive de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Bien que cette action soit essentielle, nous savons qu'elle n'est pas facile. L'appui du Canada à la collecte de preuves des crimes commis par Daech en Iraq et en Syrie se heurte à un certain nombre de difficultés. Les rescapé(e)s et les témoins expriment un mécontentement légitime et croissant au sujet des retards pour obtenir justice, ainsi qu'un sentiment de lassitude psychologique d'avoir à partager leurs expériences à répétition avec les organes de presse et les organisations non gouvernementales.

L'appui international aux organismes d'enquête qui rassemblent des preuves sur la violence sexuelle a une place essentielle, mais nous devons être conscients de nos propres responsabilités si nous voulons empêcher que les rescapé(e)s ne soient victimes une seconde fois. Nous devons tous continuer de faire en sorte que nos efforts prennent pleinement en compte les voix des victimes et de leurs familles. Toutes les victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre attendent une action de notre part. Elles attendent justice et responsabilisation,

ainsi qu'une activité plus efficace en matière de prévention. Elles ont raison. J'attendrais la même chose, et je suppose qu'il en est de même pour les membres du Conseil. La résolution 2467 (2019), adoptée aujourd'hui, comporte de nombreux éléments importants, et nous félicitons l'Allemagne de ses efforts inlassables. Toutefois, nous sommes déçus que cette résolution ne mentionne pas au moins deux points. Nous exhortons le Conseil à reconnaître explicitement que les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes sont la cible de violences sexuelles dans les conflits en raison précisément de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Cette persécution n'est en rien nouvelle. Les homosexuels, marqués d'un triangle rose par les nazis et jetés du haut des toits par Daech, ont toujours été pris pour cible. Les situations de conflit armé amplifient la discrimination sous-jacente à l'encontre des personnes LGBTI, qui peut se manifester par la violence sexuelle. Bien que cette persécution existe malheureusement depuis longtemps, ce qui est nouveau, c'est l'attente croissante d'une action concrète. Comme mon collègue uruguayen vient de le souligner, il faut redoubler d'efforts pour surveiller et signaler cette violence et veiller à ce que les États Membres renforcent leur législation nationale pour protéger les victimes LGBTI.

Par ailleurs, le Canada regrette vivement qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur l'introduction d'une référence aux droits en matière de santé sexuelle et procréative dans la résolution. Le Conseil de sécurité ne doit pas revenir sur des conclusions qu'il a lui-même tirées ces dernières années. Faire un pas en avant ne peut pas impliquer de faire deux pas en arrière. Pour être clair, les droits en matière de santé sexuelle et procréative sont essentiels à l'autonomie et aux droits fondamentaux des femmes. C'est aussi vrai aujourd'hui qu'au moment où le Conseil a examiné la question dans le passé. Nous ne pouvons pas promouvoir l'égalité des sexes, lutter contre la violence sexuelle en période de conflit ni mettre en œuvre une approche axée sur les rescapé(e)s sans garantir les droits en matière de santé sexuelle et procréative.

Si le Canada est élu pour siéger au Conseil à titre de membre non permanent pour la période 2021-2022, nous serons profondément déterminés à continuer de promouvoir cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

M. Verdier (Argentine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions tout particulièrement votre pays, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat.

L'Argentine s'associe au discours prononcé par la délégation canadienne au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité. Je voudrais maintenant faire une déclaration à titre national.

Premièrement, nous nous félicitons des efforts positifs déployés ces dernières années par les États, l'ONU, les organisations intergouvernementales et la société civile locale et internationale pour prévenir et combattre la violence sexuelle. À cet égard, la République argentine salue la résolution 2467 (2019) adoptée il y a quelques minutes par le Conseil. Nous déplorons toutefois l'absence dans le texte de certains concepts importants pour notre pays.

L'Argentine continue d'appuyer fermement les efforts du Secrétaire général et du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, se félicite de la publication du dernier rapport en date du Secrétaire général (S/2019/280) et adhère pleinement à ses recommandations tendant à exiger que toutes les parties, étatiques et non étatiques, prennent des engagements précis pour prévenir et combattre la violence sexuelle liée aux conflits, ainsi que pour renforcer la prévention en concourant à l'action visant à assurer la responsabilité pénale des auteurs de violences et en favorisant l'accès des rescapé(e)s à la justice. Le recours croissant à la violence sexuelle par divers acteurs et groupes armés étatiques et non étatiques contre des groupes spécifiques, et la menace de recours à la violence sexuelle, constituent les crimes internationaux les plus graves et doivent être prévenus et sanctionnés dans le strict cadre de la légalité, en utilisant les outils et mécanismes disponibles, notamment les régimes de sanctions du Conseil, qui doivent inclure la violence sexuelle comme critère spécifique pour l'imposition de sanctions, et le renvoi des affaires devant la juridiction de la Cour pénale internationale.

Nous estimons que l'une des actions clefs pour prévenir la violence sexuelle en temps de conflit consiste à s'attaquer aux facteurs de risque et aux conditions sous-jacentes qui font que les femmes et certains groupes spécifiques sont dans une situation de plus grande vulnérabilité. Tout aussi importants sont les efforts et les actions visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, dans toute leur diversité.

En ce qui concerne l'accès à la justice et la responsabilisation pour les crimes de violence sexuelle, il est essentiel de renforcer la coopération et l'échange de bonnes pratiques dans les domaines des enquêtes et de l'aide juridictionnelle. L'Argentine est membre du mécanisme de coopération internationale appelé « Initiative d'intervention rapide au service de la justice », qui mène une action importante en matière d'enquêtes professionnelles et impartiales sur les crimes internationaux. Nous apprécions à sa juste valeur le partenariat de ce mécanisme avec ONU-Femmes, qui garantit la participation de spécialistes des questions de genre aux enquêtes sur les crimes.

Au niveau national, nous avons adopté la loi sur la protection intégrale visant à prévenir, sanctionner et éliminer la violence à l'égard des femmes en 2009 et le Plan national pour la prévention, l'assistance et l'élimination de la violence contre les femmes a été lancé en 2016, reflétant la ferme volonté du pouvoir exécutif de faire du droit de toute personne à vivre à l'abri de la violence une politique d'État. Au niveau international, nous réaffirmons notre attachement à la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. À cet égard, aux côtés de plus de 80 pays, l'Argentine a souscrit au pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face.

Enfin, je voudrais souligner le rôle important que joue la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, une initiative de la Norvège et de l'Argentine. Nous invitons les États à souscrire à cet instrument non contraignant, qui décrit les divers obstacles qui entravent l'éducation pendant les conflits armés et énonce des engagements pour renforcer la protection des élèves, des établissements scolaires et de leur personnel.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Namibie.

M. Gertze (Namibie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur les violences sexuelles en période de conflit. Je voudrais également remercier l'Allemagne de son engagement ferme en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Je remercie tous les intervenants de leurs exposés émouvants, détaillés et complets. Ma délégation s'associe à la déclaration qui sera prononcée par M^{me} Fatima Mohammed, Observatrice permanente de l'Union

africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à la déclaration du Représentant permanent adjoint du Canada, qui s'est exprimé au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Alors que nous célébrons le dixième anniversaire de la création du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le dernier rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280) nous rappelle que même si la manière dont l'Organisation et les gouvernements traitent ces crimes a évolué, il reste encore beaucoup à faire sur le terrain. Il faut garantir l'application du principe de responsabilité s'agissant de ces crimes. Comme l'indique le Secrétaire général au paragraphe 22 de son rapport, « il reste difficile de faire appliquer le principe de responsabilité ». Il affirme en outre que

« Dans la plupart des pays, les victimes hésitent à raconter ce qu'elles ont vécu de crainte d'être stigmatisées, de faire l'objet de représailles et d'être rejetées par leur famille et leur communauté, et par manque de confiance dans les solutions disponibles, qu'elles soient judiciaires ou non » (S/2019/280, par. 22).

Cela doit changer. C'est d'abord et avant tout aux États Membres qu'il incombe d'apporter des changements pratiques. Les organisations internationales et régionales ont également un rôle à jouer. En outre, les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle en matière d'orientation, compte tenu de leur présence sur le terrain et de leurs contacts avec les rescapé(e)s et les auteurs des violences. Une approche axée sur les rescapé(e)s doit être au cœur de nos programmes, interventions et investissements. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport, les violences sexuelles ont de multiples conséquences pour les victimes et leurs familles. Les rescapé(e)s ont souvent besoin de soins de santé immédiats et vitaux. Il faut également redoubler d'efforts pour garantir leur réadaptation et leur réintégration au sein de leurs communautés.

L'Union africaine a adopté une position ferme à l'égard des violences sexuelles en période de conflit et a exprimé son engagement indéfectible à éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre sur le continent africain. En 2018, l'Union africaine et ses États membres ont adopté la Politique de l'Union africaine sur la prévention et la réponse à l'exploitation et aux abus sexuels dans les opérations de soutien à la paix. Cette politique a notamment pour objectif le renforcement du

leadership et de l'engagement, des rôles et de la réponse de la direction à l'exploitation et aux abus sexuels. Par ailleurs, les États membres de l'Union africaine ont adhéré à un certain nombre d'instruments élaborés par cette organisation. Il s'agit notamment du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, adopté en 2003, et de la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, adoptée en 2004. La Direction des femmes, du genre et du développement de l'Union africaine et le Bureau de l'Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité dirigent les efforts de mise en œuvre de ces instruments. Dans un contexte plus large, le partenariat Union africaine-Nations Unies, notamment dans le domaine des femmes et de la paix et de la sécurité, a contribué à renforcer ce partenariat et l'action menée en la matière.

Au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la population de la République démocratique du Congo continue d'être confrontée à des violences sexuelles liées au conflit. Le rapport du Secrétaire général décrit clairement la gravité et le nombre de ces crimes. En 2018, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a recensé 1 049 cas de violences sexuelles liées au conflit. Il ne fait aucun doute qu'il y a beaucoup d'autres cas qui n'ont pas été signalés. La brigade d'intervention déployée par la SADC, sous l'égide de la MONUSCO, et le Gouvernement de la République démocratique du Congo œuvrent de concert pour combattre et éliminer les violences sexuelles liées aux conflits, notamment en assurant la formation des chefs d'unité et des agents de sécurité à la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits.

En 2008, la SADC a adopté le Protocole sur le genre et le développement. Le Protocole fixe six objectifs spécifiques, notamment la nécessité d'adopter et d'appliquer une législation interdisant toutes les formes de violence fondée sur le genre et de veiller à ce que les lois sur la violence fondée sur le genre prévoient le dépistage, le traitement et la prise en charge complets des victimes d'infractions sexuelles. Le Baromètre de la SADC sur le genre et le développement est mis à jour chaque année par la Southern African Gender Protocol Alliance et évalue les succès enregistrés dans la mise en œuvre de ces six engagements au niveau des États membres.

En Namibie, les lois sur la violence fondée sur le genre ont été renforcées au fil des ans et un nouveau manuel clinique à l'intention des victimes de la violence conjugale et/ou de la violence sexuelle a été récemment approuvé par le Ministère de la santé et sera diffusé prochainement. Cette publication sera utilisée par les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux, les conseillers, les services de maintien de l'ordre et d'autres intervenants pour contribuer à améliorer les services fournis aux victimes et aux rescapé(e)s.

Le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), l'année prochaine, doit nous inciter à redoubler d'efforts pour renforcer la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et les mesures à prendre pour y faire face, pour promouvoir un concept de justice et de responsabilité axé sur les rescapé(e)s, et pour nous attaquer aux causes profondes de ces violations. Les victimes de violences sexuelles liées au conflit sont très souvent des jeunes femmes et des jeunes hommes. Ils représentent l'avenir de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Mali et de nombreux autres pays. Nous devons garantir et protéger leur avenir pour qu'ils puissent contribuer à la reconstruction de leurs pays respectifs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Italie.

M. Stefanile (Italie) (*parle en anglais*) : Nous nous associons à la déclaration qui sera prononcée par l'observatrice de l'Union européenne et à la déclaration qui a été prononcée par le représentant du Canada au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Nous nous félicitons du débat public d'aujourd'hui et nous remercions les intervenants de leurs exposés. Nous constatons avec satisfaction l'engagement continu du Conseil de sécurité en faveur de la question de violences sexuelles en période de conflit et du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans son ensemble, 10 ans après la création du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Nous saluons également l'initiative et les efforts de la présidence allemande qui ont abouti à l'adoption de la résolution 2467 (2019) aujourd'hui. Il s'agit en effet d'un pas en avant dans la lutte contre ce fléau qu'est la violence sexuelle en période de conflit, même si, à l'instar d'autres États Membres, nous regrettons qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur un texte plus complet et plus ambitieux.

La question à l'examen représente une priorité absolue pour l'Italie. En 2017, cette question était au cœur de notre mandat au Conseil de sécurité et de notre présidence du Groupe des Sept, et nous sommes résolus à y accorder la plus grande attention dans le cadre de nos préparatifs pour de nouvelles initiatives dans la perspective du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000).

Malheureusement, le tableau dressé par le rapport du Secrétaire général pour 2019 (S/2019/280) demeure sombre. Les violences sexuelles continuent d'être utilisées dans le cadre d'une stratégie de guerre plus large par des acteurs étatiques et non étatiques, et les États continuent de se heurter à des difficultés dans l'exercice de leur responsabilité de protéger leurs populations. Même si des progrès ont été réalisés dans certains pays, il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'application du principe de responsabilité et le respect des résolutions du Conseil de sécurité sur une plus grande échelle.

Dans ce contexte, l'Italie est prête à appuyer les recommandations horizontales formulées par le Secrétaire général. En particulier, nous sommes favorables à l'intégration de la violence sexuelle dans les critères de désignation distincts et automatiques pour tous les régimes de sanctions pertinents. Nous estimons également que les travaux du Conseil de sécurité bénéficieraient d'une implication plus systématique de la Cour pénale internationale (CPI), dans la mesure où le Bureau du Procureur de la CPI serait doté des ressources nécessaires pour mener des enquêtes dans les meilleurs délais. Lorsque les tribunaux nationaux ou internationaux ne sont pas en mesure d'agir, le Conseil de sécurité devrait créer des mécanismes internationaux d'établissement des faits aux fins de mener des enquêtes tenant compte des questions de genre et d'assurer la collecte et la préservation des éléments de preuve.

Il est en effet essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la violence, car la prévention d'une violence sexuelle systématique commence en temps de paix, lorsque le droit national doit être rendu suffisamment robuste pour devancer une attitude permissive en temps de guerre. Nous avons besoin d'un changement de paradigme fondé sur le démantèlement des règles, notamment patriarcales, qui sont à la base de ces violences, et sur l'affirmation d'une pleine culture de l'égalité des genres, à même de garantir la participation complète et effective des femmes et des filles aux prises de décisions. Notre action doit être guidée par une approche globale et multidisciplinaire, dans le but de proscrire

toute forme de violence fondée sur le genre, y compris les pratiques traditionnelles néfastes. La formation demeure une composante essentielle de nos efforts et doit englober un large éventail d'acteurs, notamment les jeunes, les dirigeants, les unités militaires et de police et le personnel civil.

Le renforcement de la présence féminine au sein des missions des Nations Unies doit également être une priorité dans le but de faciliter le dialogue avec les populations locales, d'encourager les victimes à s'exprimer, et d'améliorer l'exécution du mandat, en particulier en ce qui concerne la protection des civils. Dans le même temps, il est impérieux d'aider les pays en situation de conflit à réformer leurs systèmes judiciaires et à consolider l'état de droit et leurs mécanismes d'établissement des responsabilités. À cet égard, je me permets de rappeler que l'Italie accueillera, fin mai à Rome, la conférence préparatoire de l'examen de l'objectif 16 de développement durable.

Nous sommes également d'accord sur la nécessité de faciliter comme il se doit la réintégration des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Notre engagement à cet égard est attesté, puisque l'Italie est le premier pays contributeur au fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles; elle appuie également d'autres initiatives dans ce domaine. Enfin et surtout, la mobilisation des acteurs de la société civile est également indispensable pour obtenir des résultats durables, comme l'ont clairement reflété les exposés des intervenants aujourd'hui.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer le ferme attachement de l'Italie au programme pour les femmes et la paix et la sécurité et, dans ce contexte, sa détermination à prévenir et combattre la violence sexuelle en temps de conflit. Nous entendons continuer d'appuyer l'action du Secrétaire général et de sa représentante spéciale pour améliorer les résultats dans ce domaine et faire en sorte qu'ils soient de plus en plus concrets.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse.

M. Fachinotti (Suisse) : La Suisse remercie l'Allemagne pour son leadership dans la poursuite et le renforcement de la lutte contre la violence sexuelle dans les conflits dans le cadre de ce débat public, ainsi que dans le contexte du vingtième anniversaire, l'année prochaine, de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Nous tenons en particulier à exprimer notre

reconnaissance envers les intervenants de ce matin pour leurs efforts exceptionnels à cet égard.

La Suisse se félicite de l'initiative allemande de présenter la nouvelle résolution 2467 (2019), sur la violence sexuelle dans les conflits, qui a pour objectif de renforcer les mécanismes de suivi et de responsabilisation et en définissant une approche centrée sur les survivants. Cependant, la Suisse est préoccupée par l'affaiblissement du langage agréé sur des questions essentielles.

La Suisse réaffirme la responsabilité première des États Membres de protéger les hommes, les femmes et les enfants contre les actes de violence sexuelle et les viols. Toute intervention doit couvrir en priorité les besoins et les droits des survivants, la prévention des violations et des abus et la responsabilisation des auteurs de ces crimes. Trois aspects nous semblent particulièrement importants.

Premièrement, la violence sexuelle n'est pas seulement une caractéristique des conflits contemporains, elle en est aussi un signe avant-coureur. Plus le taux de violence sexuelle est élevé dans une société donnée, plus le recours à la violence en cas de conflit est probable. L'inégalité entre les hommes et les femmes et la discrimination fondée sur le sexe sont au cœur de la violence sexuelle. Par conséquent, lutter contre ce fléau nécessite l'intégration et l'autonomisation des femmes, la protection des femmes défenseurs des droits de l'homme, ainsi que la volonté des hommes de créer un climat de confiance et de respect mutuels.

Deuxièmement, il est important de reconnaître que, si les femmes et les filles sont les principales cibles de la violence sexuelle dans les conflits, les hommes et les garçons sont également victimes de ces terribles actes de violence. Mais le sujet reste tabou. Les cas de violences perpétrées à l'encontre d'hommes et de garçons font rarement l'objet de plaintes parce que ceux qui les ont subies craignent encore davantage d'être stigmatisés et exclus : « un homme ne peut être qu'un héros, jamais une victime. » En raison de tels stéréotypes sexistes, il est très difficile, voire impossible, de briser le cycle du silence et de la re-victimisation.

Nous préconisons donc une approche holistique dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles, y compris des enfants nés d'un viol. Nous devons veiller à ce que chaque intervention soit axée sur les droits et les besoins de tous les survivants, y compris leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive,

et que ceux-ci soient traités avec dignité et respect. Toute intervention doit prévoir des services médicaux et psychosociaux, tout en facilitant et en renforçant la réinsertion des rescapé(e)s au sein de leur communauté et de ses structures sociales.

Troisièmement, la Suisse est préoccupée par l'impunité dont jouissent les auteurs de violences sexuelles dans les conflits nationaux et internationaux. Nous appuyons en particulier les efforts déployés par la Cour pénale internationale et sa procureure pour que les auteurs de crimes sexuels et liés au genre soient tenus de rendre compte de leurs actes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de remercier la présidence allemande d'avoir organisé le présent débat public. Je voudrais également remercier la Représentante spéciale Pramila Patten et les représentants de la société civile pour leurs témoignages émouvants.

Il convient de mentionner que l'Ukraine s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne.

Près de 20 ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) et, malheureusement, tous les objectifs du programme pour les femmes et la paix et la sécurité n'ont pas été atteints. La tragique réalité de la violence sexuelle contre les hommes, les femmes, les filles et les garçons continue de faire partie intégrante du tissu de tous les conflits armés dans le monde, qu'ils soient internes ou externes. Depuis la création du mandat du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, il y a 10 ans, le Conseil de sécurité a adopté cinq résolutions axées avant tout sur la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits.

Pourtant, la question continue de tourmenter les communautés vulnérables et, souvent, des sociétés entières, qui sont exposées à toutes sortes de violence et d'atteintes en temps de conflit. Il est donc impératif que la communauté internationale et le Conseil de sécurité en particulier continuent de rechercher les moyens les plus efficaces d'améliorer l'application des résolutions existantes concernant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, afin de prévenir et de combattre la commission d'atrocités, et de garantir l'établissement des responsabilités.

Le rapport du Secrétaire général (S/2019/280) dont nous sommes saisis aujourd'hui indique clairement que les inégalités de genre et la discrimination structurelles sont au cœur des violences sexuelles liées aux conflits. À cet égard, nous partons de la conviction que la voie qui mène à la prévention de toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles passe d'abord par une autonomisation véritable des femmes et par leur implication accrue à tous les niveaux de la prise de décision. Il est tout aussi important de garantir que les victimes de violences sexuelles ont le droit d'accéder à la justice et de vivre dans la paix et la dignité, à l'abri de la stigmatisation et de toute forme de discrimination. L'impunité des auteurs de ces crimes entache l'image morale des sociétés, quelles qu'elles soient, et doit être éliminée.

L'Ukraine attache une grande importance à la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à toutes les activités relevant de la sécurité nationale, de la prévention et du règlement des conflits, et de la consolidation et du maintien de la paix. Nous sommes en train de prendre des mesures concrètes pour intégrer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans la réforme des secteurs de la sécurité et de la défense qui est en cours dans mon pays. L'intégration active de l'égalité des genres dans les activités des forces armées ukrainiennes, dans le cadre du plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) pour la période 2016-2022, a permis de modifier la liste des postes et spécialisations militaires ouverts aux femmes candidates.

En 2018, le Gouvernement ukrainien a actualisé le plan d'action national en y intégrant certains aspects de la stratégie de prévention de la violence sexuelle liée aux conflits en Ukraine et les mesures prises pour y faire face. Le plan d'action comprend, entre autres, des programmes d'éducation et de formation pour le secteur de la sécurité sur les aspects prévention, protection et intervention; une assistance psychologique et un programme de réadaptation pour les rescapé(e)s de la violence sexuelle liée au conflit; et une campagne d'information sur la prévention de la violence sexuelle.

Le plan d'action du Gouvernement pour 2018 souligne pour la première fois la nécessité d'introduire des conseillers pour les questions de genre et d'institutionnaliser la problématique femmes-hommes dans les institutions d'enseignement supérieur du secteur de la sécurité et de la défense. Le Gouvernement ukrainien a redoublé d'efforts pour assurer la protection des droits

fondamentaux des femmes et leur autonomisation dans tous les domaines de la vie publique, ainsi que pour apporter le soutien nécessaire aux femmes qui ont été victimes de violence sexuelle du fait de l'agression russe, et assurer leur réintégration.

À cet égard, je tiens de nouveau à dire combien nous regrettons qu'on ait omis de faire référence au conflit armé entre l'Ukraine et la Russie et à ses victimes dans le dernier rapport thématique du Secrétaire général (S/2019/280). Nous rappelons que nous avons demandé l'envoi d'une mission spéciale des Nations Unies pour enquêter sur les crimes sexuels commis dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine dans le cadre de ce conflit.

Pour terminer, je réaffirme que l'Ukraine est déterminée à garantir la pleine mise en oeuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, à promouvoir les droits des femmes et à protéger les femmes contre la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Norvège.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom de Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Suède et de mon pays, la Norvège. Je remercie l'Allemagne d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur ce sujet d'une importance critique.

Avec l'adoption de la résolution 2467 (2019) aujourd'hui, il est essentiel de promouvoir le programme de lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits, en mettant l'accent sur les rescapé(e)s. Il nous faut souligner que les rescapé(e)s de la violence sexuelle liée au conflit ont des droits en matière de santé sexuelle et procréative de base. Nous regrettons que ces droits, tels que réaffirmés par le Conseil de sécurité dans plusieurs de ses résolutions, les plus récentes étant les résolutions 1889 (2009) et 2106 (2013), n'aient pas été inclus dans la résolution d'aujourd'hui.

Nadia Murad et Denis Mukwege sont les porte-parole des personnes et des communautés mêmes que nous sommes ici pour servir et que le Conseil de sécurité est censé protéger. Puisque nous reconnaissons encore une fois que les dommages dévastateurs subis par ces femmes, ces filles, ces hommes et ces garçons sont une question de sécurité nationale et internationale, ils sont ici pour nous demander des comptes.

Les filles deviennent des mères et les enfants des apatrides. Les femmes sont violées devant leurs maris,

qui sont forcés de regarder. Les organes reproducteurs sont mutilés et la honte et la stigmatisation paralysent des familles et des villages. Ces blessures de guerre appellent une réponse globale. La violence sexuelle détruit des vies, déchire le tissu social des communautés, crée des divisions entre voisins et s'attaque aux différences qui enrichissent nos sociétés. Les personnes sont ciblées sont souvent victimes de discrimination en raison de leur statut religieux, ethnique, sexuel et politique, ou parce qu'elles appartiennent à une minorité.

Dix années se sont maintenant écoulées depuis la création du mandat de Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. M^{me} Wallström, M^{me} Bangura et M^{me} Patten ont fait un excellent travail, notamment par le biais de Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit et de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit; pourtant, dans de nombreux conflits, les atteintes sont encore répandues. Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général (S/2019/280), qui énonce de possibles voies à suivre.

Il nous faut détecter et constater les violations du droit international et, au besoin, assurer des formations et accorder des financements. Il faut renforcer les institutions publiques et développer notre capacité de lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de prévenir et de combattre la violence sexuelle, ainsi que d'enquêter sur ces crimes et d'engager des poursuites contre les personnes qui y sont impliquées. Les auteurs de violences sexuelles en période de conflit doivent avoir à en répondre.

Nous demandons l'utilisation systématique de compétences spécialisées en matière d'égalité des sexes dans les opérations de l'ONU. Nous saluons le dévouement des équipes spécialisées, la nouvelle politique et le manuel sur la prévention de la violence sexuelle en période de conflit et sur les mesures à prendre pour y faire face, qui doit être bientôt distribué à toutes les missions. Nous faisons écho à la nécessité d'adopter des résolutions, de créer des mandats et d'imposer des sanctions pour remédier aux violences sexuelles liées aux conflits.

Il faut remédier aux causes profondes de la violence fondée sur le genre, comme l'inégalité de pouvoir et la discrimination fondées sur le genre. Des mesures de prévention, telle la fourniture de services adéquats aux rescapé(e)s de la violence fondée sur le genre, sont

essentielles pour prévenir la survenance de la violence. Nous appuyons l'appel à l'action pour mettre fin à la violence sexuelle en période de conflit. Nous comptons sur les rescapé(e)s, les témoins, la société civile et les défenseurs des droits de l'homme alors que nous nous efforçons d'élaborer une réponse pertinente et efficace sans imposer d'autres souffrances aux rescapé(e)s.

Les réparations et la justice doivent aller de pair. Une approche globale est un préalable pour atténuer les effets immédiats et à long terme de la violence sexuelle liée aux conflits. Nous devons renforcer les services fournis aux rescapé(e)s de la violence sexuelle, notamment en garantissant l'ensemble des droits en matière de santé sexuelle et procréative, tels l'accès à la contraception d'urgence et l'interruption des grossesses réalisées en toute sécurité. Nous devons lutter contre l'impunité, empêcher la stigmatisation, atténuer les souffrances, corriger les injustices et, à terme, aider les gens à reconstruire leur vie et les communautés à consolider la paix. À cet égard, nous soulignons les progrès importants accomplis par la Cour pénale internationale et son Fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Les pays nordiques continueront de faire leur part via nos ambassades, l'action multilatérale et les nombreux partenariats. Le réseau de médiatrices des pays nordiques préconise davantage de processus de paix et de réconciliation propres à transformer les relations femmes-hommes. Le Centre nordique pour les questions de genre dans les opérations militaires forme les forces de maintien de la paix en la matière. Nous déployons un grand nombre de femmes et d'hommes qui défendent cette cause. Cette année anniversaire exige l'action.

La Norvège, de concert avec la Somalie, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres partenaires, organisera une conférence à Oslo les 23 et 24 mai. L'objectif est de susciter l'émergence d'une conscience politique et de mobiliser un plus grand appui financier face aux violences sexuelles liées aux crises humanitaires, de souligner les pratiques optimales pour prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre dans les situations d'urgence humanitaire, et de prendre les mesures nécessaires pour y faire face.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Fidji.

M. Prasad (Fidji) (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de cette occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant ses membres.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé un débat public sur les violences sexuelles en période de conflit au cours de votre présidence commune. Les Fidji félicitent le Conseil de sécurité de l'adoption, ce matin, de la résolution 2467 (2019) contre la violence sexuelle.

Plusieurs résolutions ont été adoptées depuis 2000 sur la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit. Ces résolutions soulignent que, en période de conflit, les femmes sont victimes de cas de torture, de viol et d'atteintes systématiques les plus inhumains, qui se poursuivent souvent bien après la conclusion d'accords de paix. Certaines de ces violences, comme l'a dit avec force ce matin la courageuse lauréate du prix Nobel, M^{me} Nadia Murad, ont aussi été commises dans le contexte plus large du génocide – elles n'en sont pas moins toutes des crimes de guerre.

Dans son exposé au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a indiqué que malgré un cadre normatif plus robuste, une épidémie de violence sexuelle ciblée durant les conflits a éclaté. Le viol, la violence sexuelle et l'esclavage sexuel sont devenus des armes de guerre systématiques dans nombre de conflits dans le monde. Les auteurs de ces crimes, qui sont en grande partie commis contre des femmes, restent pour la plupart impunis. Toutes ces victimes nous rappellent qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir.

J'appelle l'attention du Conseil de sécurité sur le rôle particulier que les opérations de paix peuvent jouer pour mettre fin à ce que la Représentante spéciale a appelé ce matin le plus grand silence de l'histoire – l'utilisation massive de la violence sexuelle comme arme de guerre. Les opérations de paix doivent disposer de compétences et de ressources spécifiques pour combattre et prévenir la violence sexuelle en temps de conflit. Les Fidji, qui contribuent depuis longtemps aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, renforcent leurs contingents chargés du maintien de la paix. Nous augmentons considérablement le nombre de soldates de la paix car nous savons que ces dernières font preuve d'empathie. Les soldates de la paix sont beaucoup plus à même de comprendre les formes de violences sexuelles en temps de conflit. Elles sont plus à même de déceler les signes de violence sexuelle systématique à un stade précoce. Les femmes dans les unités de soutien médical aident à surmonter les obstacles majeurs auxquels

sont confrontées les victimes de violences sexuelles lorsqu'elles cherchent une aide médicale, un appui psychologique et d'autres formes de soutien.

Les opérations de paix constituent un élément important de la réponse internationale. Grâce à l'appui de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'autres partenaires, les Fidji sont en train de se rendre mieux préparées à conduire des opérations de paix. Notre approche ne consiste pas seulement à faire participer davantage de femmes au maintien de la paix; elle vise à veiller à ce que tous les soldats de la paix disposent des compétences non techniques nécessaires pour reconnaître rapidement les signes de violence sexuelle en temps de conflit, et à ce qu'ils soient en mesure de recueillir des éléments de preuve et de travailler dans l'ensemble du système des Nations Unies pour aider les victimes. L'accent doit toujours être mis en premier lieu sur le soutien aux victimes.

Les Fidji ont tiré de nombreux enseignements des opérations de paix menées au Timor-Leste, au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, en Iraq, au Liban, au Darfour (Soudan), au Soudan du Sud et dans d'autres régions. Ces expériences ont attiré notre attention sur le fait que les soldats de la paix doivent de toute urgence mieux se préparer pour mettre un terme à la violence sexuelle liée aux conflits.

Pendant un conflit, l'ordre public est en premier lieu compromis. Par conséquent, les femmes ne peuvent guère recourir aux institutions de gouvernance; elles subissent des violences sans pouvoir être aidées par leurs propres institutions nationales ou locales. Les principaux conflits dans le monde ont un point commun important : la brutalité croissante de la violence sexuelle systémique. Les violences subies récemment par les femmes yézidiées, que M^{me} Nadia Murad a représentées ce matin, en témoignent.

En reconnaissant le courage de M^{me} Nadia Murad et la détermination et la persévérance du docteur Mukwege, le Comité Nobel a contribué à attirer l'attention de la communauté internationale sur cette tragédie croissante. Le Conseil de sécurité doit jouer le rôle qui lui revient. L'ensemble du système des Nations Unies a aussi un rôle à jouer. Il y a plus de 10 ans, le Conseil a adopté la résolution 1820 (2008), reconnaissant la violence sexuelle comme arme et tactique de guerre. Le viol et d'autres formes de violence sexuelle peuvent constituer un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Comme le Secrétaire général nous l'a indiqué ce

matin, la réalité sur le terrain n'a guère changé, malgré un cadre normatif solide.

En nous faisant part de leurs expériences, M^{me} Nadia Murad et le docteur Mukwege nous incitent à agir. Leur demande est simple. L'ONU doit répondre à ce que M^{me} Amal Clooney a dit dans son exposé au Conseil ce matin. Nous sommes face à une épidémie de violences sexuelles en temps de conflit. La justice est l'antidote. Les opérations de paix des Nations Unies doivent insister le plus possible sur la protection des civils dans le cadre de leur mandat. Une priorité absolue doit être donnée à la prévention de la violence sexuelle dans le cadre des mandats renforcés des opérations de paix. Cela doit être clairement défini. Ce n'est pas optionnel.

Si les opérations de paix sont chargées de prévenir explicitement la violence sexuelle, elles doivent être dotées de ressources suffisantes pour y parvenir. Attendre des opérations de paix qu'elles fassent toujours plus avec toujours moins est une erreur et n'est pas acceptable sur le plan moral. Pour que les opérations de paix soient assez fortes pour prévenir la violence sexuelle systémique, les soldats de la paix doivent disposer de compétences et de ressources suffisantes. Il s'agit notamment d'un soutien médical spécialisé pour les victimes de violences sexuelles en temps de conflit, de l'accès à des zones sûres et, en particulier, d'un soutien à l'échelle du système des Nations Unies. Les missions doivent être en mesure de recenser les cas de violences sexuelles et de recueillir des éléments de preuve. En dotant les opérations de paix de ressources suffisantes, on les rendra aptes à mettre fin aux conflits où la violence sexuelle est de plus en plus utilisée comme une arme de guerre.

Le Conseil de sécurité doit intégrer la violence sexuelle systématique dans son régime de sanctions. Des preuves sont essentielles à cet effet. Des violences sexuelles systématiques continuent souvent d'être commises au lendemain des conflits. Rien ne plaide avec plus de force en faveur de l'inclusion des femmes dans les négociations de paix. Les femmes doivent participer aux processus de paix, aux négociations et à toutes les étapes de la consolidation de la paix.

Ce matin, tous les intervenants ont déclaré qu'il fallait prendre de toute urgence des mesures internationales fermes. La résolution 2467 (2019), qui vient d'être adoptée par le Conseil, constitue un grand pas en avant. L'ensemble du système des Nations Unies peut et doit

aller beaucoup plus loin. Nous devons être du bon côté de l'histoire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Grèce.

M^{me} Theofili (Grèce) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat extrêmement pertinent et opportun, ainsi que la présidence conjointe franco-allemande d'avoir mis l'accent sur la question des femmes et de la paix et de la sécurité.

La Grèce se félicite de l'adoption de la résolution 2467 (2019) aujourd'hui, et s'associe à la déclaration qui sera faite ultérieurement au nom de l'Union européenne. Je voudrais faire les remarques suivantes à titre national.

Durant la décennie écoulée, la communauté internationale a été témoin de l'utilisation systématique de la violence sexuelle par des acteurs étatiques et non étatiques comme tactique de guerre et de terrorisme, c'est-à-dire dans le cadre d'une stratégie de guerre plus large qui constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Les crimes contre la liberté sexuelle liés aux conflits – le plus souvent perpétrés contre des femmes et des filles, mais pas uniquement – sont profondément enracinés et exacerbés par les stéréotypes fondés sur le genre et les perceptions discriminatoires des rôles de genre qui, une fois cumulés, entraînent des inégalités de genre qui sont généralement de nature structurelle au sein des sociétés. Dans le même ordre d'idées, les efforts déployés pour prévenir et réprimer la violence sexuelle liée au conflit doivent être collectifs, et axés sur la responsabilisation des auteurs de crimes et sur l'autonomisation des rescapé(e)s. Par conséquent, la volonté politique de juger ou d'extrader les auteurs présumés, ainsi que de promouvoir une coopération judiciaire internationale efficace et opportune en matière pénale, revêt une importance capitale.

En outre, une formation complète, le renforcement des capacités et la sensibilisation aux caractéristiques de la violence sexuelle liée aux conflits et à son utilisation fréquente comme tactique de guerre et de terrorisme sont considérés extrêmement utiles pour mettre fin à l'impunité. Il va sans dire que ces efforts doivent particulièrement être axés sur la participation des hommes et des garçons, qui doivent devenir les agents d'un changement pacifique et tenant compte des questions de genre. Une perspective holistique des mécanismes de justice et de responsabilisation appelle une approche stratégique centrée sur les rescapé(e)s pour lutter contre la violence

sexuelle liée aux conflits. Pour ce faire, la communauté internationale et les États doivent encourager la société civile et les organisations de femmes, notamment les organisations locales, à faire entendre leur voix.

Une approche axée sur les rescapé(e)s doit résolument prendre en compte les questions de genre, intégrées de manière cohérente dans toutes les activités menées aux niveaux national, régional et international. À cette fin, la Grèce a récemment adopté une loi sur la promotion d'une égalité réelle des sexes, ainsi que sur la prévention et l'élimination de la violence fondée sur le genre. Cette loi appelle à une approche pangouvernementale de l'intégration des questions de genre de sorte que la gouvernance et l'administration publiques, y compris le secteur judiciaire, prennent en compte la problématique femmes-hommes. À cet égard, la Grèce élabore actuellement un plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, qui rassemble de manière cohérente tous les aspects relevant de ses politiques nationales en la matière.

Pour conclure, la Grèce réaffirme qu'elle est disposée à coopérer de manière constructive avec les institutions des Nations Unies et les États Membres pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre liée aux conflits, et pour œuvrer en faveur d'une égalité réelle des sexes – à savoir l'égalité de tous les êtres humains – afin que personne ne soit laissé de côté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Portugal.

M. Vaultier Mathias (Portugal) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la présidence allemande du Conseil de sécurité d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur cette question très importante.

Le Portugal s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne et à celle faite tout à l'heure par le représentant du Canada au nom de 55 pays.

Le Portugal attache une grande valeur au fait que le Conseil continue d'accorder de l'attention au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et de prendre des mesures en sa faveur, car c'est un outil essentiel pour prévenir les conflits et garantir des actions plus efficaces face aux crises complexes qui sévissent actuellement. Nous sommes tout à fait d'accord que nous devons faire plus pour prévenir la violence sexuelle en période de conflit. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui de la résolution 2467 (2019), dont la teneur axée sur les rescapé(e)s va contribuer à ce que

la stigmatisation associée à la violence sexuelle passe des victimes aux auteurs des violences. Nous saluons aussi le fait que la résolution souligne l'importance de la prévention face aux grandes difficultés auxquelles les femmes et les filles sont confrontées, notamment la violence sexuelle en période de conflit. Nous devons, par ailleurs, veiller à ce que les victimes de violence, y compris de violences sexuelles, aient droit à la protection et aux réparations, et à ce que les auteurs soient tenus responsables de leurs actes.

Le Portugal applique la résolution 1325 (2000) depuis l'élaboration de son premier plan d'action national, en 2009. Qu'il me soit permis, à cet égard, de souligner que notre troisième plan d'action national – qui couvre la période 2019-2022 – comprend un objectif stratégique visant à protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles et à punir toutes les formes de violence contre elles, y compris la violence sexuelle. À travers cet objectif, notre intention est que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et les questions relatives à l'égalité des sexes, y compris la violence contre les femmes et les filles, la violence sexuelle et la traite des êtres humains, soient systématiquement pris en compte dans la coopération juridique et judiciaire que nous mettons en œuvre au titre de l'application de la résolution 2106 (2013). Nous nous efforçons également de promouvoir et d'appuyer toutes les activités liées aux enquêtes et aux sanctions concernant tous les cas de violation des droits des femmes et des filles dans les situations de conflit et d'après-conflit ainsi que dans les crises humanitaires.

Nous sommes donc pleinement conscients qu'il est impératif de promouvoir l'égalité des sexes et la non-discrimination dans les divers domaines des politiques publiques et de la coopération au service du développement, si nous voulons garantir le plein exercice de tous les droits de la personne et de toutes les libertés fondamentales pour tous. En outre, nous considérons de la plus haute importance d'améliorer la formation du personnel militaire et des forces de sécurité sur les questions relatives aux droits de l'homme, au droit international humanitaire, à l'égalité des sexes et à la violence contre les femmes et les filles, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre, et à cet égard, une de nos priorités est d'institutionnaliser la présence de conseillers pour les questions de genre dans toutes les branches de l'armée.

Je voudrais conclure en soulignant que prévenir la violence sexuelle en période de conflit n'est possible que

si toutes les parties prenantes participent à la recherche de solutions durables. À cet égard, il est essentiel de travailler en étroite collaboration avec la société civile, comme l'ont souligné nos distingués intervenants ce matin. De fait, les organisations de la société civile jouent souvent un rôle déterminant dans la pleine mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment en complétant le travail accompli par le personnel militaire, de sécurité et civil dans les situations de conflit et d'après-conflit et dans les situations de crise. Ces organisations sont souvent des éléments indispensables pour prévenir et dénoncer les crimes, alerter la communauté internationale et rétablir la stabilité interne des États, soutenir la reconstruction des pays et aider la population à se relever.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Sinirlioglu (Turquie) (*parle en anglais*) : Je veux tout d'abord exprimer notre ferme condamnation des attentats terroristes odieux et répréhensibles perpétrés contre des fidèles et des civils à Sri Lanka et dire toute notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement de ce pays.

Je tiens ensuite à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui et à exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour ses observations. Nous saluons le travail de la Représentante spéciale Patten et les efforts précieux de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit. Nous remercions aussi les intervenants d'aujourd'hui.

Le dixième anniversaire du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit est l'occasion pour nous de saluer les progrès réalisés au sein du système des Nations Unies en matière de lutte contre les violences sexuelles. Le Conseil de sécurité mérite tout particulièrement d'être félicité pour avoir relié les notions de violence sexuelle et d'impunité à la paix et à la sécurité internationales, adopté de nombreuses résolutions et examiné la question au cours de diverses réunions. Dans ce contexte, nous nous félicitons également de l'adoption ce jour de la résolution 2467 (2019), dont la Turquie s'est portée coauteur. Malgré cela, le dernier rapport du Secrétaire général au Conseil (S/2019/280) révèle que la violence sexuelle continue d'être une tactique de guerre et reste très répandue, en particulier dans les conflits armés,

y compris dès leurs prémices et une fois les hostilités terminées. Le rapport confirme également le lien entre violence sexuelle, traite des personnes, terrorisme et déplacements forcés.

La violence sexuelle a des conséquences pour toutes les personnes touchées – femmes et filles, hommes et garçons. Outre son impact dévastateur sur les rescapé(e)s, elle a de vastes et durables répercussions sur les communautés et les États dans leur ensemble, des générations durant. Notre responsabilité est de faire en sorte que les victimes de ces crimes horribles obtiennent justice, reconnaissance et réparations. Le Secrétaire général considère à juste titre l'obligation de rendre des comptes pour les crimes de violence sexuelle liés à un conflit comme un élément clef de sa stratégie de prévention.

Malheureusement, dans les conflits, les systèmes judiciaires et de sécurité nationaux sont souvent paralysés et en état d'incapacité, ce qui laisse la place à l'impunité. L'absence de procédures pénales efficaces et le manque de capacités institutionnelles sont monnaie courante. Même lorsque la législation et les institutions sont en place, on constate souvent que les lois sont appliquées de manière sélective et qu'il y a une absence de sanction. Cela a pour résultat de décourager les victimes de demander des réparations effectives et de faire régner la culture de l'impunité. Pour remédier à ce problème, il convient de rechercher des solutions globales alliant soutien à la primauté de l'état de droit et renforcement des institutions judiciaires et de sécurité. Il faut combler les lacunes tant en termes de législation que de mise en œuvre. Il ne doit plus y avoir d'impunité, que ce soit pour les auteurs ou pour ceux qui se trouvent au sommet de la chaîne de commandement.

Sanctionner un crime est souvent le meilleur moyen dissuasif. Pour lutter contre la violence sexuelle en période de conflit et faire en sorte que ces crimes puissent faire l'objet de poursuites une fois le conflit terminé, les documents et les preuves nécessaires doivent être rassemblés pendant que le conflit fait rage. L'Organisation des Nations Unies, et d'autres organisations internationales, les organismes humanitaires et la société civile ont une tâche importante à accomplir à cet égard. Nous nous félicitons de la création et des travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie, du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar et de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Les

mécanismes de justice internationale sont essentiels, en particulier lorsque la violence sexuelle est utilisée, sous forme de viols systématiques et de grossesses forcées, comme tactique de guerre. Leur travail vient compléter celui des systèmes nationaux s'agissant de lutter contre la culture de l'impunité, en particulier dans les situations d'après-conflit.

Nous convenons avec le Secrétaire général que la réalisation de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles et la reconnaissance de leurs droits fondamentaux sont des mesures essentielles pour prévenir et combattre l'impunité. Cela nous aidera également à faire avancer notre programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Mettre fin à la violence faite aux femmes fait partie de cet effort. La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, connue sous le nom de Convention d'Istanbul, constitue à cet égard un document de référence. La Turquie est déterminée à promouvoir les objectifs de la Convention et est disposée à partager son expérience s'agissant de son application.

Alors que le conflit en Syrie entre dans sa neuvième année, des millions de Syriens, en particulier des femmes et des filles, continuent de vivre sous la menace des violences sexuelles commises par les diverses parties sur le terrain. Les actes de violence sexuelle horribles perpétrés par le régime syrien, en particulier au cours des arrestations, des détentions et des contrôles, ont été consignés dans divers rapports de l'ONU. Voisine de la Syrie et pays dont la politique a été d'ouvrir la porte aux Syriens qui fuyaient la guerre et la violence dans leur patrie, la Turquie accueille aujourd'hui plus de 3,5 millions de Syriens, dont 1,6 million de femmes. Autonomiser les femmes et les jeunes syriens et leur donner les moyens de survivre, avec une tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle et fondée sur le genre, est un des grands axes de notre politique. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour garantir leur sécurité et leur sûreté, notamment grâce à des partenariats avec le Fonds des Nations Unies pour la population.

Les conclusions du rapport du Secrétaire général sur la situation des Rohingya au Myanmar sont une fois de plus très préoccupantes. La communauté internationale attend du Gouvernement du Myanmar qu'il crée les conditions nécessaires pour assurer une coexistence pacifique dans l'État rakhine et un retour en toute sécurité des réfugiés. Pour ce faire, il faut mettre fin à tous les types de violence, y compris la violence sexuelle, donner aux organisations humanitaires un

accès immédiat et sans entrave aux populations dans le besoin et appliquer le droit international humanitaire et les droits de l'homme dans l'État rakhine.

Nous prenons acte de la signature en décembre 2018 du communiqué conjoint entre le Gouvernement du Myanmar et l'ONU que nous nous considérons comme un pas dans la bonne direction. Nous attendons sa mise en œuvre intégrale et rapide, notamment en ce qui concerne les engagements pris pour faire répondre de leurs actes les Forces armées du Myanmar et les gardes-frontières qui se seraient rendus coupables de violences sexuelles dans le cadre du conflit. Il sera aussi d'une importance cruciale de traduire en justice les auteurs présumés de violences sexuelles et autres pour mettre fin à ce cycle vicieux.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer notre plein appui aux efforts internationaux, régionaux et nationaux qui sont menés pour mettre fin aux violences sexuelles liées aux conflits et faire face à leurs conséquences.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence allemande d'avoir convoqué la présente séance, et je me félicite de l'adoption ce matin de la résolution 2467 (2019), que nous avons parrainée.

Nous ne pouvons tolérer aucune violence sexuelle en temps de conflit. Le Japon a toujours appuyé les travaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten. Nous nous félicitons vivement des efforts qu'elle a déployés pour obtenir, au prix de négociations tenaces, des engagements de la part des gouvernements et des parties concernés à mettre fin à la violence sexuelle liée aux conflits. Ces efforts ont débouché sur un certain nombre de cadres de coopération et de communiqués conjoints avec divers gouvernements et entités.

Afin de prévenir la violence sexuelle en temps de conflit et d'y répondre, la communauté internationale doit intensifier ses efforts dans les trois domaines suivants.

Premièrement, il est essentiel de veiller à ce que les auteurs de crimes soient tenus responsables de leurs actes et à ce que justice soit rendue aux victimes pour prévenir et décourager de nouveaux crimes à l'avenir. Si les auteurs ne sont pas poursuivis ou s'ils continuent de détenir le pouvoir, les violences sexuelles ne peuvent connaître de fin, ce qui ne fait qu'engendrer de

la méfiance à l'égard du Gouvernement. Depuis 2014, le Japon soutient financièrement les travaux de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Somalie et en Iraq. Cette équipe travaille en étroite collaboration avec les gouvernements de ces pays, ainsi qu'avec les missions et les équipes de pays des Nations Unies, pour appuyer les enquêtes et les poursuites, ainsi que la réforme législative et le renforcement des capacités des autorités judiciaires et de celles chargées de la sécurité.

Deuxièmement, il est important d'adopter une approche centrée sur les victimes pour répondre à la violence sexuelle en temps de conflit. Le Japon estime que la démarche fondée sur la sécurité humaine, qui est globale, centrée sur l'être humain, adaptée au contexte et axée sur la prévention, est utile dans ce contexte. À cet égard, le Japon a appuyé des projets d'action des Nations Unies, notamment pour répondre aux besoins des enfants nés de viols et à ceux de leurs mères en Iraq et pour améliorer l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles en Jordanie.

Troisièmement, pour prévenir et décourager la violence sexuelle en s'attaquant à ses causes profondes, notamment l'inégalité entre les sexes, nous devons redoubler d'efforts pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. Nous devons également reconnaître que les femmes sont des artisanes actives de la consolidation de la paix et des garantes contre l'extrémisme violent, et non pas seulement les victimes de conflits.

À cet égard, le Japon a appuyé des projets d'ONU-Femmes au Kenya, en Égypte, en Iraq et en Jordanie pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau communautaire par la formation à la lutte contre la radicalisation violente et par des programmes travail contre rémunération. Ces projets encouragent les femmes à être des participantes actives et confiantes dans la protection de leurs communautés contre les influences de l'extrémisme violent.

Sous la direction du Premier Ministre Abe, le Japon a accueilli le mois dernier la cinquième Assemblée mondiale des femmes qui vise à créer une société dans laquelle les femmes peuvent briller. Les participants ont débattu de la participation des femmes à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et au relèvement après les conflits et ont reconnu que toutes les parties prenantes, y compris le Gouvernement et la société

civile, doivent travailler ensemble pour promouvoir ce programme. En tant que Président du Groupe des Vingt (G20) cette année, le Japon relaiera les débats de l'Assemblée mondiale des femmes aux membres du G20 lors du sommet d'Osaka, dont l'autonomisation économique des femmes sera l'un des thèmes de discussion.

La délégation de la République de Corée ayant mentionné la question des femmes de réconfort dans sa déclaration, je me vois contraint d'évoquer cette question ici. Le Gouvernement japonais s'occupe sincèrement de cette question depuis longtemps. Qui plus est, grâce à des efforts diplomatiques considérables, le Japon et la République de Corée sont parvenus à un accord en décembre 2015. Avec cet accord, les deux pays ont confirmé que la question des femmes de réconfort était réglée de façon définitive et irréversible. Il est très important que l'accord soit systématiquement mis en œuvre par les deux parties.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Pays-Bas.

M^{me} Gregoire-Van Haaren (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'Allemagne, ainsi que la France, de leur excellent traitement du programme pour les femmes et la paix et la sécurité au cours des deux derniers mois.

Le Royaume des Pays-Bas s'associe pleinement à la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne et à la déclaration formulée par le représentant du Canada au nom de 55 pays.

Les exposés pertinents du Secrétaire général et de sa représentante spéciale montrent qu'il est plus important que jamais d'aborder cette question. Nous saluons leur leadership et tenons à réaffirmer notre plein appui à M^{me} Patten et à son mandat. Nous tenons par ailleurs à remercier le docteur Denis Mukwege, M^{me} Nadia Murad, M^{me} Inas Miloud et M^{me} Amal Clooney d'avoir partagé leur expérience et leurs compétences sur ce sujet.

Aujourd'hui, je vais me concentrer sur l'obligation de rendre des comptes, en évoquant premièrement le rôle de la Cour pénale internationale (CPI); deuxièmement, les sanctions; et troisièmement, l'approche centrée sur les victimes, y compris la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

Premièrement, une responsabilisation accrue enverrait un signal fort et préventif aux auteurs et protégerait la sécurité et la vie de millions de femmes, filles, hommes et garçons dans les zones de conflit. Il importe

d'adopter une approche cohérente en matière de reddition des comptes face à la violence sexuelle liée aux conflits, une responsabilité qui incombe au premier chef à l'État. Lorsque les États ne peuvent pas ou ne veulent pas engager de poursuites, la CPI peut jouer un rôle important en exigeant des auteurs de ces crimes qu'ils rendent des comptes. Nous rappelons au Conseil qu'il a le pouvoir de déférer à la CPI des situations, telles que celles de la Syrie et du Myanmar, et exhortons les États à devenir parties au Statut de Rome de la CPI.

Deuxièmement, les sanctions peuvent contribuer à la lutte contre l'impunité et constituer une forme de dissuasion et de prévention. En octobre dernier, le Royaume des Pays-Bas a organisé une réunion selon la formule Arria, au cours de laquelle le Conseil s'est penché sur la façon dont les sanctions pourraient contribuer à passer d'une culture d'impunité à une culture de dissuasion. Je voudrais mettre en exergue trois enseignements clefs que nous avons tirés de cette réunion. Ils sont conformes aux recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/280), que nous appuyons fermement.

Pour commencer, le Conseil doit systématiquement et explicitement incorporer et appliquer la violence sexuelle en tant que critère de désignation distinct dans les régimes de sanctions. Nous demandons à tous les membres du Conseil d'étendre cette pratique à tous les autres régimes de sanctions pertinents et d'assurer un suivi adéquat. Ensuite, la coopération et l'interaction entre les comités des sanctions, les groupes d'experts et la Représentante spéciale du Secrétaire général doivent être encore renforcées.

Il est important que le Conseil inclue la violence sexuelle dans ses délibérations sur la situation dans tel ou tel pays. En décembre, nous avons facilité l'exposé que la Représentante spéciale Pramila Patten a présenté au Conseil sur la violence sexuelle à Bentiu, au Soudan du Sud (voir S/PV.8431). Ces séances d'information, ainsi que les séances d'information à l'intention des comités des sanctions, doivent devenir la règle plutôt que l'exception. Enfin, le dispositif des sanctions doit être mieux lié aux conclusions du rapport du Secrétaire général, dont la liste des parties est identique à celle de l'année dernière. Lorsqu'il n'existe pas encore de régimes de sanctions spécifiques, le Conseil doit envisager des moyens novateurs de mettre en œuvre les sanctions en suivant les listes figurant dans l'annexe.

Mon troisième point concerne l'approche axée sur les rescapé(e)s. Adopter une approche axée sur les

rescapé(e)s signifie écouter les rescapé(e)s et respecter leurs droits, leurs souhaits et leurs besoins tout en prenant en considération leur vie privée et le secret de celle-ci. La violence sexuelle vise à détruire des communautés, et il est essentiel de répondre aux besoins des rescapé(e)s pour reconstruire les communautés. Pour permettre aux survivant(e)s de faire des choix librement, nous devons les appuyer en leur fournissant des informations et des services complets, notamment en matière de santé et de droits sexuels et procréatifs, d'avortement sans danger, de santé mentale et d'appui psychosocial, comme le garantissent le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. À cet égard, nous nous associons pleinement à la déclaration faite par le représentant de la France après le vote sur la résolution 2467 (2019). Nous devons garantir aux rescapé(e)s une protection et une action en justice. Je pense aux rescapé(e)s de la violence sexuelle au Soudan du Sud, dont j'ai parlé antérieurement, mais aussi aux femmes et aux filles yézidiennes, ainsi qu'aux femmes et aux filles rohingya que j'ai rencontrées lors de la visite du Conseil de sécurité au Bangladesh et au Myanmar il y a presque un an. Le Conseil de sécurité a suscité des attentes et doit y donner suite, et la justice est la priorité. À cet égard, nous réaffirmons notre plein appui à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes et au Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar, qui va bientôt commencer ses importants travaux.

Pour terminer, je voudrais citer M^{me} Nadia Murad, qui a dit dans son discours de réception du prix Nobel de la paix :

« Merci infiniment de m'avoir fait cet honneur, mais le fait est que le seul prix au monde susceptible de rétablir notre dignité, est la justice et la mise en accusation des criminels ».

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

M. Jürgenson (Estonie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom de la Lettonie, de la Lituanie et de mon propre pays, l'Estonie. Nous nous associons également à la déclaration faite précédemment au nom de l'Union européenne.

Tout d'abord, nous devons mobiliser nos efforts pour parvenir à la pleine égalité des sexes dans la législation et dans la pratique. Nous devons nous attaquer aux stéréotypes fondés sur le genre qui sont profondément

ancrés dans la société et qui, souvent, influencent inconsciemment nos actions. Pour lutter contre ces stéréotypes, les femmes doivent pouvoir participer pleinement et efficacement à la vie politique, économique et sociale. Dans ce contexte, je voudrais saluer l'initiative du cadre de coopération signé en 2018 entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle en temps de conflit et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Deuxièmement, nous devons nous concentrer sur la responsabilisation. Nous devons admettre qu'en dépit de l'attention accrue de la communauté internationale, l'impunité demeure répandue et même courante. La violence sexuelle commise en temps de guerre est l'un des crimes les moins dénoncés. Les rescapé(e)s de la violence sont souvent davantage punis par le rejet et la stigmatisation. Pour ce qui est d'amener les auteurs à répondre de leurs actes, nous voulons souligner le rôle de la Cour pénale internationale (CPI). Le Statut de Rome de la CPI fournit à la communauté internationale un excellent outil pour mettre fin à l'impunité pour les crimes à motivation sexuelle et sexiste, et nous voulons encourager tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Statut de Rome et à veiller à ce que leur législation nationale intègre pleinement les crimes visés par le Statut.

Troisièmement, nous devons aborder la question de la mise en œuvre des engagements existants. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'il existe des moyens de combler les lacunes du système de contrôle du respect des dispositions et d'inscrire ces questions à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. En ce qui concerne la mise en œuvre de nos propres engagements, nos trois pays ont pris des mesures pour élaborer et promouvoir des plans d'action nationaux sur les femmes et la paix et la sécurité. La Lettonie est sur le point de commencer à élaborer son premier plan d'action national, qui comprendra des mesures fondées sur sa politique intérieure ainsi que sur la coopération multilatérale et bilatérale. La Lituanie met actuellement la dernière main à son second plan d'action national pour la période allant de 2020 à 2024, et l'Estonie travaille actuellement à son troisième plan d'action national pour la même période, qui sera axé sur l'autonomisation des femmes et des filles dans les situations de conflit et d'après-conflit, ainsi que sur la sensibilisation aux violences sexuelles liées au conflit.

Par ailleurs, l'Estonie contribue financièrement aux activités de la Représentante spéciale du Secrétaire

général sur la violence sexuelle en temps de conflit et de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, ainsi qu'aux travaux du Fonds au profit des victimes créé par la CPI. La Lituanie contribue depuis son lancement au Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, qui vise à appuyer directement les organisations locales de femmes qui œuvrent dans les zones touchées par un conflit. Durant sa présidence en cours du Traité sur le commerce des armes, la Lettonie donne la priorité à la question de la violence fondée sur le genre liée à l'utilisation des armes. Le Traité sur le commerce des armes apporte une contribution essentielle aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre la violence fondée sur le genre liée à la prolifération illicite et à l'utilisation abusive des armes, mais il est clair que beaucoup plus d'efforts et de volonté politique, notamment en procédant à des évaluations des exportations d'armes, seront nécessaires pour régler ce problème.

Je voudrais également souligner le rôle crucial de la société civile, en particulier des organisations de femmes, dans la lutte contre les crimes à motivation sexuelle et sexiste grâce à la prévention et à la collecte de preuves, ainsi qu'à la fourniture d'une assistance aux rescapé(e)s. À cet égard, la Lituanie a organisé, en novembre 2018, une conférence de trois jours à l'intention d'experts internationaux sur la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, dans le but de renforcer les capacités et les aptitudes des organisations de la société civile. En outre, lors d'une rencontre parallèle organisée en mars par l'Estonie au cours de la soixante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Pramila Patten, a donné de nombreux exemples intéressants des possibilités technologiques qui peuvent être utilisées pour aider les rescapé(e)s. Étant donné que la stigmatisation fait presque toujours partie intégrante de la victimisation dans la violence sexuelle, il serait intéressant d'entendre les recommandations que la Représentante spéciale pourrait faire aux États sur la manière dont ils peuvent relever ce défi particulier par des moyens technologiques.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentant de l'Irlande.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier l'Allemagne de l'organisation du débat d'aujourd'hui, ainsi que tous les orateurs de leurs déclarations percutantes. Je me réjouis

tout particulièrement du fait que Pramila Patten, la Représentante spéciale du Secrétaire général, dont nous appuyons fermement l'action, est toujours parmi nous à ce moment de la journée, en train d'écouter les débats. Je la remercie de sa présence.

Tout comme la guerre, la violence sexuelle est fondamentalement une question de pouvoir et d'abus de pouvoir. La violence sexuelle est enracinée dans l'insécurité et l'exclusion politique, sociale et économique des femmes. Il s'agit d'un abus de pouvoir ancré dans des déséquilibres de pouvoir traditionnels, principalement entre hommes et femmes. Pour éliminer le fléau de la violence sexuelle et fondée sur le genre, notre première tâche, et la plus fondamentale, doit être de garantir l'égalité des sexes à tous les niveaux. L'Irlande a récemment achevé son mandat de deux années à la présidence de la Commission de la condition de la femme, au cours desquelles elle a travaillé précisément à cette tâche, à savoir les progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles. Les débats à la Commission de la condition de la femme sont aussi intenses et polarisés qu'ici, au Conseil de sécurité. Nul ne doit se faire d'illusions sur le fait que les efforts visant à équilibrer les rapports de force entre hommes et femmes sont profondément politiques, et que le débat d'aujourd'hui ne l'est évidemment pas moins.

Je suis fière que les récentes conclusions de la Commission de la condition de la femme (E/CN.6/2019/L.3) contiennent des dispositions essentielles sur la nécessité d'étudier les conséquences des conflits armés et des situations d'après-conflit sur les femmes et les filles, notamment les victimes et rescapées de violences sexuelles. Nous devons continuer de travailler, avec acharnement et détermination, à mettre en place les structures, dans le langage et dans les lois, qui puissent mettre un terme à la violence sexuelle. La résolution 2467 (2019), adoptée aujourd'hui, est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est qu'un pas, et nous partageons le regret exprimé par les représentants de la Belgique, de la France, de l'Afrique du Sud, des Pays-Bas et d'autres pays, qui ont déploré que le texte ne fasse pas référence aux services de santé sexuelle et procréative destinés pour les victimes et les rescapé(e)s de violences sexuelles en période de conflit. Comme l'a indiqué l'Ambassadeur de la France, ce n'est pas le terme de notre chemin, et nous estimons que le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités et tenir compte de ces besoins.

Nous ne devons pas oublier non plus que la violence fondée sur le genre touche non seulement les femmes et les filles, mais aussi les hommes, les garçons et les membres des minorités sexuelles et de genre. La pauvreté, les déplacements et la vulnérabilité exacerbent le risque de violence sexuelle, en particulier pour les personnes en fuite. Nous voyons cette dynamique de pouvoir et de vulnérabilité se manifester encore et encore.

L'égalité des sexes est au cœur des politiques étrangère, humanitaire et de développement de l'Irlande. Cette année, nous avons déjà augmenté de plus d'un tiers nos contributions financières aux efforts de prévention de la violence fondée sur le sexe dans les États fragiles et touchés par des conflits. Notre détermination dans ce domaine n'est pas seulement une affaire de conviction mais se fonde aussi sur notre expérience personnelle. L'Irlande du Nord a connu une expérience intense dans ce domaine. Par exemple, nous avons constaté que le déclassement d'armes, la démobilisation de groupes paramilitaires et le renforcement de la confiance dans la police avaient permis de réduire considérablement la menace des armes à feu dans les situations de violence familiale. La cessation d'une forme de violence a permis de mettre fin à une autre forme de violence.

En partenariat avec le Comité international de secours, en 2016, l'Irlande a mis en place le premier mécanisme d'intervention au monde consacré exclusivement aux programmes de lutte contre la violence fondée sur le genre. Nous avons pu constater qu'une intervention axée sur les rescapé(e)s permet de sauver la vie de femmes et de filles au quotidien. Notre appui a permis d'aider des rescapé(e)s comme Nyamal, l'une des millions de personnes déplacées au Soudan du Sud alors que son village était ravagé par le conflit. Nyamal a été séparée de sa famille et dans le chaos qui a suivi, elle a été victime d'un viol collectif. Elle a pu avoir accès à un abri sûr pour les femmes et les filles, où elle a bénéficié d'un soutien psychosocial et des services médicaux. Toutefois, pour Nyamal, comme pour des millions d'autres rescapé(e)s, les effets et le traumatisme résultant de la violence sexuelle n'ont pas disparu du jour au lendemain, notamment à cause de la stigmatisation sociale. Quand elle a découvert qu'elle était enceinte, Nyamal a été rejetée par sa famille. Après la naissance de son bébé, le Comité international de secours est entré en contact avec des dirigeantes locales, qui sont intervenues auprès de la famille de Nyamal, qui a finalement été réintégrée. L'exemple de Nyamal démontre non seulement la complexité et les conséquences profondes de la violence sexuelle, mais aussi l'importance de tenir

compte des normes culturelles néfastes et enracinées pour le rétablissement des victimes. Il n'aurait pas été possible de venir en aide à Nyamal sans collaborer avec un partenaire local. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer notre appui aux organisations locales et pour travailler en collaboration avec la société civile, en particulier les défenseurs des droits de la personne.

L'Irlande joue également un rôle actif dans le cadre de son action de maintien de la paix. Nos forces de défense, qui sont des soldats de la paix aguerris, effectuent régulièrement des patrouilles avec des équipes mixtes à proximité des camps où des jeunes femmes et des filles ramassent du bois de chauffage ou vont puiser de l'eau. Il s'agit d'un petit exemple concret d'une approche tenant compte des questions de genre qui devrait être intégrée à tous les niveaux de notre action. Cette année, l'Irlande dispensera une formation aux contingents de maintien de la paix en matière d'enquêtes sur les violences sexuelles et fondées sur le genre liées aux conflits à l'intention de l'Union africaine, des Nations Unies et des partenaires de l'OTAN.

Nous apportons notre appui à des mécanismes tels que le Mécanisme international, impartial et indépendant en Syrie et l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice pour mettre à disposition des compétences spécialisées en matière d'égalité des sexes dans la cadre d'enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme. Par ailleurs, nous appuyons fermement les efforts déployés par le Conseil de sécurité pour renforcer l'inclusion de la violence sexuelle liée au conflit en tant que critère de désignation aux fins de l'imposition de sanctions et pour mieux harmoniser les régimes de sanctions thématiques et nationaux.

Pour le dire simplement, l'ampleur choquante des violences sexuelles liées aux conflits fait honte à notre humanité commune. Nous devons œuvrer avec détermination et sur la base d'une politique de tolérance zéro pour combler les lacunes en matière d'application du principe de responsabilité. L'Irlande, qui aspire à un siège de membre élu du Conseil de sécurité pour la période 2021-2022, continuera d'œuvrer en faveur de l'égalité des sexes et s'efforcera d'éliminer les déséquilibres de pouvoir qui, à notre avis, sont au cœur de cette violence. Nous appuierons l'organisation d'autres débats sur ces questions au sein du Conseil.

Nous sommes à l'écoute des rescapé(e)s pour connaître leurs besoins, dont tout naturellement les services de santé sexuelle et procréative. Nous voulons que

les femmes participent à tous les aspects du maintien et de la consolidation de la paix. C'est là que se trouve notre place, en tant que femmes, et c'est là que nous pourrions changer les choses si on nous permet d'agir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur du Comité international de la Croix-Rouge.

M. Mardini (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cet important débat et remercier tous les intervenants de leurs interventions intéressantes et de leur grand dévouement.

Dans le cadre de l'action menée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) auprès des communautés touchées par des conflits armés, la violence sexuelle a été mise en évidence comme une préoccupation majeure, notamment chez les jeunes femmes. D'autres groupes l'ont citée parmi leurs principales préoccupations au même titre que les tensions communautaires, la perte de moyens de subsistance et les déplacements.

L'attention politique sur la violence sexuelle a été mobilisée au plus haut niveau. La question brûlante qui se pose aujourd'hui est de savoir comment cette attention peut se traduire par une réponse collective axée sur les populations touchées, y compris celles qui risquent d'être victimes de violences sexuelles.

Au nom du CICR, une organisation humanitaire neutre, impartiale et indépendante, je voudrais évoquer aujourd'hui trois niveaux où il existe des défis et des possibilités de collaboration entre les États, les acteurs humanitaires et les autres partenaires.

Premièrement, au niveau des victimes et des rescapé(e)s, nous constatons une absence d'appui pour régler les problèmes liés aux soins médicaux, à la santé mentale, au logement, à l'insécurité économique et à l'exclusion. Nous demandons à ceux qui sont présents, en leurs qualités respectives, d'apporter leur appui pour répondre à ces besoins et faciliter l'acceptation des rescapé(e)s. L'une de nos demandes concrètes est de garantir un accès sûr et confidentiel aux soins de santé afin de prévenir d'autres risques pour les rescapé(e)s qui se manifestent.

Pour sa part, au niveau des victimes et des rescapé(e)s, le CICR appuie des centres de santé en République centrafricaine et au Mali au moyen de la formation et d'une assistance financière et technique.

Deuxièmement, au niveau communautaire, nous constatons des défis découlant du manque d'informations sur les services disponibles, de la détérioration des conditions de sécurité qui entraîne un risque accru de violence sexuelle et des stratégies d'adaptation néfastes à des fins de protection ou en tant que source de revenus. Nous appelons à un appui en faveur de la réduction des risques. Nous appelons à un appui à la cohésion sociale entre les membres de communautés ou aux moyens économiques en tant que solutions de rechange aux stratégies d'adaptation néfastes.

En ce qui concerne le CICR, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Nigéria, les communautés recensent elles-mêmes les problèmes, les causes, les conséquences et les capacités. Guidés par les communautés, qui connaissent mieux leur propre situation, nous travaillons main dans la main avec celles-ci sur les solutions qu'elles proposent pour réduire l'exposition au risque.

Troisièmement, au niveau de l'État et des institutions, nous constatons des problèmes découlant d'une criminalisation inadéquate de la violence sexuelle et de l'absence de capacités de l'État et des collectivités locales pour y faire face. La faiblesse des chaînes de commandement, la faiblesse des systèmes judiciaires et l'inefficacité des mesures visant à réduire la violence sexuelle en détention créent de nouveaux obstacles.

Ensemble, nous devons créer et préserver un environnement humanitaire qui permet de prévenir la violence sexuelle. Cela peut être fait en mettant en place des cadres normatifs adéquats, en renforçant les capacités des organes judiciaires et en garantissant le respect du droit international humanitaire et d'autres règles de droit. Les Conventions de Genève de 1949 ont été les premiers traités à interdire le viol et les autres formes de violence sexuelle dans les situations de conflit armé.

Pour sa part, le CICR continuera de travailler en collaboration avec toutes les parties à un conflit armé pour garantir le respect du droit international humanitaire. Nous continuerons à mettre notre expertise technique à la disposition des législateurs et des responsables militaires et à appuyer les structures de lutte contre la violence sexuelle, notamment dans les situations de détention.

Œuvrons de concert pour intervenir à ces trois niveaux – victimes/rescapé(e)s, communautés et État. Alors que nous célébrons cette année le soixante-dixième anniversaire des Conventions de Genève,

rappelons également son esprit, qui est de défendre la dignité humaine en période de conflit armé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Marinaki.

M^{me} Marinaki (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays membre du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova se rallient à la présente déclaration.

L'Union européenne (UE) se félicite de la détermination de la présidence conjointe franco-allemande à placer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité sous les projecteurs du Conseil de sécurité et de la communauté internationale tout entière. Cette démarche est conforme aux initiatives mises en œuvre par d'autres États membres de l'Union durant leur récent mandat au Conseil. L'adoption aujourd'hui de la résolution 2467 (2019) sur la violence sexuelle liée aux conflits est un pas en avant positif et nous sommes pleinement déterminés à jouer notre rôle dans son application intégrale.

Qu'il me soit permis d'exprimer notre gratitude aux intervenants d'aujourd'hui, dont les actions et l'engagement sont pour nous tous une source d'inspiration. En ce dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, nous remercions également la Représentante spéciale Pramila Patten de son dévouement et réaffirmons notre plein appui à son mandat.

Le rapport du Secrétaire général (S/2019/280) nous propose une lecture décourageante, et nous sommes consternés de devoir souscrire à son observation selon laquelle, malgré certains progrès, l'impunité des auteurs de violences sexuelles liées aux conflits demeure la norme dans de nombreuses régions du monde. Il est essentiel de renforcer l'application du principe de responsabilité pour ces crimes. Nous appelons de nouveau le Conseil de sécurité à inclure systématiquement et explicitement la violence sexuelle dans les critères de désignation dans le cadre des régimes de sanctions pertinents de l'ONU, en particulier dans les cas où lesdits régimes concernent également les auteurs de tels agissements mentionnés dans le rapport du Secrétaire général.

Prévention, protection et poursuites doivent être les moteurs de tous les efforts. En ce qui concerne la prévention, nous réaffirmons qu'il importe de promouvoir une culture de pleine égalité des genres et d'autonomisation des femmes; d'appuyer les organisations de femmes et celles ancrées dans les communautés locales; de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions politiques, économiques et sociales et aux processus de paix; d'inclure comme il convient les hommes et les garçons et de les former pour en faire des défenseurs de l'égalité des genres; et d'adopter, pour l'application de la résolution 1325 (2000), des plans d'action nationaux au titre des principales mesures visant à prévenir la violence sexuelle liée aux conflits.

En ce qui concerne la protection, nous insistons qu'il est urgent d'assurer le plein accès à des services complets, coordonnés et de qualité, y compris à des services de santé sexuelle et procréative, à un soutien psychologique et à un conseil juridique, ainsi qu'à des programmes de secours et de relèvement pour tous les survivants, sans discrimination d'aucune sorte, notamment fondée sur le sexe, la race, les origines ethniques ou sociales, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou autres, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

En ce qui concerne les poursuites judiciaires, nous rappelons la nécessité de garantir des enquêtes et poursuites adéquates grâce à la collecte de données fiables ventilées par sexe, de faciliter l'accès des survivants à la justice et de veiller à ce que les témoins se voient accorder une protection et un soutien psychologique spécifiques. Dans ce contexte, nous soulignons les progrès importants réalisés, s'agissant de justice internationale, par la Cour pénale internationale (CPI), ainsi que par d'autres juridictions pénales internationales non permanentes et tribunaux du même type dans la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits. La compétence de la CPI est complémentaire de celle des États, et c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de traduire en justice les auteurs de tels actes.

Nous reconnaissons et appuyons également l'importante contribution de la société civile, des organisations de femmes et des défenseuses des droits de la personne qui remettent en question des normes de genre violentes, préviennent les violences sexuelles et fondées sur le genre et fournissent des services médicaux et psychologiques aux communautés. Nous sommes particulièrement préoccupés par les risques et les préjudices qui pèsent sur les enfants nés de violences sexuelles et leurs

mères, et nous aimerions connaître les recommandations des intervenants concernant la manière de mieux prévenir et traiter ces situations. Nous notons également que, d'après le rapport du Secrétaire général, les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués sont parfois la cible spécifique de violence sexuelle en période de conflit, et nous appelons le Conseil à accorder l'attention voulue à cette question.

Dans l'esprit des recommandations du Secrétaire général, l'Union européenne a pris des mesures concrètes pour prévenir la violence sexuelle liée aux conflits et y faire face par le biais d'une approche holistique. Je réfère les membres à la version écrite de ma déclaration qui a été distribuée dans la salle et qui décrit ces mesures en détail, notamment les exemples encourageants d'une coopération constructive dans les Balkans occidentaux, dans le Caucase, en Iraq, en Syrie et en Afghanistan, ainsi que l'Initiative Spotlight, un programme conjoint ONU-UE que nous invitons tous les États Membres de l'ONU à rejoindre. L'ONU peut continuer de compter sur un engagement et un appui sans réserve de l'Union européenne pour atteindre nos objectifs communs et aider des millions de filles et de femmes à se sentir en sécurité et libres de réaliser tout leur potentiel.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

M^{me} Hutchinson (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette occasion de prendre la parole au Conseil de sécurité en ma qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général de l'OTAN pour les femmes et la paix et la sécurité. Je voudrais également remercier les intervenants de ce matin pour leurs déclarations extraordinairement émouvantes et éloquentes. Je remercie tout particulièrement la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et son équipe pour tout le travail dont elles s'acquittent.

Cette année, l'OTAN célèbre son soixante-dixième anniversaire, ce qui nous donne une occasion non seulement de réfléchir à ses réalisations, mais aussi de regarder vers l'avenir. Depuis 70 ans, la mission centrale de l'OTAN est de défendre au plus près les droits fondamentaux de la démocratie, de la liberté individuelle et de l'état de droit – thèmes qui trouvent un écho très clair dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et qui mettent en exergue notre travail sur la protection des civils. L'adoption des résolutions sur les

femmes et la paix et la sécurité et les travaux du Conseil ont permis de réorienter la manière dont nous abordons les atteintes sexuelles systématiques que subissent les femmes et les filles dans le contexte de conflits, ainsi que notre riposte à ces agissements graves. Il est désormais acquis, dans notre pensée collective, que la violence sexuelle liée aux conflits touche non seulement les femmes et les filles, mais également des communautés entières.

L'an dernier, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'OTAN ont entériné une nouvelle politique et un plan d'action sur les femmes et la paix et la sécurité, dans lesquels ils ont incorporé nos principes directeurs que sont l'intégration, l'inclusivité et l'intégrité. Ces principes collectifs sont le lien qui unit sécurité, stabilité et environnements protecteurs, et ils encadrent notre approche de la protection à travers le prisme du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Pour l'OTAN, cela signifie qu'il ne peut y avoir de protection sans participation car, à sa racine, la violence sexuelle est une problématique liée au genre.

La violence sexuelle découle des inégalités fondamentales entre les genres. Par conséquent, il est limité et insuffisant de privilégier des solutions exclusivement axées sur la protection et la prévention. Pour lutter efficacement contre la violence sexuelle, nous devons remédier à tous les obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement à la paix et à la sécurité, y compris aux processus de paix. Certes, il est essentiel d'éliminer la violence sexuelle en temps de conflit et de mettre l'accent sur des interventions efficaces sur le plan opérationnel pour lutter contre ces effroyables atteintes aux femmes et aux filles, mais cela ne doit pas se faire au détriment de l'autonomisation des femmes.

La nature destructrice à long terme de la violence sexuelle liée aux conflits, ainsi que ses effets sur des communautés entières, continuent de faire peser de graves menaces sur la paix et la sécurité mondiales. C'est désormais un élément central des efforts de l'OTAN pour protéger les civils dans le cadre de ses missions et opérations.

En Afghanistan, nous collaborons étroitement avec les Ministères de l'intérieur et de la défense pour renforcer leurs efforts visant à lutter contre la violence sexuelle. Notre action aide à mieux sensibiliser les autorités afghanes et à renforcer leurs efforts visant à identifier les actes de violence sexuelle et à enquêter sur eux.

Au Kosovo, nous nous concentrons sur les activités de proximité et nous veillons à ce que la population kosovare comprenne le rôle de l'OTAN dans la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits.

En Iraq, nous travaillons avec l'École de santé militaire pour mieux sensibiliser à la violence sexuelle liée au conflit, l'accent étant mis en particulier sur la fourniture de conseils au personnel médical sur la manière de travailler avec les victimes et les rescapé(e)s et de mettre en oeuvre des stratégies de prévention efficaces.

Enfin, au Siège de l'OTAN, nous sommes en train d'élaborer un nouveau manuel à l'intention des commandants et des responsables de la planification opérationnelle en tant qu'outil de référence pour la réflexion critique et la prise de décisions dans les situations de crise militaire et pour les guider alors qu'ils mettent en place les mesures requises pour prévenir les violences sexuelles liées au conflit et prendre les mesures nécessaires pour y faire face.

Mais nous pouvons faire encore davantage car, malgré tous nos efforts, les efforts de la communauté internationale, la surabondance d'attention et de résolutions, d'engagements, de cautions et de financement, les femmes restent constamment menacées et victimes de brutalités odieuses partout dans le monde.

L'Alliance a de tout temps considéré les principes concernant les femmes et la paix et la sécurité comme un élément intrinsèque de nos tâches essentielles et, en ce soixante-dixième anniversaire, nous nous engageons à faire encore davantage pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits dans le cadre de nos mandats opérationnels et nous continuerons, là où nous sommes déployés, de créer les conditions de sécurité qui permettent aux femmes et aux filles de vivre à l'abri de la maltraitance et de la violence. C'est ainsi seulement que nous nous acquitterons de nos obligations internationales pour prévenir la menace de la violence et protéger ceux qui en ont le plus besoin. En définitive, lorsque nous nous attaquons à la violence sexuelle contre les femmes et les filles, nous faisons plus qu'aider des victimes individuelles; nous donnons le ton s'agissant du respect de la dignité et des droits humains fondamentaux et, ce faisant, nous pouvons jeter les bases d'une stabilité durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Kazakhstan.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Le Kazakhstan remercie la présidence allemande d'avoir appelé notre attention sur la prévention des violences sexuelles liées aux conflits. Nous félicitons le Secrétaire général, M. Guterres, des vues pénétrantes puisées dans son rapport annuel (S/2019/280), et la Représentante spéciale Patten de l'aperçu qu'elle a donné de son mandat et de son travail. Nous remercions aussi les lauréats du prix Nobel de la paix et les autres intervenants pour leurs plaidoyers passionnés, ainsi que pour leurs analyses effrayantes de ce fléau dans différentes parties du monde.

Le Kazakhstan appuie les recommandations figurant dans le rapport annuel du Secrétaire général. Malgré le cadre normatif solide et les progrès accomplis, nous devons collectivement réfléchir à la manière d'empêcher les violences sexuelles liées aux conflits d'atteindre des niveaux alarmants, comme c'est le cas aujourd'hui. Dans le même temps, nous devons prendre des mesures pour garantir que la violence sexuelle n'est pas utilisée comme tactique de guerre ou aggravée par la traite des personnes, qui peut devenir une source de revenus pour les groupes armés, les organisations terroristes et les réseaux de la criminalité transnationale organisée.

Ce fléau requiert des interventions transnationales concertées et bien coordonnées dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Tous les efforts déployés par la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit et l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit requièrent une meilleure coordination avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, INTERPOL et les organisations régionales et sous-régionales. Nous avons aussi besoin d'initiatives et de coopération en matière de prévention, de partage de l'information et de la documentation, de soutien aux victimes, d'appui juridique, de formation des forces de sécurité, de nouvelles orientations pour les systèmes judiciaire, juridique et pénal, et d'échanges de bonnes pratiques en matière de lutte contre la violence sexuelle.

Nos débats aujourd'hui montrent clairement que la communauté internationale doit veiller à ce que les auteurs de violences sexuelles commises en période de conflit aient à en répondre et mettre résolument fin à l'impunité. C'est pourquoi les comités des sanctions du Conseil de sécurité doivent inclure, s'il y a lieu, la violence sexuelle en tant que critère de désignation quand il s'agit d'imposer des sanctions à des individus et à des

réseaux organisés, y compris à des parties non étatiques aux conflits. Les organisations régionales et les États Membres, à qui il incombe au premier chef de répondre à la violence sexuelle et de renforcer le système répressif, doivent harmoniser leurs législations nationales avec les normes de l'ONU.

La violence sexuelle liée au conflit touche tous les aspects de la vie des rescapé(e)s et mène à la stigmatisation des victimes et à la perte de la sécurité physique et économique, en particulier pour les personnes déplacées et les femmes rurales. C'est pourquoi il nous faut une approche centrée sur les rescapé(e)s, qui doit inclure un soutien psychologique compétent et complet, des soins de santé, une assistance juridique et une réintégration socioéconomique. La coopération avec les chefs religieux, la société civile et les communautés locales est très importante si nous voulons changer les discours extrémistes, faire en sorte que ce soit les auteurs des violences sexuelles, et non plus les victimes, qui subissent le poids de la stigmatisation, promouvoir l'éducation et sensibiliser à la question de l'autonomisation des femmes.

Le Kazakhstan croit fermement que la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles commises par des soldats de la paix doit être une priorité absolue, tout autant que la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de ces délits. Tous les contingents et les effectifs de police doivent recevoir une formation complète avant et pendant le déploiement. Nous appuyons un recrutement accru de militaires et d'agents de la police féminins qualifiés, ainsi que le déploiement de conseillers pour la protection des femmes dans les missions de maintien de la paix.

Notre pays intègre tous les éléments du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, y compris la violence sexuelle liée au conflit, dans notre législation nationale, avec de nouvelles et solides politiques favorables aux femmes. La formation sur l'égalité des sexes des forces armées et de sécurité et le déploiement de femmes dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont des priorités pour le Centre national kazakh de formation au maintien de la paix.

Au niveau régional, nous aidons l'Afghanistan via une approche multidimensionnelle en matière de prévention des conflits, assortie d'une aide humanitaire et au développement, en renforçant le lien entre sécurité et développement. Au niveau international, nous contribuons au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard

des femmes, qui finance des projets dans les situations d'après-conflit.

Pour terminer, nous nous félicitons de l'adoption, aujourd'hui, de la résolution historique 2467 (2019) et nous sommes heureux d'informer le Conseil que le Kazakhstan présentera aujourd'hui les mesures concrètes que nous avons prises pour accélérer la mise en oeuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité d'ici à l'anniversaire qui sera célébré en 2020 durant l'événement de haut niveau organisé par l'Allemagne et le Royaume-Uni. Nous serons pleinement engagés, aux côtés de la communauté internationale, à promouvoir la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du nouveau programme pour la paix en vue de protéger la dignité des femmes et leur autonomisation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liban.

M^{me} Chidiac (Liban) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat public du Conseil de sécurité sur un thème qui touche profondément l'ensemble de l'humanité, ainsi qui touche notre conscience collective et nos valeurs humaines.

Nos remerciements vont également à tous les intervenants pour leurs contributions et leur engagement.

Nous saluons à cette occasion la présence parmi nous de « l'homme qui répare les femmes », le docteur Mukwege, et des femmes qui parlent au nom de nous tous, M^{me} Nadia Murad et M^{me} Inas Miloud.

La guerre n'est souvent pas seulement une mitrailleuse sordide, une grenade grossière, ou un char criminel. Le terrorisme n'est pas réductible à une idéologie aussi menteuse que meurtrière. Les conflits, les guerres et le terrorisme sont aussi synonymes de femmes subissant, au prix de leur chair et de leurs corps, des violences impensables et des traumatismes indélébiles. Quand leurs propres corps sont transformés en armes d'assaut contre elles, nous nous retrouvons tous devant l'impératif moral et éthique d'agir.

Agir comme obligation morale et responsabilité collective. Agir pour défendre et protéger, pour prévenir et dissuader, pour enquêter et responsabiliser, pour dénoncer et juger et pour ne plus jamais permettre tant aux acteurs étatiques qu'aux acteurs non étatiques de brandir les corps des femmes comme armes contre elles ou de recourir au viol comme arme de terrorisme et aux violences sexuelles, quelles qu'elles soient, comme

tactique de guerre. Mais aussi agir en garantissant à toutes les victimes survivant aux violences sexuelles les droits qui sont les leurs, dont la santé sexuelle et reproductive.

Pour ce faire, nous appelons au respect total des normes du droit international et du droit international humanitaire en temps de guerre, ainsi qu'à veiller à l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité portant sur l'agenda « femmes, paix et sécurité », dont la clef de voûte reste la résolution 1325 (2000). Dans ce cadre, rappelons que cette résolution et toutes celles qui ont suivi soulignent l'évidence que la femme est une partenaire incontournable et essentielle de paix et de sécurité dans le monde, et que son implication dans les négociations et les efforts de paix assurerait une voie certaine vers une paix durable.

Dans le contexte national, nous soulignons l'importance de la mise en place de mécanismes d'enquête et d'information inclusifs et sensibles aux questions de genre, et d'introduire des législations pertinentes qui visent à traduire devant la justice les commanditaires et toute personne responsable des actes de violence sexuelle contre les femmes, mais aussi contre les hommes et les enfants. Dans cet objectif, des fonds spécialisés devraient être mobilisés afin de promouvoir et de renforcer les institutions chargées de surveiller, d'enquêter et de poursuivre ces actes répréhensibles. Par ailleurs, une amélioration des conditions d'accès à la justice demeure un élément de base dans ce processus.

Enfin, n'oublions pas le besoin d'assurer la participation de la société civile et des défenseuses et défenseurs des droits humains dans l'agenda « femmes, paix et sécurité », et de reconnaître le rôle fondamental qu'ils y jouent, souvent au péril de leur vie.

En quelques mots, ce qu'il nous faudra désormais envisager, c'est de passer du déni à l'aveu, de l'intimidation et de la stigmatisation à l'autonomisation, du silence de l'humiliation au courage de la vérité, de l'indifférence à la compassion, de l'impunité à la justice, de l'injustice à la réparation, et des paroles aux actions, parce que ce monde n'est pas celui de certains hommes qui font la guerre, mais celui de toutes les femmes qui veulent la paix!

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

M. Edrees (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux autres orateurs pour exprimer ma sincère gratitude à la présidence allemande du

Conseil de sécurité pour le mois d'avril, et la remercier d'accorder une telle importance aux questions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, notamment la question des violences sexuelles en temps de conflit dont nous débattons aujourd'hui.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général et sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour les efforts qu'ils ont déployés. Je remercie aussi toutes les femmes qui se sont exprimées aujourd'hui et qui nous ont fait part de leurs idées et de leurs expériences précieuses au cours de cet important débat.

La violence sexuelle en temps de conflit et après un conflit est un phénomène qui met en évidence un certain nombre de déséquilibres auxquels nous devons remédier de manière globale. Il faut le dire, le lien étroit existant entre ce phénomène et la condition générale des femmes et des filles, ainsi que certains comportements sociaux négatifs, est fondamental. En outre, cette question est principalement liée à la responsabilité et à la lutte contre l'impunité, comme indiqué dans la note de cadrage (voir S/2019/313, annexe).

Au cours des 11 dernières années, le Conseil de sécurité a adopté cinq résolutions très importantes portant sur plusieurs aspects de la violence sexuelle en temps de conflit, notamment l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre, le lien entre criminalité organisée et terrorisme, la traite des personnes, les mécanismes de signalement et de suivi, ainsi que la création du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Malgré tout, le phénomène de la violence sexuelle contre les femmes et les filles perdure. Ces violations sont principalement perpétrées par des entités non étatiques et des groupes terroristes. Cela prouve qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir.

L'application de l'approche holistique adoptée pour lutter contre les violences sexuelles en temps de conflit et après un conflit commence avant que les violences sexuelles ne soient commises. Il s'agit notamment de sensibiliser les États aux droits des femmes et des filles, de modifier certains comportements sociaux négatifs et, bien sûr, de prévenir avant tout l'éclatement des conflits. En temps de conflit, nous devons garantir la protection nécessaire aux femmes et aux filles, en particulier, et veiller à ce qu'elles ne subissent pas de violences sexuelles de la part des parties au conflit. Cette

approche s'applique également au lendemain d'un conflit et, à cet égard, l'Égypte appuie l'approche axée sur les rescapé(e)s, qui consiste à fournir les soins et la protection nécessaires aux rescapé(e)s d'une manière globale.

L'Égypte estime que les femmes jouent un rôle vital dans la société. Les femmes ne sont pas seulement des victimes; elles jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans le cadre de leur rôle général dans la mise en oeuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous devons renforcer ce rôle majeur. L'expérience montre que les femmes sont capables de surmonter un certain nombre d'obstacles lorsqu'il s'agit de s'occuper des victimes de violences sexuelles, de dénoncer les auteurs de violences, de lutter contre l'impunité et de fournir l'aide nécessaire aux victimes. Dans ce contexte, nous rappelons le débat public qui s'est tenu au Conseil de sécurité le 11 avril dernier sur les femmes et le maintien de la paix (voir S/PV.8508).

La présidence égyptienne de l'Union africaine pour 2019 se concentre principalement sur la reconstruction et le développement dans les situations d'après-conflit, sur la base d'une approche globale qui comprend le renforcement des capacités des armées nationales et des autorités de maintien de l'ordre afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité et de fournir les soins nécessaires aux communautés au lendemain des conflits, notamment aux enfants, aux femmes et aux filles victimes de ces conflits.

L'Égypte a déjà mis au point un certain nombre de programmes et de mécanismes qui concernent spécifiquement la région du Sahel en Afrique, qui souffre sous le joug des conflits armés, des activités des groupes terroristes et du criminel organisé. Nous sommes tout à fait disposés à coopérer avec tous les partenaires pour élaborer et mettre en œuvre des projets et des programmes spécialisés qui fournissent les soins et la protection nécessaires aux femmes et aux filles victimes de violences sexuelles, en coopération avec l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement.

L'Égypte appuie pleinement la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Dans ce contexte, le Centre international du Caire pour le règlement des conflits, le maintien de la paix et la consolidation de la paix organise, en coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies, des formations destinées au personnel de police et aux militaires égyptiens, arabes et africains. L'objectif est de former ce personnel avant

le déploiement à la gestion des situations d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les zones de conflit.

Pour conclure, je réaffirme que l'Égypte appuie pleinement les efforts déployés par le Conseil pour promouvoir la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit, et qu'elle est pleinement disposée à coopérer avec toutes les parties concernées à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Slovaquie.

M^{me} Blokar Drobič (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence allemande d'avoir organisé ce débat, et les orateurs invités pour leurs exposés et témoignages.

La Slovaquie s'associe à la déclaration qui a été faite par l'observatrice de l'Union européenne, et voudrait faire quelques remarques supplémentaires à titre national.

Une fois encore, nous accueillons avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280). Nous sommes indignés par les cas persistants et généralisés de violences sexuelles commises en période de conflit armé, et nous nous associons aux autres orateurs pour condamner ces violations.

En ce qui concerne la résolution 2467 (2019), adoptée ce matin, nous regrettons qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un accord sur des questions d'une importance cruciale, notamment la fourniture de services de santé sexuelle et procréative à toutes les personnes ayant subi des violences sexuelles en temps de conflit. Garantir une assistance complète à l'ensemble des rescapé(e)s de ces crimes odieux est au cœur d'une approche axée sur les rescapé(e)s.

Nous devons résolument redoubler d'efforts pour atteindre trois objectifs majeurs : empêcher que ces crimes odieux ne se reproduisent, traduire en justice les responsables de ces actes, et fournir aux victimes toute l'aide et toute l'assistance dont elles ont besoin et qu'elles méritent. Toutes ces questions doivent être traitées, qu'elles soient ou non inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Au cours de la dernière décennie, un important changement de paradigme s'est opéré : la violence sexuelle liée aux conflits est désormais considérée en soi comme une menace à la paix et à la sécurité internationales. Elle entrave tout particulièrement la participation des femmes aux processus de paix et aux processus

politiques, y compris la reconstruction et la réconciliation après les conflits. Dans la plupart des cas, la violence sexuelle en période de conflit se produit lorsqu'il existe une discrimination systémique à l'égard des femmes et des filles. Nous devons donc promouvoir les efforts visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles en droit comme en pratique.

Je le répète, la violence sexuelle dans les conflits contemporains n'est pas un effet secondaire, mais au contraire une considération de premier ordre, une tactique de guerre horrible, un moyen de répression, de terreur et de contrôle utilisé pour humilier et blesser les victimes, leurs familles et l'ensemble de leurs communautés. Tous les rescapés, quel que soit leur genre ou leur âge, sont traumatisés et marqués à vie. Ce sont des générations et des communautés entières qui sont affectées pour des décennies.

Il est absolument primordial de faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes et de mettre fin à l'impunité. C'est toujours aux États qu'il appartient au premier chef de protéger les civils et de traduire les auteurs en justice. Garantir l'application du principe de responsabilité demeure un défi de taille. À cet égard, le rôle de la justice pénale internationale, en particulier de la Cour pénale internationale, est désormais reconnu. La Slovénie appuie les différents mécanismes internationaux d'enquête et de poursuite de ces crimes.

Nous appuyons également les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/280) invitant le Conseil à tenir pleinement compte de la question des violences sexuelles liées aux conflits dans les activités de ses comités de sanctions et à faire de la violence sexuelle un critère de désignation exprès aux fins de l'imposition de sanctions, ainsi qu'à inclure des mesures visant à prévenir les violences sexuelles liées aux conflits dans les initiatives relatives à la réforme du secteur de la sécurité et de la justice.

La politique en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre doit être axée sur les rescapé(e)s, et des activités de sensibilisation doivent être menées parallèlement à l'assistance aux victimes afin de lutter contre la stigmatisation des rescapé(e)s et des enfants nés de la violence sexuelle, mais aussi pour remettre en question les perceptions négatives et les malentendus qui empêchent les victimes de reconstruire leur vie.

Dans son deuxième plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, qui couvre la période 2018-2020, adopté en novembre 2018, la Slovénie

s'attaque au lien qui existe entre les violences sexuelles liées aux conflits et la violence fondée sur le genre. Le plan prévoit, entre autres, plusieurs activités relatives à la prévention et à la responsabilité. En juin 2018, la Slovénie a également rejoint l'Appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d'urgence et s'est engagée à renforcer son action en faveur de la prévention et de la lutte contre la violence fondée sur le genre. L'an dernier, nous avons versé une contribution financière supplémentaire pour la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles en République démocratique du Congo. L'éducation et la formation aux questions relatives aux femmes et la paix et la sécurité, qui sont systématiques pour toutes les forces armées slovènes, sont une autre réalisation importante de notre pays.

Je voudrais conclure en confirmant une fois de plus notre ferme appui à l'action de l'ONU contre la violence sexuelle liée aux conflits. Nous appelons tous les organismes des Nations Unies à continuer d'accorder la priorité à cette question importante et demandons en outre au Conseil de sécurité de réagir de manière ferme, systématique, cohérente et rapide à toutes les violations qui se produisent en période de conflit armé. Il ne peut y avoir ni silence, ni tolérance, ni impunité. Tel est le message que doit clairement faire passer le Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

M. De la Fuente Ramirez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie sincèrement la présidence allemande du Conseil d'avoir organisé ce débat et je remercie aussi vivement tous ceux qui l'ont enrichi aujourd'hui.

La violence sexuelle est toujours un crime aberrant et une violation flagrante et inacceptable des droits de la personne. Lorsqu'elle se produit dans le contexte d'un conflit, elle devient de surcroît un crime de guerre contraire au droit international humanitaire et il est alors du ressort de la communauté internationale de le sanctionner et de le réparer.

Cette année marque le dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Durant cette période, des progrès importants ont été accomplis, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance par la communauté internationale que la violence sexuelle et fondée sur le genre liée aux conflits constitue une menace pour la paix et

la sécurité internationales. Toutefois, d'importants défis demeurent, non seulement en termes de responsabilité et de lutte contre l'impunité, mais aussi pour ce qui est de définir le phénomène lui-même.

Les États Membres doivent renforcer leurs capacités nationales afin de mettre en place les cadres juridiques et institutionnels nécessaires pour que les auteurs de ces crimes fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites. À cette fin, la législation nationale doit se fonder sur l'application de principes élémentaires tels que l'égalité devant la loi, le respect des droits de l'homme et l'accès équitable, effectif et non discriminatoire à des systèmes judiciaires qui intègrent de manière transversale une perspective de genre ainsi qu'une perspective interculturelle.

Pour prévenir et combattre efficacement et en temps voulu la violence sexuelle liée aux conflits, il est nécessaire de reconnaître qu'il existe au moins trois facteurs incontournables et de s'y attaquer : premièrement, les inégalités structurelles entre les sexes; deuxièmement, la discrimination historique dont souffrent les femmes et les filles; et troisièmement, la marginalisation, en particulier des groupes vulnérables. Tous ces facteurs sont à l'origine de ces crimes, et quand on y ajoute la faiblesse des institutions judiciaires, la peur de les dénoncer, la crainte des représailles, le rejet de la famille et les préjugés des communautés elles-mêmes, on comprend alors mieux les grands obstacles auxquels les victimes se heurtent pour accéder à la justice.

Il est donc urgent de changer les normes sociales qui continuent à perpétuer à la fois l'impunité des agresseurs, d'une part, et la souffrance des victimes, d'autre part. Il convient aussi de reconnaître que, aussi regrettable que cela puisse être, souvent il n'est pas répondu de manière satisfaisante aux besoins les plus pressants des victimes. C'est pourquoi il est si important de redoubler d'efforts. Il est indispensable de parvenir à l'égalité effective entre les sexes, si notre objectif est de parvenir au développement durable de nos sociétés. Les femmes doivent participer pleinement et de manière effective à la vie politique, économique et sociale. C'est la seule façon de construire des sociétés justes, inclusives et pacifiques qui conduisent précisément à une paix durable.

Une crainte est que le terme « violence sexuelle » ne soit pas correctement codifié en droit international. Il convient de rappeler que ce terme ne figure pas expressément dans la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé, adoptée en 1974 par l'Assemblée générale dans sa

résolution 3318 (XXIX). Il convient donc de se demander si la définition agréée jusqu'ici est réellement suffisante pour couvrir toutes les formes et tous les actes de violence à caractère sexuel perpétrés, en particulier contre les femmes et les enfants, dans le contexte des conflits armés.

Nous saisissons donc cette occasion pour réaffirmer la pertinence des Conventions de Genève, en particulier l'article 3 commun aux quatre Conventions et l'article 27 de la quatrième Convention, qui font expressément référence à la protection des femmes contre le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à leur pudeur.

Nous nous félicitons vivement que le Secrétaire général place les droits des victimes et des rescapé(e)s au cœur de sa stratégie pour lutter contre ce grave problème. Nous espérons que toutes les mesures requises seront mises en œuvre pour éviter que les rescapé(e)s ne se retrouvent victimes une deuxième fois et pour leur fournir l'appui global dont ils ont besoin pour assurer leur réadaptation et renforcer leur résilience. C'est pourquoi nous appelons le Conseil à appuyer les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2019/280), en particulier les recommandations suivantes.

Premièrement, le Conseil doit inclure en temps voulu la violence sexuelle en tant que critère spécifique pour l'imposition de sanctions. Deuxièmement, il doit incorporer systématiquement la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits dans les mandats des opérations de maintien de la paix et intégrer dans leurs structures de protection des civils des indicateurs relatifs aux violences sexuelles établis à des fins d'alerte rapide. Troisièmement, il doit promouvoir la participation des victimes et de la société civile, en particulier des organisations de femmes, à toutes les activités de prévention et de lutte contre ce fléau. Quatrièmement, il doit promouvoir une plus grande participation des femmes aux négociations des accords de paix et de cessez-le-feu et garantir l'inclusion de dispositions sur la violence sexuelle dans ces accords. Cinquièmement et enfin, il doit renforcer plus encore la prévention en appuyant les efforts visant à garantir la responsabilité pénale des auteurs figurant dans l'annexe au rapport du Secrétaire général. Sur ce dernier point, nous devons souligner également le rôle fondamental que la Cour pénale internationale peut jouer dans la lutte contre l'impunité de ces actes atroces lorsqu'ils constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

La protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et leur participation à la prévention et au règlement pacifique des conflits sont indispensables pour garantir des sociétés plus pacifiques et plus sûres. On ne peut avoir de communautés saines, justes ou inclusives lorsque les besoins de larges pans de leur population sont traités par le mépris. La question dont nous traitons aujourd'hui doit donc rester une priorité à notre ordre du jour et, bien entendu, à celui du Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Jordanie.

M^{me} Bahous (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat public de haut niveau sur les violences sexuelles en temps de conflit. J'apprécie au plus haut point les efforts que vous déployez en tant que Président du Conseil de sécurité pour ce mois et vous souhaite plein succès. Mes remerciements vont également au Secrétaire général, à la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et aux intervenants pour leurs exposés.

Je félicite le Conseil de sécurité de l'adoption de la résolution 2467 (2019) sur les violences sexuelles en temps de conflit.

Notre monde connaît aujourd'hui une vague inédite de violence et de conflits, que les divers groupes extrémistes, tels que Daech, Boko Haram et d'autres, n'ont eu de cesse d'utiliser pour semer le terrorisme et terroriser nos sociétés, en particulier les groupes les plus vulnérables et marginalisés, et notamment les femmes et les filles. Nous avons vu en Iraq, en Syrie, au Myanmar et dans d'autres pays des violations graves et des violences sexuelles odieuses qui provoqué des traumatismes sociaux et psychologiques, lesquels menacent le tissu social de nos pays et la paix et la sécurité internationales.

La réponse coordonnée et rapide de la communauté internationale et du système des Nations Unies est essentielle pour répondre aux besoins des rescapées de la violence et pour les réhabiliter dans leur société et dans les zones de conflit. Le rôle des organisations de la société civile et des communautés locales est tout aussi fondamental à cet égard. Nous ne devons pas non plus oublier l'importance de l'action collective internationale à l'heure de renforcer la responsabilité et d'asseoir les bases de la justice. Ce sont là des facteurs extrêmement

importants dans la lutte contre la violence sexuelle dans les zones de conflit.

La Jordanie a toujours cherché à être une force motrice majeure pour la paix et la sécurité. Malgré les défis, le manque de ressources, le flux de réfugiés et notre position géographique dans une région souffrant de conflits, nous avons su transformer bon nombre de ces difficultés en possibilités qui nous ont permis d'offrir des soins de santé, une éducation et des emplois, mais aussi d'associer nos hommes et nos femmes aux efforts de construction, de développement et de secours.

La crise des réfugiés syriens, dans le cadre de laquelle nous avons accueilli 1,3 million de réfugiés, dont la majorité sont des femmes et des filles, a exigé des efforts concertés avec les organisations humanitaires et les organes de sécurité à tous les niveaux afin de leur fournir des services. Ce flux de réfugiés a exercé diverses pressions sur les communautés d'accueil et provoqué des changements d'attitude et de comportement social qui menacent la paix et la sécurité tant dans les communautés d'accueil que dans les camps de réfugiés. Ces changements ont eu des répercussions sur la situation des femmes et des filles, comme les mariages précoces et forcés, la violence sexuelle et physique ainsi que la perte des droits civils et juridiques.

Le Royaume hachémite de Jordanie s'est attaqué à ces défis, en coordination avec ses diverses institutions, conformément à son plan national d'assistance aux réfugiés syriens. À cette fin, nous avons établi et mis en œuvre des mécanismes et des mesures tels que des campagnes de sensibilisation dans les communautés locales d'accueil et les communautés de réfugiés. En outre, nous avons fourni un large éventail de services juridiques, d'éducation et de santé pour assurer la protection et l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que pour renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation. Nous avons par ailleurs lancé des programmes d'emploi et de réadaptation pour permettre aux réfugiés, hommes et femmes, de gagner leur vie, d'être réhabilités et de travailler afin de pouvoir retourner volontairement et en toute sécurité dans leur pays et leur communauté.

Partant de la conviction de mon pays que les femmes jouent un rôle important dans l'instauration et le renforcement de la paix et de la sécurité nationales, régionales et internationales, conformément à la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, la Commission nationale jordanienne pour les femmes, avec une large participation des acteurs de la société civile, a lancé un plan national 2018-2021 pour

l'application de la résolution 1325 (2000). Ce plan repose sur quatre piliers principaux : la participation, la protection, l'assistance et le relèvement. Il répond également aux objectifs stratégiques énoncés en matière de conflits armés dans la Déclaration de Beijing de 1995, notamment le renforcement de la participation des femmes aux opérations de prévention des conflits, à la consolidation et au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité, au règlement des conflits, à la prise de décisions et aux opérations de maintien de la paix. Le plan national tient compte de l'engagement du Royaume en faveur des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et met l'accent sur le rôle des jeunes et des hommes, en tant que partenaires, pour appuyer la participation des femmes et renforcer les efforts de prévention et de règlement des conflits armés. Il reflète par ailleurs l'engagement de la Jordanie à respecter les droits de l'homme et à promouvoir les principes de justice, d'égalité et de participation.

En tant que pionnière parmi les pays qui luttent contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la Jordanie s'emploie à lutter contre ces deux fléaux et à protéger notamment les femmes et les filles contre le danger de l'extrémisme violent. Nous soulignons le rôle clef et central que jouent les femmes dans la protection des sociétés contre l'extrémisme et dans la promotion d'une culture de paix. Nous mettons l'accent sur notre responsabilité collective d'établir la paix comme une priorité et de combattre toutes les tentatives visant à semer la sédition, la haine et la violence sexuelle. À cet égard, nous insistons sur l'importance d'assurer le financement nécessaire à la mise en œuvre de nos plans nationaux, régionaux et internationaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Djibouti.

M. Doualeh (Djibouti) : D'emblée, Djibouti condamne avec véhémence les attaques terroristes coordonnées qui ont ciblé des lieux de culte et des hôtels à Sri Lanka, provoquant le massacre sanglant de nombreux innocents. Nous réitérons notre solidarité au Gouvernement et au peuple sri-lankais.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Djibouti remercie la délégation allemande d'avoir organisé cet important débat sur le fléau des violences sexuelles liées aux conflits, ses répercussions sur la paix et la sécurité internationales et les moyens de renforcer la responsabilisation. Nous sommes reconnaissants au Secrétaire général de ses efforts continus et de son

engagement sans faille, comme en témoigne son rapport annuel (S/2019/280) sur la mise en œuvre des résolutions 1820 (2008), 1888 (2009) et 1960 (2010). Nous apprécions à sa juste valeur l'action menée par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit et les conseillers pour la protection des femmes afin de prévenir toutes les formes de violence sexuelle en temps de conflit et après un conflit et de lutter contre ce phénomène.

Il y a quelques jours, nous avons commémoré le vingt-cinquième anniversaire du génocide rwandais avec nos frères et sœurs au Rwanda. L'interdiction du viol est l'une des plus anciennes règles de la guerre, ayant été interdite dans le premier code de la guerre moderne, les Instructions de Lieber de 1863, et dans les Conventions de Genève de 1949. Ce n'est qu'en septembre 1998, dans l'affaire *Jean-Paul Akayesu* devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, qu'un tribunal a prononcé une condamnation pour viol en le considérant comme un crime contre l'humanité. Le Tribunal a déclaré sans équivoque que le viol et la violence sexuelle constituaient l'un des pires moyens de nuire à la victime, car ils portent atteinte à son intégrité physique et mentale.

S'appuyant sur cette jurisprudence, l'élaboration du Statut de Rome de la Cour pénale internationale a été considérée par beaucoup comme un jalon important s'agissant de poursuivre en justice la violence sexuelle liée aux conflits et la violence fondée sur le genre. L'Article 8 du Statut de Rome considère le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle comme des crimes de guerre en cas de conflit armé présentant ou non un caractère international.

De nombreux autres orateurs, dont les lauréats du prix Nobel de la paix 2018, M^{me} Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege Mukengere, qui font preuve d'un courage remarquable, continuent de porter à l'attention mondiale la violence sexuelle liée aux conflits et la violence fondée sur le genre. Djibouti les remercie de leur présence parmi nous aujourd'hui et de leurs contributions.

Malgré les progrès réalisés, la violence sexuelle et fondée sur le genre est encore perpétrée dans les conflits aujourd'hui. Elle demeure tout particulièrement dissimulée et typiquement difficile à poursuivre. Je voudrais insister sur l'importance d'aborder la question

du silence qui entoure ces crimes. Comme l'a expliqué le docteur Mukwege, le silence qui entoure la violence sexuelle a accordé l'impunité à ses auteurs et renforcé sa prolifération. « Ce qui maintient le viol dans notre société, c'est le silence. Le silence est vraiment un outil puissant pour les violeurs, pour qu'ils puissent continuer de détruire les filles et les femmes », a-t-il dit. « Si elle reste silencieuse, elle peut être violée encore et encore, et elle ne peut pas protéger les autres ».

L'ONU et ses Membres doivent s'efforcer d'aider les rescapé(e)s à faire part de leurs expériences en matière de violence sexuelle liée aux conflits et de violence fondée sur le genre et renforcer ainsi la responsabilisation de leurs auteurs. Nous devons tous chercher à réduire la stigmatisation entourant la violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous devons trouver des moyens créatifs de sensibiliser la population, notamment en utilisant la radio communautaire et le théâtre et en faisant appel aux dirigeants communautaires et religieux. Nous avons besoin de stratégies collectives à long terme pour changer les normes comportementales sous-jacentes qui, curieusement, ne condamnent pas la violence sexuelle et fondée sur le genre comme le crime atroce qu'elle est.

L'ONU doit aider les premiers intervenants communautaires à mieux attester la violence sexuelle et fondée sur le genre. Les prestataires de soins de santé jouent un rôle essentiel dans la prestation de soins urgents et de soins cliniques immédiats aux rescapé(e)s. Outre cet impératif moral, ils pourraient contribuer à amener les auteurs de ces crimes à répondre de leurs actes. Il a été démontré de manière convaincante que les victimes qui signalent un viol et les prestataires médicaux qui étayent leurs témoignages appuient le processus de justice en procédant à des examens médico-légaux et en consignnant les conclusions dans un rapport médical final, en recueillant des éléments de preuve sur le corps d'une victime et en témoignant devant un tribunal. Il est donc essentiel d'offrir une formation adéquate dans ces domaines.

Enfin, Djibouti appuie la création de commissions d'enquête et de missions d'établissement des faits pour lutter contre les viols et d'autres crimes sexuels grâce à leurs enquêtes sur les violations des droits de l'homme dans les zones de guerre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

M^{me} Bird (Australie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux autres orateurs pour

exprimer le profond choc et la tristesse de l'Australie après les horribles attentats terroristes perpétrés à Sri Lanka. Nous présentons nos plus sincères condoléances à Sri Lanka, qui tente de surmonter le traumatisme causé par cette attaque insensée et barbare, et nous sommes à ses côtés.

Pour en revenir à la question dont nous sommes aujourd'hui saisis, je dirais que pour éradiquer la violence sexuelle en période de conflit, nous devons nous pencher sur les quatre piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et pas seulement sur celui de la protection. Il ne s'agit pas simplement d'une question de protection, mais de prévention et de responsabilisation.

La protection commence par la prévention. La violence sexuelle en période de conflit s'inscrit dans une continuité de la violence, principalement contre les femmes et les filles, qui est enracinée dans l'inégalité entre les sexes. Les recherches montrent clairement que l'inégalité entre les sexes, y compris la violence contre les femmes en temps de paix, est une cause directe de violence sexuelle en période de conflit. En effet, l'inégalité entre les sexes est l'indicateur le plus fiable du risque de conflit dans un pays.

Bien que ce débat porte naturellement sur la violence sexuelle en période de conflit, nous ne devons pas oublier que la voie fondamentale de la prévention passe par la lutte contre la cause fondamentale des conflits : l'inégalité entre les sexes sous toutes ses formes. La violence sexuelle n'est pas un événement inévitable dans le cours normal d'un conflit. Ce n'est pas quelque chose que nous devons accepter. L'Australie est indignée par la persistance et la généralisation de la violence sexuelle dans les conflits armés. Un climat d'impunité décourage les signalements, sape l'assistance et encourage de nouvelles violations.

Nous sommes conscients de l'importance cruciale des droits en matière de santé sexuelle et procréative pour toutes les personnes en situation de conflit, mais en particulier pour les rescapé(e)s de viols et de violences sexuelles. L'accès à une gamme complète de soins, de services et d'informations de qualité en matière de santé sexuelle et procréative est essentiel pour que les rescapé(e)s se rétablissent et retrouvent leur dignité et leur autonomie physique. Les droits en matière de santé sexuelle et procréative sont des droits humains vitaux. Le respect et la défense de ces droits, en particulier le droit aux services et à l'information, peuvent faire la différence entre la vie et la mort.

Dans la lutte contre la violence sexuelle en période de conflit, nous devons trouver des solutions et des approches qui soient adaptées au contexte, inclusives et fondées sur l'expérience, en particulier sur celle des rescapé(e)s. Nos actions doivent être axées sur les rescapé(e)s et tenir compte de la diversité des expériences et des besoins. Par exemple, les enfants nés d'un viol et leurs mères ont des besoins particuliers, et nous ne devons pas non plus oublier que les hommes rescapés, notamment les garçons, se heurtent à des obstacles qui leur sont propres pour accéder aux services.

Nous insistons sur l'importance de veiller à ce que nos militaires, nos policiers et nos prestataires de services instaurent des cultures internes positives, qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes et qui ne tolèrent pas la violence. En outre, nous encourageons le recours à des conseillers pour les questions touchant les femmes au sein des opérations de maintien de la paix, au sein de l'armée et au sein de la police, et notons que la représentation des femmes n'est pas la même chose que faire appel à des spécialistes de l'égalité des genres.

Enfin, diverses femmes doivent être associées à tous les aspects de nos efforts pour faire cesser la violence sexuelle, ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre de services destinés aux rescapé(e)s de la violence sexuelle en période de conflit. L'Australie salue l'action extraordinaire menée par les défenseurs et défenseuses des rescapé(e)s, les organisations de la société civile et les défenseurs et défenseuses des droits de la personne. Nous appelons les États Membres à écouter leurs voix et à appuyer leur action.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afghanistan.

M^{me} Raz (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la présidence allemande d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui sur les violences sexuelles en période de conflit. Cette initiative illustre l'orientation du Conseil, et nous espérons que les débats d'aujourd'hui renforceront les efforts déployés par tous les États pour consolider les progrès sur la protection des femmes.

Le Gouvernement afghan est fermement résolu à protéger les droits des femmes et à prévenir la violence contre les femmes dans les conflits armés. Nous appelons toutes les parties au conflit en Afghanistan à prévenir la violence contre les femmes. Cet engagement est le reflet de nos responsabilités internationales et

nationales, qui sont consacrées par notre Constitution et nos lois nationales et qui sont mises en œuvre dans les politiques et programmes adoptés par le Gouvernement.

Le Plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité est un exemple percutant de l'engagement du Gouvernement, par lequel nous luttons contre la violence sexuelle liée aux conflits et nous nous employons à protéger et à autonomiser les femmes sous tous les aspects. Dans le cadre du pilier « protection » de notre plan, nous avons amélioré notre structure juridique en appliquant et en modifiant la législation afin de protéger les femmes contre tous les types de violence et de discrimination. Entré en vigueur en février 2018, notre Code pénal révisé a été élargi et érige toutes les formes de violence sexuelle liée aux conflits en crimes de guerre et en crimes contre l'humanité et les considère comme des actes constitutifs de génocide.

En vertu de notre loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, diverses activités de sensibilisation sont menées à tous les niveaux à l'échelle nationale, y compris dans les communautés et comités provinciaux.

Plus généralement, nos mesures de protection se basent sur une approche de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes de violence contre les femmes et les enfants. Tous les crimes commis contre les femmes font l'objet d'enquêtes et sont renvoyés aux institutions judiciaires, conformément à différentes lois nationales et à la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Nos institutions judiciaires et de sécurité ont pris de nouvelles mesures pour garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes commis contre les femmes, notamment les violences sexuelles. Cela a eu des effets notables en matière de dissuasion et s'est traduit par la réduction du nombre de crimes commis à l'encontre des femmes. Nous avons également mis en place un mécanisme d'enregistrement de tous les crimes présumés et signalés à l'échelle nationale, pour nous assurer que tous les cas seront recensés et dûment traités.

Dans le cadre de ces efforts de protection, nous travaillons en étroite collaboration avec différents acteurs sur le terrain, notamment la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, des personnalités locales et religieuses et la société civile. Nous avons également augmenté le nombre de femmes procureurs et juges afin de permettre aux femmes de parler ouvertement de tous les crimes présumés. Il s'agit d'une réforme efficace dans le secteur judiciaire, car

les femmes sont désormais plus disposées à dénoncer les actes de violence commis à leur encontre. En outre, pour aider les rescapé(e)s de la violence fondée sur le genre, les centres d'orientation familiale fournissent des conseils juridiques, des soins de santé et des services psychosociaux dans toutes les régions du pays.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans une approche globale visant à assurer la protection des femmes par divers moyens, au sein et en dehors du cadre gouvernemental. Nous avons le plaisir d'annoncer que les initiatives de sensibilisation du public gagnent du terrain, ce qui a permis d'élargir les réseaux d'acteurs et de militants. À cet égard, des conférences publiques, des ateliers et des débats sur la loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes sont organisés en collaboration avec des personnalités islamiques, des écoles religieuses, des enseignants et autres. La Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique a élaboré des politiques visant à accroître le taux de recrutement des femmes dans les institutions publiques et à garantir leur protection dans le cadre de leurs fonctions. En plus de la fonction publique, des mesures ont également été prises dans le secteur de la sécurité pour recruter davantage de femmes au sein de la police nationale et de l'armée.

Assurer la protection physique des femmes n'est qu'un aspect de l'action que nous menons pour défendre les droits et l'autonomisation des femmes. Pour nous, la protection et l'autonomisation ont un sens plus large. Il s'agit également de renforcer le rôle des femmes dans la fonction publique, le secteur de la sécurité, les élections et les efforts de paix qui sont en cours pour mettre fin au conflit. Dans le cadre de l'engagement pris par le Gouvernement, nous voudrions assurer le Conseil que tout accord de paix potentiel ne compromettra en rien les droits des femmes ou leur rôle actif dans la reconstruction d'un nouvel Afghanistan. Toutefois, nous voudrions demander au Conseil et aux participants au débat public d'aujourd'hui d'appuyer les efforts que nous déployons pour protéger et préserver les droits des femmes afghanes, compte tenu des progrès que nous avons réalisés au cours des 17 dernières années dans le cadre des pourparlers de paix avec les Taliban.

Nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2467 (2019) aujourd'hui, et nous espérons qu'elle permettra de renforcer la coordination entre tous les acteurs internationaux dans leurs efforts visant à mettre fin aux violences sexuelles en

période de conflit et, plus généralement, à renforcer la sécurité et l'autonomisation des femmes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Luxembourg.

M. Braun (Luxembourg) : Qu'il me soit permis d'abord de remercier le Secrétaire général ainsi que les présentateurs de ce matin qui ont nourri ce débat de leurs témoignages et de leurs appels à l'action. Nos remerciements vont aussi à l'Allemagne pour avoir organisé ce débat sous sa présidence du Conseil de sécurité.

Le Luxembourg s'associe à la déclaration qui a été faite ce matin par l'observatrice de l'Union européenne.

Le mois dernier, mon pays a accueilli la conférence internationale « Stand Speak Rise Up! », pour mettre fin aux violences sexuelles dans les zones sensibles, une initiative de S. A. R. la Grande-Duchesse Maria Teresa. M^{me} Pramila Patten, le docteur Denis Mukwege et M^{me} Nadia Murad ont enrichi cette conférence de leur présence, comme ils ont enrichi notre réunion aujourd'hui. Ce fut le premier événement international de ce type à mettre prioritairement l'accent sur les survivantes, contribuant ainsi à humaniser le débat qui nous réunit.

Le dixième anniversaire de l'établissement du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit doit être marqué comme il se doit. La résolution 1888 (2009) a créé d'importants mécanismes de suivi, dont l'équipe d'experts, qui effectue un travail vital sur le terrain pour lutter contre l'impunité et soutenir les femmes et les hommes, les filles et les garçons rescapés de violences sexuelles. Le Luxembourg appuie et continuera d'appuyer le travail important de M^{me} Patten et de son équipe.

Comment pouvons-nous renforcer la redevabilité des auteurs de violence sexuelle? Nous suivons avec intérêt les efforts déployés pour trouver des solutions innovantes. L'innovation technologique et financière peut être une alliée puissante de l'égalité et des droits des femmes, à une condition : il ne faut jamais penser que les solutions techniques pourront résoudre les problèmes politiques. Les défis qui perdurent sont ceux auxquels on fait face sur le terrain. Ils sont d'ordre social, sécuritaire, infrastructurel et institutionnel. Toute solution effective sera basée sur l'action des autorités nationales, en coopération avec les organisations communautaires des pays concernés. Nous devons redoubler d'efforts pour les soutenir. À ce sujet, nous pensons qu'on devrait

continuer d'examiner de nouvelles pistes pour appuyer les survivants.

L'adoption du Statut de Rome a marqué une étape importante dans la lutte contre l'impunité en général, mais aussi, plus spécifiquement, dans la lutte contre les crimes sexuels et à caractère sexiste. La Cour pénale internationale représente cependant une juridiction de dernier ressort. La responsabilité d'enquêter sur ces crimes est d'abord celle des juridictions nationales. Dans la mise en œuvre du plan d'action national « femmes et paix et sécurité » qu'il a adopté en 2018, le Luxembourg continuera à appuyer le développement de capacités permettant de renforcer la lutte contre l'impunité. Nous sommes un partenaire de longue date de l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice et d'ONU-Femmes, qui œuvrent ensemble pour fournir une expertise spécialisée pouvant être rapidement déployée pour mener des enquêtes et venir en aide aux victimes d'actes de violence sexuelle et sexiste dans le cadre de conflits. Les survivantes et les survivants méritent à la fois réparation et justice, ainsi qu'une garantie de non-répétition. La responsabilité de protéger nous oblige à les soutenir. Cette responsabilité nous incombe à nous tous, et le Luxembourg continuera à prendre sa part dans cet effort.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Malte.

M. Buttigieg (Malte) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la présidence allemande d'avoir organisé ce débat public annuel sur les violences sexuelles en période de conflit. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport annuel (S/2019/280) sur les violences sexuelles liées aux conflits.

Malte appuie pleinement la déclaration qui a été prononcée par l'observatrice de l'Union européenne.

Je voudrais également saisir cette occasion pour saluer la contribution de la société civile dans ce domaine.

Le débat public annuel sur les violences sexuelles en période de conflit est une excellente occasion de faire le point sur cet aspect important du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Même si l'élan politique en faveur de la lutte contre les violences sexuelles a permis de faire quelques progrès, nous sommes encore loin d'éliminer ce crime, en partie à cause des défis en matière de paix et de sécurité auxquels la communauté internationale continue d'être confrontée, notamment les migrations et les déplacements massifs, la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme, les conflits et la

prolifération des armes. Nous devons redoubler d'efforts pour préserver cette dynamique de changement.

Il incombe à tous les États d'appuyer et d'aider les rescapé(e)s et de traduire en justice les auteurs de ces actes. Il est inacceptable que les auteurs de violences sexuelles liées aux conflits, qu'ils soient membres de groupes armés étatiques ou non étatiques, continuent à jouir de l'impunité. La lutte contre l'impunité pour les violences sexuelles liées aux conflits et le rôle de la responsabilisation en tant qu'outil de prévention efficace revêtent la plus haute importance dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'absence de mesures efficaces pour faire face à la violence sexuelle compromet les efforts de réconciliation et les transitions vers des sociétés plus stables, plus sûres et plus pacifiques, ce qui a souvent des effets à long terme sur les rescapé(e)s et leurs familles et communautés. À cet égard, on ne saurait trop insister sur l'importance du rôle de la société civile, notamment des groupes de défense des droits des femmes, dans les efforts de consolidation de la paix et de réconciliation post-conflit au niveau local. Nous devons continuer à les soutenir.

Nous nous félicitons que tous les instruments du Conseil de sécurité relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité et aux violences sexuelles liées aux conflits continuent de bénéficier d'une collaboration et d'une coordination efficaces. Malte appuie pleinement le mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Nous convenons qu'il faut une approche holistique axée sur les rescapé(e)s pour lutter contre la violence sexuelle en temps de conflit – une démarche fondée sur l'égalité des genres, qui mobilise toutes les parties prenantes et qui puisse être intégrée dans les programmes et actions de tout le système des Nations Unies. En nous dotant d'une telle approche, indispensable pour la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et en poursuivant notre travail sur l'égalité des genres tout en veillant à la participation pleine et effective des femmes et des filles dans tous les domaines, nous pourrions contribuer à apporter un réel changement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des 51 membres du Groupe des amis de la responsabilité de

protéger, coprésidé cette année par le Danemark et l'État du Qatar.

Le Groupe remercie l'Allemagne d'avoir organisé l'important débat public de ce jour. Je tiens également à exprimer notre gratitude aux lauréats du prix Nobel de la paix, le docteur Denis Mukwege et M^{me} Nadia Murad, pour leurs exposés instructifs et leurs efforts constants visant à mettre fin à l'emploi de la violence sexuelle comme tactique de guerre et de conflit armé.

Comme l'a noté le Secrétaire général, la violence sexuelle en temps de conflit est un crime longtemps passé sous silence qui exige des mécanismes d'alerte rapide et de promptes réactions. La violence sexuelle, y compris le viol, n'est pas seulement un sous-produit de la guerre, mais elle est de plus en plus souvent utilisée, par des acteurs étatiques et non étatiques, comme une stratégie délibérée pour terroriser, intimider et contrôler les civils, leur infliger des représailles et les pousser au déplacement. Ces actes peuvent être constitutifs de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre ou d'actes de génocide. En outre, la violence sexuelle en temps de conflit exacerbe et prolonge sensiblement les situations de conflit armé, détruit le tissu social des communautés et entrave les efforts de consolidation de la paix et de réconciliation.

Dans de nombreux conflits contemporains, la violence sexuelle est une facette omniprésente qui fait des milliers de victimes chaque année. Au Soudan du Sud, la violence sexuelle en temps de conflit reste endémique et est souvent utilisée comme une forme de châtiment collectif contre des groupes ethniques rivaux. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a recensé 1 157 cas de violence sexuelle en 2018 – et ce ne sont là que les cas signalés, sachant que ces incidents sont notoirement sous-déclarés.

De même, comme en a attesté M^{me} Murad, le groupe dit de l'État islamique d'Iraq et du Levant a systématiquement recouru au viol et aux violences sexuelles contre les femmes et les filles yézidiées, des pratiques que la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne a qualifiées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide.

Sachant qu'il incombe au premier chef aux États Membres de protéger leurs populations contre les actes constitutifs de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de nettoyage ethnique, y compris le viol et la violence sexuelle, le Groupe des amis

de la responsabilité de protéger tient à insister sur les points suivants.

Premièrement, il est indispensable de renforcer les capacités des institutions nationales pour contraindre les auteurs de violences sexuelles à répondre de leurs actes et empêcher, grâce à la prévention et à la dissuasion, que de tels crimes ne soient perpétrés à l'avenir. Il est de la plus haute importance que les États mettent en place et appliquent des procédures législatives et institutionnelles pour remédier de manière globale à la violence sexuelle en temps de conflit et pour prévenir sa commission.

Malgré une prise de conscience accrue de la question, la plupart des viols à grande échelle continuent d'être commis en toute impunité. Les États ont la responsabilité première d'enquêter sur les crimes internationaux commis dans leur juridiction et d'en poursuivre les auteurs. À ce titre, les efforts déployés à l'échelle nationale en matière d'application du principe de responsabilité doivent être encouragés et appuyés, notamment en renforçant la coopération judiciaire entre les États. Les missions d'établissement des faits, les mécanismes et commissions d'enquête, et les cours et tribunaux hybrides et internationaux représentent des options complémentaires en matière d'établissement des responsabilités lorsque le droit interne ne suffit pas.

Deuxièmement, il est urgent d'adopter une approche axée sur les rescapé(e)s pour prendre en charge les besoins des victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre avant, pendant et après les situations de conflit. La communauté internationale doit promouvoir la fourniture d'une assistance et de services médicaux, psychosociaux et socioéconomiques appropriés aux survivants afin de les aider à se réintégrer, de prévenir leur re-victimisation et de restaurer le tissu sociétal après un conflit.

Troisièmement, la violence sexuelle est ancrée dans le mépris des droits de l'homme, ainsi que dans la perpétuation des inégalités de genre et d'une discrimination systématique. Il faut s'attaquer à la violence sexuelle en temps de conflit en encourageant une participation active et égale des femmes pour identifier des mécanismes de prévention et des solutions holistiques et fondées sur les droits qui répondent à leurs besoins. Il est tout aussi important de continuer à mobiliser les hommes et les animateurs de la collectivité pour qu'ils jouent un rôle positif dans la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre et les mécanismes d'exclusion sociale.

Quatrièmement, le Conseil de sécurité peut et doit user à meilleur escient de sanctions ciblées pour prévenir et faire cesser la violence sexuelle, notamment en ajoutant la participation à des actes de violence sexuelle dans les critères de désignation. Dans ce contexte, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et les groupes d'experts compétents devraient régulièrement informer les comités des sanctions sur les personnes ou entités responsables d'actes de violence sexuelle, encourager les États Membres à les inscrire sur les listes idoines et recommander des sanctions ciblées.

Enfin, la prise en compte de la problématique femmes-hommes, la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et la lutte contre la violence sexuelle en temps de conflit doivent être des composantes obligatoires de la formation nationale de l'armée et de la police, ainsi que des formations dispensées à tout le personnel de maintien de la paix des Nations Unies et au personnel civil avant leur déploiement et en cours de mission. À cet égard, nous appuyons la politique de tolérance zéro de l'ONU à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et nous nous félicitons de l'initiative du Secrétaire général relative au pacte volontaire conclu entre l'ONU et les États Membres pour prévenir et éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles.

La violence sexuelle en temps de conflit n'a pas à être un effet secondaire inévitable des conflits armés – il est possible de l'éviter et d'y mettre fin. Si des progrès substantiels ont été accomplis d'un point de vue normatif ces dernières années, un décalage subsiste, manifestement, entre la théorie et la pratique. À cet égard, il est impératif que les membres du Conseil de sécurité prennent en temps voulu des mesures déterminées pour prévenir et faire cesser la violence sexuelle en temps de conflit, dès lors qu'elle pourrait être constitutive d'une atrocité criminelle.

Pour terminer, le Groupe des amis de la responsabilité de protéger tient à rendre un nouvel hommage à l'important travail dont s'acquittent le docteur Mukwege et M^{me} Murad, notamment pour ce qui est de fournir un soutien médical, psychosocial et socioéconomique indispensable à la réintégration des personnes ayant subi des violences sexuelles en temps de conflit et de lutter contre l'impunité de ces crimes odieux. Nous souhaitons leur demander comment nous, membres de la communauté acquise à la responsabilité de protéger, pouvons intégrer plus efficacement dans nos travaux les

questions relatives au genre et la prévention de la violence sexuelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de l'Union africaine.

M^{me} Mohammed (*parle en anglais*) : Pour commencer, je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué l'important débat de ce jour sur le thème « Les femmes et la paix et la sécurité : violences sexuelles en période de conflit ». Je remercie également la Représentante spéciale Pramila Patten, le docteur Denis Mukwege, M^{me} Nadia Murad, M^{me} Amal Clooney et M^{me} Inas Miloud de leurs exposés éclairants et passionnés, si préoccupants soient-ils. Enfin, je félicite le Secrétaire général pour son rapport (S/2019/280), qui met en exergue la violence sexuelle en tant que tactique de guerre – une tactique contre laquelle il faut lutter en se dotant d'une approche davantage axée sur les rescapé(e)s.

L'année 2019 est une année importante pour le programme consacré aux femmes et à la paix et la sécurité. Il y a 10 ans, le Conseil de sécurité a adopté un texte historique, la résolution 1888 (2009), qui portait création du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Représentante spéciale dont je tiens d'ailleurs à saluer le travail inlassable et son incidence sur des milliers de vies. Nous avons également intensifié nos efforts, tant au niveau politique que sur le terrain, en amont de la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), afin de veiller à ce que les femmes soient des partenaires essentielles du maintien de la paix et de la sécurité internationales, en participant à la prévention, à la médiation et à la consolidation de la paix et la reconstruction post-conflit.

L'Union africaine réaffirme sa profonde conviction que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, sur la base des résolutions 1325 (2000) et 1888(2009) et des résolutions ultérieures, demeure un cadre robuste qui guide les efforts que nous déployons à l'échelle mondiale pour bâtir des sociétés plus pacifiques et plus durables. Par conséquent, je voudrais axer ma déclaration sur trois points principaux.

Premièrement, l'Union africaine reconnaît que les inégalités structurelles entre les sexes et la discrimination à l'égard des femmes, des filles et des communautés vulnérables comptent parmi les causes profondes des violences sexuelles liées aux conflits. La triste

réalité est que la violence sexuelle continue d'être une tactique majeure dans la stratégie plus large des parties aux guerres et aux conflits. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 2467 (2019), malgré ses faiblesses, et nous espérons qu'elle enverra un signal fort aux auteurs de ces crimes haineux alors que continuons de défendre leurs victimes.

L'Union africaine, par le biais du Département paix et sécurité et du Bureau de l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les femmes et la paix et la sécurité, a œuvré très étroitement avec l'Organisation des Nations Unies, par le biais du Bureau de la Vice-Secrétaire générale, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en période de conflit et d'ONU-Femmes, pour endiguer ce fléau. Ensemble, nous avons conduit ces deux dernières années des missions d'établissement des faits et de solidarité respectivement en République démocratique du Congo, au Nigéria, au Soudan du Sud, au Tchad et au Niger, l'objectif étant de rendre opérationnel le programme pour les femmes et la paix et la sécurité

Les constatations faites ont permis d'arriver aux importantes conclusions suivantes. Les femmes, les filles et les communautés vulnérables restent les principales cibles des enlèvements, des viols, des mariages forcés et de l'esclavage sexuel organisés en temps de conflit; les femmes et les filles sont exposées à des niveaux considérables d'exploitation sexuelle dans les camps de déplacés ou durant la migration, notamment sous la forme alarmante de sexe contre nourriture. Les femmes, les filles, les jeunes hommes et les garçons sont ciblés par les groupes extrémistes et terroristes pour servir de kamikazes. Enfin, les jeunes hommes et les garçons sont aussi victimes de la violence sexuelle liée au conflit, notamment de viol collectif et de nudité forcée.

L'Union africaine reconnaît que ces problèmes sont aggravés par le fait que, alors que des politiques ont été généralement mises en place, leur application reste faible. C'est dans cette perspective que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adopté le Cadre continental de résultats pour l'établissement de rapports et le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité en Afrique en vue d'aider les États membres et d'autres parties prenantes à honorer sans tarder les engagements qu'ils ont pris.

Il est malheureusement vrai que les femmes restent les principales victimes de la violence sexuelle et d'autres formes de violence et de discrimination en temps de conflit. Mais elles sont également des

partenaires essentiels en tant que dirigeantes aux niveaux communautaire, national et régional. Et, en fait, outre le pilier Protection, l'Union africaine est pionnière s'agissant d'appliquer les engagements en faveur des femmes et la paix et la sécurité, en particulier le pilier Participation, l'accent étant mis en particulier sur le rôle et le leadership des femmes, les processus de paix et la gouvernance.

C'est dans ce contexte que l'UA a lancé un réseau orienté vers l'action, le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, plus connu sous le nom de FemWise-Africa, et établi un partenariat en matière de paix et de sécurité avec l'ONU au titre du Cadre commun pour renforcer le rôle de chef de file des femmes dans la paix, la sécurité et le développement, de concert avec le Réseau des femmes d'influence en Afrique, comme il est reconnu dans la résolution 2457 (2019).

Deuxièmement, l'Union africaine réaffirme sa politique de tolérance zéro s'agissant de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. L'un des problèmes les plus scandaleux auxquels nous sommes confrontés reste l'absence de responsabilité pénale. Les rescapé(e)s ont peu de chance de voir les auteurs des violences commises traduits en justice.

Au niveau continental, dans sa Politique de prévention et de réponse à l'exploitation et aux atteintes sexuelles dans les opérations de soutien à la paix (2018), l'Union africaine a réaffirmé sa pleine détermination à éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre en Afrique. L'UA met l'accent sur la mise en œuvre de ses différents instruments de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et l'exploitation et les atteintes sexuelles, via l'action que mène le Bureau de son Envoyée spéciale, son Département paix et sécurité, et sa Direction des femmes, du genre et du développement.

Au niveau des États membres de l'UA, les actes de violence contre les femmes, comme le viol, la violence domestique et d'autres actes, ont été érigés en infractions dans plusieurs pays. Outre l'approche juridique et politique de la prévention, les États membres de l'UA ont aussi entrepris de promouvoir une culture de paix et de non-violence. Je voudrais rappeler que les chefs d'État et de gouvernement africains ont déclaré la période allant de 2010 à 2020 Décennie africaine pour la femme. Dans ce contexte, des centres de formation ont été créés et des programmes élaborés pour mieux sensibiliser à la nécessité de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, de mettre à disposition les connaissances

nécessaires et d'empêcher les hommes déployés dans les missions d'appui à la paix de commettre des actes d'exploitation et des atteintes sexuelles.

Troisièmement, nous devons adopter une approche qui soit centrée sur les rescapé(e)s et pilotée par les communautés au moment d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes et des politiques qui répondent aux besoins des rescapé(e)s. Leur force en tant que rescapé(e)s, comme l'ont dit certains des intervenants aujourd'hui, est de constituer une source d'inspiration, et nous devons apprendre d'elles et d'eux. L'Union africaine, en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations féminines africaines, leur fournit un appui robuste : services de santé, soutien physique et psychologique, et assistance juridique et économique.

L'article 14 du Protocole de Maputo garantit le respect et la promotion du droit des femmes à la santé, notamment à la santé sexuelle et procréative. Nous reconnaissons, toutefois, que nous devons continuer de renforcer l'appui apporté aux rescapé(e)s, notamment en leur fournissant des soins médicaux et un soutien psychosocial et en les aidant à se réadapter.

Enfin, l'UA reconnaît pleinement qu'une justice transitionnelle tenant compte des questions de genre doit être partie intégrante des processus de consolidation de la paix et de reconstruction après un conflit. La justice transitionnelle doit tenir compte des violences subies par les femmes et les communautés vulnérables; aborder pleinement le rôle et la responsabilité des auteurs de violences sexuelles liées aux conflits; et étudier les moyens de surmonter la stigmatisation, tout en mettant l'accent sur la réintégration. Nous avons la responsabilité de faire qu'il en soit ainsi.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Le Viet Nam voudrait remercier la présidence allemande d'avoir convoqué le présent débat public. Nous voudrions aussi exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour son précieux rapport (S/2019/280) et aux autres intervenants pour leurs observations pénétrantes.

Bien que nous ayons beaucoup avancé dans la lutte contre la violence sexuelle en période de conflit, l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre et de terrorisme se poursuit à grande échelle. Les rescapé(e)s souffrent terriblement et l'exclusion sociale ne fait qu'aggraver leurs blessures. Les enfants nés d'un viol perpétré en temps de guerre ne comprennent pas

pourquoi ils font l'objet de discrimination avant même de venir au monde. Dans le même temps, la plupart des auteurs n'ont pas été amenés à répondre des crimes qu'ils ont commis. Le cercle vicieux de la violence, de l'exclusion et de nouvelle victimisation ne peut donc être brisé, compromettant ainsi nos efforts de maintien de la paix et de consolidation de la paix.

Si, à long terme, la prévention des conflits est un moyen idéal de remédier aux causes profondes de ces souffrances, dans l'immédiat des mesures sont nécessaires d'urgence. À cet égard, nous appuyons avec force la recommandation du Secrétaire général que toutes les parties à un conflit s'engagent à prévenir la violence sexuelle liée au conflit et à prendre les mesures nécessaires pour y faire face, et nous nous félicitons des progrès soulignés dans le rapport.

Aux fins d'une approche plus globale, nous voudrions souligner les points suivants. Premièrement, il ne saurait y avoir de place pour la stigmatisation dans aucune société. Davantage de campagnes de sensibilisation sont nécessaires pour éveiller la conscience de tous les membres de la société afin qu'ils acceptent les rescapé(e)s avec l'amour et la douceur dont ils ont désespérément besoin. Nous devons éliminer la stigmatisation afin de sauver la vie de milliers de rescapé(e)s, ouvrir la voie à l'avenir auxquels ils ont droit, et construire un pont qui établisse des liens entre eux et les sociétés.

Deuxièmement, des services d'importance vitale, notamment des soins médicaux, un soutien psychologique et une assistance juridique, doivent être rendus plus disponibles et plus accessibles aux rescapé(e)s. À cette fin, le rôle primordial des États doit être renforcé et complété par une assistance des organismes compétents, des institutions spécialisées et des missions de maintien de la paix de l'ONU. Cela peut comprendre l'assistance technique, le renforcement des capacités, le partage des compétences en matière de maintien de l'ordre, la prise en compte des questions de genre, l'autonomisation des femmes et le développement.

Enfin et surtout, la question des femmes et de la paix et de la sécurité – et plus particulièrement, celle de la violence sexuelle – doit être abordée sous l'angle tant de la protection que de la participation. Nous appuyons pleinement les initiatives visant à promouvoir davantage la participation et le leadership des femmes dans les processus de paix, notamment dans les missions de maintien de la paix. De plus, nous défendons vigoureusement une plus grande participation des femmes au développement et à la promotion d'une culture de paix, car ce sont

les femmes qui véhiculent les valeurs d'amour, d'harmonie, de compassion et de résilience dans les sociétés et au fil des générations.

En conclusion, la lutte contre la violence sexuelle liée au conflit est sans aucun doute une lutte de longue haleine, mais, quel que soit l'ampleur du défi, nous devons maintenir notre élan et redoubler d'efforts pour mettre fin à cette brutalité. Pour sa part, le Viet Nam réaffirme sa volonté de collaborer avec la communauté internationale dans cette entreprise.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Botswana.

M. Kelapile (Botswana) (*parle en anglais*) : Nous vous félicitons, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, et nous vous remercions d'avoir organisé aujourd'hui cet important débat thématique. Nous saluons également les interventions du Secrétaire général, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et des lauréats du prix Nobel de la paix, ainsi que les déclarations des autres personnes qui ont pris la parole ce matin.

Le Botswana souscrit à la déclaration faite par l'Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, M^{me} Fatima Mohammed, mais nous souhaitons faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Les violences sexuelles liées aux conflits représentent indéniablement l'une des formes les plus graves de violation du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. Mettre fin à ces violations constitue un impératif moral, auquel nous devons tous nous plier. Cela est d'autant plus crucial en temps de conflit.

Notre délégation se félicite du rapport du Secrétaire général publié sous la cote S/2019/280, qui contient une analyse et des recommandations utiles pour faire face aux violences sexuelles liées aux conflits. Une fois de plus, ce rapport souligne notamment le fait que la violence sexuelle est utilisée comme une tactique de guerre et de terreur. On constate que ces méthodes sont souvent utilisées par des acteurs étatiques comme non étatiques.

Comme l'indique à juste titre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, les conflits ne détruisent pas seulement les infrastructures scolaires. L'occupation

forcée des établissements scolaires par les parties au conflit expose les enfants et les jeunes aux risques découlant de la violence, de l'exploitation et des atteintes sexuelles. C'est pour cette raison que le Botswana s'est porté coauteur de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Au vu de l'ampleur désastreuse du problème et de ses répercussions sur la paix et la sécurité internationales, nous convenons que la violence sexuelle liée aux conflits peut être combattue de manière globale, au moyen d'une approche multidimensionnelle et coordonnée visant à prévenir les conflits et à pérenniser la paix. Au-delà du fait qu'elles sont victimes de violences en temps de conflit, les femmes doivent pouvoir jouer un rôle significatif dans le règlement des conflits, la diplomatie préventive et la consolidation de la paix. Elles doivent être habilitées à faire fonction d'agents actifs de la paix et du changement en créant un environnement favorable, où elles peuvent participer librement et sur un pied d'égalité sans craindre de subir des actes de violence ou d'intimidation.

Il faut le dire, la communauté internationale a parcouru un long chemin s'agissant d'élaborer des politiques et des stratégies sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous croyons donc que, grâce aux mesures et aux engagements pris au niveau mondial, nous sommes plus à même que par le passé d'atteindre les objectifs de la résolution 1325 (2000) et des autres résolutions pertinentes portant sur l'exploitation et les atteintes sexuelles. De toute évidence, les bonnes intentions et les efforts ne manquent pas dans ce domaine.

Il est urgent de mettre en œuvre les outils et les cadres communs, et de mieux exploiter les données et les informations recueillies sur les femmes et la paix et la sécurité. Cela permettrait d'améliorer grandement les décisions politiques fondées sur les faits, ainsi que le recensement des obstacles qui se dressent sur notre chemin. Il est important de noter que nous célébrons cette année le dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et que nous nous apprêtons à célébrer le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité.

À l'échelle du continent, notre délégation constate que l'Afrique, en tant que région touchée par les conflits, joue un rôle clef dans cet important programme. Nous sommes bien au courant qu'au total, environ 42 instruments ont été adoptés dans ce domaine par l'Union

africaine (UA) et ses communautés économiques et mécanismes régionaux. Au niveau national, nous constatons également que près de la moitié des États membres de l'UA ont mis en place des plans d'action nationaux dans ce domaine.

Notre délégation salue ces efforts continus, ainsi que d'autres, faits pour lutter contre la violence, l'exploitation et les atteintes sexuelles. Nous notons en particulier la volonté de renforcer l'approche coordonnée à l'échelle du système en appliquant la politique actuelle de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, ainsi que d'autres initiatives connexes comme la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

En outre, nous sommes convaincus que le renforcement de la coordination et de la collaboration entre les parties prenantes concernées permettra d'intensifier les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre les violences sexuelles. À cet égard, nous appuyons, entre autres, l'action d'ONU-Femmes et le renforcement des mandats respectifs de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé. Nous encourageons donc la création de partenariats plus étroits avec les autres institutions compétentes qui œuvrent dans ce domaine, telles que la Direction des femmes, du genre et du développement de l'UA, et le Bureau de l'Envoyée spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité, également de l'UA.

Il incombe aux États Membres de renforcer les capacités de leurs institutions nationales en tant que moyen essentiel de garantir l'application des principes de responsabilité, la prévention et la dissuasion, y compris le respect de l'obligation pertinente de poursuivre l'ensemble des auteurs de toutes les formes de violence, d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les programmes de formation ciblés visant à sensibiliser le personnel déployé dans les situations de conflit à la violence fondée sur le genre et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles doivent rester au cœur de ces efforts.

Il est tout aussi important d'assurer une protection adéquate des droits et des besoins des personnes ayant subi des violences sexuelles en temps de conflit. Nous sommes convaincus que les victimes méritent d'avoir à leur disposition des plateformes, où elles puissent participer aux processus de guérison, de réhabilitation, de

réconciliation et de réinsertion dans la société. Nous appuyons donc la priorité en permanence donnée aux interventions axées sur les rescapé(e)s. Nous notons à cet égard que, conformément au mandat que le Conseil de sécurité lui a confié dans sa résolution 1888 (2009), l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit apporte une assistance aux gouvernements dans plusieurs domaines : enquêtes et poursuites pénales, protection des victimes et des témoins, et réparations.

Pour terminer, le Botswana s'engage à travailler avec la communauté internationale à élaborer des stratégies efficaces de prévention de la violence contre les femmes et les enfants en période de conflit. Nous gardons l'espoir que, grâce à notre volonté collective, nous pourrions mettre fin à ces ignobles crimes contre l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

M. Bahr Aluloom (Iraq) (*parle en arabe*) : La délégation de mon pays tient à remercier le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne M. Heiko Maas, dont le pays préside le Conseil de sécurité ce mois. Nous lui souhaitons plein succès dans la conduite de ce dialogue constructif et important. Nous remercions également de leurs précieux exposés le Secrétaire général, M. António Guterres, et sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten.

Je voudrais également remercier l'Iraqienne Nadia Murad et son collègue, le docteur Denis Mukwege, qui ont reçu conjointement le prix Nobel de la paix 2018 pour leur rôle exceptionnel dans la défense des nobles objectifs de l'humanité et leur combat en faveur des opprimés dans le monde. L'Iraq est fier de M^{me} Murad, cette jeune femme qui, avec ses semblables yézidis, a terriblement souffert aux mains de Daech. Nous tenons également à remercier Me Amal Clooney pour le rôle important qu'elle a joué dans le soutien apporté aux rescapées yézidies.

Ma délégation tient à présenter ses sincères condoléances au peuple et au Gouvernement sri-lankais ainsi qu'aux familles des victimes des attentats terroristes qui ont fait de nombreuses victimes innocentes. Nous rejetons catégoriquement tous les actes terroristes contre des civils, quelle que soit leur appartenance religieuse, confessionnelle ou ethnique.

L'Iraq a clos un sombre chapitre de son histoire en venant à bout du groupe terroriste Daech, qui s'en était pris à la terre et au peuple irakiens. Ce groupe a commis les crimes les plus odieux, sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Après les énormes sacrifices consentis par notre peuple, toutes religions et origines ethniques confondues, pour récupérer ses terres occupées par Daech depuis le 10 juin 2014, l'Iraq a décidé de prendre des mesures concrètes pour faire revenir toutes les personnes déplacées dans leur région d'origine et leur offrir réparation à la suite des souffrances endurées aux mains des terroristes de Daech – notamment les femmes et filles yézidiennes, qui sont une composante essentielle de la société irakienne.

Qu'il me soit permis d'expliquer certaines des mesures prises par mon pays à cet égard. En concertation avec les victimes yézidiennes, dont Nadia Murad, le Président irakien Barham Salih a présenté un projet de loi pour les rescapées yézidiennes. Ce projet de loi a été transmis ce mois-ci au Parlement irakien pour examen et adoption. Il vise à fournir une aide aux rescapées yézidiennes qui ont été enlevées par Daech le 10 juin 2014 et libérées par la suite. Le projet de loi prévoit une indemnisation financière et des réparations morales ainsi qu'un soutien à leur réinsertion afin de leur assurer une vie digne en veillant notamment à ce que toutes les mesures nécessaires soient prises pour les réintégrer dans la société et réhabiliter les infrastructures dans leurs régions.

Le projet de loi proclamerait le 3 août journée nationale de sensibilisation aux crimes odieux commis par les groupes terroristes, tels que la torture, les enlèvements, les massacres et le déplacement des femmes et des filles yézidiennes. La loi interdirait pour toujours une quelconque amnistie pour ceux qui ont été reconnus responsables de crimes contre les femmes yézidiennes. Il n'y aura pas de prescription pour ces crimes et ce afin de punir, dans le respect de la loi, les auteurs de ces crimes et leurs complices.

Dans le cadre de notre collaboration avec l'ONU pour poursuivre en justice les auteurs de ces crimes en vue de lutter contre l'impunité, l'Iraq a présenté le 25 mars au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit une liste de personnes accusées de traite d'êtres humains ayant été arrêtées par les forces de sécurité irakiennes et remises au Bureau du Procureur afin qu'elles reçoivent un juste châtiment. L'Iraq entend garantir la collecte des preuves

concernant les crimes perpétrés par Daech en collaborant avec l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, créée par la résolution 2379 (2017), pour que justice soit rendue aux victimes et que les auteurs soient jugés en Iraq. Les autorités judiciaires irakiennes rendent en effet leurs décisions et leurs jugements de manière totalement indépendante et de manière conforme à la loi, et permettent ainsi que justice soit faite pour tous les crimes, quels qu'ils soient.

Le 9 décembre 2018, l'Iraq a inauguré sa stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Il s'agit là d'une étape importante pour garantir l'exercice des droits des femmes et des filles et pour prendre des mesures visant à prévenir la violence à leur rencontre. Cette stratégie est soutenue par les Royaumes de Suède et de Norvège, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour la population, ainsi que par plusieurs organisations internationales de la société civile.

Afin de renforcer les capacités et la participation des femmes à l'élaboration des politiques nationales et à la prise de décisions à tous les niveaux, l'Iraq collabore avec ses partenaires internationaux, l'ONU et les organisations de la société civile à l'élaboration de son deuxième plan national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000). Nous avons présenté notre premier plan en avril 2014.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil.

M. Duque Estrada Meyer (Brésil) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de féliciter la présidence allemande du Conseil d'avoir organisé cette séance. Je tiens également à remercier les intervenants pour leurs précieuses remarques.

La résolution 1325 (2000) a marqué une étape importante dans le débat sur les femmes et la paix et la sécurité. D'une part, elle vise à autonomiser les femmes et à amplifier leur présence tant dans les processus décisionnels que sur le terrain. D'autre part, elle entend prévenir et combattre la violence sexuelle dans les situations de conflit. Le Brésil se félicite donc du dernier rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280), qui présente une évaluation objective des dernières tendances et formule des recommandations mesurées. Nous réaffirmons notre position selon laquelle l'utilisation de la violence sexuelle comme instrument de pouvoir dans le

contexte d'un conflit armé est un fléau qui doit être totalement proscrit.

Il est impératif que les causes et les effets de cette violence soient traités comme ils le méritent par le Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité doit faire tout ce qui est en son pouvoir dans chaque situation particulière qu'il est appelé à examiner. En ce sens, la lutte contre l'impunité est presque aussi importante que la prévention des actes de violence sexuelle eux-mêmes. Donner l'exemple en enquêtant sur les personnes accusées d'avoir commis de tels crimes en temps de conflit armé, en engageant des poursuites et, en définitive, en appliquant les peines appropriées, est un puissant outil de dissuasion pour empêcher d'autres actes similaires et d'autres victimes. Cela contribue aussi à donner confiance aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons touchés par la violence sexuelle en période de conflit que toutes les mesures possibles seront prises pour remédier à la situation.

La création, il y a 10 ans, du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a fourni à l'Organisation une panoplie importante d'outils pour encourager les activités de plaidoyer et sensibiliser le public à la grave question de la violence sexuelle en période de conflit. Le Brésil félicite l'Ambassadrice Pramila Patten des efforts qu'elle déploie pour maintenir cette question au premier plan des préoccupations internationales et réaffirme son appui à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

Les soldats de la paix ont un rôle important à jouer s'agissant de prévenir les actes de violence sexuelle liés aux conflits et de les combattre, car ils sont en contact direct avec les populations locales et sont sans doute le visage le plus visible de l'Organisation. La présence de femmes parmi les agents de maintien de la paix sur le terrain, y compris de conseillères pour la protection des femmes, s'est avérée un instrument efficace pour combattre et prévenir la violence sexuelle liée aux conflits et pour encourager les rescapé(e)s à signaler les crimes commis.

Dans ce contexte, l'importance d'accroître la présence des femmes dans les négociations de paix et sur le terrain n'en devient que plus évidente. Comme plusieurs études l'ont montré, la présence des femmes augmente non seulement la probabilité que les accords de paix soient appliqués pendant une plus longue période de temps, mais elle facilite également le traitement de

questions telles que les violences sexuelles liées aux conflits. C'est pourquoi nous appuyons les initiatives qui favorisent une plus grande présence d'experts en matière de violence sexuelle liée aux conflits dans les efforts de médiation, ainsi que dans la formulation et l'exécution des mandats de maintien de la paix.

Nous sommes fiers de pouvoir rappeler un exemple d'excellence sur le terrain de nos propres forces armées. Nous tenons une fois de plus à féliciter la capitaine de corvette brésilienne Marcia Andrade Braga qui a reçu des mains du Secrétaire général le Prix du militant de l'année (parmi les militaires) en faveur de l'égalité des sexes pour son travail en tant que conseillère pour l'égalité des sexes au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Selon les propres mots de la capitaine, ce prix prend acte du fait que la présence de femmes soldats de la paix dans les missions des Nations Unies permet aux femmes locales de discuter des questions qui touchent leur vie. Le travail de la capitaine Braga nous montre que la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits peut bénéficier de mesures simples telles que veiller à ce que les voix des femmes locales soient entendues.

Nous avons de nombreuses raisons de nous réjouir du travail accompli au cours des deux dernières décennies, mais nous devons également reconnaître les défis à relever pour éliminer complètement la violence sexuelle liée aux conflits. À cet égard, nous prenons acte de la nouvelle résolution 2467 (2019) proposée par l'Allemagne sur les violences sexuelles en période de conflit et nous félicitons des efforts déployés pour actualiser et renforcer les normes internationales sur cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Momen (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence allemande d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui. Je remercie également les intervenants de leurs contributions instructives et importantes. Je voudrais en outre saisir cette occasion pour condamner les récents attentats terroristes perpétrés à Sri Lanka, au cours desquels l'un de nos jeunes citoyens a perdu la vie aux côtés d'environ 300 autres personnes. Nous sommes solidaires du Gouvernement et du peuple sri-lankais et exprimons nos plus sincères condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie. Nous demandons que les auteurs de cet acte odieux soient rapidement traduits en justice.

Nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui de la résolution 2467 (2019), que nous avons coparrainée. Il y a 10 ans, par ses résolutions 1820 (2008) et 1888 (2009), respectivement, le Conseil de sécurité a qualifié la violence sexuelle en période de conflit d'outil de guerre et demandé au Secrétaire général de collaborer avec le personnel des Nations Unies sur le terrain et les gouvernements nationaux pour renforcer l'état de droit afin de prévenir la violence sexuelle. Toutefois, les conclusions du rapport du Secrétaire général (S/2019/280), qui a été présenté aujourd'hui, confirment les tendances selon lesquelles la violence sexuelle continue de s'inscrire dans une stratégie du conflit plus large, et que le principe de responsabilité reste difficile à appliquer. Nous avons trouvé les recommandations du rapport du Secrétaire général tout à fait objectives et pragmatiques, et il est clair qu'elles requièrent l'attention urgente du Conseil de sécurité.

Le rôle que nous avons joué à l'avant-garde du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de l'historique résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, souligne notre volonté de parvenir à un consensus sur l'extrême vulnérabilité des femmes pendant les conflits et de remédier à cette vulnérabilité.

Les femmes de notre pays ont été victimes de violences et d'atteintes sexuelles généralisées et systématiques comme tactique de guerre pendant notre guerre de libération en 1971. Cette expérience effroyable est revenue nous hanter avec la crise humanitaire des Rohingya. La majorité des 730 000 Rohingya qui ont fui les atrocités commises dans l'État rakhine au Myanmar depuis août 2017 sont des femmes et des enfants. Ces femmes et ces filles rohingya, qui se trouvent dans les camps de Cox's Bazar, ont été victimes d'atteintes sexuelles abominables de la part des forces du Myanmar, comme en attestent les organismes des Nations Unies et les militants humanitaires internationaux. À cet égard, nous apprécions vivement l'excellent travail accompli par la Représentante spéciale Pramila Patten et son bureau pour faire connaître au monde ce que les femmes rohingya ont subi avant et pendant leur fuite de l'État rakhine.

Selon Save the Children, rien qu'en 2018, environ 40 000 bébés rohingya sont nés dans les camps, dont beaucoup ne sont pas désirés, ni même par leur mère, et nous pouvons tous imaginer pourquoi. La nécessité de les reconnaître, de les indemniser et de leur garantir un avenir meilleur dans leur pays d'origine fait partie des

questions que la communauté internationale doit examiner attentivement.

Dans le cadre de la solution à ce problème de la violence sexuelle dans les situations de conflit et d'après-conflit, nous devons tenir nos promesses ainsi que nos engagements. Au niveau national, afin d'accroître l'appui aux autorités nationales, nous pouvons renforcer les lois et les mécanismes d'enquête nationaux et offrir une protection aux victimes. Nous devons également garantir le droit des victimes à des soins de santé sexuelle et procréative et à des indemnisations. Au Bangladesh, qui est l'un des principaux pays fournisseurs de contingents, nous veillons à sensibiliser tous nos soldats de la paix à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et à les former avant leur déploiement. La Première Ministre a affirmé à maintes reprises sa politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Nous avons également mis en œuvre les lignes directrices de la Cour suprême en créant des comités exclusivement réservés aux femmes sur les lieux de travail pour entendre les plaintes pour discrimination et violence sexuelle contre les femmes et les filles. Les autorités mettent en œuvre le plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité avec l'aide d'ONU-Femmes. Le renforcement des capacités aux échelons local et national est un élément essentiel à cet égard. Dans ce contexte, la signature du cadre de coopération entre le Gouvernement et le Bureau de la Représentante spéciale permet de prendre des mesures d'appui spécifiques.

La culture d'impunité, telle qu'elle est vécue dans le cas des violences sexuelles liées au conflit, perpétue le cercle vicieux. Si l'on n'y met pas un terme, la justice ne peut être pleinement réalisée. Dans les cas où l'État n'est pas disposé à faire répondre de leurs actes les auteurs de ces crimes ni à assurer la justice, la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, ne saurait se soustraire à sa responsabilité. Le cas des femmes rohingya en est un exemple flagrant. Alors que le monde entier demande un règlement de la crise par le retour volontaire, sûr et digne des Rohingya à leur lieu d'origine, l'une des mesures de confiance essentielles serait de traduire les auteurs en justice afin d'encourager les rapatriements qui, pour l'heure, ne se font pas. Pouvons-nous, en effet, nous attendre à ce que les Rohingya, en particulier les femmes et les filles qui ont subi des violences sexuelles indicibles, soient prêts à revenir sans aucune garantie qu'ils ne connaîtront pas à nouveau le même sort?

Nous saluons l'idée d'une approche axée sur les rescapé(e)s dans le traitement des victimes de violence sexuelle. Nous sommes bien conscients des difficultés auxquelles les femmes et les enfants rohingya sont confrontés dans les camps. Avec nos modestes ressources, nous leur fournissons autant de soins spécialisés que possible. Nous veillons à ce que les femmes rohingya aient accès à des services de santé sexuelle et procréative, y compris des soins obstétriques, prénatals et postnatals. Nous nous efforçons d'identifier et d'éliminer les obstacles politiques et systémiques qui entravent les services d'appui et de veiller à ce que les camps de réfugiés soient sûrs pour les femmes et les filles. Nous avons mobilisé sur le terrain un personnel de maintien de l'ordre adéquat ainsi que les acteurs humanitaires. Pourtant, il faut comprendre les réalités qui sous-tendent la gestion des plus grands camps du monde. Les défis se multiplient et se compliquent, et le désespoir s'installe, surtout lorsque le séjour se prolonge et que l'espoir d'un retour et d'un avenir meilleur devient incertain. À n'en pas douter, le moyen le plus efficace de prévenir cette situation est un retour sûr, volontaire et digne.

Il est hypocrite de condamner les violations des droits de l'homme et d'exprimer son horreur face à de nouvelles violences, sans prendre de mesures énergiques pour que l'État et les individus responsables de ces crimes répondent de leurs actes. Les États Membres qui se sont engagés à prévenir les conflits et à pérenniser la paix ne peuvent fermer les yeux sur la persécution et la discrimination à l'égard de minorités ethniques ou d'autres violations des droits de l'homme, y compris les violences sexuelles, qui sont perpétrées avec la sanction de l'État. Nous exhortons également les organisations de la société civile, les groupes de défense des droits de la personne et les autres groupes de défense des droits à se manifester à cet égard.

Tout en réaffirmant notre engagement à prévenir la violence sexuelle en temps de conflit et dans les situations de paix, nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers tant que nous n'aurons pas fait ce que nous avons à faire pour punir ceux qui commettent ces actes odieux et inhumains contre les femmes et les filles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya.

M. Amayo (Kenya) (*parle en anglais*) : Le Kenya s'associe aux autres États Membres pour remercier l'Allemagne d'avoir organisé ce débat aussi important qu'opportun dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

De fait, 2019 est une année qui fait date. Elle marque le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, dont la Namibie s'est fait le champion en 2000, et le dixième anniversaire de la création du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

La lutte contre la violence sexuelle en période de conflit est une entreprise collective, et pas seulement une affaire qui concerne les gouvernements, le Conseil de sécurité ou les organisations de femmes. La sensibilisation à l'objectif et au processus, et leur appropriation, doivent associer l'ensemble de la société afin d'obtenir des résultats durables.

Le Kenya est conscient de l'importance de la formation militaire et de la responsabilisation à tous les niveaux d'intervention, y compris pour les missions de maintien de la paix. Le viol est une violence et une violation fondamentale d'un droit humain individuel. Nous avons également constaté que les hommes et les garçons sont parfois négligés en tant que victimes oubliées de la violence sexuelle et fondée sur le genre pendant les conflits, et, pour remédier à cette situation, nos interventions doivent être plus inclusives. Nous nous félicitons de l'intégration du rôle des conseillers pour les questions touchant les femmes dans les missions de maintien de la paix, bien que d'autres mesures puissent encore être prises.

En 2016, le Kenya a lancé un plan d'action national assorti de stratégies pour renforcer ses mécanismes judiciaires et garantir la justice selon une approche axée sur les rescapé(e)s, ainsi que pour élaborer une politique et une législation appropriées. Cela a permis l'adoption d'une approche tenant compte des risques de conflit et des questions de genre dans le traitement des questions relatives à la violence fondée sur le genre. Le Gouvernement est allé plus loin en s'associant à des organisations de la société civile afin de traduire le plan dans diverses langues locales à des fins de sensibilisation. Les objectifs du plan sont, en premier lieu, de faire en sorte que les femmes soient actives et davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans toutes les institutions et tous les mécanismes pour la prévention, la gestion et le règlement des différends, à des postes clefs du continuum paix-conflit, y compris des postes de haut niveau dans l'armée, dans la sphère politique et dans la fonction publique. Nous avons également créé une équipe spéciale sur les femmes et la paix

et la sécurité au sein d'un groupe de travail sur l'égalité des sexes, en tant que plateforme réunissant des acteurs étatiques et non étatiques pour promouvoir nos priorités nationales en matière d'égalité des sexes et intégrer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les plans de développement du pays. Nous avons fourni des directives pour la formation du personnel des forces militaires et de la police sur les questions de violence sexuelle et fondée sur le genre, les procédures essentielles étant axées sur les divers besoins des rescapé(e)s au niveau local. Ces efforts ont permis de rendre un peu de dignité aux rescapé(e)s, d'accroître le nombre de signalements des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et de lutter contre la stigmatisation dont souffrent les rescapé(e)s.

Ma délégation salue et appuie la politique de tolérance zéro de l'Union africaine à l'égard de la violence sexuelle en temps de conflit ou de paix, mise en œuvre par l'intermédiaire de ses initiatives, notamment la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique. Nous sommes fermement convaincus que la responsabilisation en matière de violence sexuelle doit être renforcée partout. Il importe de renforcer les juridictions pénales nationales et de veiller au strict respect des normes applicables en vertu du droit international humanitaire. L'action internationale visant à mettre fin à la violence sexuelle en tant qu'instrument de guerre doit aller au-delà de la responsabilité pénale individuelle pour les crimes commis à des fins militaires par des soldats du rang et doit plutôt se concentrer sur l'attribution d'une responsabilité collective pour ces crimes à l'ensemble du commandement. À l'approche du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000), que nous célébrerons en 2020, nous exhortons les États Membres à continuer d'œuvrer pour créer un environnement qui permette aux femmes et aux jeunes de participer activement aux processus de paix et de sécurité à tous les niveaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Soudan.

M^{me} Ahmed (Soudan) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, la délégation de mon pays tient à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre pays ami, d'avoir organisé ce débat public pour débattre d'une question aussi cruciale et importante. Nous remercions également le Secrétaire général António Guterres et sa Représentante spéciale, M^{me} Pramila Patten. Nous nous réjouissons de sa présence dans cette salle pour écouter notre déclaration. Nous sommes également

reconnaissants aux auteurs d'exposés pour leurs précieuses contributions.

Nous nous associons à la déclaration qui a été faite par M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La délégation de mon pays exprime ses sincères condoléances au Gouvernement et au peuple sri-lankais à la suite des horribles attaques perpétrées récemment contre des civils dans leur pays.

J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration devant le Conseil de sécurité alors que des changements historiques positifs sont en train de se produire dans mon pays. Au lendemain de la glorieuse révolution de décembre 2018, ces événements consolident les droits de notre peuple tout en marquant l'avènement d'une nouvelle ère qui nous mènera à un avenir meilleur. Je voudrais me concentrer sur deux questions essentielles à cet égard.

La première, ce sont les faits encourageants qui surviennent au Soudan à l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption par le Conseil de sécurité du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans sa résolution 1325 (2000), et alors que nous célébrons le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1888 (2009) portant création du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. La deuxième, c'est l'accent que le Conseil militaire de transition de mon pays met sur son attachement à tous les traités et accords régionaux et internationaux. Le Conseil militaire de transition est également déterminé à coopérer avec la communauté internationale pour assurer la protection des droits de l'homme pour tous au Soudan, en particulier des droits des femmes, et le Gouvernement civil qui sera bientôt formé le prouvera. Nous espérons que la phase de transition actuelle nous permettra de progresser dans les efforts visant à instaurer la paix au Darfour, en particulier dans les deux régions les plus touchées, ce qui nous aidera en définitive à éliminer toutes les formes de violences sexuelles liées aux conflits.

Les femmes soudanaises ont joué un rôle vital dans ce grand mouvement. Le peuple soudanais est descendu dans la rue pour demander liberté, paix et justice, et les femmes soudanaises ont pris part à ces manifestations sur un pied d'égalité tout en revendiquant leurs droits et en tablant sur un avenir meilleur. Il ne

fait aucun doute qu'au cours de la période à venir, les femmes soudanaises pourront participer activement à la vie politique et joueront des rôles moteurs au Soudan, suivant ainsi les traces des grandes reines nubiennes, ou candaces, des royaumes de Méroé et de Koush.

L'amélioration récente des conditions de sécurité au Darfour a eu des répercussions positives sur la situation des femmes et des filles. Des efforts importants ont été déployés pour parvenir à une paix durable, notamment en créant des tribunaux spécialisés, en nommant des procureurs et des juges supplémentaires et en ouvrant des bureaux d'aide juridique dans tous les États du Darfour afin de faciliter l'accès à la justice dans les villes et les zones rurales. En outre, nous avons lancé des campagnes de collecte d'armes, rapatrié les déplacés et garanti leur retour dans leurs villages ainsi que leur réintégration dans leurs communautés. Nous avons également attribué des terres aux réfugiés, assuré des voies de déplacement sûres aux gardiens de troupeaux et créé des centres de distribution d'eau pour eux.

Le Soudan continuera de protéger et de faire respecter les femmes en luttant contre la discrimination et l'inégalité entre les sexes, en mettant en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, en garantissant une réparation aux victimes et en mettant en œuvre des programmes d'autonomisation économique pour les femmes, ainsi qu'en appuyant des programmes de protection des témoins pour protéger les rescapé(e)s de violations des droits de l'homme, notamment de violences sexuelles liées aux conflits. Nous mettons également en œuvre des programmes de formation à l'intention du personnel des forces militaires et de la police afin d'améliorer les enquêtes sur les cas de violence sexuelle. En outre, nous sommes en train de mettre en place des cours de formation à l'intention des médecins et des agents de santé pour la prise en charge des victimes de viol, de créer des centres d'appui psychologique et de mener des activités de sensibilisation à ces questions. Nous veillons également à faire participer la société à la lutte contre ce fléau. Nous espérons que la communauté internationale et nos partenaires régionaux et internationaux appuieront nos efforts.

Pour terminer, nous voudrions souligner que le Soudan continuera de coopérer et de coordonner son action avec l'ONU et ses organismes afin de faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous réaffirmons que le Soudan est pleinement attaché à une politique de tolérance zéro à l'égard des crimes de violence sexuelle et à la lutte contre l'impunité. Nous

voudrions également souligner l'importance de coopérer étroitement avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général afin d'établir un cadre de coopération commun pour renforcer les efforts nationaux dans ce domaine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Pakistan.

M^{me} Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : À l'instar de mes collègues, je voudrais remercier l'Allemagne d'avoir organisé l'important débat public d'aujourd'hui.

Nous approchons du vingtième anniversaire de l'adoption par le Conseil de sa résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, qui a marqué une étape importante et a permis de mobiliser les efforts mondiaux pour éliminer ce fléau que sont les violences sexuelles liées aux conflits. Depuis lors, nous avons collectivement accompli des progrès importants en matière d'établissement et de renforcement du cadre juridique et normatif pour faire face à ce problème. Par ailleurs, la volonté de la communauté internationale de mener des enquêtes sur les violences sexuelles liées aux conflits est plus forte aujourd'hui que jamais. Pourtant, dans de nombreuses situations de conflit de par le monde, les femmes, en particulier les jeunes filles, continuent d'être les premières victimes de violences et de traumatismes, tant physiques que psychologiques. Du Myanmar à notre sous-région, sous les yeux horrifiés du monde, le viol et les atteintes sexuelles continuent d'être utilisés délibérément et en toute impunité pour opprimer des populations entières ainsi que pour les humilier et les terroriser. Comme le Secrétaire général l'indique dans son dernier rapport (S/2019/280), la violence sexuelle continue de s'inscrire dans une stratégie plus large de répression, de domination et d'asservissement pour porter délibérément atteinte à des communautés vulnérables et sans défense et les traumatiser.

Nous devons poursuivre notre lutte contre l'impunité pour les violences sexuelles liées au conflit, en renforçant notre engagement à demander des comptes aux agresseurs et à ne jamais laisser les intérêts politiques ou géopolitiques limiter ou compromettre nos efforts. Il ne fait aucun doute que nous pouvons améliorer les perspectives de succès des efforts de paix en privilégiant la création d'un environnement propice au renforcement de la participation des femmes et en veillant à ce qu'elles participent aux négociations en tant que véritables partenaires et parties prenantes s'agissant de toutes les questions ayant trait à la paix, à la médiation

et à la réconciliation. Je voudrais faire brièvement six observations spécifiques.

Premièrement, s'il est vrai que le Conseil de sécurité a montré la voie à suivre en attirant l'attention de la communauté internationale sur ces crimes horribles, il doit aussi s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment les différends prolongés du Jammu-et-Cachemire et de la Palestine. Après tout, l'un des moyens les plus efficaces de prévenir les violences sexuelles liées aux conflits consiste à éliminer les conditions favorables à leur commission, qui résultent de conflits non réglés et prolongés. En ne réglant pas les différends, le Conseil risque d'agir de manière sélective et de fermer les yeux sur le sort de certaines des femmes les plus vulnérables qui souffrent de manière disproportionnée des violences perpétrées par l'occupation étrangère.

Deuxièmement, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer pour amener les auteurs de violences et d'atteintes sexuelles à répondre de leurs actes. Ce n'est qu'en renforçant les systèmes nationaux de justice pénale et en promulguant des lois strictes de protection des victimes et des témoins que l'on pourra effectivement mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces crimes odieux.

Troisièmement, garantir une véritable justice aux rescapé(e)s d'atteintes sexuelles dans les situations de conflit ne se limite pas à engager des poursuites contre les auteurs de ces actes. Cela exige également des efforts concertés pour rétablir la dignité des victimes et assurer leur réinsertion honorable dans la communauté en les protégeant contre toute stigmatisation ou victimisation qui en résulterait.

Quatrièmement, en faisant appel à des chefs religieux et à des personnalités respectées au sein de leurs communautés, nous pouvons promouvoir davantage les efforts visant à atténuer la stigmatisation dont les rescapé(e)s de violences sexuelles liées aux conflits font l'objet.

Cinquièmement, nous devons augmenter le nombre de femmes qui participent aux processus de consolidation de la paix et de médiation afin de tirer parti de leurs compétences uniques. Nous nous félicitons de ce que des conseillers pour la protection des femmes aient été déployés dans sept opérations de maintien de la paix des Nations Unies afin de mettre en place des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles liées aux

conflits sur le terrain. Dans le même temps, il convient d'augmenter le nombre de femmes qui sont nommées à des postes de direction, notamment en tant qu'envoyées spéciales et représentantes spéciales.

Enfin, les approches de consolidation de la paix doivent prendre pleinement en compte les questions de genre, ce qui permettrait de renforcer considérablement le rôle que jouent les femmes dans les accords de paix, ainsi que dans les phases de stabilisation et de reconstruction au lendemain des conflits. Le Pakistan, qui est l'un des principaux pays fournisseurs de contingents à l'ONU, va déployer une équipe d'infanterie féminine chargée des activités de liaison en République démocratique du Congo le mois prochain. Nous avons également atteint récemment l'objectif consistant à faire en sorte que 15 % des officiers d'état-major déployés dans les missions de maintien de la paix soient des femmes, ce qui nous a permis de nous acquitter de nos responsabilités conformément à la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue et aux résolutions du Conseil de sécurité.

En conclusion, le Pakistan a toujours appuyé résolument les efforts mondiaux visant à protéger les personnes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Nos soldats de la paix professionnels à l'ONU, y compris nos soldates de la paix, continuent d'établir les normes les plus élevées pour s'acquitter des mandats de maintien de la paix et protéger tous les secteurs vulnérables de la population, y compris les femmes, contre la violence dans certaines des situations de conflit les plus dangereuses et les plus complexes dans le monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Kadiri (Maroc) : Tout d'abord, ma délégation voudrait vous remercier, Monsieur le Président, pour l'organisation de ce débat public sur une question de la plus haute importance, celle de l'élimination des violences sexuelles en temps de conflit. Je voudrais remercier les distingués intervenants à ce débat pour les éléments extrêmement importants qu'ils nous ont fournis.

Notre débat de ce jour est hautement symbolique, car il ouvre la voie au vingtième anniversaire de la résolution historique 1325 (2000) et marque le dixième anniversaire du mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Malgré les avancées enregistrées, ce débat constitue une occasion idoine pour que la communauté internationale renouvelle ses

engagements et impose une pression accrue, pour ne pas perdre le terrain qu'elle a gagné et pour répondre aux problèmes que posent les menaces nouvelles et émergentes, notamment le terrorisme.

Je voudrais enfin réitérer les profondes condoléances du Maroc au peuple et au Gouvernement sri-lankais suite aux attaques terroristes qu'a connus ce pays dimanche dernier.

Au cours de la dernière décennie, il y a eu un changement de paradigme important. Aujourd'hui, la violence sexuelle dans les conflits armés et les situations d'après conflit est considérée comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. En même temps, plusieurs outils ont été développés pour prévenir ces crimes horribles et y répondre par le biais des résolutions qui ont succédé à la résolution 1325 (2000). Toutefois, face à la persistance de ces actes odieux, l'indignation ne suffit plus. Notre action commune devrait être renforcée davantage afin de proposer de vraies solutions pragmatiques et durables, qui permettent de prévenir et réprimer, plus efficacement, les actes de violence sexuelle et aider les survivants à se reconstruire. Aussi, qu'il me soit permis de souligner ces quelques points.

Premièrement, il convient de suivre une approche plus complète et holistique qui s'attaque aux causes profondes des conflits et conforte l'inclusion des femmes aux processus de prise de décisions, en favorisant le développement humain et durable et en encourageant les initiatives nationales visant à mettre fin à la discrimination fondée sur le genre. En effet, la prévention des conflits constitue un pilier central du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, mais également du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont les objectifs de développement durable, notamment les objectifs 5 et 16, accordent une place privilégiée à la prévention des conflits, et prouvent que les questions ayant trait aux femmes, à la paix, à la sécurité et au développement sont liées, interconnectées et indissociables.

Deuxièmement, il est important de soutenir la participation des femmes aux débats sur la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix et de la sécurité, et la consolidation de la paix au lendemain des conflits.

Troisièmement, il faut lutter contre l'impunité et renforcer l'accès à la justice pour les victimes des violences sexuelles. Il convient de consacrer la politique de tolérance zéro là où les violences se produisent.

Quatrièmement, la stigmatisation qui entoure les victimes de violence sexuelle et les enfants nés de violences sexuelles doit être corrigée, car elle constitue une nouvelle victimisation. Elles doivent être accompagnées médicalement et réinsérées socialement et économiquement.

Cinquièmement, les leaders religieux ont un rôle influent à jouer dans la lutte contre l'instrumentalisation fallacieuse de la religion pour justifier la violence. Ils doivent être encouragés à s'exprimer fermement contre la violence. La coopération avec les acteurs locaux et les leaders communautaires est également cruciale, étant donné qu'ils peuvent identifier les signes précurseurs d'actes de violence sexuelle, offrir des systèmes d'alerte rapide et proposer des stratégies de prévention appropriées.

Le Maroc condamne fortement toutes les formes de violence sexuelles, y compris en période de conflit, et les considère comme des méthodes et pratiques barbares, brutales et inhumaines, ayant des conséquences graves sur le processus de l'instauration d'une paix et d'une réconciliation durables. Convaincu de la contribution des femmes en tant que mécanismes primordiaux d'alerte rapide, de leur sensibilisation aux menaces sur la sécurité locale et de leur rôle dans la médiation, le Maroc participe activement à un certain nombre d'initiatives, notamment : l'Initiative pour la médiation en Méditerranée, lancée par le Maroc et l'Espagne en 2012, le Réseau de coordonnateurs pour les femmes et la paix et la sécurité, créé par l'Espagne, et le Réseau de femmes médiatrices de la région méditerranéenne lancé par l'Italie.

En outre, nous avons récemment organisé à Rabat une conférence internationale sur le thème des femmes et de la paix et la sécurité, qui a examiné les questions du rôle des femmes dans la médiation, la prévention des conflits et la question de la déradicalisation. Nous participons à la formation des imams, prédicateurs et prédicatrices appartenant à plusieurs pays africains, européens et arabes, afin qu'ils donnent des lignes directrices sur les véritables principes pacifiques de la religion islamique, basée sur la tolérance et l'acceptation de l'autre, loin de toute interprétation erronée et d'orientation radicale.

Nous prônons l'intégration de femmes au sein des contingents marocains de maintien de la paix déployés dans les opérations des Nations Unies. Le personnel féminin marocain est régulièrement déployé au sein des contingents des Forces armées royales, à la Mission

multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). D'ailleurs, le cinquième bataillon à déploiement rapide des Forces armées royales à la MONUSCO dispose d'un module spécifique à base de personnel féminin. De même, le Maroc a atteint l'objectif de 15 % des experts en mission et des observateurs militaires dans cette catégorie.

Enfin, je voudrais souligner que le Maroc, pays contributeur majeur de troupes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis les années 60, accorde une importance particulière à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et à la politique de tolérance zéro du Secrétaire général dans ce cadre. À cet effet, le Maroc s'associe pleinement à toutes les actions dans ce sens, aussi bien le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face que le cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, auquel S. M. le Roi Mohammed VI s'est joint à l'invitation du Secrétaire général. Au niveau national, le système judiciaire marocain est parmi les plus stricts en la matière, et de nombreuses actions ont été prises, notamment l'intégration systématique d'enquêteurs nationaux dans tous les contingents déployés – ce qui a d'ailleurs été reconnu comme une bonne pratique à suivre –, un système de rotation des troupes après six mois, et le renforcement des formations préalables au déploiement et de la sensibilisation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Géorgie.

M^{me} Agladze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence conjointe franco-allemande du Conseil du rôle moteur qu'elle a joué dans la promotion de la question de la violence sexuelle en temps de conflit. Je tiens également à remercier le Secrétaire général pour son rapport (S/2019/280), ainsi que les intervenants de ce matin, qui nous ont présenté d'émouvants témoignages et nous ont fait part de leurs points de vue sur la lutte contre l'impunité et sur une responsabilisation accrue en matière de violences sexuelles en temps de conflit. Nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui de la résolution 2467 (2019) et sommes déterminés à la faire appliquer.

Cette année marque le dixième anniversaire de la création du mandat et du Bureau de la Représentante

spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Durant cette période, nous avons constaté des changements sans précédent s'agissant de la compréhension des causes profondes et des répercussions dévastatrices de la violence sexuelle liée au conflit, et de la manière de les combattre. Cela étant, la violence sexuelle continue à ce jour d'être utilisée comme une stratégie de guerre et une tactique de terreur. Elle reste aussi bien un moteur qu'une conséquence du déplacement forcé. C'est donc à nous qu'il incombe au premier chef de lutter contre la violence sexuelle liée au conflit à tous les stades des activités liant prévention, protection et poursuites judiciaires.

Depuis 2012, le Gouvernement géorgien exécute ses plans d'action nationaux aux fins d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Notre plan le plus récent porte sur la prise en compte des besoins, priorités et recommandations des femmes déplacées et des femmes touchées par les conflits dans les efforts de paix et de sécurité, ainsi que sur la participation accrue des femmes aux discussions internationales de Genève et aux mécanismes visant à prévenir les incidents de violence sexuelle et à y remédier. À cette fin, les participants aux discussions internationales de Genève et auxdits mécanismes rencontrent et consultent régulièrement des représentants d'organisations non gouvernementales, notamment celles qui se spécialisent dans la protection des droits des femmes. Afin d'aider davantage les femmes touchées par le conflit, le Gouvernement géorgien a lancé un projet visant à les autonomiser économiquement en élargissant leurs connaissances et en renforçant les compétences pratiques qui leur sont utiles pour créer leurs propres entreprises.

L'égalité des genres est un pilier essentiel de la prise en charge du personnel militaire et civil en Géorgie. La stratégie de notre ministère de la défense en matière d'égalité des genres énonce les conditions nécessaires pour garantir l'égalité des droits, des libertés et des chances entre les hommes et les femmes, prévenir et éliminer toutes les formes de discrimination, contrecarrer toute forme de violence fondée sur le genre et éliminer les manquements, le harcèlement sexuel et la maltraitance physique et psychologique. Aujourd'hui, environ 8 % de nos forces armées et 49 % du personnel du Ministère de la défense sont des femmes. L'équipe chargée du suivi de l'égalité des genres au Ministère de la défense coordonne la prise en compte des questions de genre, la mise en œuvre d'une démarche tenant compte

de la problématique femmes-hommes et l'institutionnalisation et la réalisation des obligations nationales et internationales. L'équipe s'emploie également à mettre en œuvre des mesures visant à prévenir les violences conjugales aux mains des représentants du Ministère de la défense. En outre, le Ministère a amélioré les fondements législatifs pour garantir que les soldats qui se livrent au harcèlement sexuel aient à répondre de leurs actes, et il a introduit une formation obligatoire pour tous les employés sur l'élimination du harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Une formation à la problématique femmes-hommes et à la résolution 1325 (2000) fait partie de la formation préalable au déploiement des soldats de la paix depuis 2014, et plus de 5 000 soldats, hommes et femmes, l'ont suivie à ce jour. Les questions liées au genre et à la violence conjugale sont également incluses dans les sessions consacrées aux troubles post-traumatiques organisées par les psychologues du Ministère de la défense post-déploiement.

Malgré les efforts faits par le Gouvernement pour promouvoir la pleine inclusion, dans le processus de paix, des femmes touchées par le conflit, l'occupation des régions géorgiennes de l'Abkhazie et de Tskhinvali par la Fédération de Russie fait entrave au processus de paix et impose des conditions de vie déplorables aux femmes vivant dans les régions occupées de la Géorgie, ainsi que dans les zones situées à proximité de la ligne d'occupation. Ces zones sont systématiquement le théâtre de violations des droits de l'homme, notamment du déni du droit à la liberté de circulation, de détentions illégales par les officiers du Service fédéral de sécurité russe et de menaces à sécurité physique des personnes accusées d'avoir franchi illégalement la frontière. La mobilisation de la communauté internationale et le suivi de la situation dans les régions touchées par un conflit, et dans les régions occupées de Géorgie en particulier, sont donc d'une importance cruciale pour assurer l'égalité effective des genres et prévenir les violences sexuelles envers les femmes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica.

M. Guillermet-Fernandez (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica remercie la présidence allemande d'avoir organisé le présent débat public. Nous remercions également les intervenants de leurs précieuses contributions à ce débat.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le Qatar au nom du Groupe des amis de la responsabilité de protéger.

Par ailleurs, nous nous faisons l'écho de ceux qui condamnent les terribles attentats perpétrés à Sri Lanka dimanche. Nous sommes solidaires du Gouvernement et du peuple sri-lankais.

La violence sexuelle est inacceptable quel que soit le moment ou le lieu, et son utilisation généralisée comme une tactique de terreur et une arme de guerre et de terrorisme est particulièrement répréhensible. Il est donc nécessaire de s'attaquer à ses causes et aux lacunes structurelles pour assurer son élimination systématique et rigoureuse. C'est aux États qu'incombe la responsabilité première de protéger leurs populations, et c'est à eux de mettre en place des cadres juridiques et institutionnels robustes afin de jeter des bases solides pour prévenir les lacunes de protection des victimes et combler celles qui existent. En particulier, les femmes et les enfants méritent une attention spéciale, mais nous devons étendre la portée des mesures de protection aux groupes de population les plus vulnérables, notamment les minorités ethniques et religieuses, les femmes des zones rurales, les femmes et les filles associées aux groupes armés, la population des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI), ainsi que les hommes et les garçons qui sont eux aussi susceptibles de subir des violences sexuelles. La violence sexuelle en tant que cause de déplacement forcé est également préoccupante, de même que les risques croissants de violence dans les contextes de mouvements massifs de populations, où les migrants, les réfugiés et les déplacés sont victimes d'extorsion sexuelle, de trafic et de traite des personnes, de brimades et de viol, entre autres atteintes. Il convient de considérer les violences sexuelles liées aux conflits comme une cause suffisante à accorder le statut de réfugié ou l'asile, et d'appliquer des politiques d'assistance aux victimes, en accordant la protection qui convient à ces personnes.

Tous les actes de violence sexuelle doivent être punis avec la plus grande fermeté par l'application rigoureuse des mécanismes juridiques internationaux en vigueur, y compris, le cas échéant, par la saisine de la Cour pénale internationale, afin d'éliminer complètement l'impunité dans ces affaires. Ces actes de violence sont des crimes de guerre, c'est pourquoi il faut une application d'une politique de tolérance zéro rigoureuse à ceux qui commettent, ordonnent ou tolèrent les violences sexuelles dans les situations de conflit.

De même, il faut interdire les amnisties et les immunités pour ce type de crimes, lever les obstacles liés à la procédure et à la fourniture de preuves que les

victimes rencontrent lorsqu'elles souhaitent saisir la justice, notamment les délais limites à respecter pour porter plainte, et ne plus permettre que les victimes soient intimidées ou discréditées. De même, des arrangements de justice transitionnelle doivent être inclus dans les accords de paix et de cessez-le-feu.

Il faut utiliser de manière cohérente les sanctions en cas de violence sexuelle dans le contexte de conflits armés et de terrorisme. Pour rendre cette obligation effective, les comités des sanctions pertinents doivent déployer des spécialistes en violences sexuelles et sexistes dans le cadre de leur travail d'enquête et recommander des mesures à appliquer en vertu du droit international à tous ceux qui participent au financement ou à la planification d'actes de violence sexuelle, ou qui aident les groupes liés à ces actes, qu'ils soient civils ou militaires.

Prévention est le mot clef. L'inclusion systématique de conseillers pour la protection des femmes dans les processus de planification stratégique des missions politiques et des opérations de maintien de la paix et de médiation est fondamentale. Nous saluons le travail que vient d'effectuer l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice en partenariat avec ONU-Femmes, et son fichier d'experts judiciaires sur la violence sexuelle et fondée sur le genre, en vue de garantir la justice pénale et d'appliquer le principe de responsabilité dans les situations de conflit. De même, davantage de femmes doivent être intégrées dans les forces nationales de police et les missions politiques et de maintien de la paix, avec une formation adéquate en matière de prévention et d'intervention dans les cas de violence sexuelle, du fait de la corrélation positive reconnue entre les taux de dénonciation des violences sexuelles et le nombre de femmes présentes dans ces contingents.

Il est essentiel que tous ces efforts soient axés sur les victimes. Il faut aussi garantir une assistance multisectorielle aux rescapé(e)s de violences sexuelles, comme des services médicaux, notamment l'accès à des soins de santé sexuelle et reproductive complets, ainsi que des services psychosociaux et juridiques. À cet égard, nous regrettons que la résolution 2467 (2019), adoptée aujourd'hui au Conseil, ne comporte pas cette disposition sur la santé, sachant que l'accès aux services de santé sexuelle et procréative est essentiel pour garantir la dignité des victimes de violence sexuelle.

Des cadres juridiques doivent être mis en place au niveau national pour protéger les victimes et lutter contre la stigmatisation associée aux atteintes et aux

violences sexuelles, prévoir des réparations et des indemnisations, compte tenu du fait que les différentes formes de violence sexuelle requièrent des solutions et réponses différentes. Il faut aussi encourager une participation significative des rescapé(e)s et de la société civile, notamment des organisations de femmes et des organisations dirigées par des femmes, en tant qu'élément central de la prévention.

Enfin, il est indispensable d'inclure les femmes et les filles dans les processus de prise de décisions et dans les fonctions de direction. Le manque de possibilités, l'absence de politiques nationales en faveur de leur protection et inclusion, ainsi que les obstacles structurels rencontrés dans tous les domaines, qui encouragent la discrimination à l'égard des femmes, perpétuent les cycles de pauvreté, d'exclusion et de violence, les empêchant ainsi de jouir de leurs droits. Nous nous félicitons du cadre de coopération entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général et le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en reconnaissance du fait que la violence sexuelle liée aux conflits a un rapport intrinsèque avec la discrimination et les inégalités structurelles entre les sexes. C'est pourquoi il importe d'assurer l'égalité des chances, l'accès à l'éducation et l'autonomisation économique, politique et sociale des femmes et des filles afin qu'elles puissent jouer un rôle transcendantal et transformateur au sein de leurs communautés, pendant et après un conflit, recouvrer leur dignité, et jouir pleinement de leurs droits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Liechtenstein.

M. Wenaweser (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter des efforts acharnés déployés par votre délégation pour mener les négociations sur la résolution 2467 (2019) à bonne fin. Je voudrais faire quelques brèves observations à la fin d'une longue journée.

Premièrement, nous voudrions parler de certaines des situations qui sont particulièrement pertinentes pour nos débats d'aujourd'hui. Au Myanmar, il y a eu des atrocités à grande échelle, notamment des violences sexuelles, contre les femmes et les filles rohingya. Il existe des preuves solides que l'utilisation ou la menace d'utilisation de violences sexuelles ont été un facteur d'incitation à un déplacement forcé à grande échelle. Nous aimerions entendre la Représentante spéciale nous dire comment nous pouvons faire face à la prévalence croissante des enfants nés d'un viol perpétré en temps

de guerre et fournir les services nécessaires aux mères et aux enfants sans contribuer à leur stigmatisation. En Libye, les femmes et filles migrantes sont très vulnérables à la violence sexuelle liée au conflit. Beaucoup d'entre elles sont exposées à la prostitution forcée et à l'exploitation sexuelle, ce qui équivaut à l'esclavage sexuel. En Syrie, dans les camps de déplacés, les femmes et les filles courent un risque élevé d'être victimes de violence sexuelle et d'enlèvement. Cette violence touche principalement les femmes et les filles se trouvant au domicile d'un homme ciblé, bien qu'hommes aussi bien que femmes comptent parmi les victimes dans les lieux de détention.

Deuxièmement, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables à la violence sexuelle liée au conflit, mais les études menées, notamment par All Survivors Project, montrent que les hommes et les garçons sont aussi spécifiquement ciblés, par exemple au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Et, pourtant, la violence sexuelle contre les hommes et les garçons reste gravement sous-signalée en raison d'une culture du tabou et de la stigmatisation des victimes, ce qui restreint aussi leur accès déjà limité aux services. Nous saluons le progrès fait aujourd'hui avec l'adoption de la résolution 2467 (2019), pour fournir une assistance opportune et en toute sécurité à tous les rescapé(e)s, y compris des services psychosociaux et les soins de santé.

Troisièmement, nous réaffirmons notre ferme engagement à lutter contre la traite des êtres humains et l'esclavage moderne, pour lesquels les situations de conflit posent un risque spécifique. Nous appuyons en particulier l'appel lancé dans la résolution 2331 (2016) à dialoguer avec toutes les parties impliquées dans la lutte contre les flux financiers illicites résultant de la traite des personnes, y compris l'esclavage sexuel. Cet appel a ouvert la voie à l'Initiative du Liechtenstein en faveur de la création d'une commission du secteur financier sur l'esclavage moderne et la traite des êtres humains, un partenariat public-privé, menée en coopération avec les Gouvernements de l'Australie et des Pays-Bas et avec l'appui de l'Université des Nations Unies. Ce travail doit aboutir à un ensemble de mesures à l'intention du secteur financier mondial qui seront présentées publiquement en septembre à New York.

Ma dernière observation concerne l'importance de la responsabilisation en tant qu'élément essentiel de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Les États ont la responsabilité première à cet égard,

mais les mécanismes de justice pénale internationale, en particulier la Cour pénale internationale, peuvent aider de manière significative au renforcement des capacités nationales, comme il est demandé dans l'objectif de développement durable 16, sur la base du principe de complémentarité. La Cour a fait des crimes sexuels et sexistes une de ses priorités stratégiques, ce qui reflète la position très progressiste du Statut fondateur de la Cour sur cette question. Le Conseil de sécurité a la responsabilité particulière de veiller à garantir que les auteurs de ces crimes aient à en répondre, conformément au code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence contre les atrocités criminelles, appuyé par les deux tiers des membres du Conseil.

Nous saluons également l'action menée par le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie, dont le rapport annuel a été discuté aujourd'hui à l'Assemblée générale (voir A/73/PV.76). Le Mécanisme a déjà fait des progrès notables dans l'exécution de son mandat en vue de lutter efficacement contre les crimes sexuels et à caractère sexiste. Nous attendons du mécanisme de responsabilisation mis en place pour le Myanmar par le Conseil des droits de l'homme qu'il fasse fond sur ces bonnes pratiques.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Amde (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose exprimer nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement sri-lankais à la suite de l'odieux attentat terroriste perpétré contre des civils innocents par de lâches groupes. Nous condamnons cet attentat dans les termes les plus fermes, et nous manifestons notre solidarité au peuple et au Gouvernement sri-lankais.

Nous remercions vivement l'Allemagne d'avoir organisé cet important débat sur les femmes et la paix et la sécurité, et sur la prévention des violences sexuelles liées aux conflits. Nous tenons également à remercier le Secrétaire général pour son dixième rapport annuel complet sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2019/280), ainsi que toutes les personnes qui ont pris la parole ce matin. Le rapport du Secrétaire général met clairement en lumière les tendances actuelles et nos préoccupations concernant la violence sexuelle en temps de conflit. Nous espérons sincèrement qu'il nous permettra d'élaborer un cadre clair d'action et de relever sérieusement les défis relatifs à la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits.

L'exploitation, les atteintes et les violences sexuelles en temps de conflit requièrent d'engager des actions et des mesures aussi drastiques que possible. L'une de ces réactions consiste à mobiliser la communauté internationale pour encourager la prise de mesures de prévention efficaces et structurées en vue de relever ces défis. Chacun sait que la violence sexuelle fait partie intégrante des tactiques adoptées par les organisations terroristes dans les situations de conflit et d'après-conflit dans le monde entier. Tous les pays doivent intensifier leurs efforts pour prévenir cette violence et veiller à ce que les responsables répondent de leurs actes. En outre, comme le montrent clairement les rapports des missions de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique, ce sont les Africains qui sont les plus touchés par ce problème aujourd'hui. Il est évident que nous devons redoubler d'efforts pour mettre fin aux activités des groupes armés et des autres parties au conflit. Nous devons prendre de toute urgence des mesures pour régler cette question.

En ce qui concerne l'Afrique, nous nous félicitons vivement de la recommandation du Secrétaire général tendant à mobiliser les chefs religieux et traditionnels pour atténuer les souffrances des rescapé(e)s. De même, nous pensons que tout plan de relèvement doit reposer sur le renforcement des capacités des institutions des pays touchés par un conflit, en les dotant des ressources et des compétences techniques nécessaires pour mener leurs efforts de prévention.

Le Conseil de sécurité doit continuer d'encourager la prévention et le renforcement des capacités pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. De toute évidence, il s'agit, entre autres, des problèmes persistants que pose l'inégalité de genre, et même des pratiques discriminatoires rétrogrades. En outre, il est vraiment nécessaire d'encourager et de promouvoir la participation significative des organisations de la société civile. Ces organisations sont absolument indispensables pour modifier les pratiques structurelles en matière d'inégalité de genre. Le Conseil doit employer tous les moyens à sa disposition et faire tout ce qui est en son pouvoir pour renforcer et appuyer les mesures mondiales de lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits.

À cet égard, l'Union africaine (UA) a démontré sa volonté de combattre l'impunité et de faire répondre de leurs actes les auteurs de violences sexuelles liées aux conflits. Je pense notamment à dispenser une formation continue à tout le personnel de maintien de la paix, que ce soit dans les missions des Nations Unies

ou de l'UA, sur les questions relatives à la problématique femmes-hommes et à la violence sexuelle liée aux conflits. Je suis heureux de pouvoir dire que l'Éthiopie a donné priorité à cette question au moment de déployer ses soldats de la paix.

Enfin, je voudrais réaffirmer une fois de plus l'engagement de l'Éthiopie à ériger en crime la violence sexuelle et à collaborer avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour, entre autres choses, prévenir la violence sexuelle liée au conflit. Nous saluons l'engagement pris par le Secrétaire général d'accroître la représentation des femmes dans les activités de l'ONU, que ce soit en tant que représentantes et envoyées spéciales dans les opérations sur le terrain, ou en tant qu'observatrices militaires et membres de la police, du personnel chargé des droits de l'homme et du personnel humanitaire. Nous saluons et appuyons également les mesures que le Secrétaire général propose pour prévenir les violences sexuelles liées aux conflits, et son appel en faveur d'une politique de tolérance zéro. Dans le même temps, nous réaffirmons la nécessité de convenir d'un cadre d'action solide et clair pour relever efficacement ces défis.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Cambodge.

M. Ke (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer mes condoléances et ma sympathie à celles et ceux qui ont perdu des membres chers de leur famille dans les récents attentats terroristes commis à Sri Lanka. Le Cambodge condamne fermement ces attentats, et reste aux côtés du Gouvernement et du peuple sri-lankais pendant cette période difficile.

Je voudrais tout d'abord remercier l'Allemagne d'avoir organisé aujourd'hui ce débat de la plus haute importance. Je voudrais également remercier le Secrétaire général pour son rapport riche d'informations (S/2019/280) sur les violences sexuelles liées aux conflits et, au nom de ma délégation, les orateurs pour leurs exposés éclairants sur la question à l'examen ce matin.

L'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre et comme moyen de répression, de terreur et de contrôle est répréhensible. Ma délégation condamne fermement toutes les formes de violence et d'exploitation sexuelles, en particulier contre les femmes et les enfants. Nous devons nous attaquer aux causes profondes des conflits afin de prévenir la victimisation

des femmes et des filles. La prévention des conflits est une condition préalable à la pérennisation de la paix et au respect des droits de l'homme. La pauvreté, la discrimination, le manque d'éducation, l'exclusion sociale et les inégalités perpétuent le cycle de violence.

Dans ce contexte, la communauté internationale doit unir ses efforts pour résoudre ces problèmes d'une manière résolue et globale. L'exécution dans les délais du Programme de développement durable à l'horizon 2030 permettra de fournir des moyens réels et durables pour protéger les femmes et les filles aussi bien en période de conflit qu'en temps de paix. Les femmes sont au fondement du développement socioéconomique mondial mais, en dépit des nombreux progrès réalisés, les inégalités persistent. La réalisation réussie des objectifs de développement durable, en particulier ceux qui concernent l'égalité des sexes, la promotion d'une éducation de qualité et une croissance économique partagée, peut permettre d'autonomiser les femmes et de les aider à réaliser pleinement leur potentiel.

Le Cambodge est entièrement déterminé à atteindre les objectifs que sont l'égalité des sexes, la prospérité et la paix. Pour notre part, nous n'avons épargné aucun effort pour faire face aux menaces à la sécurité humaine, car nous avons contribué à la paix et à la stabilité mondiales en participant activement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les soldats de la paix cambodgiens font tout leur possible pour protéger les populations locales contre les violences et les atteintes sexuelles en défendant la paix, en préservant l'état de droit et en aidant à bâtir des communautés à l'abri du danger. Le Cambodge appuie la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard des crimes commis par le personnel des Nations Unies en mission.

Dans ce contexte, le Cambodge appuie la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport, selon laquelle il est fondamental de poursuivre la formation de l'ensemble du personnel des opérations de maintien de la paix dans le domaine des questions de genre et des violences sexuelles liées aux conflits. Pour garantir l'efficacité des opérations et le succès des missions de maintien de la paix, les Casques bleus doivent recevoir une formation professionnelle, bénéficier d'un appui fiable sur le terrain et avoir accès aux technologies modernes nécessaires.

Le Cambodge appuie le Secrétaire général dans ses efforts visant à renforcer la prévention en faisant en sorte que les auteurs de crimes répondent de leurs actes. À la veille du vingtième anniversaire de la résolution

1325 (2000), il est nécessaire de renforcer les mécanismes de responsabilisation, en notant que la résolution demande à toutes les parties à un conflit armé de respecter pleinement le droit international applicable aux droits et à la protection des femmes et petites filles.

Dans le cadre de nos efforts visant à mettre fin aux violences et atteintes sexuelles, l'ONU et ses États Membres doivent œuvrer de concert en toute transparence et dans un esprit de coopération. Nous devons renforcer les instruments juridiques en vigueur pour protéger les femmes et les filles en période de conflit armé en prenant en compte les questions de genre et en promouvant la fourniture de soins aux rescapé(e)s. En outre, comme le reconnaît le Secrétaire général, il est difficile d'évaluer la prévalence exacte des violences sexuelles liées aux conflits en raison d'une large gamme de difficultés, et c'est pourquoi il est primordial que les rapports et les recommandations soient fondés sur des données précises et vérifiables. La clarté des rapports nous aidera à mieux comprendre la situation et à éclairer notre action, renforçant ainsi l'état de droit aux niveaux national et international.

Je voudrais pour conclure réaffirmer la détermination inébranlable du Cambodge à protéger les populations vulnérables dans les situations de conflit armé. Pour mettre fin à la violence sexuelle contre les femmes et les filles, il faut une action mondiale commune, et le Cambodge est pleinement engagé à travailler avec tous ses partenaires pour faire en sorte que les générations futures vivent libres et en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria.

M. Iteboje (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je remercie la délégation allemande d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. Nous savons tout particulièrement gré au Secrétaire général António Guterres de ses remarques. Nous remercions M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et les autres intervenants d'avoir partagé leurs points de vue sur ce sujet très important.

Le Nigéria condamne avec la plus grande fermeté l'enlèvement, la traite et la maltraitance des femmes et des filles par les groupes extrémistes, notamment les odieuses exactions commises par Boko Haram dans la région du lac Tchad, tout particulièrement dans le nord-est de notre pays. L'utilisation des femmes et des filles comme esclaves sexuelles doit également être

condamnée. Dans ce contexte, nous espérons que le présent débat donnera lieu à des suggestions pour remédier aux difficultés et insuffisances actuelles s'agissant d'obtenir les ressources nécessaires pour faire progresser le rôle des femmes dans le contexte de l'architecture mondiale de paix et de sécurité.

Il convient de noter que l'année prochaine, nous célébrerons le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), qui est née sous la présidence namibienne du Conseil de sécurité en 2000. Nous saluons le fait qu'en adoptant la résolution 1325 (2000), le Conseil de sécurité a fait preuve du leadership nécessaire pour encourager la participation des femmes à la paix et à la sécurité et ouvert la voie à d'autres résolutions ultérieures du Conseil sur cette question très importante.

En Afrique, l'Union africaine a été une plateforme utile pour la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité en mettant l'accent sur la participation des femmes et des jeunes au développement du continent. Cela est clairement reflété dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous sommes fiers de constater que 25 États africains disposent d'un plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, ce qui représente 31 % des pays s'étant dotés d'un plan d'action national dans le monde. En outre, on compte de nombreux instruments de l'Union africaine et des sous-régions qui s'attachent à promouvoir les priorités relatives aux femmes et la paix et la sécurité.

Au niveau sous-régional, en Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, a élaboré en septembre 2010 un plan d'action intégré pour l'application de la résolution 1325 (2000). Ce plan d'action souligne l'importance du rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits, la médiation et les efforts de consolidation de la paix, ainsi que dans la reconstruction des sociétés après un conflit.

S'appuyant sur ces efforts sous-régionaux, le Nigéria a lancé en août 2013 un plan d'action national visant à appliquer pleinement les dispositions pertinentes de la résolution 1325 (2000). Ce plan traduit la volonté du Gouvernement d'assurer la sécurité des femmes et des filles pendant les conflits armés et de renforcer leur participation active et directe à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Nous collaborons également avec nos voisins du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Bénin, dans le cadre de la

Force multinationale mixte (FMM), pour vaincre l'insurrection de Boko Haram, qui s'en prend tout particulièrement aux femmes et aux filles. Notre expérience dans la région du lac Tchad aujourd'hui prouve qu'avec une collaboration internationale déterminée, on peut venir à bout du terrorisme. Nous appelons donc la communauté internationale à continuer d'appuyer la FMM.

En outre, le Gouvernement nigérian a pris des mesures pour venir en aide aux victimes du terrorisme de Boko Haram – qui se manifeste notamment par des viols et d'autres violences sexuelles y compris contre des enfants, des enlèvements d'enfants et d'autres violations graves – en mettant en place plusieurs formes de réparation. Parmi les réparations juridiques et sociales mises en œuvre par le Gouvernement, on peut citer la poursuite diligente des terroristes de Boko Haram emprisonnés devant les tribunaux compétents, ainsi que des programmes de réinsertion, de réorientation et de réadaptation conçus pour répondre aux besoins de chaque victime de violences sexuelles.

Les efforts soutenus du Nigéria et de ses partenaires internationaux ont abouti à la libération des territoires précédemment occupés par Boko Haram. Nous avons pris des mesures concrètes pour répondre aux besoins humanitaires des personnes déplacées et pour veiller à ce que les conditions nécessaires soient réunies pour permettre leur retour volontaire sur leur lieu d'origine dans la sécurité et la dignité. Conséquence des efforts susmentionnés, nous rappelons que les filles enlevées à Chibok et Dapchi ont été libérées, et nous poursuivrons notre action jusqu'à ce que toutes les autres le soient également.

Je voudrais conclure en saluant la contribution des organisations de la société civile en tant que partenaires dans la prévention, la gestion et le règlement des différends. Le Gouvernement nigérian continuera de les associer en tant que parties prenantes et partenaires clefs au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Le Nigéria demeure fermement attaché à la promotion et à la protection des droits des femmes et des filles dans les situations de conflit et d'après-conflit. À cet égard, nous nous emploierons assidûment à accroître la participation des femmes aux initiatives de paix et de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Rwanda.

M. Kayinamura (Rwanda) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de me joindre aux autres États

Membres pour vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours, et pour vous remercier d'avoir organisé cet important débat. Je remercie également tous les intervenants de leurs exposés très utiles.

D'un point de vue rwandais, ce débat public intervient à un moment important de l'histoire du Rwanda. Le présent mois d'avril marque le 25^e anniversaire du génocide des Tutsis, au cours duquel le viol a été largement utilisé. Cet élément sera la toile de fond de ma déclaration aujourd'hui.

C'est en 1998, lors du procès de Jean-Paul Akayesu, ancien maire d'une commune du Rwanda accusé de génocide – que le Tribunal pénal international pour le Rwanda a conclu et jugé pour la première fois que le viol avait été utilisé comme moyen de perpétrer un génocide en vue d'exterminer un groupe spécifiquement ciblé et constituait donc un acte de génocide, ce dont Akayesu a été convaincu. Par conséquent, si nous voulons nous attaquer à l'utilisation généralisée de la violence sexuelle dans les conflits comme arme de guerre, de terrorisme, de nettoyage ethnique et même d'extermination de groupes ciblés, nous devons nous attaquer au problème central de la culture de l'impunité, qui est devenue la réponse par défaut aux violences sexuelles en temps de conflit. La lutte contre l'impunité contribue à la prévention des crimes futurs et à la guérison et à la réinsertion des rescapé(e)s au sein de leurs communautés.

Mon deuxième point concerne la prévention, et je voudrais faire les recommandations suivantes. Premièrement, la prévention de la violence sexuelle commence par des institutions solides et des cadres juridiques complets en temps de paix. Les institutions judiciaires et les instruments juridiques nationaux doivent être suffisamment solides pour traiter les cas de violence sexuelle au même titre que les autres infractions pénales. Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit envisager d'élargir les critères de désignation des individus qui commettent des actes de violence sexuelle en période de conflit. Les comités des sanctions compétents doivent travailler en étroite collaboration avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit afin d'évaluer régulièrement les cas de violence sexuelle. Troisièmement, nous devons investir dans des approches axées sur les rescapé(e)s qui donnent la priorité aux droits et aux besoins particuliers des victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Cela implique de leur fournir un appui médical, social et économique approprié afin d'aider à leur réinsertion et de réparer le tissu social des sociétés dans lesquelles nous vivons. Quatrièmement, il est tout aussi important d'associer les femmes au règlement des conflits, aux négociations des accords de paix, aux opérations de maintien de la paix, à la consolidation de la paix et à la réconciliation à tous les niveaux.

Mon troisième point concerne l'approche axée sur les rescapé(e)s, dont on a déjà parlé. Les personnes ayant subi des violences sexuelles sont confrontées à une tâche très difficile pour ce qui est de se remettre et de reconstruire leur vie. Leur expérience des violences sexuelles laisse des séquelles durables en termes de traumatismes psychologiques et sociaux. Elles doivent faire face à des maladies sexuellement transmissibles, qui créent de graves problèmes de santé difficiles à résoudre dans les sociétés sortant d'un conflit. Nous avons besoin d'un système d'appui plus holistique et plus efficace pour les rescapées qui leur permettra de passer du statut de victimes à celui de survivantes résilientes et de membres autonomes de nos communautés.

Les souffrances et le traumatisme sont également hérités par les enfants qui sont conçus et nés d'un viol. Alors qu'ils deviennent adultes, ils essaient de se réconcilier avec une identité qu'aucun parent ne souhaiterait à son enfant. Ces enfants ont également besoin de services psychosociaux complets pour les guider à travers leurs expériences singulières.

Pour terminer, je souhaiterais faire les suggestions suivantes.

Premièrement, nous devons améliorer notre compréhension de l'idéologie qui sous-tend la violence sexuelle en temps de conflit. Les corps des femmes, des filles et des enfants appartenant à des groupes cibles sont devenus les nouveaux champs de bataille où les guerres sont livrées, avec l'intention de détruire le tissu social des communautés ciblées. Deuxièmement, nous devons renforcer la responsabilisation des dirigeants des groupes armés ou des hommes politiques qui encouragent ou permettent le recours à la violence sexuelle en période de conflit armé. Même si la justice ne peut pas défaire les crimes atroces de violences sexuelles, sans justice on ne saurait mettre fin à la culture de l'impunité, et le cycle de la violence peut continuer. Enfin, à l'heure de rendre justice et d'apporter un appui aux victimes et aux survivant(e)s, nous avons besoin d'un appui axé sur les rescapé(e)s afin de transférer la honte et la

stigmatisation sur les auteurs de violences sexuelles en temps de conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à la représentante de Sri Lanka, je voudrais, au nom de toutes les personnes présentes dans cette salle, exprimer notre sympathie et nos sincères condoléances pour les victimes des attaques odieuses commises dans ce pays. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles.

Je donne maintenant la parole à la représentante de Sri Lanka.

M^{me} Samarasinghe (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Au nom de ma délégation, je voudrais tout d'abord exprimer notre sincère gratitude à toutes les délégations qui ont exprimé leurs condoléances et leur appui au Gouvernement et au peuple sri-lankais en cette période difficile, alors que nous sommes confrontés à un défi sans précédent.

Nous félicitons l'Allemagne, en tant que Présidente du Conseil pour le mois d'avril, d'avoir organisé le présent débat, surtout à l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000). Nous remercions également le Secrétaire général de son rapport (S/2019/280) et les intervenants de leurs observations très utiles.

En tant que pays fournisseur de contingents, Sri Lanka a pris de nombreuses mesures contre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans le cadre des opérations des Nations Unies, notamment en adhérant au cercle de dirigeantes et de dirigeants du Secrétaire général, en signant le pacte facultatif sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur les mesures à prendre pour y faire face, et en contribuant au fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Le long conflit qu'a connu Sri Lanka a laissé de profondes cicatrices dans notre société. Les femmes en ont été les principales victimes. Les orphelins, les veuves de guerre, les mères célibataires et les ménages dirigés par des femmes sont l'héritage de ce conflit. Les vulnérabilités accrues, en particulier pendant les conflits, rendent les femmes et les filles beaucoup plus vulnérables face à la violence, et ma délégation condamne fermement la violence, l'intimidation, le harcèlement et les sévices visant les femmes sous toutes leurs formes, dans toutes leurs manifestations et en tout temps.

Alors que Sri Lanka s'engage à reconstruire sa société et à guérir ses communautés grâce à des mécanismes de réconciliation et de justice, nous sommes déterminés à répondre aux préoccupations immédiates des femmes et des filles en les autonomisant, en leur offrant un espace sûr où elles peuvent s'exprimer et en les associant sur un pied d'égalité à tous les domaines du maintien et de la consolidation de la paix. L'administration sri-lankaise a approuvé une série de recommandations présentées par le Premier ministre sur la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Ces recommandations portent notamment sur l'élaboration et l'application de lois visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles et sur l'adoption de mesures de protection sociale.

En ce qui concerne les allégations de violence sexuelle pendant la période du conflit, le Gouvernement a mis en place des mécanismes pour garantir le droit à la justice. En 2016, Sri Lanka a souscrit à la Déclaration d'engagement concernant l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit. Prenant note des préoccupations exprimées au sujet des allégations de violences sexuelles, le Président de Sri Lanka a publié une série de directives concernant les violations présumées des droits de l'homme. Des mesures ont également été prises pour poursuivre les membres des forces de sécurité qui se seraient rendus coupables de viols.

Le pays compte plusieurs plans d'action axés sur la violence sexuelle et fondée sur le genre. Conformément au principe fondamental de tolérance zéro qui prévaut à cet égard à Sri Lanka, le cadre politique et le plan d'action national de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, lancé en novembre 2016, fournissent une orientation politique globale pour traiter la question de la violence contre les femmes.

Le Gouvernement et des organisations de la société civile ont également mené des programmes de sensibilisation sur la tolérance zéro à l'égard de la violence fondée sur le genre, les protections juridiques et les mécanismes institutionnels en faveur des femmes au niveau local. Le Ministère de la condition de la femme et de l'enfant a ses propres unités dans les anciennes zones de conflit. Les conseillères et responsables de la promotion des femmes attachent un grand intérêt à la fourniture de services de réadaptation axés sur les rescapé(e)s pour les victimes de violence. Le Bureau de l'unité et de la réconciliation nationales met à disposition des conseils psychosociaux en tant que processus de guérison qu'il offre aux femmes victimes de violence.

Phénomène nouveau concernant les violences sexuelles et fondées sur le genre, les organisations de la société civile demandent que des mesures soient prises afin de lutter contre les préjugés dont sont victimes les survivantes en raison de la stigmatisation associée à cet acte. Elles ont également demandé au Gouvernement d'élaborer des directives pour encourager les parties prenantes à prendre l'initiative d'agir de manière responsable afin de permettre aux victimes et à leur famille de participer à la société sur un pied d'égalité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Suan (Myanmar) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement du Myanmar, dans le cadre de l'édification d'une nation démocratique axée sur l'être humain, place la promotion et la protection des droits de l'homme parmi les priorités de son programme politique. Le Gouvernement maintient sa politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de violence sexuelle, y compris les violences liées aux conflits. Les causes profondes des violences sexuelles liées au conflit résident dans l'absence de paix et de stabilité. C'est pourquoi nous ne ménageons aucun effort pour mettre fin aux conflits et établir une paix durable et la réconciliation nationale. Je voudrais partager brièvement les efforts déployés ces derniers mois par le Gouvernement du Myanmar pour prévenir les violences sexuelles liées au conflit.

Étant donné la ferme volonté du Gouvernement de s'attaquer à ce problème et dans un esprit de coopération avec l'ONU, nous avons signé en décembre de l'année dernière un communiqué commun avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit afin de prévenir et de combattre les violences sexuelles liées aux conflits. Peu de temps après la signature du communiqué conjoint, le Gouvernement du Myanmar a facilité la visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Patten, et de son équipe au Myanmar en février. En mars, un comité national ministériel sur la prévention de la violence sexuelle liée au conflit et sur la lutte contre ce phénomène a été formé pour mettre en œuvre le communiqué commun, et a tenu sa première réunion par la suite. Le plan d'action national sera élaboré avec l'assistance technique de l'ONU.

Pour concrétiser la politique de tolérance zéro à l'égard de la violence sexuelle, il est essentiel de réformer la législation nationale pour garantir la mise en œuvre effective de la protection des droits des femmes et des filles. À cet égard, un projet de loi relatif à la prévention

de la violence à l'égard des femmes et à la protection des femmes a été rédigé et sera bientôt promulgué par le Parlement. La nouvelle loi énonce la nécessité de protéger les femmes contre toutes les formes de violence, notamment la violence domestique, le viol conjugal, la violence sexuelle, le harcèlement criminel, le harcèlement au travail et dans les lieux publics et la violence au moyen de pratiques traditionnelles.

Le Gouvernement a régulièrement présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des rapports sur les mesures prises en matière de protection des droits des femmes et de prévention de la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles, et les a également incluses dans le processus de l'Examen périodique universel du Comité des droits de l'homme. Nous œuvrons également, en étroite collaboration avec ONU-Femmes, à la formulation et à la mise en œuvre de notre plan stratégique national de promotion des femmes pour la période 2013-2022 pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En ce qui concerne les violences sexuelles qui auraient été commises contre des femmes, une commission d'enquête indépendante a été mise sur pied pour enquêter sur toutes les allégations de violations des droits de la personne à la suite des attaques terroristes perpétrées par l'Armée du salut des Rohingya de l'Ara-kan en août 2017 dans le nord de l'État rakhine. La commission a pour mandat d'amener les auteurs à répondre de leurs actes et d'assurer la réconciliation. La commission s'acquitte de son mandat avec indépendance, impartialité et objectivité.

La commission a publiquement invité les personnes à témoigner des violations des droits de l'homme dont elles auraient été victimes. La commission se rendra bientôt à Cox's Bazar, au Bangladesh, pour rencontrer des victimes présumées d'atteintes sexuelles. L'action de la commission sera axée sur l'analyse des faits. C'est pourquoi la communauté internationale doit appuyer les travaux de la commission, qui présentera son rapport final au Bureau du Président vers la fin de l'année. Le Gouvernement du Myanmar est tout à fait capable de garantir l'application du principe de responsabilité pour les cas de violence sexuelle et il entend bien le faire. Des mesures seront prises conformément à la loi lorsque suffisamment de preuves seront récoltées.

Tout comme nous condamnons tous les violences sexuelles liées aux conflits, nous devons réagir conformément aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne le

règlement pacifique des différends par le dialogue et la négociation, le respect de la souveraineté des pays et la reconnaissance de leur responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité et de la défense de l'état de droit.

Lorsqu'elle s'attaque à la question de la violence sexuelle en période de conflit, la communauté internationale doit s'inspirer des normes universellement acceptées d'impartialité, de non-sélectivité et de non-politisation de la question. Une approche constructive par le dialogue et la fourniture d'une assistance au pays concerné permettrait aux efforts visant à régler le problème d'aboutir. Exercer des pressions injustes sur un pays, sur la seule base de normes irréalistes et trop ambitieuses en matière de droits de l'homme, sans tenir dûment compte de la situation du pays concerné, serait à coup sûr voué à l'échec et se heurterait au rejet total de sa population.

La première obligation des acteurs internationaux, qu'il s'agisse d'un organisme des Nations Unies, d'une organisation non gouvernementale internationale, d'une organisation de la société civile ou d'un organe de presse, est de ne pas nuire. Hélas, souvent, les objectifs politiques prédéterminés de certains pays et organisations qui appliquent deux poids, deux mesures en se servant de manière abusive du système des Nations Unies et en affichant une attitude entachée de préjugés ont été très dommageables.

Qu'il me soit permis de donner simplement un exemple des dommages que la communauté internationale et les médias internationaux peuvent causer à un pays dans une situation de crise. Je cite un article de Jacob Goldberg intitulé « When the story comes before the survivor » (Quand le récit passe avant les survivants), paru dans le numéro du 21 février de la *Columbia Journalism Review*. Il est écrit :

« En octobre 2017, une réfugiée du nom de Rajuma Begum, âgée de 20 ans, a raconté à Jeffrey Gettleman, du *New York Times*, que des soldats du Myanmar l'avaient battue et violée en réunion et avaient tué sa mère et son frère ».

Elle lui a dit : « Ils ont jeté mon bébé dans les flammes ». Ces propos ont été repris avec empressement et passion par les médias, les défenseurs des droits de l'homme, de nombreux diplomates et même certains fonctionnaires de l'ONU pour tenter de justifier les accusations d'atrocités prétendument commises par les forces de sécurité du Myanmar.

Mais, avant que Rajuma ne déclare à Gettleman que son bébé avait été jeté dans les flammes, elle avait déjà raconté une version différente de son histoire. En septembre 2017, elle avait dit à Al-Jazira : « Ils m'ont arraché mon fils des bras, l'ont jeté [par terre] et lui ont tranché la gorge ». Plus tard, elle a dit à d'autres médias que son bébé avait été tué à la machette, sans parler des flammes. Quoi qu'il en soit, le mal était fait. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'innombrables récits mensongers et fabriqués de toutes pièces dans l'intention malveillante de ternir l'image du Gouvernement et du peuple du Myanmar. Si nous voulons mettre fin à la violence sexuelle en période de conflit, nous devons nous élever au-dessus de la politisation et de la dramatisation de la violence.

Pour notre part, nous continuerons de dialoguer et de travailler de manière constructive avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour atteindre notre objectif de mettre fin à la violence sexuelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Seifi Pargou (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence allemande du Conseil d'avoir organisé le présent débat public. Je remercie également le Secrétaire général et les intervenants de leurs précieuses contributions.

La violence sexuelle en temps de conflit armé, une méthode souvent utilisée comme tactique de guerre et tactique terroriste, est un crime odieux. Les femmes et les filles en sont, malheureusement, les principales victimes. Prévenir cette pratique inhumaine requiert un effort collectif. Toutefois, nous ne pourrions pas réussir si nous ne nous attaquons pas à ses causes profondes, c'est-à-dire à l'existence du conflit armé lui-même. En conséquence, la solution ultime pour prévenir de tels crimes est d'éliminer complètement les conflits armés. Tant que le terrorisme, l'extrémisme violent, l'occupation étrangère et l'intervention étrangère existeront, cette solution restera malheureusement hors de portée.

L'environnement mondial actuel devient un terrain de plus en plus fertile pour que les conflits l'emportent sur la paix. Les avocats maléfiques de la haine, du racisme, de la discrimination et de l'unilatéralisme s'unissent contre les partisans de solutions multilatérales gagnant-gagnant. Il ne s'agit certainement pas d'une évolution prometteuse pour les femmes et les filles, dont

la plupart continuent, ici et là, de risquer de se retrouver, tôt ou tard, au beau milieu d'un autre conflit armé horrible et inévitablement confrontées au cycle cruel de la violence, notamment la violence sexuelle.

Il faut donc se demander qui est responsable de la situation actuelle. En effet, ce sont les responsables politiques qui font passer leurs intérêts géopolitiques illusoires avant les vies des femmes et des filles innocentes dans d'autres pays, façonnant ainsi le paysage qui rend possible la situation actuelle. C'est pourquoi il est indispensable que ces responsables politiques changent leurs politiques étrangères désastreuses et cessent de fabriquer des conflits armés. Verser des larmes de crocodile pour des femmes et des enfants victimes des conflits provoqués par leurs alliés ou par eux-mêmes ne saurait les soustraire à leurs responsabilités directes.

Par exemple, dans notre région du Moyen-Orient marquée par l'instabilité, l'occupation étrangère, l'invasion étrangère et le terrorisme - qui ne font aucun cas des droits ou de la vie des femmes - représentent la principale menace à leur sécurité. S'il est vrai qu'il faut tout mettre en œuvre pour prévenir les conflits, qui sont la principale cause de violences sexuelles en période de conflit armé, nous devons également prendre d'autres mesures pour prévenir ces crimes et y faire face. Dans ce contexte, nos efforts doivent viser principalement à établir la responsabilité pénale des auteurs de ces actes. Il faut également garantir l'accès des rescapé(e)s à la justice. Nous devons lutter contre l'impunité pour les violences sexuelles liées au conflit. À cet égard, nous appuyons les propositions visant à exclure les crimes de violence sexuelle des mesures d'amnistie prises dans le cadre des processus de règlement de conflits.

Pour terminer, nous voudrions insister sur la nécessité d'autonomiser les femmes et de promouvoir leur rôle dans la prévention et le règlement des conflits. La réalisation de ce noble objectif est une responsabilité collective et nous sommes prêts à contribuer à tous les efforts internationaux déployés de bonne foi dans ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Inde.

M^{me} Tripathi (Inde) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public. Nous remercions tous les intervenants de nous avoir fait part de leurs expériences et de leurs points de vue.

Je voudrais tout d'abord de condamner les attentats en série commis à Sri Lanka et d'adresser nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes, au Gouvernement et au peuple sri-lankais.

En dépit des progrès louables accomplis en ce qui concerne les politiques et les pratiques en matière de lutte contre les violences sexuelles, un fossé subsiste entre les recommandations et la réalité sur le terrain. Nous devons mieux comprendre les complexités dynamiques qui se manifestent sous forme de violence sexuelle dans les situations de conflit armé afin de prévenir ces atrocités, de mettre fin à la culture de l'impunité et de réadapter et réintégrer les rescapé(e)s.

Nous avons encore en mémoire les terribles atrocités perpétrées en toute impunité contre les femmes par les forces armées d'un État voisin en 1971. Ces blessures ne se sont pas encore cicatrisées. Chaque année, une dirigeante forte lance un appel à la justice durant le débat général de haut niveau et ne cesse de rappeler à la communauté internationale les violences sexuelles commises contre les femmes dans son pays. Les auteurs de ces crimes se font maintenant passer pour des champions de la justice pour couvrir leurs actes.

Nous voudrions faire les cinq observations suivantes sur le thème du débat d'aujourd'hui.

Premièrement, il faut mettre en place un cadre robuste de responsabilisation en ce qui concerne les violences sexuelles en période de conflit armé qui vise tous les acteurs, quels que soient leurs affiliations ou leurs motivations. La conceptualisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre est désormais généralisée. Elle se fonde sur des preuves historiques et nous ne la remettons pas en cause. Toutefois, en limitant notre compréhension à la notion que la violence sexuelle s'inscrit dans une stratégie de conflit armé, nous risquons d'oublier les autres victimes de ces atrocités. Ces victimes invisibles peuvent être des garçons et des hommes ou des victimes qui ont subi des atteintes de la part de civils ou d'acteurs humanitaires ayant d'autres motivations. Le cadre de responsabilisation et de réparation doit tenir compte des souffrances de ces victimes.

Deuxièmement, une conceptualisation fragmentée de la violence sexuelle en période de conflit armé entraîne souvent la dissociation de cette question de son contexte socioculturel, économique et politique. Les interventions fondées sur des considérations limitées essaient généralement de traiter les symptômes plutôt que les maux sous-jacents. Notre action à cet égard doit

être guidée par notre compréhension du lien entre le terrorisme, la traite d'êtres humains et la violence sexuelle. Le Conseil doit faire pression en faveur du renforcement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et de la mise en œuvre effective des régimes de sanctions.

Troisièmement, l'ONU doit accorder la priorité à l'appui aux gouvernements en vue de la mise en place des systèmes juridiques, administratifs et judiciaires plus robustes pour protéger les droits des victimes, engager des poursuites contre les auteurs de ces actes et remédier aux conséquences à long terme de ces crimes sur les individus, les familles et les communautés.

Quatrièmement, il faut promouvoir le renforcement de la participation des femmes aux processus de règlement des conflits et de réconciliation au lendemain des conflits afin de remédier aux inégalités et à la subordination profondément enracinées dans la société. Traiter les victimes, leurs familles et leurs communautés comme de simples bénéficiaires de l'aide humanitaire les prive de leur autonomie. Il est donc essentiel de renforcer le rôle des organisations locales de la société civile pour trouver des solutions durables.

Cinquièmement, la prise en compte des questions de genre dans les opérations de paix et le renforcement de la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix sont des conditions préalables à la prévention et aux interventions. À cet égard, l'Inde se félicite de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue visant à accroître le nombre de femmes soldats de la paix et est prête à déployer cette année une équipe de liaison féminine à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et une unité de police composée de femmes à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

Pour terminer, le Conseil de sécurité ne peut pas améliorer ses mesures pour faire face à la violence sexuelle en période de conflit armé isolément. Le travail normatif effectué en dehors du Conseil en matière d'égalité des droits et d'autonomisation des femmes doit continuer d'éclairer nos débats.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Émirats arabes unis.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Ministre des affaires étrangères Maas et l'Allemagne d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. La participation de haut

niveau à ce débat sur les violences sexuelles en période de conflit, ainsi que l'heure tardive en raison de la très longue liste des orateurs aujourd'hui, témoignent de l'importance que de nombreux États Membres accordent à cette question.

Nous convenons tous que la violence sexuelle en période de conflits est un crime particulièrement odieux et atroce, ainsi qu'une menace pour la paix et la sécurité internationales. Toutefois, nous avons entendu dire que certains groupes armés continuent d'utiliser la violence sexuelle comme tactique de guerre, sans crainte des conséquences, afin de soumettre et d'humilier leurs opposants ou de retenir leurs recrues. Comme le Conseil l'a entendu, dans notre région, Daech est particulièrement notoire pour de tels actes. En dépit du fait que ce groupe terroriste a récemment perdu des territoires et essuyé des défaites, aucun de ses membres n'a rendu des comptes pour les violences sexuelles commises par ce groupe, comme l'a décrit avec émotion Nadia Murad ce matin dans son témoignage courageux. De même, il est inadmissible que personne n'ait été puni pour les violences sexuelles qui ont pris pour cible les Rohingya. Comme le Secrétaire général l'a indiqué ce matin, des femmes et des filles ont subi des viols collectifs chez elles avant d'être forcées de fuir le Myanmar. Il est essentiel de mettre fin à l'impunité en tant que moyen de dissuasion s'agissant de la commission de tels crimes à l'avenir.

En plus de causer des traumatismes, les violences sexuelles liées au conflit contribuent à un dangereux cycle d'insécurité et d'inégalité qui entrave la participation des rescapés – principalement des femmes – aux processus de paix. Par la résolution 1325 (2000), les États Membres de l'ONU se sont engagés à accroître la participation des femmes tout au long du continuum paix-développement et ont reconnu le rôle important que les femmes jouent dans la prévention des conflits et la pérennisation de la paix. Je voudrais faire part aux participants de l'action menée par mon pays, les Émirats arabes unis, pour apporter sa modeste contribution.

Cette année, les Émirats arabes unis et ONU-Femmes ont lancé un programme de formation militaire et de maintien de la paix à l'intention de femmes arabes à l'Académie militaire des femmes des Émirats arabes unis. Ce programme vise à renforcer les capacités des femmes dans notre région et permettra de renforcer la réserve de femmes pouvant être déployées dans les opérations de maintien de la paix à l'avenir. La première cohorte de femmes, 134 au total, a récemment achevé

cette formation, et nous comptons élargir ce programme à des ressortissantes de pays autres que la région arabe dans le cadre de l'engagement que nous avons pris au niveau mondial.

Une véritable participation aux processus de paix exige un environnement propice et encourageant permettant aux rescapé(e)s de raconter leur histoire, comme nous l'avons entendu aujourd'hui. La majorité de ces rescapés sont des femmes et des filles. La plupart ne se font pas connaître en raison de la honte qu'elles éprouvent, de la peur du rejet et du manque de ressources, entre autres facteurs. Pour relever ces défis, il nous faut une approche axée sur les rescapé(e)s, comme le reconnaît la résolution 2467 (2019), adoptée aujourd'hui. Nous devons sensibiliser le public à la stigmatisation qui entoure le viol et mettre à disposition des ressources et un appui de manière à autonomiser les rescapés. Les Émirats arabes unis ont apporté un appui financier à l'excellent travail de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, et nous encourageons les autres États Membres à faire de même.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au cours de la prochaine phase de mise en œuvre au-delà de 2020, j'ai le plaisir d'annoncer que les Émirats arabes unis lanceront prochainement, en collaboration avec le Georgetown Institute for Women, Peace and Security, une série de débats qui porteront sur le rôle important que jouent les femmes s'agissant de tous les aspects sociaux, politiques et économiques de la reconstruction au lendemain des conflits, en vue d'améliorer les activités de recherche aux fins d'élaboration de politiques et de pratiques fondées sur les données. Il s'agit d'un pan du programme pour les femmes et la paix et la sécurité qui fait l'objet de recherches très insuffisantes, et nous sommes impatients de partager les résultats de ce projet avec les États Membres.

Mettre fin à la violence sexuelle liée au conflit, comme l'envisage la résolution 1820 (2008), est une tâche colossale mais c'est un impératif moral pour nous tous. Les États Membres doivent mettre en œuvre les recommandations du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée aux conflits, et nous estimons qu'ils doivent donner la priorité aux trois actions suivantes. Premièrement, nous devons nous attacher à documenter les cas de violence sexuelle liée au conflit et à en assurer le suivi. En l'absence d'éléments de preuve et de statistiques, il est impossible de mesurer l'efficacité des

efforts que nous déployons pour éradiquer la violence sexuelle et faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes. Deuxièmement, nous devons soutenir les efforts nationaux visant à lutter contre l'impunité dans les États actuellement en conflit ou en phase de reconstruction, comme Amal Clooney y a appelé ce matin. Il s'agit notamment de renforcer les capacités des organes d'enquête et judiciaires nationaux, ainsi que d'appuyer et d'accroître le nombre de conseillers pour la protection des femmes dans les missions des Nations Unies. Troisièmement, il nous faut intégrer systématiquement l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans nos politiques étrangères et nos programmes de développement. Les Émirats arabes unis se sont fixé pour objectif de veiller à ce que tous leurs programmes d'aide étrangère intègrent une composante genre à l'horizon 2021, et nous encourageons les autres pays à fixer des objectifs tout aussi ambitieux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Libéria.

M. Kemayah (Libéria) (*parle en anglais*) : Ma délégation vous transmet les chaleureuses salutations de S. E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, et vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Nous félicitons le Conseil de sécurité d'avoir adopté tout à l'heure la résolution 2467 (2019) sur la violence sexuelle en temps de conflit, que le Libéria est fier d'avoir parrainée.

Nous tenons également à faire de nouveau part de nos condoléances et de notre solidarité au Gouvernement et au peuple sri-lankais, ainsi qu'aux familles des victimes des tragiques attaques terroristes perpétrées récemment.

Nous remercions le Conseil de sécurité d'avoir, sous la présidence allemande, organisé ce débat stimulant, et nous remercions le Secrétaire général, sa Représentante spéciale et les intervenants pour leurs contributions exaltantes, fidèle reflet de leurs inlassables efforts pour mettre fin à l'emploi de la violence sexuelle comme tactique de guerre. À l'occasion du dixième anniversaire du mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Gouvernement libérien tient à exprimer sa gratitude pour les efforts constructifs qui ont été entrepris dans le cadre de ce mandat, y compris pour l'aide apportée au Libéria aux fins d'accompagner nos efforts visant à

renforcer notre législation nationale et les capacités de notre système judiciaire.

Le Gouvernement libérien reste déterminé à s'acquitter de son rôle de chef de file pour la sécurité et le bien-être de son État et de son peuple. L'un des objectifs de consolidation de la paix de notre nouveau cadre de développement, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres, vise à pérenniser la paix et à promouvoir la cohésion sociale par une participation accrue des femmes dans tous les domaines. Malheureusement, cependant, un phénomène alarmant préoccupe énormément le Gouvernement libérien, à savoir la violence sexuelle, vestige persistant de notre conflit passé. Pendant de nombreuses années, les femmes ont été exclues des processus politiques et de développement, et un climat d'impunité pour les actes de violence sexuelle a aggravé la situation. Aujourd'hui, nous sommes conscients qu'il importe de s'attaquer aux questions liées à l'impunité et à l'établissement des responsabilités pour mieux promouvoir la dissuasion et la prévention, et qu'il faut remédier aux causes profondes qui alimentent la récurrence des actes de violence sexuelle. Le Gouvernement libérien s'apprête à poursuivre les objectifs suivants.

Premièrement, nous allons adopter notre deuxième plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, et allons garantir l'appui budgétaire nécessaire à sa mise en œuvre. Deuxièmement, nous entendons reconstituer, aux niveaux national et des comtés, les comités directeurs chargés de promouvoir l'adaptation locale de la résolution 1325 (2000), en vue de mieux la faire connaître et d'en améliorer l'application au niveau national. Troisièmement, nous allons créer des groupes chargés de la problématique femmes-hommes dans neuf ministères et organismes afin d'assurer l'intégration effective de la question dans leurs cadres institutionnels. Nous allons également renforcer notre collaboration avec l'assemblée législative nationale et insister pour qu'elle ratifie le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qu'elle garantisse l'entrée en vigueur de notre projet de loi sur la violence conjugale et qu'elle améliore l'accès des femmes à la propriété foncière. La réalisation effective de ces objectifs étant en vue, le Gouvernement libérien collabore avec ONU-Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale pour les migrations et des organisations non gouvernementales à la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives concernant l'autonomisation des femmes, la

mobilisation politique des jeunes, la justice et les droits de l'homme et la gestion pacifique des conflits liés aux concessions, avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix.

Aujourd'hui, les emblématiques huttes de la paix libériennes sont toujours un puissant mécanisme traditionnel favorisant la médiation et le règlement des conflits, et restent des systèmes d'alerte rapide. Nous avons également perçu un financement du Fonds pour la consolidation de la paix en appui au renforcement des compétences de leurs participants en matière de négociation et de médiation. Les dialogues dans les huttes de la paix communautaires ont privilégié les questions liées à la violence sexuelle et fondée sur le genre, à l'usage de drogues, à l'éducation, aux différends fonciers, aux services de santé et aux mouvements illégaux aux frontières.

Lutter contre la violence sexuelle exige une approche collaborative, multipartite et multisectorielle. Le Gouvernement libérien est déterminé à tirer parti de cette approche et reste très reconnaissant envers l'ONU et nos partenaires de développement pour leur appui et leur assistance constants tandis que nous nous efforçons sincèrement de faire en sorte que le Libéria reste un pays sûr, empreint d'inclusion et d'égalité pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Équateur.

M^{me} Yáñez Loza (Équateur) (*parle en espagnol*) : La délégation équatorienne remercie la présidence allemande d'avoir organisé le présent débat public sur la violence sexuelle dans les conflits armés, un phénomène dévastateur. Elle remercie le Secrétaire général et les intervenants de leurs déclarations ce matin, et rend un hommage particulier au travail du docteur Denis Mukwege et de M^{me} Nadia Murad, qui ont reçu à juste titre le prix Nobel de la paix l'année dernière pour le dévouement avec lequel ils prennent en charge les victimes de violences sexuelles et pour avoir attiré l'attention du monde sur le fait que ces crimes ne doivent pas rester impunis.

Comme l'énonce en détail le rapport annuel du Secrétaire général (S/2019/280), la violence sexuelle perpétrée contre les femmes et contre de très jeunes filles et garçons est une tendance alarmante qui concerne toujours des millions de personnes. Elle est utilisée comme tactique de guerre, comme tactique de terrorisme et comme instrument de répression politique. Nous faisons

nôtres les propos du Secrétaire général António Guterres au paragraphe 3 de son rapport :

« Pour prévenir la violence sexuelle, il convient de promouvoir une réelle égalité des genres avant, pendant et après les conflits, notamment en assurant la participation pleine et effective des femmes à la vie politique, économique et sociale et la mise en place d'institutions de justice et de sécurité accessibles et adaptées. »

Nous sommes d'avis aussi que traiter de la violence sexuelle en période de conflit armé requiert une vision de prévention intégrale. Un effort collectif de la part des États Membres, y compris une réforme législative et judiciaire, sont nécessaires afin que les responsables d'actes de violence sexuelle soient traduits en justice et que les rescapé(e)s aient accès à la justice, soient traités avec dignité, bénéficient d'une protection, et soient dûment indemnisé(e)s. Parmi tous ces aspects, la lutte contre l'impunité est fondamentale, tout comme l'est la présence des femmes dans les processus de médiation et de prise de décisions dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix.

Afin de garantir la validité, l'exercice et l'existence des droits fondamentaux des femmes, le cadre juridique équatorien s'appuie sur deux piliers fondamentaux – la Constitution, qui reconnaît explicitement que l'État doit prévoir les mesures nécessaires pour prévenir, éliminer et sanctionner toutes les formes de violence, y compris la violence sexuelle; et les instruments internationaux pertinents ratifiés par l'État.

Le plan national pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes est devenu une politique publique en 2007 et constitue l'un des piliers du Plan national de développement (Plan Toda una Vida). En 2018, l'Équateur a publié la loi organique intégrale destinée à prévenir et éliminer la violence à l'égard des femmes, qui établit un système national intégral organisé et articulé autour de la prévention, des soins, de la protection et de la restauration totale des droits des victimes.

Comme ma délégation l'a dit au cours du dialogue interactif sur les engagements au titre de la résolution 1325 (2000), mon pays n'a cessé de promouvoir les initiatives tendant à intégrer la problématique hommes-femmes, en particulier par l'intermédiaire du Conseil national pour l'égalité entre les sexes – en raison de ses compétences spécialisées –, et du Ministère de la défense qui gère l'École des opérations de maintien de la paix chargé de la formation et de l'habilitation du

personnel militaire, hommes et femmes, qui doit être déployés dans les missions de paix des Nations Unies.

L'Équateur tient à saluer les différentes initiatives du Secrétaire général en la matière : la stratégie visant à améliorer l'approche, pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles à l'échelle du système et la politique de tolérance zéro; le pacte mondial volontaire sur l'engagement à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles, que mon pays a signé en février 2018; l'initiative Action pour le maintien de la paix; et le Cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Toutes ces initiatives complètent et renforcent la résolution 1325 (2000).

Pour terminer, je voudrais transmettre au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit la satisfaction de mon pays pour le travail qu'elle a effectué ces dernières années et pour l'abnégation dont témoigne M^{me} Patten à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M^{gr} Auza (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait remercier la présidence allemande d'avoir convoqué le présent débat public pour examiner la question de la violence sexuelle en période de conflit.

C'est un sujet que les membres du Conseil de sécurité ne connaissent malheureusement que trop bien. Les rapports du Secrétaire général sur les situations de crise font régulièrement référence aux crimes de violence sexuelle. Utilisée comme arme de guerre pour soumettre et humilier les victimes et leur causer des dommages physiques, émotionnels et psychologiques, la violence sexuelle a également des effets négatifs profonds sur les communautés auxquelles appartiennent les victimes et au sein desquelles elles se retrouvent parfois frappées d'ostracisme.

Bien trop souvent, le viol, le viol collectif et d'autres formes de violence sexuelle, notamment les crimes innommables commis contre des enfants et des nourrissons, sont perpétrés lorsque l'état de droit est faible ou non existant et lorsqu'il n'y a aucun respect des principes du droit humanitaire. Qui plus est, l'impunité est souvent la norme et, par conséquent, les victimes ont souvent peur de parler. Le silence doit être rompu. Nous ne pouvons pas rester indifférents quand cette cruauté généralisée est infligée à des innocents. L'impunité doit

céder la place à la responsabilisation afin que justice soit rendue et des réparations, octroyées.

La résolution historique 1325 (2000) demande aux parties à un conflit armé de prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence fondée sur le genre, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels. Elle appelle aussi à la pleine implication et participation des femmes à tous les efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. En effet, une façon dont les femmes et les filles peuvent aider à jeter les bases d'une paix durable et la justice est de parvenir à faire entendre leurs voix. En particulier, les rescapé(e)s de la violence sexuelle liée au conflit doivent être considérés comme des experts - leur douleur doit être reconnue, leur force et leur sagesse exploitées.

Les organisations terroristes et autres acteurs non étatiques, notamment les groupes criminels, ont commis des crimes de violence sexuelle à grande échelle. Nous savons toutefois qu'ils ne sont malheureusement pas les seuls à perpétrer de tels crimes. Les membres des forces armées et même certains qui servent sous la bannière des Nations Unies ont, dans certains cas, ajouté au malheur. Ma délégation prend note avec satisfaction des initiatives visant à prévenir et à combattre les atteintes sexuelles commises dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment par le biais de la formation du personnel spécialisé, l'objectif spécifique étant de réduire les risques dans les pays d'accueil au moyen de campagnes visant à mieux sensibiliser, à promouvoir le respect de la dignité d'autrui, et à encourager la population à s'exprimer.

Ceux qui ont pâti de la violence liée au conflit sont victimes à plusieurs niveaux. Ils sont accablés par la guerre, puis condamnés à porter les marques de ce traumatisme dans leur propre personne. Il n'est souvent pas répondu à leurs besoins essentiels en matière d'éducation, d'épanouissement et autres. Les hommes et les garçons comptent aussi parmi les victimes – une réalité si tabou dans certaines cultures et contextes qu'elle est cachée et tue. Pour couronner le tout, les victimes ne veulent pas parler de peur, dans de nombreux cas, d'être rejetées par leurs propres communautés, voire par leurs propres familles, ce qui rend leur épreuve encore plus désespérée.

Le débat sur ce sujet amène inévitablement à évoquer la question délicate des enfants conçus et nés suite à des violences sexuelles infligées en période de conflit. Les droits fondamentaux de ces enfants, comme ceux de

tous les autres enfants, doivent être respectés et garantis. Il faut faire un bon accueil à ces jeunes vies innocentes, les chérir et leur donner tous les moyens nécessaires de s'épanouir et d'atteindre leur plein potentiel humain. Ces enfants doivent être soutenus et aimés, et non pas humiliés, stigmatisés, bannis ou, pire encore, privés du droit fondamental d'exister et de naître.

Nous vœu est que le débat public d'aujourd'hui et l'attention qu'il mobilise sur cette question encourageront encore davantage les rescapé(e)s et les victimes à se manifester afin de trouver guérison et espoir, grâce à la reconnaissance de leur dignité personnelle, et que d'autres mécanismes plus solides seront créés pour traduire en justice ceux qui ont commis des crimes odieux à leur égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

M. Ruidíaz Pérez (Chili) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord exprimer ici, au Conseil, les condoléances du Gouvernement chilien au peuple et au Gouvernement sri-lankais à la suite des attentats terroristes cruels perpétrés dernièrement dans ce pays, ainsi que notre condamnation catégorique de ces crimes.

Nous remercions l'Allemagne de son initiative de convoquer le présent débat public et le Ministre Heiko Maas de le présider. Ma délégation exprime aussi sa gratitude au Secrétaire général pour la présentation de son rapport (S/2019/280), aux orateurs dont nous avons entendu les exposés ce matin, et à M^{me} Pramila Patten pour son action en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Le Chili réaffirme son engagement à mettre en oeuvre les résolutions sur la violence sexuelle et fondée sur le genre dans les situations de conflit et condamnant l'impunité pour ces crimes, ainsi que les initiatives du Secrétaire général en faveur de l'égalité des sexes et sa politique de tolérance zéro en matière d'atteintes sexuelles.

Le programme concernant les femmes et la paix et la sécurité constitue l'un des axes prioritaires de la politique extérieure du Chili. C'est pourquoi nous promovons le renforcement de la coopération régionale et mondiale pour mettre en oeuvre des politiques publiques qui garantissent aux femmes le plein exercice de leurs droits, produisant les changements culturels et structurels qui conduisent à des sociétés inclusives, dans lesquelles l'autonomisation des femmes et la prévention

de la violence sexuelle doivent être au centre de la réponse internationale.

Pour que la gravité de la violence sexuelle et fondée sur le genre soit parfaitement comprise, il est nécessaire de prendre de vastes mesures de prévention, de protection, de réadaptation et de réinsertion. Il faut également encourager et protéger la dénonciation de ces crimes afin de lutter efficacement contre leur impunité. Nous saluons l'action de la Représentante spéciale du Secrétaire général, ainsi que le déploiement de conseillers pour la protection des femmes dans les missions des Nations Unies, qui ont notamment contribué à améliorer l'accès aux informations et la qualité des données disponibles.

Il est essentiel que justice soit faite pour que les victimes obtiennent un certain niveau de réparation spirituelle et matérielle. À cet égard, nous soulignons l'action de la Cour pénale internationale, qui vient compléter celle des tribunaux nationaux et des tribunaux mixtes afin de transformer la culture de l'impunité en une culture de dissuasion. L'imprescriptibilité de ces crimes est également fondamentale pour lutter contre leur impunité et obtenir une juste réparation.

Des programmes d'éducation à tous les niveaux sont également nécessaires pour garantir la prévention, en particulier au sein des forces armées. À cet égard, le deuxième plan national du Chili a renforcé la formation et l'enseignement sur la problématique femmes-hommes, la violence sexuelle et les droits fondamentaux des femmes dans les opérations de maintien de la paix, tant pour la composante Police que pour la composante militaire, ainsi que pour le personnel civil participant à ces opérations ou à toute phase des processus de règlement des conflits et des activités qui font suite à un conflit.

Le Chili s'emploie actuellement à élaborer un troisième plan d'action national pour la période 2020-2022, en vue de renforcer le rôle des femmes dans les contextes de négociation, de médiation, de construction et de consolidation de la paix. Le suivi, l'évaluation et le principe de responsabilité seront intégrés dans le plan s'agissant de ses objectifs, ainsi que des crédits budgétaires nécessaires à leur bonne exécution. Le champ d'action du plan recouvrira les catastrophes naturelles, l'aide humanitaire et les déplacements de population. Nous comptons sur la participation active de la société civile et d'autres institutions à l'élaboration de ce plan.

Conformément à la vision que nous venons de présenter, le troisième plan national devra notamment relever les défis suivants : augmenter le nombre de femmes qui participent dans les opérations de paix et qui occupent des postes de direction et de décision, et garantir la présence de conseillers pour les questions de genre dans ces opérations.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Paraguay.

M. Carrillo Gómez (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Au nom de la délégation de la République du Paraguay, je me félicite du rapport du Secrétaire général (S/2019/280) sur les violences sexuelles liées aux conflits, et de l'initiative prise par la présidence allemande d'organiser ce débat et de donner ainsi le coup d'envoi de la célébration du le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) – une résolution de référence qui vise à encourager la représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions pour la prévention, la gestion et le règlement des différends.

Comme le Secrétaire général dans son rapport, nous reconnaissons que, pour prévenir la violence sexuelle, il est nécessaire de promouvoir une réelle égalité des genres avant, pendant et après les conflits. Nous avons pu constater que le processus d'intégration des femmes aux différents niveaux de prise de décisions avait été difficile, mais qu'il continuait de progresser de manière constante. Par exemple, depuis 2006, des officières de carrière paraguayennes sont diplômées de l'école militaire et travaillent dans presque tous les domaines spécialisés de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine. Nombre de ces femmes ont été déployées au sein des contingents paraguayens dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les femmes accéderont naturellement aux grades les plus élevés de l'armée, occuperont des postes correspondants à différents niveaux de commandement et seront déployées dans les divers détachements militaires de la République.

L'État a facilité l'accès des femmes aux professions traditionnellement masculines au moyen de mesures actives, telles que l'élaboration de politiques publiques appuyées par des lois pertinentes et la mise en place des infrastructures nécessaires au bon déroulement des activités des forces de l'ordre, tout en répondant aux besoins spécifiques des femmes. Grâce à son système éducatif, le Gouvernement paraguayen a également encouragé la sensibilisation de la population à

l'importance de la participation des femmes dans les domaines traditionnellement réservés aux hommes.

Enfin, nous nous félicitons de l'appel lancé aux États Membres pour qu'ils prennent de nouveaux engagements en vue de l'application de la résolution 1325 (2000) et du vingtième anniversaire de son adoption. Dans ce contexte, par l'entremise du Ministère de la condition féminine, la République du Paraguay constituera un groupe de travail interinstitutionnel chargé d'actualiser le plan d'action national du Paraguay pour la période 2013-2017 en vue d'appliquer la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, et de le repenser pour la période suivante.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

M^{me} Byaje : Au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), je tiens d'emblée à saluer l'Allemagne pour le travail excellent abattu durant sa présidence du Conseil au cours de ce mois d'avril, et à vous souhaiter, Monsieur le Président, plein succès dans les travaux qui restent à réaliser.

Qu'il me soit aussi permis de remercier le Secrétaire général de l'ONU et sa Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, ainsi que tous les autres orateurs qui m'ont précédée pour leurs contributions constructives à ce débat public.

Le choix du thème d'aujourd'hui témoigne, Monsieur le Président, de votre engagement dans la protection et la promotion des femmes et filles contre la violence sexuelle en temps de conflit et dans un cadre humanitaire. C'est un gage de votre ferme volonté de donner à cette question préoccupante un nouvel élan, pour enfin passer de la parole aux actes.

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale vous félicite, Monsieur le Président, de cette entreprise, et profite de cette occasion pour saluer les initiatives concrètes prises par ses États membres, ainsi que leur volonté politique soutenue, sanctionnées par la mise en place des lois, politiques et mécanismes pour s'attaquer aux abus faits aux femmes dans les zones frappées par les conflits. La CEEAC continue d'assurer à ses États membres son entière collaboration dans l'harmonisation des législations nationales avec les instruments régionaux et internationaux.

Malgré l'adoption de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures, qui a été cruciale dans la sensibilisation aux violences dont les femmes et jeunes filles sont victimes en période de conflit et en milieu humanitaire, où elles sont régulièrement violées et maltraitées en toute impunité, les femmes et filles continuent à être sujettes à toutes sortes d'abus sexuels lors des conflits, où le recours à cette pratique inhumaine et dégradante est devenu la norme, et le viol une arme de guerre.

Il y a urgence à mettre fin à cette tendance, au nom de ces jeunes filles, femmes et enfants, qui voient le monde s'écrouler autour d'eux sans espoir de retrouver le goût à la vie ni de voir leurs agresseurs traduits en justice. À cette fin, un changement dans nos pratiques et actions dans les missions de maintien et de consolidation de la paix, ainsi que dans la protection des civils, est impératif si nous voulons endiguer ce fléau.

C'est dans cette optique que la CEEAC s'efforce de consolider les mécanismes d'alerte rapide pour renforcer ses capacités en matière de prévention et de gestion des conflits armés, en plaidant pour la participation des femmes dans les processus de paix et de sécurité. C'est aussi dans le souci de contribuer à cet effort que sept de ses 11 États membres se sont dotés de plans d'action nationaux, en application de la résolution novatrice 1325 (2000), sur les droits des femmes en matière de paix et de sécurité, et qu'un plan d'action régional pour sa mise en œuvre a été validé et adopté par les États membres.

Il convient aussi de souligner que l'autonomisation économique et sociale des femmes est au cœur de toutes les actions entreprises dans les plans nationaux car il s'agit bel et bien d'une question transversale dans tous les secteurs. C'est ainsi que même en matière de paix, de sécurité et de gouvernance inclusive, il est impératif qu'un climat favorable soit instauré pour veiller à ce que les femmes participent activement à la médiation, au maintien et à la consolidation de la paix ainsi qu'aux efforts de reconstruction, tout en bénéficiant de lois qui les protègent dans les conflits armés.

Qu'il me soit permis de rappeler, à titre illustratif, comme l'a si bien souligné le représentant du Rwanda, que les 250 000 victimes de viol au Rwanda, un de nos États membres, lors du génocide perpétré contre les Tutsis en 1994, ont vu leurs espoirs et rêves brisés à jamais, surtout que la plupart d'entre elles avaient contracté le VIH/sida. Je n'oublie pas de mentionner les exactions quotidiennes que subissent les femmes dans

les zones où pullulent les groupes armés dans notre sous-région. Ces crimes odieux et humiliants tels que le viol, l'esclavage sexuel et les violences subies par les femmes en période de conflit dépouillent les victimes de toute dignité et conduisent à leur discrimination et stigmatisation, tout en leur laissant des blessures morales, physiques et psychologiques.

En vue de s'attaquer aux causes profondes de toutes formes de violence contre les femmes et filles et de rendre aux victimes toute leur dignité, les impératifs suivants proposés dans les plans nationaux de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) de quelques-uns de nos États membres devraient être encouragés et soutenus : premièrement, allouer des ressources à la prévention des abus sexuels et à l'atténuation de leurs conséquences, tout en sensibilisant aux violences faites aux femmes dans les milieux de combat; deuxièmement, renforcer les mécanismes de justice sociale et créer un cadre institutionnel et juridique pour faciliter l'accès à la justice et élaborer des politiques pour lutter contre l'impunité; troisièmement, assurer un suivi et une évaluation des progrès accomplis; quatrièmement, poursuivre les auteurs de ces crimes en justice et accorder soutien et réparation aux survivants de la violence sexuelle; et enfin, s'assurer que les femmes sont représentées dans les contingents déployés dans les opérations de maintien de la paix ainsi que dans la reconstruction post-conflit et partager les bonnes pratiques avec les autorités locales.

Pour conclure, atteindre l'objectif ultime du thème d'aujourd'hui passe par la réalisation de ces différents préalables que je viens d'énoncer. Si toutes ces conditions sont réunies, des solutions pratiques pourront être trouvées pour transformer les expériences négatives des victimes de viol et de violence sexuelle en développements positifs pour restaurer la dignité humaine et supprimer à terme la violence faite aux femmes et tous les obstacles structurels à leur autonomisation économique, sociale et politique, et à l'égalité des sexes.

La CEEAC va continuer sa sensibilisation de proximité dans les États membres afin de les encourager à accélérer la mise en œuvre de leurs plans nationaux sur la résolution 1325 (2000) ainsi que des décisions et

instruments juridiques adoptés en faveur de la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie. Pour ce faire, la CEEAC se réjouit de la collaboration avec ses partenaires stratégiques, notamment l'ONU, l'Union africaine et les autres communautés économiques régionales, la société civile et le secteur privé dans l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Elle salue enfin leur accompagnement dans la mise en commun des ressources humaines et matérielles aux niveaux régional, national et continental en vue d'informer la voie à suivre et les actions collectives à poser pour venir à bout de ce combat contre les violences sexuelles.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la République de Corée a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je la lui donne.

M. Lee Jooil (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais répondre à la déclaration faite par le représentant du Japon au sujet des femmes de réconfort.

La question des femmes de réconfort revêt des dimensions qui vont au-delà des relations bilatérales entre la République de Corée et le Japon. Il s'agit en fait d'une question de droits universels de la personne qui a trait plus particulièrement à la violence sexuelle en temps de conflit et dont le règlement passe par une approche axée sur les victimes. Le Gouvernement coréen continuera de coopérer avec la communauté internationale sur cette question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Japon qui va faire une nouvelle déclaration.

M. Furumoto (Japon) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement japonais se penche depuis longtemps et en toute sincérité sur la question des femmes de réconfort. En outre, à l'issue d'intenses efforts diplomatiques, le Japon et la République de Corée sont parvenus à un accord en décembre 2015. Par cet accord, nos deux pays ont confirmé que la question des femmes de réconfort était enfin et irréversiblement résolue. Il est extrêmement important que cet accord soit strictement mis en œuvre.

La séance est levée à 20 h 15.